LE MONDE ÉCONOMIE

■ Insondable



FONDATEUR : HUBERT BELIVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le PDG

souhaite

début 1998

d'Air France

une privatisation

CHRISTIAN BLANC, président

d'Air France, souhaite la privatisa-

tion du groupe avant les élections

législatives de 1998. Il a un peu

plus d'un an pour convaincre le gouvernement. Le groupe reste

convalescent : la compagnie Air

France devrait perdre encore

200 millions de francs pour l'exer-

cice 1996/1997 (contre 8 milliards

en 1993), auxquels s'ajouteraient

800 millions de francs de déficit de

l'ex-Air Inter. Pour réussir,

M. Blanc devra réussir sur deux ta-

bleaux: la fusion d'Air France et

de l'ex-Air Inter, effective en 1997,

et la mise en œuvre du « Pacte de

croissance compétitive » qui doit

permettre au groupe de gagner 2 milliards de francs en 1999/2000.

■ SPORT Football: Monaco vers le titre de champion de France

CINQUANTE-TROISIÈME ANNES NO 10176 - 7 F

L'ÉQUIPE de Monaco, grâce à deux buts infligés aux joueurs parisiens dimanche 26 janvier, lors de la 24º journée du championnat de France de football, a franchi un nouveau pas vers le titre. L'entraîneur Jean Tigana a su apporter à son équipe la rigueur qui lui manquait depuis de trop longues années. Aux Etats-Unis, en football américain, c'est la victoire de l'équipe de Green Bay sur les Patriots de New England qui a provoqué des tarandoles dans les rues de La Nouvelle-Oriéans (Louisiane). Pour le 31° Super Bowl, les ioueurs du Wisconsin, emmenés par Brett Favre, leur quarterback, ont gagné 35 à 21, devant 130 millions de té-

Immigration:

le forum de Kayes

COMMENT aider au dévelop-

gration? C'est à cette question que

vont tenter de répondre des représen-

tants d'associations villageoises ma-

liennes, des gouvernements français

et maliens et de bailleurs de fonds in-

ternationaux. Rémis du 27 au 30 jan-

vierà Kayes, ils vont examiner les nouvelles politiques de coopération qui se mettent en place. A Bamako, la France

alde aînsi certains îmmigrés à créer

Mals dans la capitale malienne

d'anciens grévistes de la faim de

Péelise Saint-Bernard racontent l'im-

passe dans laquelle ils se trouvent de-

leurentreprise.

puis leur expulsion.

Déclin

pement pour fremer l'immi-

Lire pages 20à 22

Les musées détiennent 1955 œuvres d'art volées aux juifs pendant l'Occupation

En 1995, un rapport confidentiel de la Cour des comptes faisait le bilan des spoliations

UN RAPPORT confidentiel de la troisième chambre de la Cour des comptes, daté de décembre 1995, a dénombré, dans les musées nationaux, 1955 œuvres ou objets d'art saisis pendant l'Occupation, récupérés à la Libération et qui o'ont pas été restitués à leurs propriétaires. La plupart des œuvres confisquées appartenaient à des collectionneurs juifs. La Cour, dont nous publions un résumé de l'enquete, a interrogé, à partir de décembre 1994, les musées qui détiennent une partie de ces tableaux et objets. Elle observe que la plupart des conservateurs, à l'exception de celui du Musée d'Orsay, s'efforcent d'en minimiser la valeur et l'importance. Elle note que l'Etat n'a pas recherché les propriétaires ou leurs ayants droit avec autant d'application qu'il aurait du.

La revelation de ce rapport fait opportunément écho à l'initiative prise, samedi 25 janvier, par Alain Juppé devant le Conseil représen-



tatif des institutions juives de France. Le premier ministre a an-noncé l'ouverture d'une « mission portant sur l'evaluation de l'ampleur des spoliations (dont oot été victimes les juifs français ou résidant en France], le sort qui a été réservé aux biens spolies, la localisation actuelle de ces biens et leur situation juridique ». Un groupe de travail devait être constitué dans la semaine sous la présidence d'une « haute personnalité » pour rechercber notamment ceux des biens juifs qui se trouveraient au-jourd'hui détenus par des adminis-trations ou des collectivités pu-

Robert Badinter, qui fut garde des sceaux de François Mitterrand, a salué, dimanche 26 janvier au Grand-Jury RTL-Le Monde », le combat de Jacques Chirac contre « l'antisémitisme et le racisme ».

discussion sur internet, la campagne anti-Dis-

Lire pages 6 et 7 et notre editorial page 16

Lire page 17

☑ Gestion de l'eau : un rapport sévère

Un rapport de la Cour des comptes, publie lundi, met en cause la gestion locale de l'eau et dénonce les hausses abusives de prix.

M. Milosevic et le Kosovo

A l'incertitude politique qui règne à Belgrade s'ajoute une situation de tension croissante dans la province du sud de la Serbie.

L'optimisme du pouvoir

L'exécutif tente de tirer avantage du retour sur la scène politique du président de la République et de la stabilisation de l'impopularité du gouverne-

Les ouvriers amers de Moulinex

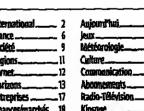
Faute d'avoir su s'adapter à temps, l'usine d'assemblage de la firme d'électromenager d'Argentan doit fermer en juin. Désarroi des salariés. p. 13

□ L'euro risque « l'explosion »

Fervent européen, Jean Boissonnat, ancien membre du Conseil de la politique monetaire, declare au Monde craindre • l'explosion » de l'euro, la difficulte étant de trouver une nouvelle répartition des pouvoirs dans l'Union. p. 14

Les recettes de NRI

La radio présidée par Jean-Paul Baudecroux est désormais la deuxierne radio de France derrière RTL. Enquête sur un



Disney accusé de jouer les Oncle Picsou en Haïti

SAINT-DOMINGUE de notre correspondant

Mickey ne serait-il qu'un vil exploiteur, profitant de la détresse du peuple haîtien pour maximiser ses profits? Très attentive à son image de marque, Disney est la cible de syndicalistes et d'organisations religieuses qui accusent la multinationale du divertissement de jouer les Oncie Picsou sur le dos des travailleurs haîtiens. Fer de lance de cette campagne, le Comité national des travailleurs (National Labor Committee, NLC), une organisation syndicale américaine, soutient que les salaires verses aux petites mains haitiennes qui cousent les pyjamas à l'effigie de la belle Poca-hontas « couvrent moins de 60 % des besoins vitaux d'une fomille ». Le NLC, qui a enquêté dans les entreprises de sous-traitance de Portau-Prince, soutient que nombre d'ouvriers sont payés en dessous du salaire minimum de 36 gourdes (12 francs) par jour et dénonce la répression patronale contre les employés qui bonne santé de l'entreprise.

de Disney, o gagné 203 millians de dallars en 1993, 325 000 fois le solaire d'un auvrier hoitien », calcule le NLC.

La campagne syndicale a été relayée par l'Eglise méthodiste unifiée américaine, dont le fonds de pension est actionnaire de Walt Disney Co. Dans une motion qui sera soumise à la prochaine assemblée des actionnaires de Disney, le 25 février, l'Eglise méthodiste demande à la compagnie de garantir des salaires et des conditions de travall convenables, y compris chez ses sous-traitants. Un autre document élaboré par les sœurs de Saint-Joseph demande à Disney de publier un rapport comparant les rémunérations de ses dirigeants aux salaires de ses travallleurs haitiens, birmans et thailandais. La direction de Disney s'oppose à ces projets de résolution, soutenant que des normes strictes sont imposées aux sous-traitants et que les primes millionnaires versées à ses cadres supérieurs ne font que refléter la

ney est diversement interprétée. Pour les uns, elle masque le protectionnisme des syndicats américains, naturellement hostiles à la délocalisation des emplois, et la naïveté de certaines organisations religieuses. « Au lieu d'être vilipendé, Disney devroit être félicité de créer des emplais en Haiti, un pays au peu d'investisseurs osent s'aventurer », résume un chef d'entreprise. Soucieux de relancer une économie moribonde et de lutter contre le chômage, qui touche près de 80 % de la population haitienne, le président René Préval a annoncé en décembre 1996 à Miami de nouvelles mesures pour faciliter le développement des zones franches industrielles. Des mesures dénoncées par ses détracteurs des « organisations populaires », qui menent campagne contre « le plon néo-libérol du gouvernement dicté por les Etats-Unis et les institutions finonclères Internotionoles *...

de « retournement de veste » ? Le fait

de réfléchir avec des gens qui oe

pensent pas comme vous, avec les-

quels on peut être en désaccord sur

les grands choix politiques, signifierait-il que vous êtes passé de l'autre

côté de la barrière ? Ces quelques

questions simples doivent être, me

Jean-Michel Caroit

tentent de s'organiser. « Michoel Eisner, le PDG | Longuement débattue dans un groupe de

POINT DE VUE

d'un grand théâtre Aux partisans du « socialement correct »...

par Jean Kaspar



SA NOMINATION, en janvier 1996, comme intendant du Berliner Ensemble - fondé par Bertolt Brecht en 1949 –, avait suscité beaucoup d'espoir. Martin Wuttke, brillant comédien de trentequatre ans, semblait avoir en main de quoi rendre tout son éclat à l'un des plus grands théâtres européens. Le 4 décembre 1996, il a démissionné, vaincu par « trop de difficultés et d'incertitudes » et ne parvenant pas à s'entendre avec les héritiers de Brecht.

Lire page 24

Allamagne, 3 DM; Antilles-Guyene, 9F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Cenada, 226 S CAN; Céte-d'ivoire, 856 F CFA; Danemart, 14 KRD; Espagne, 220 PTA; Grande Brassper, 12; Green, 350 DR; Stands, 146 E; Salie, 2900 L; Lucembourg, 46 FL; Marce, 10 DH; Norvege, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal CON, 250 PTE; Réunion, 9F; Somigal, 950 F CFA; Suide, 15 KRS; Suisse, 2,10 FS; Tenaies, 1,2 Din; USA (NY), 28; USA (others), 2,50 S.

M 0147 - 128 - 7,00 F

unique » et le « politiquement correct », entrons-nous dans l'ère du « socialement correct », une période au cours de laquelle certaines nterrogations seraient taboues, certains mots interdits? L'hypocrisie de- la remise en cause de certaines certiviendrait-elle une vertu cardinale tudes issues d'un passé révolu se-

pour exercer des responsabilités? raient-ils synonymes de trahisoo ou Cette hypocrisie qui consiste, par exemple, à refuser le terme de flexibilité mais à laisser se développer, dans les faits, une flexibilité sauvage, cruelle, sans contrôle, sans régulation réelle ? Le « re-questionnement » et

LE LIVRE QUI MÈNE AU CŒUR DES GRANDS DÉBATS. Die Zeit Daniel Jonah Goldhagan Les bourreaux volontaires

Editions du Seuil

nous sommes sont indiscutablement ceux de l'emploi, du chômage, du développement de la pauvreté et des différentes formes d'exclusion qui s'y rattachent. Tout le monde le dit : la droite, la gauche, le gouvernement, l'opposition, les chefs d'entreprise, les syndicats, les Eglises, les francs-macons, le milieu associatif et tant d'autres encore.

semble-t-il, au centre du nécessaire

re-questionnement sur nos pratiques

politiques, sociales et médiatiques si

nous voulons éviter que les fonde-

ments de notre démocratie

s'émiettent pour faire place à l'indif-

férence d'un combre croissant

d'hommes et de femmes, laissant ain-

si libre cours à la dérive technocra-

tique ou au totalitarisme de l'extrême droite. Dans une période marquée

par des transformations sans pré-

cédent sur le plan des techniques, de

la science, mais aussi des mœurs et

des comportements, nous n'avons

pas le droit à l'immobilisme ou à la

simple défense de nos « acquis » in-

tellectuels et matériels. Il nous faut

faire le tri entre ce qu'il faut préserver.

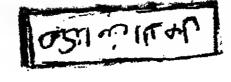
changer et inventer pour répondre à

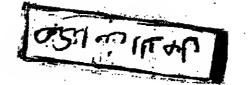
l'importance des enjeux de la période.

Les défis majeurs devant lesquels

Lire la suite page 15

Jean Kasparest ancien secrétaire Horizon général de lo CFDT, ex-conseiller so- Entreprises ... cial à l'ambassade de France à Washington, professeur et consultant.





BALKANS La situation s'est tendue ces dernières semaines au Kosovo, province appartenant à la Serbie mais peuplée à 90 % d'Albanais et qui cherche à s'émanciper de Bel-

grade. Les représentants des Albanais craignent que la crise politique à Belgrade ne diffère encore toute solution aux problèmes de la région. L'un des mouvements représentant les Al-

banais, le PKK, est tenté par une radi-calisation. • IBRAHIM RUGOVA, leader de l'autre grande formation, la LDK, appelle en revanche à la prudence et souhaite une solution pacifique. Il émet l'espoir que les leaders de l'opposition serbe « qui ont tou-jours été très extrémistes sur la ques-tion du Kosovo » évolueront. • LA POLICE, à Beigrade, a levé, lundi à

l'aube, le cordon par lequel elle bar rait la route aux étudiants contesta taires. 70 000 personnes participalent tron des écoliers et des étudiants

La crise politique à Belgrade favorise une radicalisation au Kosovo

Certains représentants de la communauté albanaise s'impatientent devant les pressions continues des forces de l'ordre et l'absence de réponse à leurs revendications. L'affaiblissement du pouvoir du président Milosevic accroît l'inquiétude des Serbes de la région

PRISTINA

de notre envoyé spécial La multiplication récente des attentats, la fermeté du discours politique de certains partis et les incertitudes sur la situation politique à Belgrade provoquent une inquiétude croissante au Kosovo, la province méridionale de la Serbie où 90 % des quelque deux millions d'babitants sont albanais. « Il est cloir que la situotion devient de plus en plus tendue, et que le risque d'une radicalisation n'est pas à écarter », affirme ainsi Michael Frey, qui dirige la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Pristina, la capitale de cette province.

est tout d'abord lié aux actions menées par une mystérieuse « armée de libération du Rosovo », qui a revendiqué, depuis une quinzaine de jours, trois meurtres à l'encontre d'Albanais réputés proches du régime serbe, ainsl que l'attentat qui a grièvement blessé, il y a une semaine, le recteur serbe de l'université de Pristina, Radivoje Papovic. Dans cette province, unilatéralement déclarée « République du Kosovo » par les Albanais au mots de mai 1992, la cohabitation avec la minorité serbe - qui détient tous les leviers du pouvoir boycottés par les Albanais - n'a cessé de se dégrader depuis plusieurs années.

Cette vague de violence apparaît pour les deux communautés ereux. mai est interprétée avec beaucoup de prudence. Les dirigeants albanais et serbes se gardent de toute conclusion hâtive sur l'origine exacte de ces attentats et en dé-

plorent tous les risques, avec une unanimité rarissime à Pristina. A tel point que le maire de Pristina, Dusan Simic, qui avait dénoncé, au lendemain de l'attentat, «les terroristes albanois ayant reçu le feu vert de ceux qui, d Belgrade, tentent depuis deux mais de déstabiliser la Serbie », affirme aujourd'hui que ses propos « ont été moi compris » et qu'il avait « simplement souligné que tout cela se déroule en même temps » en « établissant un lien uniquement temporel ». Et les Serbes, comme les Albanais, soulignent que le recteur était unanimement contesté pour s'être publiquement opposé à l'accord sur l'enseignement.

L'ÉCHEC D'UN COMPROMIS Cet accord sur l'éducation - qui fonctionne au Kosovo de manière totalement séparée et constitue le plus ancien point de friction entre les Serbes et les Albanais - signé en septembre 1996 par le président Slobodan Milosevic et le « président » albanais, Ibrahim Rugova, a aussi paradoxalement contribué à l'aggravation de la situation politique. Car il n'a été sulvi d'aucune mesure concrète, et la commission mixte chargée d'en étudier les modalités n'est toujours pas formée, les Albanais demandant la participation d'une médiation internationale, refusée jusqu'à présent par Belgrade.

L'échec de ce compromis, qui avait fait naître un certain espoir Ligue démocratique du Kosovo (LDK) d'Ibrahim Rugova, le Parti parlementaire du Rosovo (PPK). Au PPK, dirigé par Adem Demaqi, dans les deux cas, d'une exigence

le vice-président, Bairam Kosumi explique ainsl: « Pendont les quatre dernières années, nous avians réussi d maintenir une situatian pacifique. Mais les multiples pressions de la police et de l'armée et le fait que naus n'avons obtenu aucun résultat pendant cette période font que les gens ne croient plus à la volonté politique. »

« Pour éviter que ce statu quo ne se poursuive, dit M. Kosumi, notre parti, qui s'est prononcé contre lo guerre, ne veut plus non plus d'une politique passive qui a canduit à lo capitulation. Nous nous engageons donc dans une resistance pacifique en recourant d tous les moyens démocratiques pour imposer notre volo*nté aux Sèrbes et à lo co*mmunauté internationale. Nous ollons par exemple demander à nos lycéens et à nos étudiants, qui étudient dans des conditions difficiles, alors que des bâtiments sont vides et que la police nous interdit d'y entrer, de les prendre. »

Cette ligne plus dure et ce recours à l'éventuel affrontement avec les autorités serbes est pour le PPK le seui « moyen d'éviter une radicolisation encare plus gronde. Il vout mieux se foire arrêter et moltroiter aujourd'hul, plutôt que de risquer qu'une guerre commence demain », conclut Bajram Kosumi, qui a passé dix ans en prison entre 1981 et 1991, pour l'organisation de manifestations et sa propagande hostile à l'Etat yougoslave.

gné par l'organisation rivale de la . -dance du Kosovo, le PPK, en par- -ti communiste à l'époque, et qui lant de statut indépendant, reste «o ciaqué la porte en 1981 oprès plus flou sur les termes exacts de avoir été renvoyé pour propagande son objectif final. Mais il s'agit,



inimaginable pour les Serbes, qui considérent cette province comme leur « berceau national », même si elle est le lieu de la bataille perdue en 1389 face aux Ottomans et même si elle s'est progressivement peuplée depuis d'Albanais. Le président Slobodan Milosevic s'est d'ailleurs employé - avec la nouvelle Constitution de 1990 - à ramener le Rosovo dans le giron serbe en supprimant de fait la large autonomie octrovée par Tito à la province seize ans

Mahmut Bakalil, qui était olbanaise », dit lui aussi redouter aujourd'hui « un conflit identique inquiètent aussi bien les Albanais

à celui que l'on a cannu en Bosnie il y a peu de temps ». M. Bakalli s'est impliqué dans la recherche d'un compromis, car, dit-il, « ni le terrorisme ni la guerre n'y mettront fin. C'est por des moyens politiques, comme lo création d'une conjédération, que l'on pourra tenter de respecter à la fois le lien spirituel et historique des Serbes, et lo volanté des Albanois de sortir de l'Etat de

Serbie ». Il était invité, avec des responsables politiques serbes et albanais, à la table ronde de New York qui devait tenter d'établir, à la fin compromis. Une réunion qui a été reportée sine dle en raison de la

crise en Serbie. Car les événements de Belgrade

que les Serbes du Kosovo. Si la LDK soutient du bout des lèvres le mouvement de protestation, et le PPK de manière nettement plus résolue et ouverte, les deux organisations émettent des réserves sur les objectifs peu clairs de l'opposition en Serbie concernant le Kosovo. Elles craignent aussi toutes les deux que la crise en Serbie ne retarde un peu plus un hypothétique compromis.

Veton Suroj, rédacteur à l'bebdomadaire albanais Roha, affirme pour sa part que le gouvernement de Slobodan Milosevic « peut chercher, comme il l'o dejà fait dans le passé, o exporter ses problèmes internes vers le Kosovo ». tout en soulignant cyniquement que « le fossé entre l'apposition et le pouvoir de Belgrade est si grand et les problèmes si profonds que les Serbes se battront d'abord entre eux avant de s'occuper du Koso-

Les Serbes de Pristina ne cachent d'ailleurs pas leurs craintes à ce sujet. « Il ne s'ogit plus aujourd'hui d'incidents, mois de lo montée d'un véritable terrorisme, affirme le secrétaire à l'information de la province, Bosko Drobnjak; et l'inquiétude de notre communauté grondit d'autant plus que lo crise de Belgrade offaiblit l'Etat de Serbie, qui peut seul lui opporter une garantie de sécurité. » Et sa vision de la situation est le plus lapidaire constat d'échec que l'on puisse imaginer. « lci, deux histoires qui se construisent parallèlement, et il ne fout croire personne, même pas moi. »

D. H.-G.

Ibrahim Rugova, président de la Ligue démocratique du Kosovo

« Nous avons quelques réserves sur les dirigeants de l'opposition serbe »

ÉCRIVAIN RÉPUTÉ, féru de culture française, Ibrahim Rugo-va a été élu « président » du Kosovo, lors d'élections semi-clantestines qui se sont déroulées en mai 1992. A la tête de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) qui revendique l'indépendance du Kosovo -, il a toujours prôné une résistance pacifique face au pouvoir serbe, qu'il est parvenu à imposer, y compris dans les moments de plus grande tension de l'histoire récente de la province.

« Quelles sont, d'après vous, les conséquences de la crise en Serbie sur la situation au Koso-

– Pour le moment, elie n'a *p*as eu d'effets immédiats. Nous soutenons tous les mouvements démocratiques, en Serbie comme ailleurs. Mais nous avons quelques réserves concernant les dirigeants de l'opposition serbe, car lis ont toujours été, comme le régime, très extrémistes sur la question du Kosovo. Et jusqu'à présent ils n'ont pas l'air d'avoir une vision plus avancée. Nous n'excluons certes pas, de leur part, de possibles changements d'orientation. Mais, en ce qui nous concerne, nous ne devons pas nous méler des questions concernant la nation et la société serbe; notre attitude a toujours été de discuter avec eux, quels que soient leurs représentants.

- Avez-vous en des contacts récents avec les dirigeants de Popposition en Serbie?

Nous avons eu des contacts au cours de tables rondes avant la crise, mais tout cela s'est arrèté. Il faut maintenant attendre, en espérant qu'ils se libéreront de cette charge mythique du Kosovo et qu'ils accepteront une indépendance, avec toutes les garanties pour les Serbes qui vivent ici.

Comment analysez-vous la récente multiplication d'attentats an Kosovo?

4



Notre mouvement a certainement contribué à un début de prise de conscience et à une approche du problème plus démocratique

 l'ai condamné ces attentats. parce qu'ils sont très dangereux pour tout le monde. On a tué des Albanais en prétendant qu'ils avalent collaboré avec le régime serbe, ce qui ne veut rien dire, puisqu'ils avaient depuis longtemps été démasqués. C'est peutêtre une action des services secrets serbes, qui trouvent là un prétexte pour tuer des Albanais, mais c'est très difficile à affirmer. Il n'y a eu aucune explication officielle de la police, et je n'ai aucune information sur l'existence d'un mouvement extrémiste albanais. Ces actions visent en tout cas à déstabiliser la situation au panni la population.

-L'accord sur l'enseignement que vous avez signé il y a quelques mois avec le président Milosevic a-t-ii commencé à être mis en place?

– Jusqu'à maintenant il n'y a eu aucun progrès. Nous attendons la création de commissions, que l'on espère rapide, comme un premier signe de bonne volonté. Il faut souligner que ce compromis est le premier qui ait jamais été signé entre les Albanais du Kosovo et les Serbes. Ils doivent maintenant montrer leur volonté de le mettre en place ; pour notre part, nous y sommes prêts. Sinon, nous continuerons à faire fonctionner notre système scolaire [parallèle] comme actueliement, car il n'est pas possible de laisser des jeunes gens sans éducation.

- Existe-t-II, d'après vous, une volonté des autorités de Beigrade de se servir du Kosovo pour faire oublier la crise ac-

- Ce danger existe toujours, c'est pour cela qu'il faut rester très prudent. Mais j'espère toujours que le problème du Kosovo se terminera par une solution pacifique et politique. Si l'opposition, ou le régime, reconnaissent le Kosovo, ll s'agira pour eux d'une libération politique et spiri-

tuelie. » Notre mouvement a certainement contribué, chez eux, à un début de prise de conscience et à une approche du problème plus positive, moderne et démocratique. Le temps est venu de trouver des solutions pour commencer à résoudre ce conflit entre les Serbes de cette région du sud-est de l'Europe et les Albanais en général. Car l'indépendance du Kosovo ne pourra que contribuer à calmer la situation dans les Bal-

> Propos recueillis par Denis Hautin-Guiraut à sac. Dans la capitale, Tirana,

Victoire de la « discothèque du cordon bleu »

BELGRADE

de notre envoyé spéciol Le centre de Belgrade s'est réveillé à 4 heures du matin, lundi 27 janvier, au son du tambour et des sifflets. Quelques milliers d'étudiants de la capitale ont ainsi fêté leur « victoire » sur les policiers, en défilant dans des rues désertes. Depuis plus d'une semaine, un face-à-face insolite les a opposés, jour et nuit, avec les forces de l'ordre dans l'une des artères principales de la capitale. Dans ce qui a constitué le clou de l'absurdité répressive, les forces antiémeutes se relayaient en permanence pour empêcher les étudiants... d'occuper la rue. Les jeunes s'étaient, eux, installés avec la ferme intention de tenir le siège « au moins cinq minutes de plus que les policiers ».

En quelques jours, la « discothèque du cordon bleu » était devenue le dernier endroit à la mode, et le sièce de la rébellion étudiante. Au son d'une puissante sono, ils ont chanté et dansé, sur fond de rock et de sifflets. Pour combattre le froid, de solides bûches ont brûlé dans des brasiers improvisés. Une buvette, gratuitement approvisionnée par les bonnes volontés des sympathisants, et un stand de sandwiches et de plats chauds, formaient la « cantine ». Leurs « commandes », transmises par l'intermédiaire de la radio indépendante B-92 ou par la station de l'université, Radio-Index, ont dépassé toutes leurs espérances. Dans la matinée, ils n'étaient que quelques centaines à battre ainsi la semelle.

Mais, la nuit venue, la « discothèque » s'échauffait. Plusieurs milliers de jeunes et de moins jeunes sont venus tour à tour danser, boire et manger, ou simplement assurer un soutien aux protestataires. Nombre d'acteurs connus, de vedettes sportives, de prêtres orthodoxes, de juges, et même de militalres, ont fait un crochet parfois quotidien jusqu'à la « discothèque ». Les étudiants ont assuré l'animation : l'élection du « plus beau policier du cordon » par les demoiselles, une séance d'aérobic matinale pour maintenir la forme, un don de sang « pour diffuser le virus de la liberté », ou une protestation des nombreux homonymes de Slobodan Milosevic et son épouse Mira

Cette étrange épreuve de force s'est terminée provisoirement en raison d'une fête... religieuse. A l'occasion de la Saint-Sava, une marche conduite par le chef de l'Eglise orthodoxe, le patriarche Pavle, devait, lundi dans la matinée, opportunément traverser le fameux barrage. Une manière de forcer les policiers à céder et de soutenir les étudiants, sans pour autant faire perdre la face aux autorités. Elles ont donc organisé une retraite discrète, au milieu de la nuit.

Renforcement des pouvoirs présidentiels en Albanie une importante manifestation a

ALORS que la vague de mécontentement au sujet des sociétés d'usure dites « pyramides » débouchait sur de nouveaux incidents violents dans plusieurs villes du pays, le Parlement albanais a voté, dimanche 26 janvier, une loi renforçant les pouvoirs du président de la République, Sali

Le texte accorde au chef de l'Etat « plus de compétences » dans le domaine du maintien de l'ordre et lui permet d'« utiliser quelques unités des forces spécioles de l'ormée afin de faire foce oux situations extraordinaires ». Selon le ministre de la défense, Safet Zhulali, ces nouvelles dispositions « ne s'opporentent pos d l'état

Toute la journée de dimanche. les manifestations et les incidents se sont poursuivis dans plusieurs localités, où des bâtiments publics et privés ont été incendiés ou mis rassemblé sur la place centrale Skenderbeg près de 20 000 personnes, à l'initiative du Parti socialiste (opposition, ex-communiste). En deux jours, an total quatre-vingt-quatre policiers ont été blessés, a indiqué le ministre de l'intérieur, Halil Shamata.

« APPEL AU CALME » Le président Berisha a lancé, di-

manche, au début de la session extraordinaire du Parlement, un « appel ou calme », tandis que son premier ministre. Aleksander Meksi, s'engageait à indemniser, à partir du 5 février, les personnes spoliées par les sociétés d'usure. Xhaferi et Populli – quelque trois cent mille selon les estimations. M. Berisha a accusé l'opposition socialiste d'être « à l'arigine des violences ». Celle-ci réclame la démission du gouvernement, responsable à ses yeux de la crise sociale et de la «ruine» de nombreux Albanais après la faillite de plusieurs établissements d'éparene.

Les avoirs bancaires (plus de 1,3 million de francs) de ces sociétés récemment interdites ont été bloqués, mais le montant total des « prêts » consentis par des dizaines de milliers d'épargnants dépasserait les 5 milliards de francs, estiment des experts. Un Albanais sur trois aurait perdu de l'argent dans ces sociétés » pyramidales » qui promettaient des taux d'intérêt aliant de 35 % à 100 % par mois.

Samedi, des violences avaient éclaté à Lushnja (au sud de Tirana), au cours desquelles le vicepremier ministre et ministre des affaires étrangères, Tritan Shehu, a été blessé par un jet de pierre puis retenn plusieurs heures par des manifestants. Des barrages ont été mis en place par les manifestants pour couper l'axe routier nord-sud du pays. - (AFP.)

Comments of Estates Comments from the control of the con MAY SANGE OF SERVICE

THE RESERVE The state of the s

cotheque du cat

Car Continue to Service ... The state of the s THE RESERVE Processes of the second Sandet before and the state of the state of * 18th Was in ... WIN SERVE ! Bloom, neighbor . e ... AND THE REAL PROPERTY. THE RESERVE OF THE PARTY OF THE MACCO STATISTICAL PROPERTY.

Torrest of the state of the THE PROPERTY OF THE PROJECT PRINT THE PARTY. * Track

THE RESERVE TO THE PARTY OF the Authorities and Party for to the same of the same **李锋春龄** (1000) 1000 (1000) The state of the s The second of the second

雅美賞 安心 A to the first to

The second second A STATE OF THE STA A STATE OF THE STA A Marion Contraction to Water Street Street A MENTAL OF THE PARTY OF · 李朝江 · · · · · · · · · · · · Berton Brand in the second of the (機能・影響等が、カブルなど、ため、ことと、

BOTH BOTH BUTTON All Contracts of the Contracts of BURNES DE L'ANDRES CO 150 observateurs internationaux contrôlent le déroulement du vote

Les électeurs tchétchènes ont commencé à voter, lundi pêcher toute provocation. Le favori du scrutin est Aslan Maskhadov, le chef d'état-major des forces indépenmatin 27 janvier, pour élire leur président et leur Parlement. Des mesures de sécurité ont été prises pour em-

ont détruit ou endommagé la moi-

tié des logements construits par

leur a versé, en tait de compensa-

tion, que 10 militards de rnubles

auraient dù être versées chaque

mois dans le pays. C'est l'OSCE qui

matériel nécessaire aux élections.

montre l'urne en carton qui, une

fois fermée, ne peut être rouverte

sans être endommagée, les bulle-

des votants et la lampe aux ultra-

violets qui permet de les re-

nbservateurs internationaux sont

venus en Tchétchènie et doivent se

répartir dans soixante-trois

commissions de district, ce qui de-

vrait faire du scrutin tchétchène le

plus densément surveillé des an-

nales du post-soviétisme. Pour que

la Russie ne puisse contester les

résultats de ces élections, et en ti-

ter prétexte pour continuer de re-

fuser à négocier sur ses relations

avec ce qu'elle ne peut plus guère

appeler les « bandits tchétchènes ».

Sophie Shihab

GROZNY

de notre envoyée spéciale Le village a mauvaise réputacon. D'aspect plus poétique que son nom, le « 15° mol-sovkhoze » (ferme collective laitière) allgne ses petites maisons enneigées le long de la « route des bandits ». Depuis la guerre, les occupants de plusieurs véhicules y ont été détroussés ou pris en otage. Cela donna des idées aux Russes : en 1995, c'est ici également qu'une equipe de télévision américaine s'était fait saisir, par de faux bandits aux ordres de Moscou, snn film montrant des hélicoptères russes tirant sur des voitures de oégociateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

La tradition s'est perpétuée : c'est sur cette route, une de celles qui relient la capitale tchétchène, Grozny, à celles de l'Ingouchie voisine, que viennent de se volatiliser deux journalistes de la première chaine de télévision russe ORT, la plus hale ici pour la façon dont elle déformait la vérité. Depuis, tous les bulletins d'informa-

Scrutin sous haute surveillance

Aux premières heures du scrutin, les Tchétchènes, avides de tourner la page de la guerre, semblaient, lundi, se rendre en famille et en masse dans les quatre cents bureaux de vote installés pour les quelque 500 000 électeurs répertoriés dans le pays. Les deux mois de campagne électorale, dans un pays dont la Russie refuse toujours de reconnaître une indépendance de fait chèrement acquise, ont été marqués par de nouveaux enlèvements et mentres. C'est pourquoi l'OSCE. n'a pas lésiné sur la sécurité offerte aux soixante-douze observateurs qu'elle a fait venir sur place: Ils ne se déplacent que par deux, accompagnés de policiers tchétchènes, en deux voitures munies d'une radio. Une cinquantaine au moins d'autres observateurs, représentant des ONG russes, polonaises, scandinaves on internationales, se steppes gelées du Kazakhstan. promenent, eux, librement.

tion d'ORT évoquent longuement l'affaire et contribuent à la psychose anti-tchétchène, relancée en Russie avant les élections présidennielle et législatives du lundi 27 janvier dans la petite république. Mais sur place, ce qui frappe est au contraire la quiétude retrouvée depuis le départ des derniers soldats russes, le 31 décembre 1996, et l'immense plaisir de pouvoir à nouveau circuler librement, fut-ee au milien des ruines. Au # 15º mol-sovkhoze » comme ailleurs.

URNE EN CARTON

Les seules activités visibles de ce village sont le commerce de rue, v compris la vente d'essence dans des bocaux en verre au bord de la route. Des dizaines de petits derricks de pétrole se dressent sur la crète qui longe la « route des bandits ». La plupart sont figés depuis des années. Mais les derniers puits en activité du pays ont été « privatisés » par des combattants, pour nourrir leur village. L'essence n'a ainsi jamais manqué en Tchétchénie. Cinq mois après la fin des combats, l'électricité et le gaz, produits en grande partie localement, parviennent aussi dans la plupart des villages. Cela a suffi pour que les familles qui avaient fui le pays durant la guerre soient « maintenant presque toutes revenues », explique Zara, l'institutrice devenue chef de la mission électorale locale du « 15° mol-sovkhoze ».

Comme la plupart des fonctionoaires tchétchènes, elle n'est pas payée. Les familles survivent du produit de leurs jardins privés, de petits élevages, des revenus de parents immigrés, de commerce, Car le sovkhoze hi-même, comme la plupart des entreprises du pays, ne fonctionne plus depuis deux ans à cause des combats et des mines dispersées par les troupes russes dans les champs. «L'année 1997 sera la plus difficile de toutes sur le plan éconamique, mais on espère qu'après ca ira » procostique Aminat, ouvrière du silo à grains voisin. Il est difficile d'arracher aux Tchétchènes des doléances sur leur misère. La réponse classique à ce sujet est outils ont déjà survécu à la déportation, dès 1944, quand ils tureot tous deverses sur les Aujourd'hui, les bombes russes

L'Italie condamne définitivement trois militants de Lotta continua

de notre correspondant

Vingt-cinq ans après les années puis annulée en cassation. tumultueuses de la stratégie de la tension, l'Italie est à couveau remuée par les fantômes du passé. Au centre de ce retour en arrière qui agite les milieux politiques et judiclaires, la condamnation définitive de trois anciens dirigeants du mouvement gauchiste Lotta continua à tion se prononce, cette fois, dans le vingt-deux années de réclusion cri-

La Cour de cassation a confirmé, la semaine demière, la décision prise par la cour d'appel de Milan, le 11 oovembre 1995, contre Adriano Sofri, Giorgio Pietrostefani et Ovidio Bompressi pour le meurtre, le 17 mai 1972, devant sa maison, d'un commissaire de police, Luigi Calabresi, abattu de deux coups de feu, parce qu'il était considéré comme la bête noire des mouvements extrémistes en raison de ses fonctions de responsable des questions poli-

tiques.
D'innombrables hypothèses out été formulées sur les auteurs possibles de cet assassinat mais la plus communément admise est qu'il s'agissait d'une vengeance à la suite de la mort suspecte, en 1969, d'un militant anarchiste, Guiseppe Pinelli, « tombé » du quatrième étage lors d'un interrogatoire par la police en présence de Luigi Calabresi. Seize ans après les faits, un repenti, Leonardo Marino, a accisé ses anciens camarades; « je conduisais l'auto, Bompressi a tiré. Sofri et Pietrostefani sure un symbole ». ont commandité ». Le 2 mai 1990, les trois hommes furent condamnés à

La sentence fut confirmée en appel

Le procès a repris, les trois inculpés ont été absous mais le jugement à oouveau cassé et l'affaire est renvoyée, une nouvelle fois, devant la cour d'appel de Milan qui confirme les peines. Il faudra encore dix ans pour que la Cour de cassamême sens que la cour d'appel, mettant ainsi un point final à ce long épisode judiciaire.

Pour Leonardo Marino, il y a prescription, mais pour les autres il o'y a plus d'autres choix que d'aller en prison. « Pas question de demander la grâce », s'indigne Adriano Sofri, ce qui serait en quelque sorte reconnaître une culpabilité qu'il a toujours farouchement niée. Vendredi 24 janvier, il s'est constitué prisonnier ainsi qu'Ovidio Bompressi. Depuis Paris où il vit, Giorgio Pietrostefani a, dans un premier temps, affirmé qu'il ne rentrerait pas, puis s'est ravisé et devrait prendre le chemin de la prison de Pise, mercredi

Le débat s'est ouvert sur la nécessité de rouvrir de vieilles blessures. L'un des magistrats de la Cour de cassation s'est publiquement prononcé en faveur de la grâce. Pier Luigi Vigna, procureur antimafia, a exprimé des doutes sur la sincérité du repenti. Daniel Cohn-Bendit a parlé de « vendetta contre mai 68 dont Adriano Sofri est en grande me-

Michel Böle-Richard

Les premières élections libres Là défense européenne prend place de l'après-guerre en Tchétchénie au cœur du dialogue franco-allemand

Au moment où commencent à être connus les éléments d'un « concept stratégique commun », les parlementaires des deux pays dressent les carences de l'Europe en matière de sécurité

de nome emioyé rpecial. En dépit de divergences de vue les ex-déportés ou leurs fils, et tué des dizaines de milliers d'entre entre Paris et Botan sur la gestion fueux. Mais, à ce jour, Moscou ne ture de l'euro, l'Europe sera sans doute bientot unle autour d'une même montaie. Mais cette Europe (10 millions de fraocs), soit un en construction dépend encore larsixième de toutes les retraites qui gement des Etats-Unis pour se défense et sa sécurité. L'éparpillement des structures industrialles en maa fourni, grace aux 600 000 dollars tière d'armement n'est que le sympversés par divers pays membres, le tome le plus visible des deficits européens en la matière, Aussi le Au « 15° mpl-sovkhoze », Zara décalage de plus en plus patent entre les divers degrés d'intégration du continent était-il au cœur des débats du IX collocue Charlemagne d'Aix-la-Chapelle qui a rastins, l'encre pour marquer la main semblé, du 24 au 26 janvier, des parlementaires français et allemands connaître. Plus de cent cinquante (CDU et FDP côté allemand, RPR, UDF et PS côté français).

A la base de cette rencontre, le constat que les Européens ne sont pas capables d'apporter seuls la paix et la stabilité à leurs voisins, notamment au sud de la Méditerranée. Les élus de l'Assemblée nationale et du Bundestag teotent d'apponer une contribution au renouveau du dialogue franco-allemand sur la sécurité et la défense européenne au moment-même où commencent à être connus les éléments d'un « concept stratégique commun » entre la France et l'Allemagne (voir Le Monde du 25 janvier et lire, auiourd'hui, page 14 noure entretien

avec Georges-Henri Soutouj. Une fois de plus, la suprématie américaine en madère de sécurité et de défense est le moteur de tout dialogue franco-allemand sur le suiet. Guerre du Golfe, Yougoslavie, Proche-Orient, région des Grands Lacs..., chaque grande crise est l'occasion de le constater.

Présent lors du colloque, l'ambassadeur allemand aupres de l'OTAN, Hermann von Richthofen, a expli-

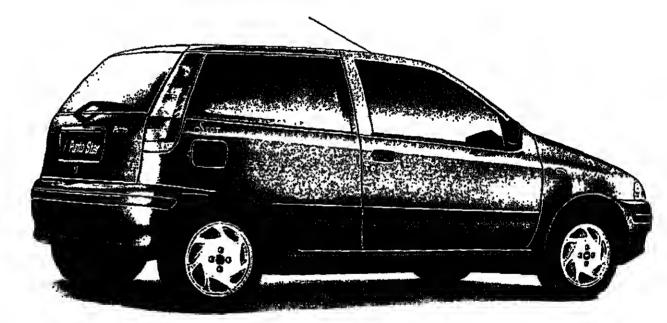
qué que, « sur quarante-cina canaux satellitaires unlisés pour observer le territoire de la Bosnie, seulement deux n'étaient pas américains », et que ces deux canaux, qui appartiennent a l'OTAN en propre, offraient des images de bien moindre qualité que celles du Pentagone. Même si c'est encore de maniere

très timide, les dirigeants allemands commencent à trouver cette forme de partenariat américain un peu lourde à porter et à adopter une position de plus en plus favorable à l'affirmation d'une identité européenne de défense au sein de l'Alliance. D'où l'importance du concept stratégique franco-allemand, qui représente « la première réponse allemande à l'affre française de discuter de la dissuasian europrienne », comme l'a remarqué l'un

des participants du colloque. Dès lors qu'on tente d'affirmer l'autonomie de l'Europe, on ne peut faire l'économie d'un débat sur les institutions bruxelloises. C'est sur ce point que les nuances franco-allemandes apparaissent le plus nettement. « On ne peut pas faire tuer des soldats à la majorité», selon Pierre Lellouche, député RPR du Val d'Oise, qui insiste pour dire que « la délense et la politique étrangère relevent du cadre national, hors duquel il n'y a pas de légitimité démocratique ». Les élus allemands, de leur cote, demeurent rideles à une vision moins nationale des choses: « l'intergouvernemental est une fausse solution ., selon Franz Peter Basten,

député CDU de Trèves. Les Allemands haussent les sourcils des qu'une voix française se prononce en faveur d'un système ou les premiers rôles seraient confiés aux grands pays. Evitant de prononcer le mot de « directoire » franco-allemand, les députés RPR ont avancé l'idée d'un « conseil de sécurité européen » qui permettrait aux pays d'aller de l'avant sans en être empéchés par d'autres. A la différence des Allemands, les gaullistes, eux, aimeraient que la présidence du conseil soit confiée à un grand pays

Sour les séductrices à qui la Punto ne suffisait pas, voici la Punto.



PUNTO STAR 59 400F

PRIX NET GRÂCE AU CONTRAT TRANSPARENCE

Autoradio K7 autoreverse avec commandes au volant • Projecteurs antibrouillard Direction assistée • Vitres teintées électriques • Condamnation centralisée des portes Airbag Fiat® conducteur • Volant réglable en hauteur • Antivol Fiat code

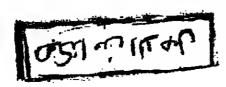
> Tarif prix net thors option) au (1/10/96 AM 97 de la l'umo Star 3 portes utí de réjérence su 28.419/96 diminué de la movenne des conditions habituellement consenties nar Fiat et son réseaut

TRANSPARENCE

LA PASSION NOUS ANIME.



PRIME QUALITÉ FIAT: REPRISE 5000F DE VOTRE VOITURE DE PLUS DE 8 ANS



La Russie cherche un rôle

dans la péninsule coréenne

Les opposants à la mainmise de Pékin sur Hongkong veulent mobiliser l'opinion mondiale

Leur porte-parole, Martin Lee, entame une tournée européenne

Martin Lee, le porte-parole des démocrates de 27 janvier, une tournée dans les capitales euro-Hongkong – qui ont remporté toutes les élec-péennes, alors que Pékin vient d'accélèrer la M. Lee souhaite susciter un courant de sympa-

Moscou veut réchauffer ses liens avec Pyongyang alors que s'ébauchent des négociations sur un système de sécurité régional tions au suffrage direct -, a entamé, lundi

SÉOUL

de notre envoyé spéciale Dinausaure du stalinisme, isolée et en quasi-banqueroute économique, la République populaire démoctatique de Carée (RPDC) s'oriente vers un relatif désenclavement. Sa procbaine participation, a New York, a une réunion exploratoire - initalement prévue le 29 janvier mais reportée d'une semaine à sa demande - avec la Corée du Sud et les Etats-Unis en vu d'ouvrir des négociations quadripartites avec la Chine, est un premier pas. Ce dialogue amorcé vise à mettre en place un nouveau système de sécurité dans la péninsule destiné à se substituer à l'armistice de 1953.

Pyongyang a, certes, l'babitude de « souffler le chaud et le froid » et pourrait une nouvelle fois se cabrer mais, de sources diplomatiques américaines à Séoul, le processus semble désormais s'engager à la suite des regrets présentés par Pyongyang, en fin d'année, pour avoir envoyé un sous-marin espion qui s'écboua en octobre sur les côtes du Sud. Alors que le marché noir se développe à grande vitesse à la frootière avec la Chine, que la monnale nationale ne vaut plus rien et que

Le Kremlin souhaite négocier un traité avec la Corée du Nord. Celle-ci espère une reprise des fournitures de pétrole et une participation à la zone de libre-échange de Rajin-Sobong

la pénurie alimentaire se poursuit, la régime de Pyoagyang est contraint au réalisme diploma-

Parallèlement se dessine un réchauffement des relations entre la RPDC et la Russie. Jusqu'à la chute du régime soviétique. Moscou fut le grand soutien économique « fraternel » de la RPDC. En l'approvisionnant en énergie, l'URSS tenait son économie « le cou hors de l'eau ». Ce n'est plus le cas et la RPDC a sombré dans la crise. Les relations entre Moscou et Pyongyang s'étaient, en autre, singulièrement refroidies à la suite de l'établissement, en 1990, des liens diplomatiques entre la Corée du Sud et la Russie.

La visite du 22 au 24 ianvier. à Pyongyang, du vice-ministre des affaires étrangères russes, Grigory Karasin, n'en prend que plus de relief. Moscou souhaite négocier un nouveau traité avec la RPDC. Celui d'amitié et de défense mutuelle de 1961 a expiré en 1995. Depuis, les négociations n'avaient guère avancé mais la Russle semble soudainement pressée. Au point de néeliger d'exiger de Pyongyang des explications sur le trafic d'apium et d'héroine qui se développe en Extrème-Orient russe. Ces drogues seraient produites en RPDC et transportées par les bûcherons nord-coréens travaillant en Sibérie en cheville avec la pègre

russe, avançait récemment la Far Eastern Economic Review de Hongkong. Une partie de ces drogues partirait par train en Europe et le reste serait consommé sur place : à Vladivostok notamment

En raison de leurs problèmes interoes, et aussi parce qu'ils n'ont guère été conviés à le faire, les Russes restent à la péripbérie des négociations sur les nouveaux équilibres régionaux. Exclu des négociations quadripartites sur la sécurité dans la péninsule coréenne, Moscou chercbe à revenir dans le jeu stratégique de la région en se rapprocbant de Pyongyang. En novembre, les deux pays ont signé un traité sur les investissements et la protection mutuelle des intérêts économiques. Le docurrect est plus formel que substantiel mais il est symptomatique d'une volonté de rapprochement. La RPDC espère, surtout, de la

Russie une reprise des fourniture de pétrole et une participation au développement de la zone de libre-échange de Rajin-Sobong. Tout le programme nucléaire nord-coréen est en outre fondée sur la technologie russe. Sous la pression internationale, Boris Eltsine a suspendu en 1993 l'assistance oucléaire russe à Pyongyang et, l'année suivante, aux termes de l'accord avec les Etats-Unis, la RPDC accepta de geler son programme atomique en échange de la fourniture par un consortium international de centrales à eau légères (dont l'énergie est moins facilement détournée à des fins militaires) et d'une aide extérieure.

la RPDC est dépendante de la connu aussi Séoui en 1992) tant sur le plan économique que diplomatique. Pékin s'est engagé, le 17 janvier, à fournir chaque année à la RPDC, jusqu'à l'an 2000, 500 000 tonnes de céréales. Washington a, d'autre part, donné son aval à l'exportation de 500 000 tonnes de produits alimentaires en RPOC à la suite des « regrets » exprimés par Pyongyang à propos du sous-marin. La Croix-Rouge sudcoréenne a enfin repris son aide humanitaire. Ces aides, conjuguées à celle des organismes internationaux, devraient pallier la pénurie alimentaire dont continue à

Depuis la défection de Moscou,

souffrir la RPDC. Avec un retour de Moscou dans le ieu régional, la RPDC pourrait espérer obtenir une certaine marge de manœuvre et Pékin ne semble guère craindre, pour l'instant, que l'influence russe en Extrème-Orient soit très forte. La Chine pourrait y voir un élément contribuant à contrebalancer le polds de Washington qui, tout en soutenant militairement le Sud, tend à jouer l'intermédiaire entre les deux Corées.

Pyongyang, de son côté, ne ménage pas toujours la susceptibilité de son mentor : depuis que Pékin a reconnu Séoul, les Nord-Coréens courtisent Taiwan (qui a rompu ses liens avec la Corée du Sud à la suite de l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine). Et la RPDC vient d'accepter de stocker 60 000 barils de déchets nucléaires en provenance de Taiwan au cours des deux prochaines années. Une initiative qui a soulevé la colère de Séoul, qui estime que la péninsule ne doit pas devenir un dépôt de déchets nucléaires. Mais l'écologie ne semble pas être la préoccupation majeure de Pyongyang.

Philippe Pons

HONGKONG

de notre envoyé spécial Le chef de file des milieux rétifs à la prise de contrôle de Pékin sur Hongkong, l'avocat Martin Lee, a eotamé, hmdi 27 janvier, à Strasbourg, une tournée en Europe occidentale. Il s'agit d'une croisade de la demière heure auprès des gouvernements des démocraties industrialisées en vue d'amener la Chine à tenir ses engagements de respecter le mode de vie, y compris politique, du territoire.

Ce voyage, qui le mènera no-tamment en France, intervient aiors que Pékin a, ces derniers jours, multiplié les manœuvres visant à soumettre l'opposition locaie à ses conceptions autoritaires d'exercice du pouvoir en prévision de la rétrocession, le 1º juillet. Au cours de son voyage. M. Lee verra des responsables de l'Union enropéenne, dont Sir Leon Brittan, le vice-président de la Commission de Bruxelles, et diverses personnalités en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Norvège, en Suède, en Italie et à

A la veille de son départ, il a exprimé au Monde son intention de s'efforcer de convaincre les gou-vernements européens de « s'as-

surer que la Chine se conformera à un traité à caractère internatianal», la déclaration conjointe sino-britannique de 1984, qui assurait à Hongkong un « haut degré d'autonamie » au sein de la République populaire. Il y voit deux raisons principales: le droit international, d'une part, et, d'autre part, le fait que c'est sur ce droit que reposent « les intérets économiques [à Hongkong] des gouvernements concernés » comme ceux de France et d'Allemagne qui avaient salué, en son temps, la-

PAS D'ENTREVUE AVEC M. CHIRAC A son départ de Hongkong, M. Lee n'avait pas obtenu d'entrevue avec le président Chirac qui l'a pourtant reçu du temps où il était maire de Paris, malgré les froncements de sourcils de l'ambassade de Chine en France. Le dirigeant démocrate hongkongais a un rendez-vous à confirmer avec le ministre de la justice, Jacques Toubon, ainsi qu'avec Re-

dite déclaration.

né Monory, président du Sénat. Cette tournée risque d'irriter Pékin, qui voit - ou feint de voir. pour des raisons tactiques - en M. Lee un dangereux agitateur dont les menées risquent non mals également, à terme, de LE « MESSAGE APPROPRIÉ » Se refusant à commeoter le peu d'enthousiasme officiel français à le recevoir, M. Lee se conteute de noter que, depuis leur précédente rencontre, « M. Chirac est devenu

mise en place des structures qui contrôleront le thie en faveur de la « cause de la démocratie ».

quelqu'un de bien plus important qu'alars... ». M. Lee n'en estime pas moins qu'il existe à ses yeux « un espoir » que la Chine modère ses appétits absolutistes à condition que « le reste du monde lui exprime le message approprié ». Aussi appelle-t-il les gouvernements européens à faire valoir à Pékin qu'il y va « de son propre intérêt ».

M. Lee a déjà eu un entretien avec le futur patron du territoire nommé avec l'appui marqué de Pékin, Tung Cbee-hwa, en dépit des divergences de vues frappantes qui existent entre les deux

Le prochain chef de l'exécutif locai s'est montré, dit M. Lee, « prét à [l']écouter » et des rencontres régulières, tous les deux mois, sont prévues. « Mois [il] espère qu'il ne fera pas qu'écouter, qu'il comprendra » ce qui lul est

exprimé, « en particulier sur les assettlement d'envenimer la situapects juridiques » de la rétrocestion locale après la rétrocession,

Car, ajoute Martin Lee, «il faut en revenir au drait ». Les manceuvres auxquelles vient de se livrer la Chine en formant un organe législatif parallèle provisoire « ne sont pas canformes à la Canstitution » de Hongkong - on ce qui en tient lieu -, la Basic Law (Loi fondamentale).

Sans compter que les groupes et partis politiques relayant l'influence de la Chine dans le territoire reçoivent, estime-t-il, « des financements directs ou indirects de Pékin qui leur permettent de dépenser bien plus d'orgent que [son] prapre parti » - biais qui pourrait avoir son importance si des élections ont effectivement beu après

La nouvelle administration mise en place sous la pression chinoise « est nommée et non pas élue », contrairement à ce qui avait été convenu en 1984, insistet-il encore. Mais « il y o une limite à ce que la populotian peut occepter ». Or celle de Hongkong « s'est vu promettre le mointien de so li-

3.

٠..

1

٠,٠

La « mission impossible » de Mohamed Sahnoun, représentant spécial de l'ONU et de l'OUA pour la région des Grands Lacs

« Il faut concevoir un mini-plan Marshall », estime l'ancien médiateur en Somalie

de notre correspondante

En nommant Mohamed Sahnoun, un diplomate algérien, représentant spécial commun des Nations unles et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour la ré-

PORTRAIT_

Chevronné, ascète subtil, « proche des populations dont l'avenir lui est confié »

gion des Grands Lacs, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, lui a confié la « mission impossible » qui consiste, selon les termes du mandat, à « trouver une solution pacifique aux divers conflits de la région. à préparer une conférence internationale et à préserver l'unité et l'intégrité territoriale du Zaire ». Cette nomination a été unanimement appréciée à New York et saluée par les responsables politiques de nom-

breux pays. Conscient de l'importance de sa tache, M. Sahnoun a relevé le défi : « Sans le plein soutien de la communauté internationale, cette mission est effectivement une mission impossible. La situation dans cette partie de l'Afrique des Grands Lacs résume toute la complexité des régions précaires », nous a-t-il expliqué, di-

manche 26 Janvier, à New York. L'ambassadeur Sahnoun envisage de s'attaquer au problème avec une stratégie qu'il avait tenté d'appliquer en Somalle au début des années 90 : « C'est avec la pleine participation de la société civile que les populations de ces pays arriveront à résoudre leurs désaccords. Le problème est évidement politique, mais il

est aussi économique et social. » Pour le nouvean médiateur de l'ONU. Il est essentiel que les commerçants, l'Eglise, les intellectuels et les travailleurs sociaux jouissent d'une autonomie suffisante pour reconstruire eux-mêmes leur pays. Il entend promouvoir la création de circuits d'échanges entre pays vaisins: «lls ne commercent pas assez, il faut les encaurager dans cettre voie. » Une autre täche prioritaire, explique-t-II encore, consiste à éviter un conflit ouvert entre les différentes forces au Zaire. « Le fait que le Zaire entende maintenir son intégrité territoriale est compréhensible, dit-il, mais il faut à tout prix privilégier une solutian négociee. Il ne faut jamais désespérer de pouvoir convaincre les uns et les autres qu'une solution politique

NEW YORK (Nations unies) doit primer sur une solution militaire Sahnoun a fait ses études à la Sor- qui ont travaillé avec lui affirment qui, même efficace, laisse des sociétés dévastées et des plaies longues à ci-

Pour les quatre cent mille personnes qui sont toujours réfugiées dans l'est du Zaïre, il faut tenir compte de la responsabilité de « ceux qui ont participé au génocide » et favoriser une solution négociée avec les acteurs de la scène politique zaîroise et rwandaise, «y compris les opposants politiques au regime de Kigali ». Plus giobalement, explique M. Sahnoun, «il faut concevoir un mini-plan Marshall pour l'ensemble de lo région inbonne et a obtenu un diplôme de sciences politiques de l'université de New York. Il a représenté son pays comme ambassadeur à Washington, Paris, Bonn, Rabat et auprès des Nations unies. M. Sahnoun a été, pendant de nombreuses années, secrétaire général adjoint de la Ligue arabe et de l'OUA. Ses talents de médiateur ont été mis en évidence dans la crise Somalienne en 1992. L'ancieo secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, qui lui avait confié. cette mission, l'avait réprimandé pour sa critique ouverte et médiatisée des lenteurs du système onusien. Dans son livre Somalie, l'opportunité manquée, M. Sahnoun a dénoncé la responsabilité « personnelle » de M. Boutros-Ghali pour la débâcle politique en Somalie et pour la désillusion du gouverne-

que « son passé de médiateur dans des tragédies éprouvantes ont endurci le diplomate mais n'ont pas aigri

Le formidable réseau d'amitiés tissé à travers le monde par Mohamed Sahnoun a été déterminant dans le choix de Kofi Annan. Il connaît personnellement un grand nombre de chefs d'Etat. De passage à New York, le diplomate britannique Martin Griffiths, coordonnateur humanitaire pour la région des Grands Lacs, affirme que la désignation du diplomate algérien pour cette région est « le meilleur choix

« NE JAMAIS DEVENIR CYNIQUE » L'ambassadeur Sahnoun « a prouvé que l'on peut être un diplomate familier des pires drames humains sans jamais devenir cynique », estime-t-il. M. Sahnoun est « subtil, patient, charismatique et proche des populations dont l'avenir lui est confiée. Il iouira de mon soutien pour les missions qu'il entreprendra », explique la présidente irlandaise. Mary Robinson, qui a été accueillie par M. Sahnoun pendant son voyage en Somalie. «Je suis fier de me considérer comme l'omie de l'ambassadeur Sahnoun, c'est un homme de vision et de compassion », ajoute-

A Paris, la nomination de M. Sahnoun a été saluée par le Quai d'Orsay comme une étape extrêmement importante. La Prance, qui prône l'organisation d'une conférence internationale sur la région des Grands Lacs, estime aussi que la synergie créée entre l'ONU et l'OUA par la mission commune des deux organisations confiée à M. Sahnoun faciliterait la tenue de cette

conférence. Après son séjour à New York, pendant lequel il devrait rencontrer, lundi 27 janvier, le vicepremier ministre, ministre des affaires étrangères du Zaire, Gérard Kamanda wa Kamanda, ainsi que le secrétaire adjoint du département d'Etat américain, M. George Moose, M. Sahnoun se rendra à Paris, à Bruxelles, à Genève et à Addis Abeba avant de s'installer à Nairo-

Décrivant le mandat de M. Sahnoun, le secrétaire général, Kofi Annan, a demandé qu'un avion soit mis à la disposition du médiateur car « La solution des problèmes qui lui sont confiés ne se trouve apparemment pas sur la terre! ».

Afsané Bassir Pour

PUBLICATION JUDICIAIRE

Après la parotion dess Midi Libre du 16 octobre 1994 d'un article annoccant l'angeptament de poursoites disciplinaires à l'ancontre du président et de procureur du tribunal de grande instance du Perpignan, sous la titre : "Les waies raisons des poursoites disciplinaires".

La cour d'appel d'Orléans, désignée par la Cour de cassation pour consaître de la plaiete déposée par M. Louis RARTOLOME, alors procureur de la République à Perpignes, a estimb que l'alégation présentée par est article salon laquelle les vraies raisons des poersuites déschémaires arquelles contre M. Louis RARTOLOMEL, procureur de la République à Perpignen, sensient à trouver dans les négligences commisses par ce magistrat dans des affaines à caractère paétique et Respuis de la l'affaire Port Mery et culle de l'attentat contre M. J.P. MADREMAS, maire de Bages, portait attenta à l'honomer et à la considération de cet apent de l'autorité publique et constituait une définementon,

décision random le 4 novembre 1996 a confirmé l'extinction de l'action publique par application de la d'ampietie du 3 août 1995 et a condamné M. Maurice BUJON, M. Jean-Marc AUBERT et la na un uniquation una contra company de la consensione de managera de contra de la specialité de gestion MEDI LIBRE à payer à M. Louis BARTOLOMEI 80 DOJ F de documenças intérésts, 5 000 F au titre des frais imbédibles et a «reformé la publication de présent communiqué et la publication de la décision per extrait dans la Journei LE MONDE et dans la Journei L'ENDEPENDANT.

catriser. » En ce qui concerne le Rwanda, « un investissement considérable » est nécessaire pour réintégrer les

réfugiés qui sont déjà rentrés « dans la vie sociale et politique du pays », sous peine de laisser « une bombe à retardement » pour les générations futures.

ment Clinton à l'égard de l'ONU Réunion du Comité de paix en Afrique du Sud Les ministres des affaires étrangères des quatre pays membres du

Comité de paix pour la région des Grands Lacs - Afrique du Sud, Zimbabwe, Kenya et Cameroun - et leurs homologues de Tanzanie et du Congo devaient se réunir lundi 27 janvier à Pretoria, en présence du secrétaire général du l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Salim Ahmed Salim.

Cette rencontre fait suite an sommet de Natrobi, organisé le 16 décembre 1996, au terme duquel l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, le Cameroun et le Kenya avaient été mandatés pour diriger les efforts de paix au Rwanda, au Burundi et dans l'est du Zaire. Il s'agit d'une réunion préparatoire au sommet des chefs d'Etats des pays du Comité de paix, initialement prévu début janvier mais reporté à une date toujours non précisée, faute, selon des sources diplomatiques, de préparation. - (AFR)

tégrant les aspects humanitaires, économiques et sociaux ».

Dans ses réunions avec le Conseil de sécurité, il souhaite faire appel « au sens sens moral et à la responsabilité des Etats membres ». En gérant avec « les moyens nécessaires et une ligne politique cohérente les multiples crises de cette région, le Conseil de sécurité peut démontrer l'utilité des Nations unies ».

LES TRAFICS D'ARMES

Faisant allusion aux trafics d'armes, qui le préoccupent beaucoup, le diplomate algérien espère que les grandes puissances s'engageront elles-mêmes « à tenir une conduite exemploire ». Il faut aussi, dit-il, « de moins en moins d'ingérence de la part des grandes puis-sances, dont l'influence dans cette région doit être, désormais, positive et

non plus négative ». Né en 1941 en Algérie, Mohamed comme instrument multilatéral de maintien de la paix.

Son amertume à propos de l'affaire somalienne aurait affecté son objectivité envers M. Boutros-Ghali. « Il a même été injuste à son égard », estime un diplomate. Boutros Boutros-Ghafi a, de son côté, refusé - en dépit des recommandations de ses conseillers - de travailler avec lui.

Bernard Kouchner, qui a collaboré en Somalie avec lui, se félicite de la nomination de Mohamed Sahnaun pour la régian des Grands Lacs. « C'est un soufi, cela explique qu'il n'aime pas parter de lui, mais ça n'est pas un secret : sa vocation est de faire la paix, dit-il lors d'un entretien téléphonique. Derrière le costume eris du diplomate, il v a le défenseur acharné des draits de nomme et de la démocratie. » L'ascétisme du personnage cache une grande chaleur humaine, et ceux

rise de Pékin

on des Grandie

Les talibans afghans expulsent des populations non pachtounes

le responsable des informations de la télévision publique.

Enquête sur l'affaire de corruption

JÉRUSALEM. La police israélienne a ouvert dimanche 26 janvier une

enquête sur l'affaire de corruption susceptible de mettre en difficulté le premier ministre Benyamin Nétanyahou (Le Monde daté 26-27 janvier). L'enquête doit préciser les conditions de l'éphémère nomination d'un inconnu, Roni Bar-On, au poste de conseiller juridique du gouvernement. M. Bar-On avait démissionné

quarante-huit heures après sa nomination devant le tollé qu'elle avait provoqué. La chaîne de télévision publique a affirmé que cette

nomination dissimulait une entente politique : le chef du parti reli-

gieux Shass, poursuivi pour corruption, aurait souhaité marchander

son soutien au premier ministre contre un arrangement de son procès. « S'il y a eu quelque morchandage que ce soit, le recommande à toute personne impliquée de le reconnaître et de démissionner », a dé-

claré le ministre Natan Sharansky. « Naus irons jusqu'au bout de

cette affaire. Je suis sans inquiétude ni crainte. Naus protégerons nos

sources mais agirons dons le respect de lo loi », a assuré Rafik Halabi,

qui menace M. Nétanyahou

KABOUL Les talibans (étudiants en religion) expulsent les babitants de la région de Gulbahar, localité située au nord de la capitale, n'appartenant pas à leur ethnie pachtoune pour éviter les révoltes, ont reconnu dimanche 26 janvier les chefs talibans eux-mêmes. « Nous leur demandans de quitter le secteur parce qu'ils se révaltent contre nous. Ils transmettent nos secrets militaires à l'autre bord », a expliqué à des journalistes Mulla Amir Mohammad, commandant des talibans à Gulbahar. Cette ville est majoritairement peuplée de Tadjiks alors que les talibans sont pour la plupart des Pachtounes. Les talibans se sont emparés la semaine dernière de Gulbahar et de Jabul Seraj, au nord de Kaboul, après avoir défait les troupes de l'opposition armée. Selon des chiffres de l'ONU, des dizaines de miliers de personnes ont récemment fui leurs maisons dans les secteurs récemment conquis par les talibans. - (AFP)

Plus de cent disparus à Madagascar après le passage du cyclone Gretelle

ANTANANARIVO. Le cyclone tropical Gretelle, qui a traversé, samedi 25 janvier, d'est en ouest, le sud de Madagascar, a fait six morts, une centaine de disparus et environ 30 000 sinistrés, a indiqué dimanche une source officielle proche du ministère de l'Iotérieur à Antananarivo. Une évaluation plus précise du nombre des victimes, des sans-abri et des dégâts est en cours et les premiers secours, constitués de produits de première nécessité et de médicaments, devaient être acheminés sur place par la route, à partir de lundi, Les plus importantes localités de la région, Manakara, Vohipeno et Farafangana seraient détruites de 80 à 90 %, selon les correspondants de la radio nationale. - (AFP.)

LIBERIA: à une semaine de Pexpiration du délai pour le désarmement des quelque 60 000 combattants libériens, la principale faction armée du pays a entrepris samedi un désarmement massif de ses miliciens dans le nord comme le centre du pays. Le Front natio-nal patriotique du Liberia (NPFL) de Charles Taylor, qui avait lancé la guerre civile le 24 décembre 1989, a remis samedi dans son fief de Gbarnga, au nord-est de Monrdvia, une grande quantité d'armes et de munitions aux représentants des Nations unies et de la force ouest-africaine de paix au Liberia, l'Ecomog. - (AFP.)

2000 200

. : : -

 $g = e^{\frac{1}{2}N_{\rm p}/2}$ ا المقدور . الأنسار ال

SIN AMELY PRESTOR

ALLEMAGNE : une Allemande de 41 ans, décédée dans le Land de Schleswig-Holstein, a peut-être succombé à la nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MJC), que l'on soupçonne d'être liée à l'épidémie de « vache folle ». Samedi 25 janvier, le ministère en ce seus publiée par le Flensburger Togeblott, qui a indiqué que la victime, inhumée samedi, avait été soignée dans la clinique universitaire de Kiel. Depuis la découverte de la nouvelle forme de MCJ en Grande-Bretagne en 1994, sept cas ont été recensés en Allemagne chez des patients de moins de 50 ans et deux chez des patients de moins de 40 ans. - (AFP.)

M POLOGNE: le père Henryk Jankowski, ancien aumönier du syndicat Solidarité, a accusé, dimanche 26 janvier à Gdansk, les autorités polonaises d'être trop « conciliantes » vis-à-vis des « déclarations et des revendications juives ». Le père Jankowski avait été inculpé, mercredi 22 janvier, pour « injures au peuple juif » à la suite de propos antisémites qu'il avait tenus en 1995. Plusieurs dignitaires de l'Eglise catholique de Pologue avaient déploré ces déclarations. -

PROCHE-ORIENT

■ ISRAEL: un document commun à propos du statut définitif des territoires palestiniens a été arrêté dimanche 26 janvier, à Jérusalem, par huit députés du Likoud et du Parti travailliste, dont l'ancien vice-ministre Yossi Beilin. Ce texte n'engage pas les deux grands partis israéliens et le gouvernement a tenu a s'en démarquer.

■ Le premier ministre israétien Benyamin Nétanyahoo rencontrera pour la première fois le pape Jean-Paul II le 3 février au Vatican, au cours de soo prochain périple européen. Au cours de celui-ci, M. Nétanyahou se rendra le 2 février au Forum économique international annuel qui se tiendra à Davos (Suisse) à partir du 31 janvier et où le président de l'Autorité palestinienne sera également présent - (AFP)

M. Santer estime qu'il faut créer l'euro avant d'en fixer la valeur

BRUXELLLES. Le président de la Commission européenne Jacques Santer estime, dans un cotretien au quotidien Libération du hundi 27 janvier, que ce qui compte surtout pour l'Europe, c'est de « réaliser maintenant l'union économique et monétaire », avant de trancher en faveur de l'euro fort ou faible, qui est, seloo lui, un débat purement franco-français. « Créons d'abord l'euro et après nous vertons », souligne M. Santer et poursuit : « Le niveau de l'euro devra être fixé en fonction des contingences économiques et des marchés financiers. Il doit être crédible à l'égard de ces derniers », indique-t-il. Mais M. Santer n'en pense pas moins que « si l'on veut créer une mannaie européenne, il faut qu'elle soit forte, sinon elle ne serait pas acceptée par les citoyens [allemands], qui demandent à ne pas sacrifier une monnaie forte contre une monnaie unique affoiblie ». Le président de la Commission européenne se dit en revanche « surpris par l'occeptation de l'euro par les Français, étant donné la virulence des débats qui ont lieu en France ».

La tension demeure vive entre les autorités péruviennes et les preneurs d'otages à Lima

Le gouvernement multiplie les démonstrations de force

Le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru pon, à Lima, prise d'assaut le 17 décembre 1996, (MRTA), qui détenait toujours, lundi 27 janvier, a réaffirmé dimanche son intention de poursonante douze otages dans l'ambassade du la- suivre son action. La libération d'un otage pour

des raisons humanitaires, samedi, est intervenue dans un climat de tension entretenu par les dé-

de notre envoyé spéciol Le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) ne prend aucun risque avec la santé des otages. L'un des soixante-treize prisooniers de la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, investie le 17 décembre 1996 par un commando du MRTA, a été relaché, dans la mit du samedi 25 au dimanche 26 janvier, pour raisons de santé

Le général José Rivas Rodriguez. chef d'état-major adjoint de la police péruvienne, a été transporté d'urgence à l'hôpital. Le 17 janvier, un autre hant responsable de la police avait été relâché pour les mêmes raisons. La santé des otages a été évoquée avec insistance, la semaine dernière, par les autorités du pays.

Jeudi 23 janvier, à l'issue d'un voyage de quelques heures en Bolivie, le président péruvien, Alberto Fujimori, rappelait que, doté d'une * patience arientale », il utiliserait a tous les moyens imaginables » pour trouver une issue pacifique à la crise. Il ajoutait aussitôt qu'il en ont multiplié les démonstrations

devait être mise eo danger. Le négocier la libération des quelque même message avait été longuement dispensé, deux jours auparavant, aux envoyés spéciaux de la presse nippone invités au palais présidentiel. Depuis, il a été décliné sur tous les tons. L'assemblée nationale péruvienne, où les députés favorables au président sont largement majoritaires, a adopté à l'unanimité, jeudi, une motion qui rend le MRTA responsable de la

bonne samé de ses prisonniers. Cette insistance à évoquer la santé des otages, alors que tout indique que les ravisseurs ne veulent prendre aucun risque sur ce terrain, constitue un signe fort de la tension qui a regné ces derniers jours à Lima, dans le face-à-face qui oppose les autorités au commando du MRTA. Les évênements des derniers jours ont donné l'impression que les responsables entendaient préparer l'opinion à une solutico pius radicale que celle qu'Es disent toujours

En quelques jours, les autorités

irait autrement si la vie des otages de force : réaffirmation du refus de quatre cent cinquante prisonniers du MRTA en prison ; mise à l'écart de la presse et consignes de discrétion aux télévisions locales ; déploiement autour de l'ambassade d'unités de la direction des opérations spéciales, mieux aguerries que les policiers de l'habituel service d'ordre; survol de l'ambassade par des hélicoptères et passages ostentatoires de blindés : travaux suspects sur l'arrière de l'ambassade. Presque chaque nuit, désormais, des policiers simulent des prises d'assaut du bâtiment qu'ils encercleot, auxquelles répondent des tirs d'avertissement du commando MRTA assiégé.

RAIDISSEMENT

Ces signes de raidissement. la semaine passée, sont allés de pair avec une mobilisation idéologique à torte tonalité nationaliste. Après la presse étrangère, accusée de ne pas comprendre les « spécificiles » locales, c'est au tour du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) d'affronter de séveres critiques pour avoir rappelé qu'il ne pouvait accomplir sa mission que si le service d'ordre se tenaît à distance. En fin de semaine, l'organisation genevoise, après de longues tractations avec la police, a tracé sur la rue, devant l'ambassade, une sorte de corridor humanitaire que la police avait accepté de ne pas transgresser. Quelques heures plus tard, c'était pourtant chose faite; les autorités, le président Fujimon en tête, rappelaient que la sécurité était de la seule responsabilité de la police.

Ces accrochages répétés ont suscité des réactions alarmées, qui témoignent bien du changement de climat. Vendredi, pour la première fois depuis le début de la crise, l'ambassadeur américain à Lima, Dennis lett, estimait qu'« il seruit erroné d'utiliser la farce alors qu'une solution pacifique demeure possible ». Le lendemaint, les autorités japonaises rappelaient qu'elles demeuraient, elles aussi, favorables à une solution négo-

Georges Marion



Parce que la Murualité française sait que, pour une protection efficace des personnes, rien ne remplacera jamais la solidarité...

Parce que laisser les problèmes de santé à la merci des seules règles du marché et du profit est lourd de conséquences pour des millions de familles ...

Parce que 30 millions de Français lui font confiance... ses muruelles, fortes de l'éthique et des valeurs du mouvement munualiste, développent entraide et prévoyance dans le respect du Code de la Munualité. Elles sont à but non lucrarif. C'est en cela qu'elles sont de vraies mutuelles et qu'elles se distinguent fondamentalement des compagnies d'assurance commerciales.

Devenue un acteur incootournable de santé publique, la Munsalité française, le plus puissant mouvement social du pays; œuvre pour la modernisation de notre système de santé et de protection sociale.

Ses mutuelles exercent un rôle capital dans 3 domaines : les remboursements complémentaires à la Sécurité Sociale,

- la gestion de nombreux établissements mutualistes : bôpitaux, centres de santé, pharmacies, centres d'optique, cabinets dentaires, maisons de retraite, centres d'accueil pour personnes handicapées. ...
- la diffusion de prestarions de prévoyance : épargne, complément retraite et protection.

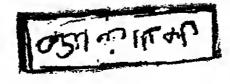
FAITES CONFIANCE À DE VRAIES MUTUELLES,

celles qui permettent l'accès à des soins de qualité pour tous, le développement du tiers payant, la promotion des médicaments génériques...

Ces vraies mutuelles soot reconnaissables à leur logo caractéristique qu'elles soot les seules à pouvoir utiliser.

FRANÇAISE

Mutualité française TE 59003 75719 Paris cedex 15



FRANCE

MEMOIRE La question des biens enleves aux juifs, pendant la seconde guerre mondiale, par les nazis et le régime de Vichy, va être rouverte en France avec la création, annoncée

par Alain Juppé samedi 25 janvier, d'un groupe de travail chargé d'éva-luer l'étendue de ces spoliations et de faire l'inventaire des biens juifs détenus aujourd'hui par des collecti-

vités publiques françaises ou étrangères. • LES MUSÉES DE FRANCE sont mis en cause par une enquête de la Cour des comptes, qui conclut à la présence, dans leurs collections, de près de deux mille œuvres d'art vo-lées durant l'Occupation et non restituées à leurs propriétaires. • UNE THÈSE soutenue par l'historien Jean Laloum en 1996 analyse précisément

les ravages de l'aryanisation des biens economiques juifs dans trois municipalités : Montreuil, Bagnolet et Vincennes. (Lire aussi notre éditorial page 16.)

Enquête sur les spoliations subies par les juifs entre 1940 et 1944

Alain Juppé a annoncé au Conseil représentatif des institutions juives de France la création d'un groupe de travail qui devra estimer les biens saisis pendant l'Occupation et localiser ceux qui sont restés en la possession d'administrations ou de collectivités publiques

après la fin de la guerre, le gouvernement de la République est décidé à lever le voile sur l'un des épisodes du régime de Vichy: la spoliation des biens appartenant aux juifs.

Dans la logique de la recoonaissance officielle, par le présideot de la République, de la responsabilité de la France et de son Etat dans la déportation des juifs, le premier ministre, Alain luppé, a annoncé, samedi 25 janvier, lors du diner annuel du Cooseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), l'ouverture prochaine d'uoe « mission portont sur l'évoluation de l'ampleur des spoliations, le sort qui o été réservé oux biens spoliés. lo localisotion actuelle de ces biens et leur situotion juridique ».

 Plus qu'une démarche morole, il s'agit d'un devair national, a souligné M. Juppé, et le m'engage devant vous à ce qu'elle débauche sur des propositions concrètes permettant de faire toute lo lumière sur cette période tragique de l'histoire de notre pays. » Uo groupe de travail dirigé par « une houte personnolité » devrait être constitué sans atteodre et un premier rapport devrait être rendu au premier ministre avant la fin de l'année.

M. Juppé a précisé les cootours de cette mission eo réclamant a un inventoire des hiens confisaués aul sont encore entre les fronçaises au étrangères ». Le groupe de travail, a-t-il indiqué.

PLUS DE CINQUANTE ANS ces biens qui sant octuellement détenus par des personnes publiques de droit français ». Les administrations, particulièrement celles des ministères de la justice, des affaires étrangères, de l'intérieur, de l'économie et des finances, et de la culture, sont priées d'apporter * leur entier cancours ».

REVENDICATION MORALE

Cet eogagement du premier ministre faisait suite à une demande expresse du président du CRIF, Henri Hajdeoberg. « Lo mairie de Paris a fait connaître [le 25 octobre 1996] so décision de constituer une commission d'enquete concernont les biens juifs tombés dans le domoine privé de lo ville de Paris. Dans le même sens, le gouvernement français ne pourrait-il sulvre cet exemple et celui donné por le gouvernement norvégien pour mettre en place une commission d'enquête constituée de personnalités Incontestables pour mettre fin ou doute et ou flou? », avalt demandé M. Hajdeoberg, quelques mioutes avant l'interventioo du premier ministre, en précisant pour « que les choses soient claires, natre revendication n'est

Dimanche, sur France-Inter, le présideot du CRIF a exprimé sa satisfaction en ces termes: « On est dons toute une période qui, oujourd'hui, est redécouverte par toute une génération de Français. Ce n'est pas un hasord si c'est

pas pécuniaire, elle est morole ».

l'accord du président de la République, de foire toute lo lumière sur lo spoliation dont les juifs ont

M. Hajdenberg a expôqué que cette logique est « celle d'un hamme d'une autre génération que celle de François Mitterrand [qui] avait été impliqué pendant cette période ». « focques Chiroc, a-t-il dit, est quelqu'un qui est. d'une certaine monière, de mo génération, ceux de la cinquontoine ou de la soixantaine qui n'ant pas pas vecu la guerre et qui aujaurd'hui veulent savair véritablement ce qui s'est possé, simplement paur que l'on connaisse

Le diner du CRIF, organisé en présence d'une quinzaine d'ambassadeurs et de nombreuses personnalités politiques de tous bords, a donné aussi l'occasion à juge « évident que faire barrage,

M. Juppé de réaffirmer lui-même l'opposition résolue du RPR au Front oational (Le Monde du 25 et daté 26-27 janvier). « C'est saus mon impulsion, notamment, que le mouvement que je préside o écarté, des 1988, toute perspective d'accord électoral, jut-il ponctuel, avec l'extrême-droite, alors même que d'autres profitaient objectivement des progrès de cette mouvance (...). Jamais notre Rassemblement n'a évidemment appelé à voter pour un condidat d'extrême

le premier ministre. Sur ce sujet-là aussi, le chef du gouvernement répondait à une interrogation du présideot du CRIF, lequel, bien qu'bostile à la stratégie dn « front républicam »,

droite, ni fait tacitement son jeu, et

les elections de 1998 ne feront pas

exception à ce principe », a assuré

au second tour seulement, à un candidat du Front national est un devoir qui s'impose à tout républi-

M. Juppé n'a pas été jusque là. De même, à propos du projet de loi antiraciste préparé par le garde des sceaux, Jacques Toubon, le premier ministre n'a pn apporter la réponse attendue.

LACUNE »

La communauté juive s'inquiète du sort réservé à ce texte, qui, faute de rapporteur, reste enterré à la commission des lois de l'Assemblée nationale. M. Hajdenberg considère qu'il y a « une locune » dans la législation dès lors que, comme l'avait fait Jean-Marie Le Pen lors de la dernière université d'été de son parti, « an peut impunément proclamer l'inégalité des races ». Faisant

référence aux réticences de nombreux parlementaires vis-à-vis du projet de loi de M. Toubon, le président du CRIF a posé la question très directement : « N'y o-t-il pas la crointe d'indisposer les électeurs d'un parti extrémiste, dont bien des discaurs tomberaient sous le coup de cette loi nouvelle?»

M. Juppé a convenu, uo peu brièvement, de son impuissance. « Ce ne sont ni le gorde des sceaux. ni même le premier ministre qui vatent lo lai », a-t-il rappele. Il faudra bieo en effet qu'un jour, la majorité prenne ses responsabilités sur ce texte sensible, pour lequel la commission des lois de l'Assemblée n'a pas désigné de rapporteur et qui n'est pas inscrit aux prévisions du travail parlementaire d'ici la fin de la session.

Jean-Louis Saux

Robert Badinter salue le combat de Jacques Chirac contre le racisme

INTERROGÉ au « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 26 janvier, l'ancien garde des sceaux du premier septennat de François Mitterrand, Robert Badinter, a déclaré « volontiers » qu'il avait « toujours vu M. Chiroc, depuis des décennles, sensible à ce qui est advenu de tragique à la communouté juive et résolument combattont l'antisémitisme et le racisme ».

Invité à comparer, avec celle de son prédécesseur, l'attitude de l'actuel président de la République qui avait, dès juillet 1995, reconnu « les foutes commises par l'Etat » dans la dépor-Jocques Chiroc qui est entré dans _conde guerre mondiale et l'existence d'une cette logique, dans laquelle se « dette imprescriptible » à leur égard, M. Badin-« pourra formuler des propositions trouvent le procès Papon et lo déci- ter a précisé : « f'ai été (...) un omi et j'aimois en ce qui concerne le devenir de sion du premier ministre, ovec beaucoup François Mitterrand. (...) Il savait très

bien ce que je pensais et il savait oussi pourquoi. Ne croyez pas qu'il fût le moins du monde insensible à ce qui est odvenu de tragique à lo communouté julve I J'ai toujours connu François Mitterrand plus préoccupé que la plupart de cette

« IL N'Y A PAS DE PIRES CRIMES... »

A propos de l'affaire Papoo, il a ajouté: « Fronçois Mitterrand, je le sais, considérait que lo vole judiciaire n'était pas la meilleure pour que la vérité historique soit établie. Nous n'étions pas, les choses plus simplement. Il n'y o pas de pires crimes que les crimes contre l'humanité. (...) J'entends dire: c'est un vieillard. Mais d'outres vieillords sont morts. M. Papon bénéficiera, a bénéfi-

cié de toutes les garonties procédurales. (...) Les magistrats et les Jurés auront à se prononcer sur ce qu'il o foit ou n'o pas fait. (...) Que le criminel contre l'humonité réponde de ses octes, même si c'est très tard, cela vaut mieux que le roile de l'oubli, le monteau de Noé. >

Quant au projet de loi contre le racisme, M. Badinter s'est déclaré favorable à un texte, même si ce n'est « peut-être pas le texte proposé » aujourd'bui par le ministre de la justice. Rappelant qu'« une convention internationole recommande l'incrimination de la discrimination raciole sous toutes ses formes », il a aiouté « C'est dans cette direction-là qu'il faut s'engager très simplement et sans avoir peur de ce que le Front national peut faire retenbr comme clomeurs. De toute façon, elles retentiront. >

Les musées détiennent près de deux mille œuvres volées par les nazis pendant l'Occupation

examiné le 7 décembre 1995 par la troisième chambre de la Cour des comptes livre un bilan des œuvres et objets d'art saisis par l'occupant pendant la seconde guerre mondiale (61 000 ont été récupérés). notamment à des juifs ; de ceux qui ont été restitués à leurs propriétaires (45 000); et de ceux (1955 seloo le docoment) qui resteot encore déteous par les musées nationaux.

Il s'agit d'œuvres qui ont été pour certaines volées, pour d'autres achetées par les nazis en France sous l'Occupation. La plupart d'entre elles appartenaieot à des collectionneurs juifs qui oot été dépouillés et qui, pour nombre d'eotre eux, ont disparu dans les camps de concentration. Le documeot de la Cour des comptes a été adressé le 22 janvier 1996, à titre confidentiel, par Roland Morin, président de la troisième chambre, aux directions concernées des ministères de la justice, de la culture et du budget ainsi qu'à la direction des musées de France (DMF).

La Cour des comptes s'attache au cas des MNR (« Musées narionaux récupération »), c'est-à-dire aux œuvres et objets d'art récupérés après la défaite allemande et remis, à titre provisoire, aux musées nationaux à partir de 1949. La Caur des comptes a interragé à partir de décembre 1994 les musées dans lesquels se trouvent aujourd'hui encore ces œuvres. Elle constate: « Les réponses lui furent adressées entre un ou deux mois plus tard (sauf Cluny, qui n'a pas répondu) et faisaient opporaître un totol de 1 955 œuvres et objets d'ort (dont 1878 ou Louvre: 969 peintures, 619 abjets d'ort. 69 sculptures, 163 dessins, 33 objets d'antiquités ; 85 peintures à Or-

Le rapport fait état des commentaires de conservateurs qui, pour la plupart, s'efforcent de minimiser la qualité et l'importance des pièces concernées, à l'exceptian du Musée d'Orsay, qui indique que « la lecture des nams prestigieux que cantiennent ces listes (d'œuvres récupérées) - CourSisley, Renoir, Gauguin, Rodin, Moillol, etc. - montre que n'ont été retenues pour les musées que des œuvres d'une qualité équivalente à celles (...) ochetées, léguées ou dannées ». Le rapporteur observe, à ce propos, que « les canservateurs

bet, Puvis de Chavannes, Monet, «n partir de 1954, il n'a plus été bleaux assez importants pour fiquestion de donner une quelconque publicité particulière à ces œuvres ». « Noyées dans la gestion commune des collections notionales », elles oot échappé durant quanrante ans à la curiosité des bistoriens. Non seulement elles

Les statuettes de Saint-Germain-en-Laye

Le rapport de la Cour des comptes signale, entre autres irrégularités, le cas de « 426 statuettes en bronze provenant d'Espagne, datant du second age de fer, avant appartenu à la collection Raphael Stora, mise sous séquestre en tant que "bien israëlite" ». Ces œuvres, ton-jours propriétés du musée à l'heure actuelle, ont été vendues le 4 mai 1944 par le commissariat aux affaires joives et achetées 100 000 francs par le comité des conservateurs. Elles avalent été « saisies » soit par le commissariat, solt par les nazis. Il s'agit, souligne la Cour, d'une spoliation évidente, d'une acquisition juridiquement nulle. La Cour des comptes s'étonne dooc que « la direction des Musées de France [ne] se soit jamnis interrogée sur ses obligations visà-vis des héritiers Stora ».

sont sans doute modestes dans leurs appréciotions de certaines des œuvres qui leur ant été canfiées. (...) Comme pour le Courbet d'Orsay (La Falaise d'Etretat après l'orage), des exemples existent d'œuvres dont la restitucian serait sans doute considérée comme une perte inestimable pour les collections. »

La Cour des comptes décrit l'histoire des MNR depuis leur retour en France, le travail de la commission de récupération artistique et comment, après la dissolution de cette commission en novembre 1949, des œuvres furent confiées à titre provisoire aux musées nationaux. Elles devaient être inscrites sur un inventaire provisoire et déposées à ritre précaire dans des musées, après une exposition qui eut lieu à Compiègne et dant le but était de permettre aux propriétaires légitimes qu à leurs ayants droit de se manifester. La Cour constate, à ce propos, que, « malheureusement, aucun catalague ne fut publié, ce qui limitait notablement (...) la portée de la pu-

L'exposition terminée, les œuvres furent danc dispersées dans des musées parisiens et pro-

vinciaux, et, remarque le rapport,

apparaissaient dans les catalogues sous une « mention sibylline », mais l'inventaire annoncé à la Libération n'a jamais été publié. alors qu'il a été rédigé dans différents établissements par des conservateurs auxquels la discrétion fut conseillée. Aucune recherche ne fut entreprise afin

d'identifier les propriétaires de ta-

gurer au Louvre, au Musée d'Orsay et au Musée oational d'art moderne, la direction des musées de France affirmant qu'il reveoait à ceux-ci ou à leurs héritiers de se manifester auprès d'elle - cela saos coosidération des circonstances de ces spoliations. Le rapport fait état du peu

d'empressement des musées à s'intéresser à cette questioo. Quand, le 3 mars 1993, Jacques Sallois, alors directeur des Musées de France, souhaita faire le point sur les MNR, il n'obtint que peu de réponses. Il dut répéter sa demande le 12 août de la même année et, un an plus tard, « il n'avait toujours pas reçu de réponse d'un certain nombre de conservoteurs concernés ». Les questions de la Cour o'ont pas été mieux accueillies, observe-t-elle, et les réponses qu'elle a recues l'ont peu satisfaite. Ainsi du Musée Guimet: il « n'a pas pu identifier les quatorse objets de l'école chinoise qui lui avaient été canfiés en 1951, le canservateur précisant : "ces pièces apparemment ont été mélangées... avec le fonds relevant du mu-

La Cour des comptes se penche enfin, longuemeot, sur le pro-blème juridique soulevé par la

terprétation du ministère de la justice, telle qu'elle l'a fait connaître, à sa demaode, à Jacques Sallois en octobre 1992, les musées oe peuvent qu'être des détenteurs provisoires et oe peuvent intégrer les œuvres qu'ils détiennent dans leurs propres collections, afin de pouvoir les rendre chaque fois qu'un ayant droit est en positioo de réclamer une resti-

SOLUTION LÉGISLATIVE

La Cour s'interroge sur la justesse juridique de cette lecture, soulève des contradictions et constate que, face à ces cas d'exception, des mesures elles-mêmes exceptionnelles seraient sans doute oécessaires. Elle suggère donc l'hypothèse d'une solution législative, non sans avoir signalé encore une fois et avec vigueur que la direction des musées de France a « manqué aux obligations de publicité que lui imposait » le statut des MNR, et cela pendant plusieurs décennies.

Cette affaire, souligne la Cour des comptes en introduction à son enquête, e touche à un domaine qui reste d'une sensibilité extrême pour l'apinian. Elle illustre comment une situation troublante a pu

se pérenniser pendont près de cinquante ans sons que quiconque, à commencer por la DMF, s'en émeuve ». Après la publication dans Le Monde du 26 avril 1996 d'une enquête qui révélait le cas d'un Degas déposé au Musée de Strasbourg, la directioo des musées de France avait organisé, le 17 novembre, un colloque intitulé « Pillages et restitutions ». A cette occasion, elle avait rappelé sa positioo officielle, « Molgré le peu d'espoir qui subsiste de recevoir des demandes pour les œuvres de la recupération confiées aux musées et

qui n'ont taujours pas été réclamées, nous continuons, aujourd'hui comme hier, de rester au service des éventuels prapriétaires ou ayants droit », déclarait ainsi Françoise Cachin, directrice des Musées de France. Elle avait annoncé que les MNR auraient désormais leur site sur

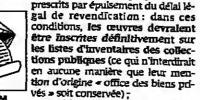
Internet, afin de faciliter les recberches. Conservateurs et juristes de la DMF s'étaieot employés à démontrer que les œuvres qn'ils conserveot aujourd'bui encore étaient, selon toute vraisemblance, sans propriétaires.

> Philippe Dagen et Hector Feliciano

« L'Etat aura manqué aux obligations de publicité...»

LA COUR OES COMPTES analyse le problème juridique posé par la propriété des œuvres, et conclut à l'adresse du ministère de la justice : « A ce stade, trois possibilités se présentent :

ou l'on considère que les droits de propriété sont



conditions, les œuvres devralent être inscrites définitivement sur les listes d'inventaires des collections publiques (ce qui n'interdirait en aucune manière que leur mention d'origine « office des biens privés » soit conservée);

- ou bien on retient l'analyse de la chancellerie, à savoir l'imprescriptibilité de la propriété

des œuvres, et l'Etat ne pourra jamais devenir propriétaire des œuvres, qui devront rester inscrites indéfiniment sur un inventaire provisoire. Mais, dans ce cas, on ne pourra pas ne pas constater que l'Etat, et notamment la direction des musées de Prance, aura manqué aux obligations de publicité que lui imposait le décret du 30 novembre 1949, lequel exigeait que ces œuvres soient réellement exposées, ce qui pour l'effectivité du

texte ne peut signifier qu'exposées « en permanence ». ou l'on constate enfin que la situation juridique des neuvres récupérées et non revendiquées depuis plus de quarante ans n'est pas claire et il faudrait, en conséquence, prendre des dispositions législatives et réglementaires pour la clarifier. »

★ Les passages en caractères gras sont publiés alnsi dans le rapport de la Cour des comptes.

L'homme par qui le scandale est arrivé

Hector Feliciano, journaliste portoricain étabil à Paris, auteur d'une mioutieuse enquête sur le pillage et le trafic des œuvres d'art en France sous l'Occupation, parue sous le titre Le Musée disparu (Ed. Anstral, 1995, 256 p., 149 F.) est l'homme par qui le scandale est arrivé. il ra-contait notamment dans son ouvrage le pillage des collections Rothschild, David Weill, Bernheim-Jenne et Rosenberg. Le plus souvent mai accueilli par les directions de musées et la direction des Musées de France, Hector Feliciano s'est heurté à d'innombrables difficultés pour mener à bien un travail qu'il ne cesse d'enrichte.



Un historien a étudié dans les archives les ravages de l'aryanisation des biens

Ses recherches portent sur Montreuil, Bagnolet et Vincennes

palement étudié, depuis une vingtaine d'années, les données les plus criminelles de la persécutinn des juifs durant l'Occupation: les arrestations et les déportations. Durant treize ans, l'historieo Jean Laloum s'est pour sa part intéressé à la politique d'aryanisation des biens juifs dans trois communes de la banlieue parisienne: Montreuil, Bagnnlet et Vincennes. Son travail, une thèse présentée en décembre 1996 à l'université Paris-I, ne permet pas d'extrapoler mais donne une vision vertigineuse de la spoliation dont les juifs furent vic-

A partir de 1941, les communautés julves de Montreuil (1800 personnes), de Bagnolet (610 personnes) et de Vincennes (1 000 personnes) sont en effet progressivement dépossédées de leurs biens. Ces populations, composées essentiellement de petits boutiquiers dans les deux premières municipalités, volent leurs comptes bancaires bloqués et leurs magasins accaparés. Tous les biens répertoriés font l'objet de dossiers ouverts par le Commissariat aux questions juives, précisément tenus et mis à jour. Conservés aujourd'but au Archives nationales, ils ont permis à Jean Laloum une étude rigoureuse.

Ce sont 493 entités économiques qui nnt changé de mains dans ces trois communes, gérées par des administrateurs provisnires. « En théarie, ils devaient gérer le bien et le liquider, explique l'historien. En pratique, ils se servaient camme ils vouloient. » Plus de 800 administrateurs vont se succéder à la tête de ces petites entreprises, principalement des cordonneries, des ateliers de tailleur ou d'artisans façonniers. A la fin de l'Occupation, presque tontes unt été aryanisées un sont eo vnie de l'être... Seuls dix-sept appartements unt pu échapper aux procédures d'expropriation.

Que reste-t-il, à la Libération? Sur les 493 entités économiques

LES HISTORIENS unt princi- recensées, 224 out complètement disparu par vente ou par liquidation. Les premiers touchés ont été les plus humbles, les brocanteurs et les marchands forains. Tout le reste, plns de deux cents commerces et/nu sociétés, est en cours d'aryanisation. Cela peut signifier qu'il n'existe déjà plus rien, stocks et meubles ayant été dispersés, on encore que la razzia était à venir.

PILLAGE MÉTHODIQUE

Ce piliage méthodique autorisé par une législation sans précédent sera constaté par les survivants après-guerre avec une certaine impuissance. La politique de restitution alors prônée par le gouvernement provisoire de la République reste fragmentaire. Elle se caractérise, selon les mots de Jean Laloum, par « la lenteur et la parcimonie ». « Le gouvernement souhaitait avant tout maintenir une sorte de cohésion nationole, explique l'historien. Du coup, on a tergiversé. » Certaines situations sont complexes: des appartements aryanisés sont par exemple occupés par des femmes de prisonniers de guerre.

De leur côté, comment les Jeunes orpbelins juifs pourraientils connaître et évaluer précisé ment les biens antrefois possédés par leurs parents? Comment les rares rescapés trouveraient-ils la force de s'engager dans des pro-cédures administratives ou judiciaires, souvent longues et coûteuses? Les questionnaires adressés par les autorités aux familles spnliées sont souvent retournés à l'expéditeur avec les mentinns « parti sans laisser d'adresse », « personne départée ». Selon les recherches de Jean Lainum, 501 juifs ont été déportés à Muntreuil, 202 à Bagnolet, 171 à Vincennes.

Au total, les juifs de Mnntreull, de Bagnnlet et de Vincennes seront inin de récupérer leurs blens, même s'il est difficile voire impossible de présenter un bilan exbaustif. L'étude des dossiers du Commissariat aux gnestions

Droite et gauche, Israéliens et Palestiniens se sont rencontrés au dîner annuel du CRIF

L'AMBASSADEUR d'ISRAEL, Avi Pazner, qui n'est pas tombé de la dernière pluie en politique, n'en revenait pas lui-mêrue. Faisant part de son étonnement, samedi 25 janvier, au beau milieu du diner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), sur la liberté de ton de la rencoutre, il a provoqué, juste-ment, un bref échange de plaisanteries entre le premier ministre, Alain Juppé, et le premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin. Auparavant, les deux hommes avaient déjà pris la pose, pour les photographes, en compagnie du secrétaire national du Particommuniste, Robert Hue, invité pour la première fois à ce dîner.

Conviée, elle aussi pour la première fois, non plus seulement à l'apéritif, comme l'an dernier, mais à partager le repas, Leila Shabid, déléguée générale de la Palestine en France, a été applaudie à l'évocation de son nom, tout comme... Pambassadeur de Chine. Le président du CRIF, Henri Hajdenberg, prétend ouvrir la communauté sur l'extérieur. Comment dire ? Samedi. soir, l'exercice, d'ordinaire un peu formel et un rien compassé, s'est caractérisé par un aimable et salutaire laisser-aller.

luer que de 20 à 25 % des survi-

vants ont pn récupérer en partie

leurs biens. Tout le reste - maga-sins, stocks, appartements, mobi-

lier, valeurs, argent, bijoux - se-

rait finalement revenn entre les

mains de l'Etat après un constat

de déshérence, ou serait demeuré

dans un premier temps propriété

Laurent Greilsamer

d'usurpateurs.

Sitôt passée l'heure des discours, qui n'étaient pas vides de sens, chacun a délaissé son assiette et le bon ordonnancement du protocole pour aller deviser avec qui bon hi semblait. Tandis que Simone Veil

papotait avec Fodé Sylla, président position « sans faille (...), depuis de SOS-Racisme, M. Hue, très sollicité, confiaît à qui voulait l'entendre le détail du programme de son prochain voyage, début mars, au Proche-Orient, où il rencontrera « les autorités officielles d'Israël » et, « bien sûr », Yasser Arafat. Assis en face d'Elie Wiesel, prix Nobel de la paix, M. Juppé acceptait de préciser, à l'improviste, devant quelques journalistes, les raisons de son op-

Veto britannique à l'observatoire européen contre le racisme

L'Année européenne contre le

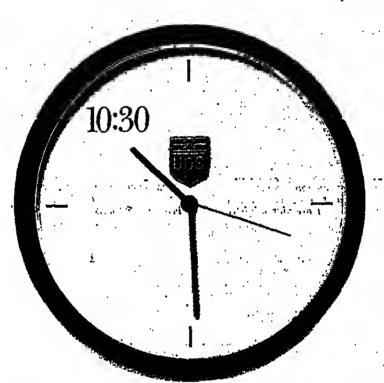
racisme doit être officiellement lancée le 30 janvier à La Haye sous la présidence du premier ministre néerlandais, Wim Kok, et du président de la Commission européenne, Jacques Santer. L'opposition des Britanniques a toutefois empêché que voie le jour à cette occasion l'observatoire européen que leurs partenaires veulent mettre en place pour coordonner la lutte contre le racisme et la xénophobie. A Dublin, en décembre, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient demandé au conseil des ministres de boucler les négociations « dans les plus brefs déiais ». Mais Londres conteste le statut de cet observatoire.

1988 », an Front national. A quelques pas de là et de manière suffisamment forte pour être bien entendu, M. Jospin confiait, sur le même sujet, qu'il jugera le RPR « aux actes ».

«On aime dire sauvent que la franchise n'est pas une vertu politique. Vous n'avez donc pas prononcé un discours politique et, de mon côté, je vous répondrai en toute fran-chise », a déclaré le premier ministre après le discours « interpellateur » dn président du CRIF. Outre l'annonce d'une mission sur l'évaluation des spolations commises pendant la seconde guerre mondiale, le chef du gouvernement est revenu sur les relations avec Israel. « La France, a-t-il dit, n'a qu'un seul parti, celui de la paix (...). Si nous paraissons parfois demander beaucoup à Israel, c'est précisément parce qu'Israël nous est si proche. »

A propos du projet de lni dit « antiraciste », préparé par le garde des sceaux et auquel la communauté juive est partiuculièrement sensible, M. Juppé a tenu, de la manière la plus nette, à renvoyer la balle dans le camp dn Parlement. «Ce texte existe, a-t-il souligné. Il est sur le bureau de l'Asssemblée nationale. Le gouvernement a pris ses responsabilités. Si le Parlement souhaitait en débattre, le gouvernement est prêt. » M. Toubon était ravi.

J.-L. S.



NE PRÉFÉREZ-VOUS PAS ENTENDRE <u>"LIVRAISON GARANTIE AVANT 10 H 30</u> DEMAIN MATIN" QUE "LIVRÉ DEMAIN

DANS LA JOURNÉE 17? Ceux qui demandent des délais garantis pour

leurs envois express sont de plus en plus nombreux

en Europe. Pourtant, la plupart des sociétés restent encore très vagues quant à l'heure de livraison. Chez UPS, nous vous offrons la garantie d'une livraison très tôt le lendemain matin dans les principaux centres d'affaires européens. Aussi, quand il s'agit de livrer en temps et en heure, aucune autre société ne peut rivaliser avec notre précision. Voilà un avantage supplémentaire de notre nouveau système de livraison européen.

« Eliminer toute influence juive »

Occupation. La volonté du régime de Vichy d'exclure les juifs de l'activité économique et de les spolier de leurs instruments de travail s'est exprimée très tôt. Dès le 23 octobre 1940, un recensement des entreprises juives dans le département de la Seine est remis aux Allemands. La loi relative aux entreprises, biens et valeurs appartenant aux juifs, en date du 22 juillet 1941, constitue le socie de cette politique. Son article 1º commence ainsi: « En vue d'éliminer toute influence juive dans l'économie nationale, le commissaire général aux questions juives peut nommer un administrateur provisoire (...). » Un premier bllan de cette action avait été dressé par Juseph Billig, en 1955, dans Le Commissoriat général aux questions juives (éditions du Centre de documentation juive contemproraine).

• Libération. Le gouvernement provisoire de la République manifeste dès la Libération son intention de voir les biens spoliés restitués aux familles juives. Les dossiers établis par le commissariat général aux

questions juives soot transmis au ministère de l'économie et des finances. La préfecture de police de Paris, qui possédait une chambre forte à la Banque de France pour entreposer les bijoux saisis, remet ces biens aux Domaines. Les liquidités sont remises à la Caisse des dépôts et coosignations. Les npérations de restitutinn se heurtent cependant à de multiples obstacles et parfois à de la mauvaise volonté. En 1947, le ministère des affaires étrangères répond à une demande des Etats-Unis qu'il n'existe aucun cas de succession en déshérence alors qu'elles sont ● Indemnisation. En 1959, l'Allemagne verse à la France

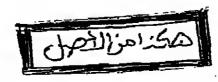
quatre cent millions de marks. Paris indemnise alors les victimes du nazisme. Sont exclus de cette indemnisation les enfants français nés de parents juifs étrangers. Serge Klarsfeld. président de l'Association des fils et filles de déportés juifs français, demande qu'une indemnisation viagère mensuelle de l'ordre de 3 000 francs soit versée aux orphelins.



C'est comme si c'était fait

Pour en savoir plus sur les services UPS, appelez le 0 800 877 877 (appel gratult).





Alain Juppé tente de tirer parti de la stabilisation de son impopularité

Un remaniement gouvernemental, assure l'Elysée, n'est pas à l'ordre du jour

du cœur » pour montrer qu'il y

avait quelque chose d'injuste

Période de vœux, période de

bonnes résolutions, ce début d'an-

née a mis en valeur une facette plus

arrondie du chef du gouvernement.

Son ton cassant et sa propre diffi-

culté à communiquer ont été trop

mis en évidence afin d'expliquer,

sommairement, son échec poh-

tique, pour interdire de passer sous

silence les efforts qu'il réalise au-

jourd'hni. . Il écoute ce qu'on lui a

dit depuis plusieurs mois », assure

un de ses proches, Jean-Jacques de

Peretti, ministre de l'outre-mer. « /l

est beaucoup plus cool », ajoute le

ministre de la fonction publique,

Dominique Perben.

contre lui.

commence sous de meilleurs auspices que ne s'était achevée la précédente. Stabilisation de

Pour le premier ministre, la nouvelle année l'impopularité d'Alain Juppé, resserrement force du chef de l'Etat sur le terrain de l'em-

des liens avec la majorité, acceptation de son maintien à Matignon par l'opinion, retour en loriser pour susciter l'optimisme de l'électorat.

Les enquêtes électorales des renseignements

L'OPINION est comme ça: intransigeante dans son refus de pactiser avec tel responsable politique. un jour, elle peut se montrer, le lendemain, moins avare de compréhension à l'égard de celui qu'elle vouait, la veille, aux gémonies. Ainsi en va-t-il pour Alain Juppé. Que n'a-t-on lu et entendu! Les observateurs n'étaient pas seuls à le juger severement. N'était-ce pas sa propre majorité qui voyait en lui un audste desservi par une communi-

cation défaillante? Bouc émissaire de la mauvaise humeur hexagonale pratiquement depuis son entrée à l'hôtel Matignon, coupable par procuration du non-respect des promesses électorales, premier ministre rigide dénonce pour sa politique de rigueur, M. Juppé a porté tous les péchés de l'executif pendant vingt mois. La fin des deux premières années de soo mandat de chef du gouvernement a fait office, pour lui, de jeu de massacre : l'impopularité le disputait au reiet.

Premier ministre impopulaire en décembre 1996, làché par ses propres sympathisants du RPR et

« L'échec de la société »

Nous n'ovons pas été assez sérieux.

laterrogé dans Le Journal du dimanche du 26 janvier sur l'emploi

des Jeunes, pour lequel il appelle à une « mobilisation forte de toutes

nos energies », Jacques Chirac reconnaît que c'est l'échec majeur du

début de son septennat. « C'est tout à fait exact, répond le président

de la République. C'est un échec, mois c'est l'échec de lo société. Tous les pays sont confrontés ou même problème. Quand on regarde pourquoi lo

France est bien moins placée que certains de nos voisins, il faut faire

deux constats: depuis longtemps, elle o géré ses offaires avec trop de

laxisme et de facilité. Avec les conséquences que l'on voit sur l'emploi.

il nous manque une culture de dialogue, les réformes sont faites par à-

« Pour des raisons qui tiennent à notre culture, poursuit le chef de

de droite, sommé de laissé sa place par une opinion qui n'en pouvait mais, le vollà, en janvier, remis en selle, voyant ses partisans revenir au bercail, les parlementaires récalcitrants mettre leurs états d'âme en veilleuse. Il n'est plus cantesté comme chef de file de la majorité pour la prochaine campagne législative. Que s'est-il donc produit pour que M. Juppé passe ainsi de la froideur à la nédeur?

Au-delà du phénomène mécanique, vérifiable sur longue période, qui donne une bouffée d'air frais à l'exécutif à l'aube de chaque nouvelle année - il se traduit là, essentiellement, par un arret de la dégradation dans les sondages -, le premier ministre a capitalisé quelques éléments d'ordre médiatique et politique. * L'opération "bouquin" a été positive », confie un de ses ministres, en évoquant le livre intimiste que M. Juppé a publié en fin d'année. Entre nous n'explique surement pas, à lui tout seul, l'arrêt du flot grossissant de l'impopularité, mais l'ouvrage peut être apparu, selon

De fait, le premier mioistre consulte davantage ses ministres : il organise des réunions thématiques par petits groupes et il les invite à déjeuner, de la même manière, à l'hôtel Matignon. Cela ne l'a pas empêché, pourtant, de « doubler » lean Arthuis, ministre de l'économie, dans le conflit du Crédit foncier, en désignant un conciliateur. et de signifier à Jacques Toubon, ministre de la justice, qu'il n'inscrirait pas l'examen de sa loi antiraciste à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, pour cause de

réticences majoritaires. Fabriqué ou naturel, le «nouveau Juppé » tente indéniablement de casser son image passée. « Je ne cherche pas à plaire, je cherche surtout à être utile dans un moment difficile », continue-t-il évidemment à dire à son entourage; mais pour vendre la réforme douce, la réforme de proximité, la réforme du wotidien Il n'est nas utile de

de l'UDF, bousculé par les députés un autre ministre, comme un « cri forme impopulaire, la réforme de

Sur le plan politique, M. Juppé bénéficie à présent de la conjonction de deux phénomènes. Devant l'absence du président de la Répnblique sur la scène intérieure, le premier ministre, aux yeux de l'opinion, a porté seul et courageusement le fardeau de l'insansfaction, des angoisses et de la morosité. L'omniprésence médiatique récente de Jacques Chirac le soulage de ce poids, d'autant que la question de son remplacement à Matignoo n'est pas à l'ordre du jour. Donc pas de changement de cap politique: les grincheux devront faire contre mauvaise fortune bon

L'équipe gouvernementale se révèle moins usée qu'on ne l'avait craint à l'Elysée. On est donc tenté d'attendre une nouvelle phase d'usure

Un moment caressée, l'idée d'un remaniement, que Michel Péricard, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, remet sur le tapis, reçoit maintenant des appréprendre la même posture que pour les uns, il n'a plus de raison d'être imposer la réfoune brutale, la ré- pour les autres. L'équipe gouverne-

mentale se révèle, en effet, moins usée qu'on ne Pavait craint à l'Elysée, et paraît donc capable de relayer, en l'état, la montée en puissance du président. On est donc tenté d'attendre une nouvelle phase d'usure - au printemps on à l'automne - pour apporter du sang neuf et préparer le gouvernement à affronter la campagne législative. Le plus tard, dans cette perspective. est le mieux, qui permettra d'adapter la composition de l'équipe gou-vernementale à la stratégie de campagne. Il sera temps, alors, de l'ouvrir aux «poids lourds» de la majorité et, éventuellement, à des

personnalités inattendues. Le second phénomène politique positif pour M. Juppé est l'approche des élections. Quatorze mois avant l'échéance de mars 1998, une grille de lecture traditionnelle remet en place le clivage gauche-droite. Le sentiment d'appartenance à un camp et la remobilisation progressive de l'électorat de droite profitent à M. Juppé, qui peut ainsi clamer que la page de la morosité est tournée : ce phénomène de mode, à l'en croire, est forclos. De fait, les parlementaires assurent qu'ils se font « moins engueuler sur le terrain ». Pour autant, tous ces paramètres n'ont en rien fait disparaître le problème de fond à l'aune duquel les électeurs jugent le pouvoir : le chômage.

L'entourage de Jacques Chirac a beau dire que le jugement électoral se fera sur « un élan et non pas sur un bilan » - nouvelle version d'un slogan de la campagne présidentielle -, rieu ne pourra empêcher chaque électeur de se poser une question naturelle: qu'a fait

■ SONDAGE: selon la dernière enquête de l'Ifop, réalisée du 16 au représentatif de 1827 personnes et publiée par Le Journal du dimanche (daté 26 janvier), la popularité de Jacques Chirac est stable: 30 % des

DÉPÊCHES

personnes interrogées se disent satisfaites du président de la République, le meme score qu'en décembre 1996, et 56 % s'en disent mécontentes, contre 59 % en décembre. Quant au premier ministre, Alain Juppé, il regagne un point, avec 25 % de satisfaits et 63 % de ■ ADVERSAIRES : Michel Péri-

card, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a déclaré. dimanche 26 janvier, que « le Front national est notre premier odversaire, comme nous sommes son premier adversaire ». « Il faut tout faire pour [le] faire battre », a-t-il affirmé Sur Radio 1.

......

10-2-19-20-

1 (8)

■ ÉLECTIONS DE 1998 : Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France (MPF), a confirmé, samedi 25 janvier, lors du congrès de sa formation, que Je MPF, allié au CNIP, présenterait des candidats partout aux élections législatives et régionales de 1998. En présence, notamment, du général lacques Mitterrand, Pancien candidat à l'élection présidentielle de 1995 a estimé que la gauche « n'a jomais quitté l'esprit de ceux qui sont ou pouvoir ..

STAGES: Michel Rocard (PS) a estimé. fundi 27 janvier, que les stages diplomants ne sont pas «a priori une mauvaise idée ». Il s'agit « d'une prolongation de l'apprentissage », a-t-il indiqué sur RMC.

GRÉVE: après le succès de la grève nationale de vingt-quatre heures dans les transports publics de province, vendredi 24 janvier, la circulation des bus restait paralysée, lundi 27 janvier à Toulouse et à Chambéry. Mardi 28 janvier, des négociations devaient s'ouvrir entre l'union des transports publics et les syndicats pour réduire la dutée du travail et créer des emplois. ■ ASSURANCE-MALADIE: la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) ne mènera pas « lo politique de lo chaise vide » et elle participera aux négociations cale, a annoncé, dimanche 26 jan-Olivier Biffaud vier, son président, Claude Maffioli.

Les « simples préjugés » des renseignements généraux

préélectorales effectuées par les renseignements généraux? A intervalles réguliers, cette direction de la police nationale réalise des enquêtes de terrain, qui ne sont pas des sondages scientifiques, au profit du pouvoir en place afin de l'éclairer, notamment sur son avenir électoral. Il a ainsi transmis récemment aux plus hautes autorités de l'Etat une étude confidentielle effectuée en décembre 1996, qui donne la majorité gagnante aux législatives de

coups entre de longues périodes de paratysie. »

Selon cette enquête, dévoilée récemment par Libération, la droite garderait la majorité avec 349 sièges contre 227 à la gauche et 1 au Front national. Le RPR perdrait certes plus de sièges que l'UDF (82 contre 50), mais le parti néogaulliste conserverait la première place au sein de la droite : 177 sièges contre 157 à la confédération libérale et centriste. Le Parti socialiste ferait plus que doubler ses effectifs en passant à 172 sièges, le Parti communiste en obtiendrait 34 et les radicaux-socialistes en re-

Pour établir leurs « prédictions », les inspec-

forces en présence, à la compilation des résultats antérieurs de chaque circonscription, ils ajoutent ce « savoir-faire » qui relève autant de leur humeur du moment que de leur flair

L'avantage pour l'équipe au pouvoir est de disposer d'un tableau d'une grande clarté, circonscription par circonscription, mais l'inconvénient est de très largement faire reposer ce document sur la perspicacité des enquêteurs. Celle-ci est-elle infaillible? Comme pour toute activité humaine éloignée des sciences exactes, rien n'est moins sûr. D'autant moins, souligne un expert gouvernemental des questions électorales, que, de tout temps, les RG ont eu tendance à majorer les résultats de la majorité ou, à tout le moins, à minorer ses risques de décrue.

MYSTÉRIEUSES INITIALES

La preuve en est donnée par le rubriquage retenu dans l'étude. Car, derrière la synthèse de quelques pages qui fournit des généralités sur l'absence de percée du « camp progresteurs des RG procèdent par « maillage territo- siste », le bénéfice de l'existence du « commu-

FAUT-IL prendre au sérieux les estimations | rial ». Aux données de terrain, à l'examen des | nisme municipal » ou la « radicolisation » des électeurs d'extrême droite qui entraînerait de mauvais reports pour la majorité au second tour, le document attribue à chacun des 577 députés dont il prévoit l'élection en 1998

de mystérieuses initiales. Il y en a 157 sous le label « RA », pour « réélection ossurée » : 139 d'entre eux sont « RP », pour « réélection probable » ; 28 sont « EA », pour «élection ossurée» et 52 sont « EP », pour « élection probable ». Ces quatre-vingts derniers se recrutent très majoritairement dans l'opposition.

Comment sont classés les 201 élus restants ? C'est là que se reconnaît trouve l'habileté - et la prudence - des RG... Ils sont rangés, en effet, dans la rubrique « SP », qui ne signifie rien d'autre que « simple préjugé ». Il y a dans cette indication floue matière à espérer pour l'opposition puisque, mécaniquement, c'est une écrasante proportion de députés sortants de droite qui s'y trouve classée. Les élections législatives recèlent donc encore un peu de mys-

O. B.

Elections partielles: la gauche et la droite perdent chacune un canton

Canton de Belcaire (second tour). I., 1 856 ; V., 1 450 ; A., 21,87 % ; E., 1 402. Guy Bayle, PS, 741 (52,85 %)._ ÉLU. Jean-Louis Siffre, RPR, 661 (47,14 %).

[Le socialiste Guy Bayle, qui fut conseiller général de 1976 à 1982, enlève le canton au RPR en devançant Jean-Louis Siffre. Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Henry Pelofy (RPR), décédé, qui avait lui-même battu M. Bayle en 1982. En 1994, M. Pelofy avait

19 janvier 1997 : L, 1 861 ; V., 1 330 ; A., 28,53 % ; E., 1 292 ; Guy Bayle, PS. 609 (47,13 %) ; Jean-Louis Siffre, RPR. 524 (40,55 %); Roger Touston, div., 84 (6,50 %); Jean-Yves Le Goff, PCF. 37 (2,86 %); Jean-Pictre Cordier, FN, 28 (2,16 %); Yves Martre, div. d., 10

Le FN évoque « l'antagonisme entre le peuple et l'établissement »

de notre envoyée spéciale Resté sur le bas-côté de la route lors du mouvement social de décembre 1995, le Front national, devenu le parti qui rassemble le plus fort taux d'ouvriers parmi ses électeurs, ne lésine pas sur les efforts pour exister dans le champ social : création de syndicats, offensive auprès des locataires de HLM et dans l'industrie de défense menacée par les restructurations, réactivation de ses cercles, de son organisation caritative Fraternité française... Il lui fallait encore préciser ce qu'est une politique soclale pour l'extreme droite.

HIÉRARCHIE DU « MÉRITE »

Au-delà de la réaffirmation du principe de préférence nationale, c'est-à-dire de l'exclusion des étrangers, le colloque organisé à Marseille, samedi 25 janvier, a per-

mis quelques éclaircissements. lustice, dignité et bien d'autres mots ont une signification particulière pour Jean-Marie Le Pen. président du Front national, et son délégué général, Bruno Mégret.

Ainsi le mot justice se limite, pour eux, à « l'égalité des droits », car ils revendiquent une société » hiérarchisée » en fonction « du mérile ». le Front national préfère l'impôt

« des dons et du toient ». L'iojustice, précise M. Mégret, · scrait que ceux qui manifestent un grand talent et développent beaucaup d'efforts au service de la communauté soient traités comme Ceux qui vivent en parasites oux déTout ce qui pourrait réduire les inégalités sociales est donc combattu. A l'impôt sur le revenu, sur les produits, qui pénalise tout

le monde de la même façon. Quant au mot dignité, il n'induit surtout pas, pour le FN, les aides sociales: «Les prestations d'assistance, si elles sont nécessaires pour venir en oide oux François en diffipens de lo nation et de son peuple ». culté, contribuent à réduire l'outo-

Manifestation à Vitrolles contre le Front national

A une semaine du premier tour de l'élection municipale partielle, un millier de personnes ont défilé à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), samedi 26 janvier, à l'appel de Ras l'Front, une association qui appelle les électeurs à ne pas s'abstenir mais à « voter pour barrer la route au Front national ». En tête du cortège, de nombreux jeunes exprimalent leur inquiétude à l'idée d'une gestion frontiste à Vitrolles, tel Azzedine, un étudiant de vingt et un ans, qui redoute « le regard de travers et lo multiplication des contrôles de police ».

Roger Guichard, candidat de la droite parlementaire, et queiquesuns des colistiers de Jean-Jacques Anglade (Union de la gauche) ont pris part au défilé, ainsi que d'importantes délégations d'associations nées au lendemain de la victoire du FN à Marignane, Orange et Toulon. Des tracts anonymes dénigrant Ras l'Front et l'un de ses res-ponsables vitrollais avalent fait redouter des incidents aux organisateurs. Des plaintes pour injures ont été déposées. - (Corresp.)

nomie, la responsobilité et lo dignité des personnes. Elles doivent donc être rendues inutiles », a précisé M. Mégret.

« Le schéma marxiste du pralétarial contre les copitalistes est oujourd'hui totalement obsolète, car la réalité est celle d'un clivage et d'un antagonisme entre le peuple et l'établissement », a déclaré M. Mégret, pour qui, « s'il falloit désigner une nouvelle « classe d'exploiteurs », ce scrait d'abord celle des namenklaturistes de l'établissement qui dirigent l'Etat et toutes ses succursules ». La société prônée par M. Mégret repose sur « une notian » composée de personnes appartenant à « une même communauté », où les liens de solidarité seraient assurés par « lo famille traditionnelle ».

Quant à l'entreprise, elle devrait fonctionner sur un principe «féodal .. Pour M. Mégret, l'entreprise * doit être vécue comme une communauté de travail ou direction et salaries ont des intérets communs d défendre, ceux de la société ».

Christiane Chombeau

Canton de Fleury-lès-Aubrais (second tour). I., 14 077 ; V., 5 797 ; A., 58,81 % ; E., 5 551. Pierre Bauchet, UDF-FD, m. de Fleury-lès-Aubrais, 3 198 (57,61 %)...

Alain Roméro, PCF, 2 353 (42,38 %). [C'est un fief communiste depuis plusieurs décennies qui tombe à droite de façon inattendue. Après avoir conquis la mairie de Fleury-lès-Aubrais en Juin 1995, Pierre Bauchet (UDF-FD) s'empare du siège de conseiller général, et récupère ainsi les mandats d'André Chène, figure populaire du Parti communiste dans la cité cheminote, récemment décédé. M. Bauchet l'emporte très aisément face à Alain Roméro (PCF).

19 Janvier 1997: L. 14 077; V., 5 274; A., 62,53 %; E., 5 194; Pietre Bauchet, UDF-FD. m., 2 205 (42,45 %); Alain Roméro, PCF, 1 404 (27,03 %); François Rouet, PS, 738 (14,20 %); Amélie Gulllemot, FN, 491 (9,45 %); Denis Bouchardon, Verts, 356 (6,85 %). 29 mars 1992: L, 13 169; V., 7 979; A., 39,41%; E., 7 363; André Chêne, PC, 4 258 (57,83 %); Pierre Bauchet, UDF-CDS, m., 3 105 (42,17 %).]

Canton de Lasalle (premier tour).

1, 2361; V, 1482; A, 37,23 %; E, 1437. Christian Flaissier, div. d., 302 (21,01 %); Jean-Louis Pesenti, div. g., m. de Lasalle, 240 (16,70 %); Christian Pibarot, PCF, 236 (16,42 %); Guy Fabre, RPR, 209 (14,54 %); Gérard Almeras, div. d., 196 (13,64 %); Virgine Testa, Verts, 131 (9,11 %); Jean-Paul Vidal, PC, 72 (5,01 %); Olivier Masson, Verts, 51 (3,54 %); Patrick Chevalier, div. d., 0,... BALLOT-

La gauche se retrouve en situation difficile dans ce canton qui lui est traditionnellement acquis. Le siège laissé vacant pur le décès du socialiste fean Gazziz se jouera entre l'ancien maire divers droite de Lasaile, Christian Flaissier, et son successeur divers gauche, Jean-Louis Pesenti. Soutenu par la fédération du Parti socialiste du Gard, le président du conseil général, Alain Journet, et dix-sept conseillers généraux, M. Pesenti n'a pas réussi la percée espérée et arrive en deuxième position. S'il peut miser sur le report des voix du candidat communiste qui, à une voix près, ne pourra pas se maintenir, son adverraire, M. Fraissier peut, lui, espérer l'emporter grâce au suffrage du RPR Guy Fabre et du candidat divers droite Gérard Almeras.

20 mars 1994: L, 2 340; V., 1 616; A., 30,94 %; E., 1 564; Jean Gazaliz, PS, 695 (44,43 %); Gérard Alméras, div. d., 360 (23,01 %); Joseph Pinna, PC, 178 (11,38 %); André Cros, RPR, 173 (11,06 %); Christian Sunt, Verts, 104 (6,65 %); Hélène Marrie, FN, 54 (3,45 %).)

Andreas Permanental (1997)

Totalier or the first

and president de augula.

Card, president de successor FACCOMPTEC DATIONALE

maca Comment

1799e - Ca

Washing and

estimate of the

henree

Contract of

E'

5.3

10000

-- F. 12 5.2

12.00

.

Controller - an grant

dealer than an interest

BERTH PROPERTY LEWIS THE per M turbe eit t'an des dischaute Guatorie BEART I BUTTE BEREN I FREE! OR STATE OF SECTION OF BELLEVILLE white the man is always STATES Michel Rocking Marie de Berter de La Care market are exercised at the exercise. s attendence de l'electreat de problem a M. Juppe, qu. the standard deer to make the to ME AND A PROPERTY OF PERSONS 機能の表現 a for a wor, of market) - For it wash greve that others de prog the tisk, her partementaries Me in the sec based a property out Plane de la codice el Princip distribution. 45.50 and production for the production of the contract of the contr 8.13.22

THE PARTY OF THE PARTY. BERTHE A SECRET TRICK I me and it was much directorial of a A WARRY ME TO SHE WAS A STATE OF THE PARTY O Strain production which is read to the annual production of the state the second production of the second second in the confidence of the profession of the confidence of the confi the profession and the toward with the 新國 医副脉络性 安排 电二流电 HAR THE SHA

... A Mester Fillated ...

ections partielles: gauche et la droite perdent racune un canton

医感觉 医电影演员 计对比数据记录 化化二 数 王 经 WHENEX MY TON TO AS NOT IT 新型性等 (1980年 1977年 1977年) The state of the s the state of the s The state of the same of the same of Company of the Compan Supplied Laboratory and the same of the sa the second will be the

機能性 連手手を向ける and A September 1 to 10 to 10 to 10 at William William I was a THE SECURITIES AT A PERSON OF THE PERSON OF

THE THE PROPERTY OF THE PROPER Ber Ber Andrew Random がたい。 の文化 (400 を) からか かった d property of the control of

tine de Cample en emper l'aut AND LITTLE OF THE PARTY OF THE W. Miller of Street, and the 300 404 pm Of Street, section, the section of t

The property and the same of M. darm religion religions AND SHIP SHIP MAN The same of the sa **的人的人员,你可以**有一 A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH hard taken are to

SOCIÉTÉ

COOPÉRATION Le forum qui se tient du 27 au 30 janvier à Kayes, principal centre d'émigration des Maliens vers la France, est une première. Pendant trois jours, membres

d'associations, représentants des gouvernements malien et français et bailleurs de fonds internationaux doivent examiner la mise en place de nouveaux projets de développe-

ment local visant à enrayer les migrations. • A SAMAKO, le gouvernement français, dans le cadre de l'aide au retour, a aidé quelques anciens immigrés à réaliser leur projet

professionnel. Artisans, commerçants, transporteurs, ils ont ainsi pu se reinstaller au pays. • ANCIENS GREVISTES de la faim de l'église Saint-Bernard, expulsés récents, ils

attendent dans la capitale malienne d'improbables débouchés. « J'ai travaille six ans en France. les policiers n'ant rien voulu savoir », dit l'un d'eux.

Les immigrés maliens revendiquent leur place dans l'aide au développement

Pour la première fois, un forum réunit, dans la région de Kayes, associations villageoises, gouvernements et bailleurs de fonds internationaux. A l'ordre du jour : comment renouveler les politiques de coopération pour freiner les migrations ?

nisation

KAYES (Mali)

de notre envoye spéciol Aider au développement pour freiner l'immigration. Logique et généreuse en apparence, l'idée est débattue depuis des années dans un cercle restreint où se croisent universitaires, responsables de la coopération et militants d'organisations non gouvernementales (ONG). Depuis peu, elle a droit de cité dans le débat politique français, comme un habillage humanitaire au resserrement des lois sur les étrangers.

Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, répétait que l'unique solution à la question de l'immigration passait par le « développement des pays d'origine ». Jacques Godfrain. actuel ministre de la coopération, désignait, à l'occasion d'un voyage au Mali, quelques semaines après l'évacuation des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, les « migrants et onciens migronts » comme « des octeurs du développement ». Quant au président de la République, il fait du triptyque «lutte contre l'immigration irrégulière, integration et développement » le leitmotiv de ses interventions sur le

Une table ronde, qui se tient du 27 au 30 janvier à Kayes, principal centre d'émigration des Soninkés du Mali vers la France, doit donner à ces discours une traduction concrète. Pour la première fois,

tous les bailleurs de tonds français et internationaux vont négocier avec le gouvernement malien, organisateur de la rencontre, un plan concerté pour tenter de sortir de son isolement cette région qui ne survit que grace à l'argent envoyé de France par ses émigrés. Fait rare, ces derniers sont représentés par une trentaine de responsables associatifs venus de Paris.

Ces responsables immigrés comptent sur la conférence pour faire reconnante par les deux Etais leur rôle dans les actions en faveur du développement. Le dynamisme particulier des « associations villageoises », dans le contexte nouveau de la démocratie malienne, renvoie aux débats sur la coopération actives par le mouvement des sans-papiers de Saint-Bernard. L'exemple de la région de Kayes, et des projets qui pourraient y etre développes, constitue ainsi un test de première importance dans le débat français sur l'immigration.

Le fait est connu : en pratiquant des économies drastiques sur leurs revenus, les immigrés transferent vers leurs familles restées au pays des richesses relativement considérables (line ci-dessous). L'ennui est que cette manne ne génère pas nécessairement des dépenses productives sur place. En autorisant l'achat de biens de consommation importés, elle peut contribuer à détruire l'artisanat, à dévaloriser l'agriculture et à perpétuer la dépendance d'une région ponctionnée de 20 % de ses hommes en age de travailler, pour cause d'émigra-

Pourtant, cet argent a une fonction vitale. Il permet la survie de régions entières et l'installation

naires de Kayes comme acteurs du d'équipements sanitaires et sociaux là où ils font totalement défaut. Ainsi, les quatre cents associations villageoises créées en France par les immigrés originaires de la vallée Cette organisation communautaire a permis « ce que peu de grands projets ont fait :

de leur propre développement »

du fleuve Sénégal – à la croisée des frontières du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal - ont évité la famine à cette zone sahélienne. Ils ont aussi permis d'équiper de nombreux villages en dispensaires, en écoles et en magasins coopératifs, même si leur réussite dans le domaine agricole est plus contestée.

A chaque structure villageoise locale répond une association d'immigrés qui, depuis les fovers de la région parisienne, gère les investis-

que peu de granes projets om faits mettre en place les conditions de la prise en charge par les populations de leur mattre dévé outrament », explique Christophe Daum, universi-

sements permis par ses envois

communautaire.

d'argent. Les succes de cette orga-

constraire dans les armers 80, ont

grandement contribué à la re-

connaissance des immigres origi-

mettre en place les conditions de la prise en charge par les populations

> taire, auteur de nombreuses études sur la region. Ce fonctionnement est pourtant

menacé aujourd'hui. O'une part, la montée du chômage en France rend les transferts financiers de plus en plus aléatoires. D'autre part, le verrouillage sans cesse per-

fectionne des frontières a eu deux conséquences paradoxales : l'arrivée des femmes et la naissance d'enfants en France, qui tend à aspirer une part croissante des res-

traditionnelles rotations entre l'Afrique et l'Europe, qui permettaient d'assurer une relève continue des immigrés. Bloques en France par crainte de ne plus pouvoir y revenir, de nombreux illégaux, souvent au chômage, sont désormais à la charge des « frères », compromettant leur ca-

pacite d'épargne. Ennn, l'organisation « villageoise » du developpement à trouté ses limites. Elle n'a pu développer que des micro-projets qui n'ont pas pallié le manque criant d'infrastructures de base. Terriblement enclavee, la region de Kayes, distante de 600 kilometres de Bamako, n'y est reliée que par un chemin de fer incertain et une piste soumise aux caprices des éléments.

D'où la nécessité, pour les associations d'immigrés, de se fédérer et de coordonner leurs efforts avec ceux des bailleurs de tonds institutionnels (Etats, villes et régions françaises jumelées, ONG). Mais l'avenir dans ce domaine dépend largement de l'utilisation politique qui sera faite de la dialectique + immigration-développement », lusqu'à présent, seules des formules de retours aidés ont été proposées par le ministère français des affaires sociales.

Quelque 150 Maliens déboutés du droit d'asile ont ainsi évité l'expulsion depuis 1991, en acceptant

sources des immigrés; la fin des un minuscule pecule () 000 francs) et la promesse d'une aide technique sur place. Peu convaincante. la formule a été perfectionnée. Un programme géré par les affaires sociales, la coopération et l'Office des migrations internationales (OMI) ionctionne depuis l'an dernier avec

de meilleurs résultats. Pour autant, il serait pervers de conditionner l'attention nouvelle portée au développement de Kaves, en tant que région d'émigration, à une activation des retours forcès. Chacun sait, en effet, que le developpement ne peut freiner les départs qu'à long terme. Dans les premiers temps, le décollage economique a plutot tendance a activer les migrations, estiment la plupart des études.

Les associations d'immigrés affichent aujourd'hui leur réalisme. Nous sommes convaincus que l'avenir de nos treres sons popiers n'est plus en France, à cause du chomage et de l'intolérance, il faut creer les conditions pour que les villageois puissent rester et que les immigrés icréguliers puissent envisager un relour diene ... affirme l'un des participants à la réunion de Rayes, Mais en attendant ce futur béni, estimet-il, ~ il n'existe toujours oucune of ternative au départ vers la France » pour les natifs de la vallée du

Philippe Bernard

Pour les expulsés de Saint-Bernard, le retour au pays n'a pas mis fin à la galère

de notre enroyé spécial Dans la torpeur de l'hiver malien, le gros anorak écarlate de Moussa Sissoko intrigue. « Regardez, dit-il en désignant son étonnant accou-

trement, c'est le pantolon, l'onorak,

REPORTAGE. Dans la capitale malienne, les anciens grévistes de la faim disent leur amertume

le T-shirt que je portais quand ils m'ont scotché dons l'avion, le 10 décembre. A Paris, il geloit. Je n'avais que ça sur le dos pour arriver ici. Les flics français n'ont pas voulu qu'on aille chercher nos offoires. » Avec ses deux compagnons d'expulsion, anciens grévistes de la faim de l'église Saint-Bernard comme lui, Moussa Sissoko ronge son frein depuis deux semaines dans les jardins du Haut-Conseil des Maliens de l'extérieur, l'organisme d'Etat qui accueille leur galère.

A la rage de rentrer au pays entre deux policiers français s'est ajoutée la honte. Celle de revenir les mains vides quand toute une famille atteod de l'émigré cadeaux et aide financière. « J'étais d'occord pour rentrer, reconnaît-il, mais pas seulement ovec un pantalon et une chemise. J'avais deux molles et une mobylette chez moi, dans le 20 arrondissement, et un compte à La Poste. J'oi travaillé pendont six ons en France. Ils n'ont rien voulu savoir. » D'un geste accusateur, il jette la boule de gros papier collant marron qui a servi à lier ses chevilles au siège de l'avion et, aussi, à le faire

Depuis 1394 DU BEAU VETEMENT À LA SIMPLE RETOUCHE LEGRAND Tailleur sur mesure Hommes et Dames Luxueuses draperies prix agréables , rue du 4-Septembre, PARIS 2º Tél: 01.47.42.70.61

taire. Il s'attarde sur les marques t-il. L'idée avait germé depuis son sombres laissées à ses poignets par les menottes qu'il a conservées, affirme-t-il, pendant les six heures de

Mais le pire, désormais, c'est l'obsession de la famille, qui vit loin en brousse, au-delà de Kayes, et « croit que je suis toujours à Paris ». C'est d'imaginer ce père incapable de comprendre qu'un fils parti de-Moussa Sissoko sort d'une pochebanane de vieux tracts de Saint-Bernard, un carnet de métro entamè pour se convaincre que «le

. J'AVAIS TROP PEUR »

L'ancien sans-papiers reste suspendu aux appels teléphoniques passés depuis Paris par ses amis et par une responsable de Médecins du monde qui s'inquiète de la santé des trois anciens grévistes de la faim. L'un d'eux, Diagouraga Karounga, vingt-huit ans, se plaint que sa tête « va moi » et que son ventre « reste sec ».

Assis sur la même natte, Mamadou Niagate, lui, attend des appels de son épouse. Cela fait cinq mois qu'il vivote à Bamako dans l'espoir de rejoindre sa femme et son fils de deux ans, restés à Paris. Reconduit vers Bamako juste après l'évacuation de l'église Saint-Bernard, fin août, après dix années de travail dans une entreprise de ramassage d'ordures ménagères, il se souvient qu'Alain Juppé avait juré que iamais les familles ne seraient séparées, Dans le jardin ombragé qui

borde la petite villa de l'Office des

migrations internationales (OMI), dans un autre quartier de Bamako, l'heure n'est plus à la nostalgie. Adama Traoré, ancien de Saint-Bernard hi aussi, redecouvre son pays avec les yeux du conquérant. Militant actif des « sans-papiers » à Paris jusqu'à l'automne, le voilà transfiguré en chef d'entreprise virtuel dans la capitale malienne. La confirmation d'une e invitation à quitter lo France » au lendemain de l'évacuation de l'église l'a décidé, lui et sa femme, à remrer au pays pour créer un « garage moderne ». La vie illégale n'était plus possible o Paris, i avais trop peur. Et lo peur dénature l'être humain », explique-

licenciement, en 1994, de l'entreprise de peinture automobile qui l'avait employé pendant cinq ans. Adama Traoré n'est pas revenu les mains vides. Un camlon Berliet, une fourgonnette Mercedes et une voiture Nissan l'oot suivi à Bamako. Rentré volontairement le 13 décembre dernier, il peut bénéficier de l'aide accordée par la France. Pour lui, ce sera un magasin. I pays « sons un centime ». Alors, louera le Berliet à un transponeur de sable et transformera sa fourgonnette en minibus urbain. Plus tard, il se lancera dans le commerce des pièces détachées automobiles

Le poids de l'argent des immigrés

On estime à environ solvante mille le nombre de Maliens vivant en France (dont 10 000 à 20 000 sans-papiers probablement). Une part importante de lenrs revenus est envoyée au Mali, en particulier dans la région de Kayes, principal centre d'émigration. Cette épargne peut atteindre le tiers du salaire percu en France. Ainsi, l'argent rapatrié par les immigrés représente, selon la Banque mondiale, 81 % du déficit commercial de marchandises dn Mali et 17 % de l'aide publique au développement que reçnit ce pays. Dans la région stratégique de Kayes, les 60 millions de francs envoyés chaque année par les immigrés pesent davantage que le total de toas les crédits de coopération, qu'ils viennent de France on d'antres pays.

grace à ses contacts avec des « casses auto » dans le Val-d'Oise

Pour l'heure, il chante les louanges du délégué local de l'DMI, qui «a lo voionte de [les] aider », mais s'inquiète que « la thunc n'arrive pas ». Adama Traorè trépigne sur les starting-blocks de la réinsertion. Il ne prie plus Allah pour passer à travers les contrôles policiers mais pour que ses camions tourneut.

A Bamako, les rescapés du rêve français

BAMAKO (Mali) de notre envoyé special La sablière de Kalabancoro, non loin de Bamako, évoque un décor de péplum ou des centaines d'esclaves suant sous un soleil de plomb s'activeraient à quelque

REPORTAGE.

Piroguler, soudeur ou quincaillier, quelques exemples de retour réussi

chantier pharaonique. Les pirogues quittent la berge au milieu de la nuit. Après 40 kilomètres dans les bras du fleuve Niger, les hommes plongent en apnée et remontent, seau après seau, le sable et le gravier. Au début de l'apresmidi, ils sont de retour pour déverser à la pelle leur cargaison dans les camions-bennes dont le ballet est incessant. Ouinze heures de travail par jour, sept jours sur sept. ramadan compris, pour 600 francs par mois.

Korka Dasilva, dit . Bani ., surveille cette fourmilière. Il ne pale pas de mine avec sa blouse bleue et sa barbiche blanchatre. C'est pourtant l'un des quatre patrons piroguiers qui se partagent cette juteuse exploitation. En 1994, « Bani », ouvrier dans le bâtiment, vivait sans papiers dans un fover d'immigrés d'Aulnay-sous-Bois. Aujourd'hui, il emploie quarante personnes et a construir une maison de 700 mètres carrés comme le Mali eo compte peu. - En Fronce. je devenuis fou à force de ne parler à personne. Ici, je suis patron », rè-sume-t-ii. Bénéficiaire de l'aide à la réinsertion versée par l'Office des migrations internationales (OMI) après son retour volontaire, il a touché l'équivalent de 9 000 francs, le prix de trois pirogues. Deux ans après, il en possède huit.

Les success story comme celle de « Bani » ne sont pas légion dans le petit monde malien de l'après-immigration. Les coups de pouce financiers donnés par la France pour prix du retour se heurtent souvent à l'impréparation des projets et à l'absence de relais bancaires. Pourtant, le nouveau Programme développement local-migration (PDLM), discrètement mis au point par les ministères des affaires sociales et de la coopération, semble Ph. B. améliorer les chances de réinserdon et de contribution au dévelop-

Les microprojets, à la survie aléatoire, sont désormals instruits sur place. L'étude de faisabilité et le suivi sont assurés par un conseiller recruté localement. La subvention, plafonnée à 24 000 francs par ex-immigré, est en principe versée au fur et à mesure de l'avancement réel du leur projet. Quelque 160 dossiers sont actuellement en cours d'étude, près de trois fois plus que pour l'ensemble de la période 1991-1994. Mais le financement de ce programme, mis en avant au moment de Saint-Bernard, est aujourd'hui bloqué.

PAS DE NOSTALGIE

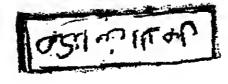
La France, Modibo Diakite « a donné », mais il en est revenu. Peodant dix-huit ans, il a été soudeur, sans jamais obtenir de papiers à cause de plusieurs allers-retours au pays. . Mieux vaut sortir par la grande porte », dit-il pour justifier son retour définitif. Pour ouvrir son petit atelier de chaudronnerie, installe devant une case de Bamako, ce pere de six enfants a ramené des machines de France. L'OMI a complété en finançant un poste de soudure, un compresseur

et de l'outillage. Aujourd'bui, il ne cache pas sa fierté de « participer à l'évolution industrielle du Mali ». Lui qui avait soudé les grilles de la mairie de Versailles vient d'achever celles de la grande poste de Bamako. Il assure ne pas éprouver de nostaigle d'un pays nou on est coince ».

Bassy Konita non plus ne comprend pas « pourquoi les sanspopiers se battent pour rester dons un pays qui ne leur oppartient pas ». De France, où il a été manœuvre, balaveur puis chômeur, il a pu rap porter des vétements pour sa famille, trois baladeurs, un téléviseur, et le congélateur qui trons maintenant dans sa quincaillerie ajoutant les boissons fraiches à l'assortiment d'accessoires pour auto et moto qu'il vend. Avec les « deux millions quatre cent mille » francs CFA (24 000 francs) de l'OMI, il a acheté son stock et payé ses trois premiers loyers. La France a cessé de le faire rever. A trentesix ans, il a retrouvé sa famille et troque sa « vie dure » à Montreuil contre l'existence d'uo petit commerçant rentre au pays la tête

Ph. B.





■ JUSTICE: dans Le Journal du dimnnche du 26 janvier, Jacques Toubon déclare que son « opinion est faite depuis longtemps sur la né-

cessité de refonder le pouvoir de juger ». Le garde des sceaux précise

néanmoins qu'il attend « les conclusions de la commission ». Le même jour, au cnurs de l'émissinn

«Le grand-jury RTL-Le Monde»,

Robert Badinter a estimé que l'in-

dépendance de la justice pouvait

être acquise par l'adoptinn d'un

texte mettant fin aux nominations de magistrats par le gonverne-

ment. En revanche, l'ancien garde

des sceaux, s'est déclaré partisan

du maintien d'un lien entre la

chancellerie et les parquets, en in-

sistant sur la nécessité d'« une

coordination de la justice ». Inter-

rogé par RMC, lundi 27 janvier,

Michel Rocard a estimé que cette

rupture était en «partie » une

■ TERRORISME: trois hommes

appartenant à la mouvance isla-

miste ont été mis en examen, sa-

medi 25 janvier, par le juge d'ins-

truction Jean-Louis Bruguière pour

« association de malfaiteurs en relo-

tion avec une entreprise terroriste »

et écroués. Snupçnanés d'avoir

participé, en réginn parisienne, à

un réseau de soutien logistique

d'une filière d'approvisinnnement

en armes des maquis algériens, ils

avaient été interpellés en milieu de

semaine lors d'une opération lan-

cée en France et en Allemagne (Le

■ DIPLOMATE: Pancien ambas-

sadeur dn Zaire, Ramazani

Baya, qui avait tué accidentelle-

ment deux adolescents, le 23 no-

vembre 1996 à Menton (Alpes-Ma-

ritimes), est arrivé samedi

25 janvier à Paris. Le retour en

France de M. Baya, qui a démis-

sionné de ses fonctions et n'est

plus protégé par son immunité di-

plomatique, ouvre la voie à des

poursuites judiciaires. Il encourt

jusqu'à trois ans de prison ferme et

300 000 francs d'amende.

Monde du 23 janvier).

DÉPÊCHES



Les usagers entrent aux conseils d'administration des hôpitaux

Leurs associations redoutent de ne pouvoir qu'« entériner » de grandes orientations, en particulier budgétaires, qui sont désormais fixées par l'Agence régionale d'hospitalisation

Convies à un colloque organise en Avignon du 23 au 25 janvier par les directeurs d'hôpi-taux membres du Groupe de recherche et d'applications hospitalieres (Graph), les représentants des associations d'usagers des

hôpitaux ont analysé les conséquences de la mise en œuvre de la réforme hospitalière du 24 avril 1996. Deux d'entre eux siégeront do-rénavant dans chaque conseil d'administration. Cette « consecration juridique », plutôt

bien accueillie par les directeurs d'hôpitaux, laisse pourtant sceptiques les responsables des principales associations qui craignent de ne jouer qu'un rôle de faire-valoir. Outre cette difficulté à lutter à armes égales aux

côtés des représentants des pouvoirs poli-tique, médical et administratif, nombreux à ne pas vouloir partager leurs prérogatives, ils auront également à combattre leur tendance au « nationalisme associatif ».

AVIGNON

de notre envoyée spéciale Suivant l'exemple de la SNCF, les conseils d'administration des hôpitaux s'nuvriront très prochainement aux usagers. Dans chaque département, les préfets choisissent actuellement deux représentants d'associations de malades, de familles de malades, de consommateurs, de handicapés ou de personnes ágées, dont la réforme hospitalière du 24 avril 1996 et le décret du 30 octobre 1996 ont rendu la présence obligatoire aux conseils d'administration des établissements publics de santé.

Conscients tout à la fois du bienfandé d'une telle mesure et du « choc culturel » qu'elle risque de provoquer, la trentaine de directeurs d'hôpitaux réunis au sein du Graph avaient convié en Avignon les associations de patients afin de mieux connaître ceux qu'il leur faut désormais considérer comme des interlocuteurs à part entière, Pour ces associations, l'entrée dans les conseils d'administration vaut reconnaissance du travail effectué à l'hôpital depuis des décennies. « C'est une consécration juridique, estime Patrick Gohet, directeur général de l'Unapei (Union nationale des associations de parents et amis de personnes handicapées mentales). Il ne s'agira que d'une sorte de présence d'influence, mais qui ne sera pas négligeable dans lo mesure ou elle nous permettra de faire valoir

certaines valeurs, » Peu à peu, les associations de santé ont en effet su se rendre indispensables à l'hôpital. Elles sont aujourd'hui estimées à plus d'un millier, participent à la vie de presque tous les services de soins où « elles interviennent dans l'amélioration de lo qualité de vie des patients, reconnaît Alain Halbout, le président du Graph. A l'extérieur de l'hôpital, elles jouent un rôle moteur dons le dévelappement de la recherche et assurent la continuité de la prise en charge du malade, grâce aux structures d'accompagnement ou de réinsertion qu'elles savent solliciter ou parfois créer ».

Plusieurs raisons à cette « importance considérable et toujours croissante des associations de santé », se-Inn les termes de Patrice Pinell, directeur de recherche à l'Inserm: la loi de 1975, qui a séparé les secteurs sanitaires et sociaux ; Pépidémie de sida, qui a stimulé l'action associative dans l'ensemble des services de l'hôpital; les exigences croissantes du patient, qui se comporte de plus en plus en consommateur; et, surtout, le raccourcissement de la durée moyenne d'hospitalisation, passée en vingt ans de dix-huit à six jours.

En période de difficultés économiques, les établissements publics de santé ne peuvent plus guère se passer du renfort humain et financier apporté par les associations. «L'hôpital s'ouvre à nous parce qu'il a besoin de nous. Nous finançons des

laboratoires complets, des appareillages laurds dans les services de soins », note, réaliste, Jean-Louis Sarran, responsable de l'aide aux familles à l'AFM (Association française contre la myopathie). Même chose à l'APF (Association des pa-ralysés de France), dont les bénévoles pallient un manque de per-sonnels hospitaliers. Dans un tel contexte, les directeurs d'hôpitaux ne peuvent donc que « se réjouir » que des représentants d'associations accèdent au rang d'adminis-

« Porteuses d'innovation puisque nées pour répondre à des besoins non pris en compte », les associations, dont la montée en puissance a pourtant parfois été vécue comme une intrusion par les équipes soi-

gnantes, se voient anjourd'hui recomaître tous les mérites par les directeurs d'hôpitaux. Pour celui du CHU de Nice, Jean-Ravier Trazzini, «une structure publique o besoin d'être aiguillonnée par ses usagers, ou plutôt ses clients, qui ont le choix d'aller voir ailleurs, dans des cliniques de mieux en mieux équi-

« SIMPLE DÉCORATION »

Les revendications des associations concernent tout aussi bien l'amélioration de la qualité de la vie quotidienne à l'hôpital (attente, bruit incessant...), l'hygiène (trop d'infections nosocomiales), l'écoute du patient (indifférence à la douleur) et du médecin de famille, l'accueil des proches et l'information

du patient. Curieusement, les associations n'entretiennent pas d'Illusions sur l'impact réel d'une réforme qu'elles réclamaient pourtant depuis fort longtemps. Patrick Gohet craint que les représentants des usagers peinent à dépasser leur « nationalisme associatif » et ne soient intimidés face à un aréopage de personnalités locales. Surtout, le conseil d'administration, où les usagers ne disposeront que de deux voix sur vingt et une, ne sert, selon M. Gohet, qu'à « entériner les grandes orientations politiques de la structure. Ce n'est pas là que se prennent les décisions ».

Certains directeurs ne démentent pas totalement le propos, expliquant que le budget est désormais fixé par l'Agence régionale de l'hospitalisation, et qu'il leur revient ensuite de décider de sa répartition ; le conseil se contente de voter la proposition de budget du directeur, qui sera ensuite entérinée ou non par l'Agence. L'APF se dit pareillement « sceptique sur la possibilité de peser réellement sur lo machine hospitalière, sur laquelle les pouvoirs administratif, médical et politique se partagent lo mainmise »: « Tous ces gens sont conscients qu'il leur fout écouter les malades, c'est dans l'air du temps. Mais ils sont encore nombreux à nous considérer comme une simple décoration dans un processus dont ils ne se dessaisiront pas. *

Pascale Krémer

PRÉFECTURE DU GARD PRÉFECTURE DE VAUCLUSE

AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES

L'arrêté interpréfectoral du 17 janvier 1997 a present Pouverinre d'enquêtes abliques conjointes pour les quatre demandes présentées par l'Agence Nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) en vue de l'installation et exploitation d'un inhoratoire sonterrain destiné à étudier l'aptitude des formatons géologiques profondes à stocker des déchets radioactifs sur le territoire de 1 commune de CHUSCLAN (GARD), liendit "Le Moine".

Pendunt une période de 2 mois, DU 17 FÉVRIER AU 17 AVRIL 1997, les siers de demandes d'autorisations et les registres d'enquêtes seront tenns à la position du public à la mairie des communes ci-après aux jours et heures

- Permis de construire : CHUSCLAN.

Installations, ouvrages, travame et activités sommis à la joi sur l'eau : CHUSCLAN, CODOLET, ST-ETIENNE DES SORTS dans le GARD. CADEROUSSE, PIOLENC dans le VAUCLUSE. Installations classées pour la protection de l'environnement :

CHUSCLAN, CODOLET, ST. ETIENNE DES SORTS dans le GARD. CADEROUSSE, PIOLENC dans le VAUCLUSE. · Installation et exploitation d'un laboratoire souterrain :

CHUSCLAN, BAGNOLS SUR CEZE, CODOLET, CONNAUX, LAUDUN, MONTFAUCON, ORSAN, PONT ST-ESPRIT, ROQUEMAURE, SABRAN, ST-ALEXANDRE, ST-ETIENNE DES SORTS, ST-GENIES DE COMOLAS, ST-GERVAIS, ST-LAURENT DES ARBRES, ST-NAZAIRE, ST-PAUL LES FONTS, ST-VICTOR LA COSTE, TRESQUES ET VENEJAN dans le GARD et CADEROUSSE, MONDRAGON, MORNAS, ORANGE, PIOLENC, SERIGNAN DU COMTAT et UCHAUX dans le VAUCLUSE.

Pendant la même période, les dossiers relatifs aux quatre demandes et des egistres d'enquêtes servat également tenns à la disposition du public : à la préfecture du GARD, siège des enquêtes, rue Guillemette à NIMES, du lumit u vendredi de 9h à 11 h 45 et de 14h à 16 h 30.

— à la préfecture de VAUCLUSE, direction des libertés publiques, Chabran, 28, houlevard Limbert en AVIGNON, du lundi su vendredi e 11 h 30 et de 14 h à 16 h. Les observations des intéressés seront consignées sur les registres d'enquêtes. Seront aunexées sux dits registres, celles qui auront été adressées par écrit au président de la commission d'enquête B.P. n° 22 - 38006 NIMES CEDEX 4.

La commission d'enquête, désignée par le président du tribunal administr MONTPELLIER, est composée comme suit :

M. Michel LAFAY, ingénieur en hydranlique agricole retraité, président,

M. Jean BELIN, ingénieur divisionnaire des T.P.E. retraité, assesseur,

M. Louis LAURENZATTO, ingénieur chimiste retraité, assesseur,

M. Raymond BLOUVAC, ingénieur au centre d'études nucléaires de la vallée du M. Raymond BLOUVAC, ingénieur au centre d'études modé Rhône retraité, assesseur,
M. Lucieu BOUSTEXAK, géologue conseil, assesseur,
Melle isabel de LECUBARRI, chargée d'études en uri

suppleant, Mine Catherine GRAND LOISEAU, architecte D.P.L.G., asse Le président de la commission d'esquête, on l'un ou plusieurs de ses membres evront personnellement les observations des intéressés aux lieux, jours et heure Mairie de CHUSCIAN: ture du GARD.

		CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE	
	rae Guillemette NIMES :	– landi 17 février 1997	de 14h à 17h
] – handi 17 février 1997 - de 9h à 12h	- mercredi 26 février 1997	de 14b à 17b
	- mercredi 26 février 1997 de 9h à 12h	– samedi 8 mars 1997	de 9h à 12h
	- mercredi 5 mars 1997 de 9h à 12h		
		- mercredi 12 mars 1997	de 14b à 17b
	- samedi 15 mars 1997 de 14h à 17h	– jeudi 20 marı: 1997	de 14b à 17b
	- mercredi 26 mars 1997 de 9h à 12h	— jendî 27 mats 1997	de <i>l4b</i> à 17h
	- mardi 1º avril 1997 de 14h à 17h	– vendredi 4 avril 1997	de 14b à 17b
	– hundi 7 avril 1997 de 9 h à 12 h	- mardi 8 avril 1997	de 14h à 17 h
	- samedi 12 avril 1997 de 14h a 17h	- jeudi 17 avril 1997	de 9bà 12h
	- Jeudi 17 avril 1997 de 9h à 12h	•	44 / 4 12 1
	•	Mairie de LAUDUN :	
	Préfecture de VAUCLUSE,	- mercredi 19 mars 1997	de 14b à 17h
	28. boolevard Limbert AVIGNON:	- jeudi 27 mars 1997	de 9h à 12h
			GE /4 2 224
		Mairie d'ORANGE :	
	- mardi 1= avril 1997 de 9h à 12h	- mardi 18 mars 1997	de 9hà 12h
,	- mercredi 16 avril 1997 de 14à à 17h	- mercredi 16 avril 1997	de 9b à 12b
i	NAME AS DECISION OF STREET		GC / L L L L L
	Mairie de BAGNOLS-SUR-CEZE :	Mairie de PIOLENC :	
	- mercredi 12 mars 1997 de 9h à 12h	- mercredi 19 mass 1997	de 9hà12h
	- vendredi 4 avril 1997 de 9h à 12h	- mercredi 2 avril 1997	de 9h à 12h
1	Mairle de CADEROUSSE:	Mairie de ROOUEMAUR	C:
Н	- jeudi 20 mars 1997 de 9h à 12h	- mercredi 26 mars 1997	de 14h à 17h
	- mardi 8 avril 1997 de 9h à 12h		de 14h à 17h

Au CHU du Kremlin-Bicêtre, les « petits trucs » qui font beaucoup

tration à des revendications par trop sectorielles.

La crainte de revendications trop sectorielles

Selon le décret du 30 octobre 1996, « les représentants des usagers

sont nommés par le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation,

après avis du préfet du département dans lequel l'établissement n son siège, parmi les personnes proposées par les organisations qui repré-

sentent au niveau régional ou départemental les întérêts des patients,

des consommateurs, des familles, des personnes agées ou handicapées,

et dont le directeur de l'agence estime que l'objet social correspond le

Les préfets éprouveront sans doute bien des difficultés à trouver

des organisations susceptibles de défendre l'intérêt commun des

patients. Les associations de santé françaises sont pour la plupart

très spécialisées, axées sur une pathologie on même l'un de ses as-pects, et entretiennent entre elles des rivalités. Aussi les directeurs

d'hôpitaux s'inquiètent-ils de devoir faire face en conseil d'adminis-

mieux à l'orientation médicale ou médico-sociale de l'établissement ».

ourent des véhicules aux formes rondes, des animaux souriants, des pavillons aux cheminées rassurantes. Les services de pédiatrie de l'hôpital Parrot du centre hospitalier universitalre du Kremiin-Bicêtre (Val-de-Marne) ressembleraient à d'immenses salles de jeux, n'étaient ces deux cents lits surmontés d'accessoires barbares où des enfants malades se reposent. Au septième étage du bâtiment, une maison de Penfant, structure ouverte en 1981 et encore rare en France, accueille ceux qui sont capables de se déplacer dans un havre nù jamais aucun médecin ne vient les déranger. Un instituteur s'v accommode de sa classe à géométrie variable, tandis que les adentes de l'école buissonnière vont et viennent entre la salle de jeux, l'atelier de peinture et le coin poupées.

Pour que les enfants échappent au maximum à la passivité et à l'ennui, l'hôpital Parrot a dû accepter l'intrusion d'associations de bénévoles. Depuis deux ans environ, Le volontariat au service de l'art anime un atelier de peinture chaque mercredi après-midi. Le mercredi ma-

PARTOUT, des tâches de couleurs vives fi- | tin, c'est La sculpture dans la ville qui initie les | tions y sont présentes comme dans les autres enfants à la taille de la pierre. Trois fois par semaine encore, une association, pour partie rémunérée par l'hôpital - Les musicoliers -, vient faire chanter les petits hospitalisés. Chaque soir de la semaine et le week-end, lorsque le va-etvient des infirmières et des visites se ralentit, les membres de La main dans la main s'assoient près des lits pour raconter une histoire ou rassurer un enfant que le sommeil oublie.

« PLUS LE TEMPS DE SOURIRE »

La présence des bénévoles ne peut pas toujours compenser le manque de postes d'éducateurs ou de soignants. Si, dans le service d'hépatologie, le travail des associations arrive à masquer le manque de personnel, un étage plus bas en revanche, en neuropédiatrie, des mères ne peuvent s'empêcher de comparer les différences de traitement. « On ressent la pénurie de personnel. raconte Sandrine, trente-deux ans, dont la petite Pauline est atteinte d'une infirmité motrice cérébrale. Les aides-soignantes sont tellement débordées qu'elles n'ont plus le temps de sourire », regrette-t-elle. Les associaservices, assure le professeur Jean-Paul Dommergues, responsable du département de pédiatrie générale, « mais les situations y sont sans doute plus difficiles à aborder pour quelqu'un d'extérieur », précise-t-il. Les besoins sont immenses et ils ne peuvent être couverts avec les movens dont nous disposons ».

Habituée des hôpitaux depuis la naissance de Pauline, il v a dix ans. Sandrine reconnaît Pampleur des efforts déployés pour améliorer l'accueil des patients – et de leurs parents – à l'hôpital, mais évoque quelques souhaits : « Quand j'orrive très tôt dans le service pour accompagner Pauline à un examen, on me propose rarement de quoi déjeuner. Un thé ou un café, c'est une petit truc de rien, mais pour moi qui passe mes journées à l'hôpital, c'est beaucoup. » Un lit, un téléphone dans la chambre de sa fille, elle n'osera jamais les demander. Avec les autres mamans qui logent comme elle à la Maison des parents voisine, elle cherche à quoi pourrait ressembler une hospitalisation « idéale ».

Le procès de Georges Mendaille ressuscite la « sale guerre » des GAL

des Pyrénées-Atlantiques et la cour d'appel de Pau vont s'intéresser, au cours de cette semaine, à deux affaires qui posent une fois de plus la questinn du rôle joué par certains Français dans la « sale guerre » livrée par les Groupes antiterroristes de libération (GAL) espagnnis anx Basques soupconnés d'appartenir à l'ETA mais résidant légalement en France.

Devant la cour d'assises spéciale s'ouvre, lundi 27 janvier, le procès de Georges Mendaille, un Français de soixante-trois ans accusé de « tentatives d'assassinats, participation à association de malfaiteurs et complicité d'assassinat » sur la personne de deux Basques espagnnis. Les débats doivent durer jusqu'au 29 janvier. Pour sa part, la cour d'appel de Pau doit rendre son arrêt, ce même 29 janvier, dans une affaire de diffamation opposant le commissaire Joël Cathala, ancien patron de la police de l'air et des frontières (PAF) dans la réginn, à une publication et à une associa-

De 1983 à 1986, les GAL ont perpétré sur le soi français une série d'attentats ayant coûté la vie à vingt-neuf personnes. En Espagne, relancée par la justice et par la presse, l'enquête a pris les proportions d'un scandale national. Elle a abouti, en 1995 et 1996, à l'inculpatinn de plusieurs dirigeants socialistes accusés d'avoir favorisé, à travers les GAL, un véritable terrorisme d'Etat. En France, au contraire, les autorités n'ont pranquement rien fait. Ni pour rechercher les commanditaires de ces crimes, qui ont coûté la vie à plusieurs Français tués « par erreur », ni pour dissiper les soupcons qui pèsent sur le rôle joué par certains policiers français. Le procès Mendaille s'inscrit, avec un retard de dix ans dû à l'ab-

sence de l'accusé, dans le droit-fil de ceux qui se sont tenus à Pau, en 1987 et 1988, devant les six magistrats de la même cour d'assises spéciale. Au fil des audiences, la nébuleuse terroriste des GAL était apparue clairement, avec ses commanditaires espagnnis, ses « relais » français (soldats perdus, anciens de l'OAS, néofascistes) et ses tueurs. Le plus souvent des petits truands et des indicateurs de police recrutés dans la pègre de l'Hexagone. Une douzaine d'entre eux avaient été condamnés à des peines allant de quelques années de prison à la réclusion à perpétui-

L'« affaire Mendaille » ellemême date de 1985. A Anglet, en juillet, puis à Saint-Jean-Pied-de-Part, en septembre, Fernanda Eguilenr et Jnseph Arraztoa découvrent des engins explosifs télécommandés sous leurs véhicules. L'enquête abnutit rapidement à l'arrestation par la police de quatre voyous marseillais: Roger Rnussey, Alain Lambert, Michel Morganti et Alain Domenge. Trois

d'entre eux déclarent aa jage d'instruction qu'ils nut été recrutés par Genrges Mendaille, un Toulnusain d'une cinquantaine d'années. L'homme serait l'un des « relais » français du commissaire espagnnl Amedo Fouce, l'un des hommes-clés des GAL. C'est lui qui aurait donné les instructions et fourni les armes. Dans la voiture des quatre hnmmes, la police trouve des photos de Basques espagnols avec, au dos, des annotations que les graphologues attribueront à Georges Mendaille. On y reconnaît les propriétaires des deux voitures piégées, mais aussi Juan Maria Otegui, qui habitait dans le même immeuble que Joseph Arraztoa à Saint-Jean-Piedde-Port et qui a été assassiné de trois balles, le 2 août 1985.

RÉTRACTATIONS

En 1986, la justice française lance un mandat d'arrêt international contre M. Mendaille, qui réside en Espagne depuis 1978. Dans un premier temps, la justice espagnole affirme ne pas pouvoir le localiser. Mais un reportage le montre dans sa villa, sur la Costa Brava. Il est arrêté en février 1989. Remis en liberté surveillée en juillet 1990, il sera finalement extradé, en avril 1994, et emprisonné à Baynnne. Entre-temps, la cour d'assises spéciale a condamné ses complices présumés à des peines de quatorze à seize ans d'empri-

Depuis, les accusateurs se sont rétractés. La sœur d'un des condamnés avait raconté au juge Baltazar Garzon, chargé du dossier des GAL en Espagne, sa rencontre avec Georges Mendaille, en 1987, pour lui demander de l'aider à faire libérer son frère. Il hri aurait fait rencontrer deux responsables du GAL, les commissaires Amedo Fouce et Michel Dominguez. Lors d'une confrontation, en 1995, la jeune femme est revenue sur cette version, affirmant avoir été manipulée, sans autre précisinn.

M. Mendaille conteste les accusations dont il est l'objet. Il se borne à affirmer qu'il avait été amené à collaborer, en 1985, avec un fonctinnnaire de la DST en poste dans la région qui se faisait appeler « Cartier ». Pour tenter de connaître la vérité, la cour a fait citer à la barre un inspecteur des renseignements généraux, qui serait le mystérieux « Cartier ». De leur côté, les parties civiles ont fait citer l'ancien juge d'instruction de Baynnne Christophe Seyès, qui s'est plaint, à plusieurs reprises. des difficultés rencantrées dans ses investigations. « Le jour où des noms de fonctionnaires [de police] français sont apparus dans mon en-quête [sur les GAL], an m'a fait comprendre que lo collaboration que l'étais en droit d'attendre serait limitée ou minimum », a notamment expliqué ce magistrat.

Roland-Pierre Paringaux

ration des hôpitally "

itions, en particulier budgétaires vitalisation

s d'héptimit, hesponsables cranguent de hajoir. Outre a depotes with

cotes des représentants des polivoir par reque, medical et administratif, nombres et pas vouloir parrager (auts prérogables) à auront également à compatité leur tendes à mandrapaisme associatif »

and the second s

Secretary of the secret

Company of the second second

And the second second second second

Although the second of the second

Figure 1 and 1 and

The part of the state of the

the second second

State of the second sec

77.5

4. VI (1775)

... : 22

. V: <2

.

1.25 1.25

position representation for the part of th Principal Lemans of the first control of the first Topicses, Pour amin one property of the second seco Markey from the meritian that the second of And the second of the control of the

BCOKATION ... minimum day arredu TORREST MAN BELLE BOOK TO I Broke State of the land 確等 的物理 iattente. MERCLA PROPERTY STREET Address and the Contract of the state of the state of . action de familie, la and a Toller waters

p sectorielles

processants des usagers wie Siesertali atum. ne Felablissement a son prominations qui repreher interests des patients. er dejes ou bandwapees. Problem . . . ent work correspond le wie de Tetablessement ». or desirate a trouver of the we west pour is plupart order a be select fun de ses un la ligita. Men Asses ics directeurs Printings & Marshop and Mar

is trucs » qui font beaucoup

the specific problem is the second of the second

and the second second

1 - - -

発展機能 and a partie of the training to the first of the f was partied by the factor of the parties of the formation AND CONTROL OF THE CO The same of the sa 100 mm may 250 9 37 5 127 * W. S. 10 Euro ক্ষাৰ্থনীৰ প্ৰাৰ্থনীৰ প্ৰতিষ্ঠানীৰ প্ৰতিষ্ঠানী প্ৰতিষ্ঠানী প্ৰতিষ্ঠানীৰ প্ৰতিষ্ঠানীৰ প্ৰতিষ্ঠান

SHOP THE PROPERTY OF THE PARTY general designation of the second March States E CONTRACTOR CONTRACTOR The state of the s the state of the state of permission of the contract of STREET IN THE SECOND STREET Service of the service of PROPERTY OF STATE The second secon Fr & IN Sing of

THE ATT ATTENDED

scite la « sale guerre » des Gil

Besiden de la verte de la la la

With a promotive or an analysis of

ger Gesammen Managarien ihm i ekimakesaming for the complete the control and the

国际专辑设定中,他们一个

BOOK ANDRES OF A STATE OF

The state of the second second

to be the following of the production

no de ser en la factoria : with freeze and their terminal and

生 鐵 医军机 化电池 医二次性坏疽

A THE WAS ASSETTABLE AND ADDRESS.

Appropriate for the

wall a supreparation for the second second प्रकार भी जन द्वाराव र ११ वर्ष 3 40 Bas -- 5 Test -- The second n that . This . I IN STATE OF THE 医毒性缺乏性 医二次 化二次 人名 the state of the s 1. March 2 - 1 - 1

The Street of Mills of the A Property Control SE MICHELL THE LAND IN STREET **如果,但我就是** First Cat September Page 1 THE RESERVE metals est BOATTS & STATE OF

RÉGIONS

ASSAINISSEMENT La Cour métropolitaine et des DOM-TOM. — en particulier la Lyonnaise des de services publics, aggravée par la tude d'une filiale de la Générale des des comptes de la compte de la Cour métropolitaine et des DOM-TOM. — en particulier la Lyonnaise des de services publics, aggravée par la tude d'une filiale de la Générale des des comptes devait publier, lun-

di 27 janvier, un rapport très sévère sidée par Pierre Joxe, critique les résur les services de gestion de l'eau gies municipales, mais surtout les gnant que « l'absence d'encadredans les municipalités de la France pratiques des grandes compagnies ment et de contrôle des délégations nale des comptes stigmatise l'atti-

moindre transparence de ce mode de gestion, a conduit à des abus ».

marché de la station d'épuration de Bandol-Sanary (lire également notre analyse page 16).

La Cour des comptes critique les services de gestion de l'eau

Hausses considérables des prix, engagements non tenus, marchés douteux, concurrence faussée... Le tableau brossé par les magistrats de la Rue Cambon est très sombre. Au banc des accusées, les « majors » du secteur, toutes-puissantes face à des élus locaux isolés

ALORS QUE les mouvements de technologies et des savoir-faire protestation sur la qualité et les prix de l'eau se multiplient partout en France, la Cour des comptes devait publier, hundi 27 janvier, un long rapport sur e lo gestian des services publics lacoux d'eau et d'assainissement ». Onze chambres régionales de métropole et d'outre-mer out participé à cette enquête menée entre 1994 et 1996. Même si elle se garde de généraliser ses observations, la Cour a relevé partout - de Toulouse (Haute-Garonne) à Riom (Puy-de-Dômel, en passant par Saint-Etienne (Loire), Grenoble (Isère) on Bandol (Var, lire ci-dessous) des pratiques non conformes à l'intérêt des usagers : « Réolisée directement en régie ou indirectement à travers les différentes formes de délégation de service public, lo gestion est peu transparente », sou-

ligne-t-elle

Longtemps considérée comme une ressource naturelle abondante et gratuite, l'eau est devenue un enjeu politique et écocomique majeur. L'instauration d'une politique globale, à partir de 1992, a imposé aux collectivités locales des dépenses énormes pour répondre aux nouvelles obligations de qualité, de protection et d'assainissement : de moins de 20 milliards de francs de 1987 à 1991, les investissements dans les réseaux d'eau et les stations d'épuration out dépassé les 43 milliards entre 1992 et 1996. Ces sommes ont, pour l'esseotiel, été à la charge des usagers. « Dans toutes les régions, on observe une housse sensible du prix de l'eou de l'ordre de 10 % par on », constate la Cour. « Le prix de l'eau facturé oux usagers o ougmenté à Soint-Etienne de 124 % de 1990 à 1992, de 72,3 % de 1990 à 1994 à Vichy, de 112 % de 1990 ò 1994 d Joue-lès-Tours, de 75 % en trois ons dons le district de Saumur entre 1990 et 1993 », relève-t-elle.

DÉLÉGATION DÉTOURNÉE

Les investissements nécessaires dans un proche avenir vont encore « un effort finoncies considérable oux usogers »: la seule obligation de traiter les eaux usées dans les collectivités de moins de 2 000 habitants se traduira « par des investissements de l'ordre de 45 à 60 milliords au cours de lo période 1995-2005 », tandis que les contraintes d'urbanisation et le traitement des eaux de pluie peuvent être évalués entre 33 et 38 milliards sur la même période.

Les communes sont très mal armées pour répondre à cette oouvelle politique, qui requiert des

a sartant des domaines courants des compétences communales ». Le mauvais état des réseaux, l'absence de rigueur dans la gestion des facturations contribuent # à des rendements médiocres ». Dépassées, les collectivités ont confie de plus en plus la gestion de leurs services à des entreprises privées. «La part du secteur prive dans la distribution d'eau potable en France est oinsi passee de 31 % en 1954 à 60 % en 1980 et 25 % en 1991 », relève le rapport.

Cette décision intervient souvent lorsque les communes doivent réaliser des invesossements auxquels elles ne peuvent faire face. « La delégation est detournée de son objet pour devenir une technique élaboree de finoncement du budget principal, défororoble o l'usoger-contribuoble », souligne la Cour, qui constate que l'impact de ce passage au privé est souvent mal évalué, alors même que « lo housse du prix est bien ò mettre en relation avec lo délégotion de services »: à Egletons (Corrèze), le prix de l'eau a plus que doublé en trois ans après le passage au privé, alors que les investlssements sont toujours à la

charge de la commune Dominé par quelques grands

groupes - la Générale et la Lyonnaise des eaux, dans une moindre mesure la SAUR (Bouyges) et la CISE, récemment reprise par la précédente-, le secteur privé de l'eau est très concentre: - La concurrence y reste très imparloite », note le rapport. Contrats ambigus, avenants muloples, attribution privilégiée des travaux aux sociétés relevant du même groupe que celui de l'exploitant des services d'eau, prolongations sans appel d'offres des contrats, partage des villes entre deux groupes : de muloiples babitudes ont été

l'offre et la demande dans ce secteur qui n'est pas soumis au code des marches publics. Sur 79 marchés passés par le Syndicat interdepartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne en 1995. It out ete conclus sans mise en concurrence, pour un montant superieur à 15.6 millions de francs. « Le caractère répétitif de l'utilisation de procédures de négociation, presque toujours avec les mêmes entreprises, a egalement pu être constaté », souligne le rapport. Une tendance à la pérennisa-

Des mécanismes de rémunération remontant à 1938

Les contrats de concession d'eau donnent lieu à des calculs très complexes sur les modes de rémunération. A la différence d'autres pays, la France n'a pas revu le mécanisme de base et fonctionne toujours sur un schéma approuvé par une circulaire du ministère de l'économie pu-bliée le 10 août 1938. Ce schéma prévoit que la rémunération sera indexée sur le tarif de départ en prenant en compte l'évolution des coûts de revient du prestataire de services, diminuée d'une partie fixe.

« Cette formule à la française aboutit à transférer les risques d'inflation sur le déléguant [municipalités], moyennant un "abattement" qui est censé représenter en contrepartie la cession partielle des gains de productivité au bénéfice des usagers », souligne Jean Bouinot, directeur de l'institut d'urbanisme de Paris, dans un article à paraître sur les opérations de délégation de services publics. Mais Il est souvent très difficile de déterminer les économies réalisées par les compagnies d'eau et la quote-part qu'elles acceptent de reverser aux collectivités : un bronflard pessistant règne sur les comptes des réseaux qu'elles gérent.

prises, empéchant le jeu normal de non des positions ocquises », apportant des marges substantielles. existe dans de nombreux cas, selon la Cour. La Générale des eaux gere le service du Syndicat des eaux d'île-de-france depuis qua-

GESTION OPADLIE

A Dinard (Ille-et-Vilaine), la CISE a obtenu la production d'eau en 1929 et sa concession a été renouvelée jusqu'en 2005. « Le même exploitont oura gêrê lo production d'eou pendont saixantequinze ans, sans qu'oucune mise en concurrence permette à la collecti-vité de s'assurer qu'elle traitait avec le mieux-disant », observe la Cour.

« Notre réalité quotidienne, c'est

que les controts ont un terme, et les remises en concurrence ont été nombreuses en 1996. La concuttence est, sans comporaisan possible, plus forte en France qu'en dehors de nos frontieres et, de surcroit, singulièrement rentorcée par les lois récentes », indique la Générale des eaux dans sa réponse. De nouvelles disposicions législatives ont, de fait, été adoptées en 1993 puis en 1995 pour interdire reconducoons systématiques des contrats ou droits d'entrée qui, comme à Grenoble, se sont traduits par un versement de 355 millions de

francs par la Lyonnaise à la municipalité, en contrepartie d'une concession de vingt-cinq ans. L'application de ces textes se révele, toutefois, délicate. Lors du renouvellement de l'affermage du service du syndicat intercommunal de la vallée d'Auzon (Puy-de-Dôme), une erreur substantielle a eté commise sur les volumes facturés, lors de l'appel d'offres. Seul le délégataire en place connaissail la vraie situación. « Celui-ci a finalement été reconduit pour dauxe

ons », selon le rapport. Dotées d'une expertise insuffisante, les communes ont souvent du mal à apprécier la gestion de leurs services délégues. Les documents techniques et financiers ne leur sont donnes qu'avec retard, voire pas du tout. A Metz, la société mosellane des eaux n'a produit aucun compte pendant vingt ans. L'apacité, constatée dans de nambreux cas, peut demeurer un abstacle o l'information des clus et des usoeers », affirme la Cour, en préconisant un renforcement de l'assistance des services de l'Etat, afin de mieux aider les communes dans leur négociadon « ovec des partenaires prives dotés de moyens techniques puissants ».

Martine Orange

L'exemple édifiant de la station d'épuration de Bandol-Sanary

de notre correspondont Quarante millions de francs: c'est la somme qu'une quinzaine de contribuables de Bandol et de Sanary réclament à la société Omnium de traitement et de valorisation (OTV), une filiale de la Compagnie générale des eaux, à qui l'on doit la conception, la coostruction et l'exploitation d'une station d'épuration des eaux usées... et des finances publiques. Le 18 décembre 1995, ce groupe de contribuables a déposé une plainte avec constitution de partie civile auprès de Jean-Luc Tournier, juge d'instruction à Toulon, qui a ouvert une information judiclaire pour soustrac-

En 1979 se constitue un syndicat intercommunal regroupant Sanary et Bandol - deux municipalités du littoral varois - en vue de la construction d'une station d'épuration commune, qui débute en 1982. Le syndicat connaît une vie difficile, rythmée par des « dissensions personnelles qui se conjuguent à l'opacité de la comptobilité », comme le fera remarquer un rapport particulièrement copieux de la chambre régionale des comptes (CRC) de mars 1995.

Pour obtenir le marché (23,195 millions), OTV «foit voloir lo compétence technique de son groupe » et, alors que la station

n'est pas encore mise en service, fait adopter un premier avenant de 20,358 millions pour doubler la station physico-chimique et y ajouter une chaîne de traitement biologique: cet accord est obtenn « en dépit d'ovis techniques et juridiques défovorobles + et sans appel d'offres. Dans la foulée et sans mise en coocurrence, le présideot du syndicat accorde l'exploitation de la station à OTV, qui ne tiendra pas ses eogagements techniques. Au cours de ses investigations, la CRC « constate que lo stotion se trouve dons un état de délabrement avancé » et « que lo station biochimique est hors d'état de fonctionnement ., l'eoureprise o'ayant pas hésité à en facturer le 12 août 1986, alors que la station ne sera

mise en service qu'en 1987. Par ailleurs, la CRC va constater un fort écart de prix eotre un décanteur lamellaire installé en 1982 pour 860 000 francs et celui qui a été mis en place en 1986, « le second troitont deux fois moins d'effluents que le premier olors qu'il o coûté moitié plus cher . En fait. . l'occumulation des onomolics a conduit à faire supporter au syndicat, et donc aux communes membres, un surcoût de 13 millions de francs, soit une ouementotion de 30 % du morché initiol complété du premier ovenont » alors que « la direction départementale de l'équipement du Vor, qui s'étoit foil confier lo moitrise d'œuvre de lo construction, et avait perdu pour ce faire 3,195 millions de froncs, n'o pas joué le rôle qui ourail du être le

SURCOÛT DE 15 MILLIONS DE FRANCS

Mieux encore, OTV a mis en place un double comptage et a fait payer, chaque année, deux fois le traitement de 365 000 m3 d'effluents. Devant l'étonnement de la CRC, l'entreprise a « prétendu que ce dispositif résulloit d'un occord ovec le syndicot ». En conclusion, la CRC estimera que la construction de la station de francs de trop et que « l'exploitant o perdu, ou cours des trois dernières onnées, en moyenne 4,5 millions de francs por on de rémunérotion ».

Les consommateurs ont été plus prestes que leurs élus à réclamer ces sommes, même si Ferdinand Bernhard, maire (UDF-PR) de Sanary, s'était inquiété de certaines dérives dès 1990, peu de temps après son arrivée à l'hôtel de ville, et avait commandé un audit : ses conclusions alarmantes furent transmises au préfet du Var et à la CRC et avaient permis de renégocier le contrat d'assainissement et d'obtenir une

baisse de 15 %, soit I million de francs par an. Aujourd'hui, en accord avec le maire de Bandol, Xavier Suquet (RPR), Ferdinand Bernhard attend les conclusions de l'enquête avant d'entamer de nouvelles procédures. Fustigeant « lo possivité étonnonle qu' s'étoit instollée de 1982 à 1989 ». M. Bernhard estime que, « dons cette offoire, l'orgent n'o surement pas coulé dons les seules poches de l'OTV ». Enquêteurs et magistrats s'interrogent sur ce point.

Il en va de cette station, remise depuis en état par OTV, comme pour celle actuellement en fin de travaux au cap Sicié, sur la commune de La Seyne. Prévue pour desservir sept communes de l'Est varols, elle service en iuillet devait être terminée le 31 janvier 1996. La très mauvaise appréciation du sous-sol de la falaise, sur laquelle est édifié l'ouvrage, a amené le groupement des entreprises chargé du chantier à actroitre les délais et le prix de revient : 750 millions de francs contre les 302 millions de francs prévus. De quoi intéresser la CRC, qui termine une enquête préliminaire dans laquelle on verra apparaitre à nouveau OTV, Important concepteur et réalisateur de cette nouvelle station.

José Lenzini

Schlumberger 53 900 personnes

de 95 nationalités, 930 implantations.

2 SECTEURS D'ACTIVITÉS :

dans 100 pays

Mesure et Systèmes

Services pétrollers

Bénéfice net pour 1996: + 29 %

En 1996, le bénéfice net de Schlumberger a atteint 851 millions de dollars et son bénéfice net par action 3,47 dollars, en progression de 29 % par rapport à 1995. Le chiffre d'affaires d'exploitation, en hausse de 18 % par rapport à l'année précédente, s'élève à 8,96 miliards de dollars, un nouveau record pour la société.

Exercice clos le 31 décembre	1996	1995
Chiline d'affaires d'exploitation (en mallers de dollars)	8 955 150	7 621 594
Bénétice net (en milliers de dotters)	851 483	649 157
Bénéfice net par action (en dollars)	3,47	2,85
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)	245 020	242 374

Quatrième trimestre 1996 : bénéfice net en hausse de 53 %

Au quatrième trimestre de 1996, le bénéfice net, à 255 millions de dollars, et le bénéfice net par action, à 1,04 dollar, ont progressé respectivement de 53 % et de 51 % par rapport au même trimestre de 1995. Le chiffre d'affaires d'exploitation, en hausse de 22 % par rapport à la même période de l'année précédente, s'élève à 2,52 milliards de

SERVICES PÉTROLIERS : CHIFFRE D'AFFAIRES EN HAUSSE DE 32 %

Le chiffre d'affaires des Services pétrollers à caregistré une progression substantielle de 32 %, le nombre d'appareils de forage en activité augmentant de 11 %. Ces résultats sont

le fruit de la capacité de Schlumberger à offrir des technologies de pointe aux nouveaux marchés du forage en eaux profondes, et à introduire des solutions d'un bon rapport coûtefficacité pour produire les hydrocarbures non récupérés des réservoirs anciens.

MESURE ET SYSTÈMES : UNE CROISSANCE CONTRASTÉE

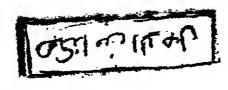
Le chiffre d'affaires de Mesure et Systèmes a progressé de 5 %. La forte croissance d'Équipements de test automatique, de Transactions électroniques et de Systèmes et Services a largement compensé le fléchissement de l'activité Électricité et Gaz.

UNE ANNÉE 1997 PROMETTEUSE

Euan Baird, président-directeur général, a déclaré : "Au quatrième trimestre de 1996, la croissance de chacune de nos activités de Services pétroliers a continué de s'accélérer. Du fait de l'importance des plans d'investissement dans l'exploration et la production, déjà annoncés par un grand nombre de nos clients, nous sommes convaincus que les résultats de nos Services pétroliers vont continuer de progresser en 1997. Dans le même temps, la situation de Mesure et Systèmes devrait également s'améliorer grâce à l'expansion de la technologie des cartes à puce et au lancement de produits nouveaux par Équipements de test automatique."

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS FINANCIERS

Quatrième trimestre	1996	1995
Chiffre d'affaires d'exploitation (en malliers de dollars)	2 515 693	2 083 535
Bénéfica net (en millars de dollars)	255 063	166 696
Bénéfice net par action (en dollars)	1,04	0,69
Nombre moyen d'actions en circulation (en miliera)	246 324	242 933



Pedro Bacán

Compositeur et guitariste flamenco

LE MUSICIEN Pedro Peña Peña. dit Pedro Bacán, né en 1951 à Lebrija (province de Séville, Espagne), est mort dimanche 26 janvier des suites d'un accident de la route.

De Pedro Bacán, on peut dire ceci : il était le plus grand guitariste du monde flamenco, celui dont personne ne doutait, celui qui portait le plus d'avenir dans la guitare et le chant. Personne, à avoir vu soo récent récital du 19 décembre 1996, à Paris, à en douter. Nul qui o'attende avec sérieux le 4 février à Bobigny, où il devait se présenter avec le clan des Pinini, sa famille gitane de Lebrija, et Inès, sa sœur. Quand on a assisté à leurs débuts, ce moment où înès qui o'avait jamais chanté de la vie s'est mise à chanter pour lui, quelque chose de neuf est apparu dont on n'a plus que le pressentiment.

Pedro Bacán est mort comme un flameoco, c'est-à-dire bêtement. Samedi, il jouait avec Juan Peña et El Lebrijano, ses cousins, à Lora del Rio, sur la terre des taureaux. Zahariche, la finca de l'élevage de Miura, est là. sur la colline. Au petit matin, il a vouln reotrer à la maison, à 60 kilomètres. El Cordobès disait : ■ Dans le monde des taureaux, il y o plus dangereux que les taureaux, il y a les routes. » Fils de Bastián Bacán, le neveu

d'El Pinioi né en 1911 à Lebrija, il en avait repris le nom d'artiste, Jusqu'à la trentaine, Pedro Bacán s'est signalé comme l'accompagnateur des plus grands cantoores. Sa présence

dans de combreux enregistrements eo témoigne. En 1980, oo l'a vu remporter le concours du Ciraldillo del Cante, à la Biennale d'art flameoco de Séville. Son chanteur alors était Calixto Sanchez. Il obtient la même année le Prix national de guitare flamenca. Par une bizarrerie de plus, le monde du flamenco est le seul des mondes habités où les prix et les récompenses ont un sens. Le département de musicologie de l'université de Washington est le premier d'une longue série, en Amérique du Nord, à l'inviter

comme professeur associé. Aussi proche de Maurice Obana, des intellectuels, des artistes que de la communauté sitane de Lebrija. intelligent, doux, généreux de sa personne, de son jen, de son rire, de sa gravité, Bacán avançait. Il ne cherchait pas à croiser, métisser, relire, måtiner, machiner, rockiser ou relooker le flamenco, il cherchait ce qu'il avait dans le ventre. Il le cherchait avec les meilleurs flamencos et avec tous les musiciens qu'il rencontrait. « Au cœur de l'aventure, il v a un esprit aui n'est ni une idée intellectuelle ni un concept : qui ne se comprend pas, mais on sait parfaitement s'il est la ou pas. Curieusement lo musique n'est pas la fin, c'est un moyen, un véhicule. On ne doit pas sortir le même après une nuit flamenca. » Bacán se faisait une fête de montrer bientôt le film de Carole Siecx: Inès ma sœur.

Francis Marmande

Charles Levinson

Un syndicaliste pourfendeur des multinationales

CHARLES LEVINSON, ancien secrétaire général de la Fédération lin, en 1971, et chez Akzo en 1972. internationale des syndicats des tional Chemical Federation), est mort mercredi 22 janvier, à Genève, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Fils d'un forgeroo russe, socialiste bolchevik, il naît le 19 octobre 1919 à Ottawa, au Canada, où son père s'est réfugié après s'être évadé de Sibérie. Charles Levinson accumule les diplômes de lettres et d'économie, à Toronto, à New York et à Paris, et se retrouve pilote dans la RAF de 1940 à 1945. Directeur adjoint du syndicat américain CIO au lendemain de la guerre, puis secrétaire général de la Fédération des ouvriers des métaux, il devient, en 1963, secrétaire géoéral de l'ICF, Personnalité haute en couleur, auteur de nombreux ouvrages, dont L'Inflotion mondiole et les Firmes multinationoles (1973), il va s'illustrer par soo combat contre les multinationales et les effets, qu'il juge pervers, du commerce Est-Ouest.

Lors d'un conflit chez Saint-Gobain, en 1969, il popularise le concept de « grève multinationale » qu'il reprendra ensuite chez Miche-Travaillant à Genève mais par-

travailleurs de la chimie (Interna- courant le monde, Charles Levinson plaide pour « une véritable démocratisation de l'industrie », afin de « protéger les consommateurs contre les effets de la concentration du pouvoir économique ». Avec un redoutable talent de débatteur. Charles Levinson, au diapason des syndicats américains, part eo guerre contre le commerce Est-

Dans son livre Vodko-Colo (1977). il s'en prend à la « vodka-colanisation », estimant que la détente sert les intérêts de groupes et institutions de l'Est et de l'Ouest mais mi la paix, ni le désarmement, ni les objectifs sociaux esseotiels. Ce pourfendeur des multinationales, qui * font leurs choux gras de l'antagonisme entre les économies nationales et une moin-d'œuvre divisée en nations », quitte le secrétariat général de FICF, en 1985, sans avoir vu se réaliser de véritables conventions collectives internationales.

Michel Noblecourt

Mary Bancroft

Une espionne et nouvelliste américaine

MARY BANCROFT, nouvelliste américaine et espionne entre 1942 et 1945, est décédée le 10 janvier. dans sa quatre-vingt-treizième an-

Née le 29 octobre 1903 à Cambridge (Massachusetts) et élevée, après la mort, à sa naissance, de sa mère, par un beau-père qui était le « patron » du quotidieo économique The Wall Street Journal, aux Etats-Unis, Mary Bancroft, après un premier mariage duquel elle eut deux enfants, divorce en 1932 pour épouser, trois ans plus tard, un banquier suisse. A Zurich, où elle vit alors, elle écrit des articles et devient l'amie, notammeot, du psychanalyste suisse Carl Jung et du romancier irlandais James Joyce.

En 1942, elle fait la connaissance d'un diplomate américain, Alleo Dulles, qui, en réalité, venait d'instituer, depuis son poste de Berne, l'Office of Strategic Services (OSS). C'est l'ancêtre de ce qui devint la Central Intelligence Agency (CIA), avec pour tâche, à cette époque-là, l'espionnage de l'Allemagne. Après la seconde guerre mondiale, Allen Dulles dirigea la CIA. Mary Bancroft ne tarda pas à devenir sa maîtresse et elle se signala par son aptitude à recueillir des informations de qualité dans les milieux de la résistance allemande à Adolf Hitler et dans les rangs de la rébellion yougosiave à l'occupation oazie. Elle fit, entre autres, la connaissance de Hans Gisevius, un officier du service de renseignement militaire (Abwehr), qui devait participer à la tentative d'assassinat du chancelier allemand en juillet 1944, et de Josip Broz, le futur maréchal Tito, qui a organisé la résistance yougoslave avant d'être le président de son pays jusqu'à sa mort en 1980.

Après la guerre, à Zurich, Mary Bancroft, divorcée de son second mari, travaille à des scénarios de films et de documentaires. Elle rentrera aux Etats-Unis en 1952, où elle devint l'amie, nntammeot, du comédien Woody Allen et du fondateur do magazine Time, Henry Luce. Elle rédige alors des nonvelles. Mais, surtout, elle a écrit un titre Autobiographie d'une espionne, où elle relate ses exploits et où elle fait part de ses impressions du procès des responsables nazis, à Nuremberg, en 1945-1946, auquel elle avait assisté et pour lequel Hans Gisevius fut appelé à témoigner.

Jacques Isnard

AU CARNET DU « MONDE » Anniversaires de naissance

28 janvier 1947 - 28 janvier 1997

La vie te soit donnée en abondance, Françoise.

e La foi en l'Amour, ou-delà de la mort,

conduit à la joie.

Pierre-Maria

Décès

- Anne-Marie

ses fils et leurs épouses,

Et ses deux pentes-filles, Ainsi que tous les parents, alliés et

ont la tristesse de faire part du décès de Jean-Claude AUBERTIN.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 28 janvier 1997, à 13 h 30, en l'église du Centre à Ecully.

survenu dans sa soixante-quinzième

La famille remercie per avance tontes les personnes qui prendront part à sa

Cet avis tient lieu de faire-part. 9 bis, chemin des Acacias,

69130 Ecully.

- Edith Colas Didier et Monette Colos. son fils et sa belle-fille. Marie-Solange Colas,

sa belle-fille, veuve de son fils ainé, Jean-Daniel, Marie-José Colas-Ruet, Olivier, Céline, Stéphane, Karine et David Colas.

sea petits-enfants, Madeleine Danmas

Françoise Dammes ses enfants et petits-enfants. Monique Danmas

Jean-Paul et Dominique Alduy et lems enfants. Le général Philippe Verlot et M=, leurs enfants et petits-enfants,

ont la dooleur de faire part de la

Paul COLAS, chevalier de la Légion d'houneur, croix de guerre 1939-1940, croix du mérite de première classe avec couronne de l'ordre souverain

et militaire de Malte. architecte en chef des bătiments civils et palais nationaux et des monaments historiques (e.r.), architecte divisionnaire de la préfocure de la Scine (e.r.),

survenue le 22 janvier 1997, à Châtillou,

dans sa quatre-vinet-dixième année. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 28 janvier 1997, en l'église Saint-Lue de Montrooge (Hants-de-

Seine), à 15 h 30, et sera suivie de l'in-humation ao cimentère communal de

Priez pour lui.

- Paul et Elizabeth Farge. Bruno et Paulotte Perge, Piene Farge (†), André et Fanny Farge, Brigitte Vesco-Farge (†), Roger et Anne-Sylvie Vesco,

Philippe et Dominique Ferve Yves et Arlette Farre. Marc et Catherine Farge, Patrice Farge (†), Jean-Charles Hervé et Véronique Farge.

Ainsi que ses petits-enfants et arrière-tits-enfants.

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Jeanne FARGE, née CALLIES, chevalier de l'ordre national du Mérite,

suvenu à Pontoise, le 25 janvier 1997, dans sa quetre-vingt-douzième amée.

La cérémonie religieuse surs lieu en la cathédrale Saint-Macton de Pontoise, le mercredi 29 janvier, à 16 beures.

« Le Seigneur s'est penché sur son humble servante. »

23, rue Pierre-Bulin, 95300 Postoise.

Nos abonnés et nos action

naires, bénéficiant d'ane réduction sur les insertions du « Curaet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence. - Guichen, La Roche-sur-Yon, Paris, Vitré, Plessala. Nous avons la douleur de faire part du

M. Charles GAUTIER,

survenu le 24 janvier 1997, dans se

le hindi 27 janvier, à 15 heures, en l'église de Guichen (Blo-et-Vilaine).

De la part de Mª Anne Cantier,

on épouse,
Docteur et M™ Jacques Cantier,
M. et M™ Jean Gautier,
M. et M™ Jean-Yves Arcelin, Docteur et M Jean Boutin, Docteur et M D. Menou, ses enfants.
Ses petits-enfants, arrière-petits

Et toute la famille.

La famille, ne recevant pas de condoléances, remercie toutes les

Elle remercle particulièrement le personnel de Médecine B de l'hôpital de Vitré, pour son dévouement et son ex-

Cet avis tient lien de faire-part.

René Goupil, 43, rue de Paris, 35500 Vitré, Tel.: 02-99-75-00-70.

- M= Robert Girardet. M. et M= Gilles-Pascal Husson, M. et M. Alain Girardet, M. et M. Clément Landru-Girardet,

Cyrille, Lacritia, Amélie, Camille, senfants et perits enfants, ont la douleur de faire part du retour à Dieu de

Robert GIRARDET, avocat général honoraire près la cour d'appel de Nancy, chevalier de la Légion d'honneur

La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 27 janvier 1997, à 14 houres, en la

hasilique de Saint-Epvre, Nancy (Meurine-et-Moselle). 6, place de Luxembourg, 54000 Nancy.

- Vincent Labarene, Sa famille. Sex amis,

ont la tristesse de faire part de la mort de Claude LABAUME, Chande DOMINIQUE,

le 23 janvier 1997.

Ayani fait don de son corps à la faculté de médecine, sa disparition ne donnera lieu à aucun service funèbre.

5, rue Lucien-et-Sacha-Guitry. 75020 Paris.

- La direction des programmes de France-Inter,
Ses producteurs, animateurs et tous antres collaborateurs, apprenant avec trimesse le décès de

Claude DOMINIQUE,

s'associent à la peine de sa famille et lui expriment leur amical soutien.

- M. Georges Leplaideur, son époux, La famille de ses enfants, Daniel, Gérard et Alain.
Ses beaux-frères, nièxes et peveux.

out la douleur de faire part du décès de Laurence LEPLAIDEUR.

suvenu le 20 janvier 1997.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus pricte infimité. 39, avenue Aimé-Martin, La Caravelle 2.

M™ Etienne Royer de Véricourt, née Henriene Lerolle.

née Henriette Lerolle,
sou épouse,
Philippe et Chantal Decroix,
François Corpet,
Giller de Véricourt,
Baucoin et Claude de la Horie,
Thiband et Evelyne de Véricourt,
André Guillaume et Laurence Belin,
ses enformes

Ses vingt-trois retirs-enfants et leurs conjoints, Ses coze arrière-petits-enfants,

out la tristesse de faire part du décès du docteur Etienne ROYER DE VÉRICOURT.

ancien interne des hopitaux de Paris, ancien président du Consell de Paris, croix de guerre 1939-1945, officier de la Legion d'honneur,

survenu le 25 janvier 1997, dans sa

La cérémodie religiouse aura lieu en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mühouard, Paris-7-, le mercredi 29 janvier, 2 9 h 30.

CARNET DU MONDE Télécopieur : 01-42-17-21-36

– M™ Luis Ruiz-Gomez, La R.·L.: Harmonie et Tradition, Et toute la famille, ont la douleur de faire part au ...

> Luis RUIZ-GOMEZ, dit CASTRO.

anvenu le 21 janvier 1997

L'incinération aura lieu le jeudi 30 janvier, à 15 heures, au crématorium du Père-Lachaise, Paris-20° (métro

Le docteur Jean TRELAT, ancien interne des hôpitaux de Paris, moien chef de clinique à la Faculté, ancien combattant de guerre 1939-1945,

nous a quinés dans sa soixante-scizième année, le 25 janvier 1997, en son domicile à Millières (Haur-Marne), muni des sa-crements de l'église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Millières, le 28 janvier, à 14 h 30.

Colette Treist, Ses enfants et petits-enfants, Et toute sa fan vous invitent à se joindre à cux dans la

Anniversaires de décès - O Zaīre dont on parle tant! Philippe,

dont on ne parle plus, sauf en privé!

Ayez une pieuse pensée, vous qui ne l'oubliez pas, pour ce grand serviteur de l'Enu mort pour loi, le 28 janvier 1993, ambassadeur de France à Kinshasa.

Luc.

M- Philippe Bernard,

- 28 janvier 1994 · 28 janvier 1997,

OKUMBA d'OKWATSEGHE.

Comme un cygne, tu t'es retirée ce matin-là... Afin que ceste [commén ne soit pas vaine ; que son souvire éclaire les souvenirs de ses proches de ceux uni l'ont abnée... Que ton amour du prochain

ton respect de l'équité inspirent tous coux qui t'ent com soit à jamais illuminée. Isabelle Eliane Erangan-lpendo

- Il y a vingt et un mis, disperaissait Pascal PEPIN LEHALLEUR.

Ayons une pensée à sa mémoire.

Souvenirs

- Le 28 janvier 1987,

Lucien AMBROSINI rous quitait

A tous ceux qui l'out connu et aimé une affectueuse pensée est demandée. Pasqualine Pédeloste, Jean-Jacques Pédeloste, Jean-Baptiste Pédeloste,

Nominations

Oreste GIORDANO.

nommé directeur commercial de National Utility Service France, société internationale de conseil et d'audit des dé-

Oreste Giordano, diplômé de l'ESTT (Sorbonne), a passé dix-buit ans chez Rank Xerox France.

NUS France, Tel.: 01-47-96-08-00.

Collogues

L'ordre des avocats à la cour de Paris Société des lecteurs do Monde. organizent one table ronde:

DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET LIBERTÉ DE LA PRESSE, le 5 février 1997, de 18 à 21 heures, à la Maison du barresu, 2, rue de Harlay, 75001 Paris,

zvec Francis Brun-Bulsson, chef de service juridique et technique de l'information auprès du premier ministre, Jean-Marie Colomhani, directeur de Monde, Noël Copin, président de Reporters sans frontières, Emmanuel Derieux, professeur de droit à Paris II, et Bernard-Porte, président du Syndicat de la presse périodique magazine d'opinion.

Druits d'inscription : 300 france. avocats: 200 francs, magistrats, miversitaires et étudients: gratuit.

Renscignements et inscriptions: IFC, 8, quai du Marché-Neuf, Paris-4º, tél.: 01-44-07-03-85, fax: 01-40-51-09-56.

Conférences

- A l'occasion de la parution d'Enfances (coll. « Asie »), les Presses de l'université Paris-Sorbonne vous invitent à une conférence : L'enfance dans l'Asie orientale comensporaine, jeudi 30 janorientale contemporaine, jendi 30 jan-vier, à 18 heures, amphi Liard, Sorbume.

<u>Séminaires</u> COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

Séminaires
 Manola Antonioli : « L'écriture de Manrice Blanchot. Fiction et théorie ».
 3, 24 février, 20 heures-22 heures, amphi B, carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

B. Correra, S. Douailler, E. Lecerf, G. Navet, E. Tassin, P. Vermeren : dans le cadre des « Dialoguez philosophiquez », conférence de Marcelo Raffin, « L'esprit de la démocratie et son destin sur la circularité des élites en Argentine ». 4 février, 18 h 30-21 heures, Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris-7.

Luc Bachelot et Florence Begel:
« Ren contre philosophiquearchéologie 3. De l'image à une esthétique générale ».
6 et 27 février, 18 h 30-20 h 30, salle
RC3, université Paris-VII, 2, place
luccion Paris

Joël Gilles: « L'emphorie ». 1º février. 10 henres-13 henres, université de Saint-Etienne, dépt. arts plastiques, 1, rue H.-Gonnard, Saiot-

Alain Badiou : « Théorie axion dn sujet » 5 février, 5 mars, 20 heures-22 heures, amphi 44, université Paris-VII, 2 place Justieu, Paris.

Guy Lardreau : « La mélancoñe, II ». 1º février, 1º mars, 14 h 30-16 h 30, salle J.-Cavaillès, ENS, 45, rue d'Ulm,

L'Horreur économique ». 4 et 25 février, 18 beures-20 beures, Antonio Negri, Ame Querrien, Jean-Marie Vinvent; « Problèmes de la cité

Vivinne Forrester: « Autour de

3 et 24 février, 20 heures-22 heures, amphi A. earré des sciences, 1, rue Descartes, Paris. Journées d'étude Les vocabulaires de la voix. Journées

sor les Intraduisibles, sous la responsabilité de B. Cassin, D. Cahen-Levinas, I. Mantersina et D. Pistone, avec J.-L. Labarrière, N. Meeus, P. Salaavec 1.-E. Labarica, N. Meets, P. Sala-zar, C. Whitfield, P. Zedda, C. Gallardo, D. Cahen-Levinas, D. Quasnik, J.-Y. Brosseur, G. Molinié, M. Beghelli, G. Marschall, D. Pistone.

4 et 5 février, 9 h 30-18 h 30, salle des Actes, Sorboone, 17, me de la Sorbou 27 janvier, 9 h 30-18 h 30, amphi

Poincaré, I, rue Descartes, Paris. L'art et le vivent, de Jackie Pigeaud, avec Y. Hersant, P. Loraux, J.-M. Rey et B. Saint Girons. 1º février, 9 h 30 12 h 30, amphi Stourdzé, carré des sciences, 1, rue

Le programme détaillé des activités du second semestre (février à juillet 1997) sera disponible à partir du 27 janvier 1997. On peut se le procurer au collège, I, rue Descurtes, Paris-5°, ou le recevoir par la poste (curvoyer un chèque de 30 francs à l'ordre du Collège international de philosophie pour les frais d'envoil.

Tontes les activités du Collège nal de philosophie sont libres Renseignements sar salles, répondeur : 01-44-41-46-85. Antres renseignements : 01-44-41-46-

Communications diverses

- Maison de l'hébreu, Montparnasse. Pour lire en deux heures ; parler l'isractien ou maîtriser le biblique en dix séances. Professeur Bensudis : \$1-47-97-30-22/06-68-43-45-78.

29 janvier, 18 h 30, Club des poètes, line Varenne présente : vie et œuvre de

Wistawa SZYMBORSKA, Prix Nobel de linérature 1996.

20, rue de Bourgogne, 75007 Paris. TEL: 01-47-05-06-03:

- La Communauté en dialogue, mardi 28 janvier 1997. 19 beures : table ronde « L'Homme Animée par Franklin Rausky, avec le grand rabbin René Samuel Sirat, Gilles Bernheim, Serge Brodowicz, Daniel Farbi, Philippe Haddad, Ryvon Krigier.

Zi heures : table ronde « Communaturé herica: tame ronde « Communique herizen 2900 : crise ou remissance ? » Animée par Yves Derzi, zvec Moïse Coben, Henri Hajdenberg, Jean Kahn, Albert Mallet, David Sasdo, Shmuel Trigano avec le concours de Tribune juive.
PAF – Centre communantaire de Paris,

- Hébren moderne an Centre communautaire de Paris : cinquante classes, quinze professeurs diplômés, inti-niveaux, nouvelle session de printemps à partir du 24 février 1997. Renseignements et inscripdons au 01-49-95-95-92.
5, rue de Rochechonart, Paris-9-, métro Cadet.

5, rue de Rochechouart, Paris-9-, métro

Reuseignements au 01-49-95-95-92.

THÈSES Tarif Etudiants 65 F la ligne H.T.

Laberte to Are 金雪科 特拉 共和 经收益 du groune Elle through and # 多行员 拉伯尔德斯龙 歌歌 Victoria d un THE THY DESIGNATION du fondateur et has opports de i rissingu as he portorn der to pretent

1000

 $(t, \theta) \in \mathcal{G}$

* - * - - * -

 $c = a \cdot b + a \cdot b \cdot b \cdot \underline{b} \cdot \underline{b}$

11 - 11 M

 $\mathcal{F}(AV_{AA})$

5.54.

A 41.25

 $\sim \cdots \sim \gamma_{2^{n}}$

markin a gyr

er ing å

HORIZONS

cbaîne de montage, dans les haut-parleurs, Madonna chante Evita. Jacqueline parle fant. sa cullègue tout en branchant des câbles avec des doigts gantés. Les friteuses défilent sur je convoyeur. Les filles qui «font le Canoda » de l'autre côté ont le travail difficile : les friteuses vendues là-bas ont des normes différentes, les fils sont gros, les cordons épais. Monique s'est « payée » un petit chef aujourd'bui. Une de ses collègues a eu une panne d'oreiller ce matin à 4 h 30. La veille, sa voiture n'avait pas démarré. Le petit chef lui a dit : « Ca commence à bien foire. » Et Monique a bondi, l'a traité de « p'tit can », une bouteille à la main, prète à la lui « envoyer dons la gueule ». « T'es qu'une couille molle, t'as rien dons lo culotte », a-t-elle fini par lui lancer. Yolande, une autre relle, il est pas fatigue à naus re-gorder. Je l'oi averti, pourtant :

U-dessus de la

Dominique, un ouvrier de maintenance, confirme : « On fait portie des gens qui n'ont pas de chance. » C'est lui qui a ouvert la portière au nouveau PDG, Pierre Blayau, jeune capitaine d'industrie fraschement déharqué du groupe Pinault-Printemps-Rednnte, quand celui-ci est venu vi-siter l'usine d'Argentan (Orne) pour la première fois. Le patron s'était exclamé: « C'est co, l'entrée? » Oui, c'est ça l'entrée. Et l'ouvrier a pensé tant bas : « C'est pas forcément dons une belle moison qu'on fait une belle vie de fomille. » Depuis, Dominique ne veut plus en entendre parler. De ce mot, de ce lieu, des spots télé qui chantent les syilabes de ce qui a fait une vie:

Vaus n'avez pas plus de chance

que nous.". »

A midi, à la cantine, Marie-Clande crie à l'agent de service : * Pour moi, une omelette à douze œufs / » Une ouvrière charrie une capine: « Bon Dieu, t'es belle, aujourd'hul I . Elles éclatent de rire. A table, Didier, l'ancien gar-çon de ferme, aujourd'hui monteur de faurs, parle du mouton qu'il engraisse, « vu le prix ouquel les paysans le vendent aux Arabes mointenent ». La semaine ou Il y a eu de la nelge, le chauffage est ner emmitnuflés dans les manteaux. Un jour, après des travaux, on a essayé de séparer et de distribuer les tables en allées. Très vite, les employées les ont recomposées pour manger à dix, à quinze. « On pourra pos nous

A.4

chonger. » Après le déjeuner, Mnnique fait quelques pas sur le parking, scrute le ciel, se dit que, au mois de juin, ce sera l'été, les journées seront longues, * ce sero peutêtre moins dur à encaisser ». Jean-Claude, le magasinier, a écouté la radio. Le cnurs de l'action Moulinex a « encore augmenté de 8 % » (NDLR, mardi 24 janvier). Le 18 juin 1996, jour de l'annonce du plan de restructuration, pardon, « de reconquête de lo performance », l'action valait 81 francs. Aujourd'bui, elle frôle les 140 francs. Jean-Claude travaille dans cette usine depuis trente ans, sa femme depuis vingt-cinq. Leur fille unique, agée de vingttrois ans, est au chômage.

Autrefois, chez Moulinex, les contremaitres étaient des « monitrices ». Les onvrières d'aujourd'bui se souviennent de leur emhauche à seize ans, dix-huit ans. A cette époque, les salaires étaient versés aux parents. Un car de ramassage Moulinex venait les chercher à l'aube, « an attendait ensemble au coin d'une rue, c'était le temps des fous rires. la jeunesse... ». Il fallait un mot d'excuse pour un retard. « La monitrice était comme une mère, prête à oider quond on tordoit sur la choine. » Chaque année, la direction organisait une tombola. Les gagnants recevaient un aspirateur, une cafetière, un des produits qu'ils fabriquaient à longueur de journée. Il y avait des punitions aussi, « à l'époque, un chef d'atelier envoyait des filles au piquet. Une femme enceinte en o faisait son homologue dans l'usine va fermer. La grande majorité

foit une fousse cauche. Nos moris ont du venir le menocer à l'usine pour qu'il orrête ». Mais le « père Mantelet » était là : le fondateur, l'homme sans héritier qui aimait dire qu'Argentan était son en-

L'INDUSTRIEL n'hésitait pas à puiser dans sa fortune personnelle pour remettre des fonds au pot de l'entreprise quand celle-ci en manquait. Il innovait, Mnulinex décollait. « On faisoit des heures! Des fois, de 7 heures à 18 h 30. On venoit le samedi, on voyait pas le temps passer. On pen-sait pas à "dire", c'était comme ça. » Mnulinex, langtemps leader européen du petit électro-ménager a été dépassé par SEB. Alen-con, Argentan, les deux sites historiques, ont peu à peu accouché d'une dizaine d'unités éclatées en Basse-Normandie, daus la Sarthe, la Mayenne, « histoire de hien diviser, de faire tourner les autres usines quond l'une était en

voisine. Au lieu de rassembler ses des ouvrières devront aller traforces, Moulinex les o épulsées. Lo pouvoient être que limités sur

Moulinex s'affaiblit, les cenque le concurrent SEB affiche une insolente santé. Le désastre n'offre pas moins un paradoxe: Inrsque la société d'investissement Euris - dirigée par Jean-Charles Naouri, ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy au ministère des finances - prend le contrôle de Moulinex, en 1994, les trois dirigeants fratricides réalisent 60 millions de francs de plus-values sur les titres qu'ils avaient achetés au moment de la RES (Le Mande du 23 juillet 1996). Dans son local, une déléguée syndicale, qui n'est pourtant pas la plus extrémiste, dit

vailler à Bayeux, une usine plus recherche, l'innavation, ont pris moderne mais à 100 kilomètres du retard. Les investissements ne de là. « Comment voulez-vous être mabiles, quond, sur une paye de choque site. Les mochines ont 5 800 froncs, il ne vous reste que 1500 francs por mois pour se nourrir et s'hobilier. Les plus vultaines de millions de francs d'en- nérables sont les premières proies, dettement s'accumulent alors c'est manstrueux +, s'insurge Marie-Gisèle Chevalier, dite « Zou-200 », représentante du personnel CFDT.

PERSONNE ne se voit faire une heure et demie de route à 4 h 30 le matin, ni même déménager - « il n'y o pas de logements sociaux à Bayeux et les maris ont leur emplai à Argenton ». Beaucoup se voient licenciées faute de pouvoir répondre aux propositions de la nouvelle direction. « Un cadre, lui, il aura les moyens, mais nous, en bos de l'échelle, c'est hypocrite de naus faire croire que c'est possible », dit Martine.

grève », racontent les employées. tout has: « C'est de la vroie viocollègue, s'en est irritée: « T'as pas à lui parler camme ço, fout les respecter, ils naus respectent. » « Tu parles, celui-là, il ne dit même pas banjour. Sur lo passerelle, il est pas fatigue à naus rel'amer hiver des sacrifiés

L'usine d'Argentan était un des fleurons du groupe. Elle devrait fermer ses portes en juin. Victime d'un virage mal négocié entre le paternalisme du fondateur et les objectifs a eu de la nelge, le chauffage est tombé en panne, il a fallu déjeude la performance » des repreneurs

> Aujourd'bui, le jeune responsable des relations bumaines de l'usine, Philippe Hosti, juge le * personnel très digne ». Quatre mille huit cents friteuses sont produites par jour, un bon qunta rendement/qualité. On ne dirait pas que l'usine va fermer. «Les antidépresseurs font de l'effet, remarque Françoise, une ouvrière. Des gens ont maigri, d'outres prennent des somnifères. On n'y croit pas, on se dit que c'est pas possible. » Au vestiaire, deux femmes ôtent leur blouse : « Pendant trente ans, ils se sont fait du fric sur natre dos, ils ant fait des canneries et mointenant, tchaa. Ce serait à naus de payer? »

ar, à la différence des entreprises en difficulté aujourd'bui, Moulinex est moins une victime de la mondialisation que de l'imbroglio qui s'est noué après le retrait, puis le décès de son foodateur, Jean Mantelet. Celui-ci avait prévu une reprise de l'entreprise par les salariés (RES). Il s'en est ensuivi une guerre de succession insensée entre trois hauts dirigeants, Roland Darneau, Gilbert Torelli, Michel Vannoorenberghe. Un Dallas en Basse-Normandie, avec des alliances et des putschs, des rivalités doublées de graves erreurs de gestion pendant six ans. « Il n'y avait plus de pouvoir central, plus de visian commune, plus de lien entre les usines, 12cante un abservateur. Pendant cette guerre, chaque directeur de site investissait comme il l'entendait sans se préoccuper de ce que

lence, ce sont les armes qui devrojent parler. »

Le nouveau patron, Pierre Blayau, est un homme brillant, pressé. Moulinex ne doit plus être la toile d'araignée que les camions tissent chaque jour en Normandie pour livrer les pièces, chercher les produits finis entre onze sites. Moulioex doit être réactif, le personnel flexible, mohile. Réduire les stocks, les flux, s'implanter en Extrême-Orient pour la production du bas de gamme et l'alimentation du marché asiatique, utiliser l'usine rait cela le nouveau monde : « De mexicaine pour conquérir le

plus en plus de chômeurs, des « La nouvelle loi des patrons serait : on a besoin de vous ? On vous appelle le matin, vous venez aussitôt. On n'a pas besoin de vous ? Restez chez vous »

la Normandie pour le moyen et le baut de gamme.

Dans le tourbillon, l'usine d'Argentan, simple lieu de montage, comme celle de Mamers (Sarthe) seront rayées de la carte en juin 1997. «Il n'y auro aucun licenciement subi », promet Piere Blayaa, simplement des départs en FNE, des mutations sur les autres sites nu des reclassements « dons le tissu industriel lacal ». Pour Yolande, l'ouvrière d'Argentan, « Blayau, c'est comme les bourreaux, peut-être qu'il en faut. Il a une missian, voilà ». Argentan

marché nord-américain, garder contrats de deux jours qu'eux, les patrons, n'accepteraient pas. D'ailleurs, an leur donnerait natre salaire, ils ne vivroient pos. » Monique s'inquiète des voyages de Chirac à l'étranger, « il emmène taujours des chefs d'entreprise avec lui. Mais si c'est pour implanter des entreprises où les gens seront payes cinq fois moins cher que nous, camment voulez-vous qu'on vive? ».

est là pour trois ons. Après il ira

ailleurs quond il aura dégroissé. Il

en tirero une bonne image. Notre

temps de vie passé ici, il s'en fiche.

Nous ne sommes rien. » Jeanine

condut: « Il o fallu foire des ef-

farts, toujours des efforts. En fin de

compte, rien, c'est la porte. » Pour

elle. « la nouvelle loi des patrons

serait: on a besoin de vous? On

vous oppelle le matin, vous venez

aussitot. On n'o pos besoin de

vous? Restez chez vous ». Ce se-

A Paris, le PDG de Moulinex, Pierre Blayau, assure - entendre l'expression très pathétique de gens qui subissent des décisions. Il fout être copable de donner des réponses acceptables. Nous les

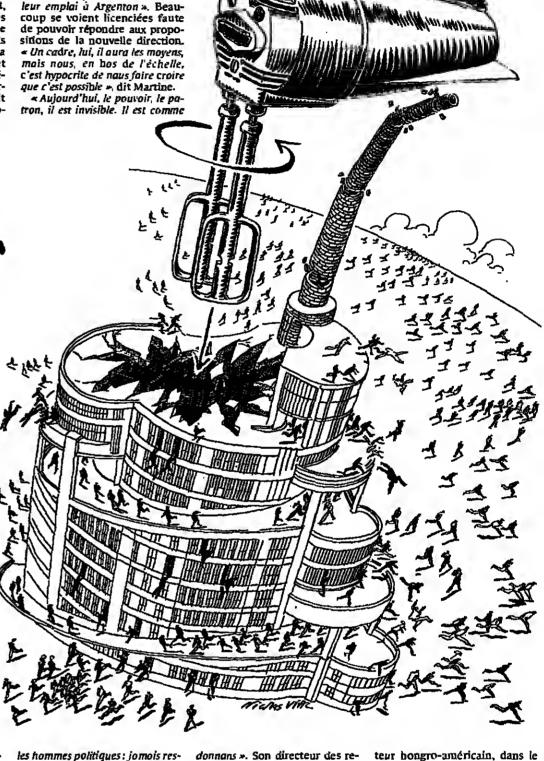
ponsable, remarque Geneviève. Il lations bumaines, Max Mata, ne voudrait pas qu'« un esprit grégaire » desserve les salariés d'Argentan. . Il fout faire ottention, une volonté callective peut empêcher des reclossements individuels. Quond on présente le problème de monière globale, il apparaît toujours insaluble. . Ses services traiteront donc, cas par cas, la situation des deux cent soixante-deux salariés d'Argentan, examineront les raisons des blocages à la mobilité, envisageront « certainement » l'utilisation du 1 % patronal dans la construction de logements sociaux à Bayeux - ce qui sera difficile à réaliser pour juin 1997. Une antenne « emplois » pourrait aider les maris à retrouver un travail dans le lieu où leur femme serait

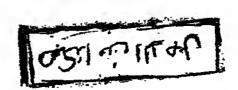
> es ouvrières d'Argentan n'y croient guère. E/les ■ semblent préférer l'« esprit grégoire », « celui qui nous o permis de nous foire respecter depuis trente ans, lo solidarité des qu'un poste de trovoil était mol aménogé au que l'une d'entre nous se faisoit traiter de "salope" por un chef », disent-elles. « Les gens sont résignės, il n'y a pas d'issue, ço vo etre fatal, et puis c'est tout », pense Jacky, l'un des rares hommes de l'entreprise. « Si ce plan retapait Moulinex pour faire vivre la région, paurquai pas? Mais si c'est pour que les octionnoires s'en fontent encore plein les paches ... », s'interroge Daminique en pensant à la récente entrée de George Soros, le spécula-

donnans ». Son directeur des re- teur hongro-américain, dans le capital de Moulioex -dont l'actinn, en dépit de la hausse récente, n'a plus progressé depuis le début de la décennie alors que celle de SEB a été multipliée par

six dans le méme temps. Les déléguées CFDT, elles, ne désespèrent pas en un projet industriel alternatif qu'elles ont elles-mêmes mis en place pour Argentan: la fabrication d'une « pouhelle damestique intelligente » capable de trier automatiquement les ordures ménagères. Des pourparlers sont en cours avec des financiers. « Mois il n'est pas question de s'emmancher dons un machin comme ca. se fache Sylvie Faucon, déléguée de la CGT. Encore un truc à faire illusion et à empêcher les travoilleurs de se botire. » « Tout de même, il va bien fallair un déclic ovont juin! », espère-t-elle. Pour l'instant, Constance s'est fâchée avec l'employée du Crédit Iyonnais qui, en examinant son compte, avait cru bon de lui demander și elle avait « des dépôts en prévision »: « Ben oui, les ollocs, lui ai-je répondu. Qu'est-ce qu'elle s'imagine? Que i'ovais un oncle en Amérique? Elle voulait savoir, en plus, si l'allais être licenciée. Je lui ai dit: "Et vous"? ». Françoise, elle, ne supporte plus les médecins, les émissions de télé, les magazines féminins quand ils recommandent : « Apprenez ò gérer votre stress. » Le mois de juin approche. Elle, elle dit : « On se scnt nouées. »

Dominique Le Guilledoux Dessin: Nicolas Vial





13241416人 (1) 三位道门

William Stranger in 1 mg

The state of the s N. M. Stand & Revenue

الحارجين بهرده بيلية بيهيد ما مناسب and an installation of the L 1986 in the Control Day

Company of property of the party of was me was in the said that . Che mother has been been been

· 神學中华 (名稱) 美子子 · marki Barina V. St. St. 41.

To place Me. THE PERSON NAMED IN COLUMN the stage of the San - secretary and the

Serende Fie

Secretary him has been as in the contract may be were the said that . The single of the same to PARSON TADIONE the appropriate to the contract of

> THE PROPERTY. There - Williams

the a resident to the second of the second state a selection between the section المناف والمراب أنتزل المراب يتوميهم ويتلام hade place with the second of August - - mark the ext on the William Commence

WEGG ST Commence of the second 1.5 The transfer was to die 4 5--一种恐惧 医水杨醇 经人工帐户 The same of the sa 一种 一种 一种 一种 一种 一种 一种

and the second of the second o

and the state of

and the second

grant have a state with the second electromagnetic grant (e.g.) Colored Total Total Colored Co support of the Party of the Par Section of the second section in STAN A PROPERTY ASSESSED

Marie Control of the Mary Services of the Party of t ANTAL MERCENTER SERVICE

A ... the state of the state of the state The state of the s

« Sans un gouvernement économique européen, l'euro sera menacé d'explosion »

Le journaliste s'inquiète de la frilosité des dirigeants politiques face à l'ampleur des changements qu'imposera la monnaie unique

« Vous venez de quitter, après trois ans, le consell de la politique mnnétaire (CPM) de la Banque de France. Quelles lecons tirez-vous de cette expé-

- Ce que j'y ai appris d'abord, c'est qu'en France on attribue à la politique monétaire une trop grande influence sur le court terme, alors que l'on sous-estime ses effets sur le long terme. On a tendance à croire qu'il suffit de fermer le robinet de la monnaie pour endiguer l'inflation ou de l'ouvrir pour relancer l'activité. Même si la politique monétaire fonctionne mieux comme frein que comme accélérateur, les mécanismes ne sont jamais aussi rapides.

» Sur le long terme, en revanche la politique monétaire a des consé quences importantes. Je prendrai deux exemples. La monnaie, dans une société, c'est l'une des composantes du pacte social. Les citoyens attendent des autorités qui conduisent la nation qu'elles en assurent le respect. Ils veulent obtenir, en contrepartie de leur travail, des signes monétaires qui pe fondent pas dans leur poche. C'est l'un des objectifs de la politique monétaire. Lorsque, autre exemple, on se trouve, comme aujourd'hui, dans une période de progrès technologique accéléré, un pays développé a un intéret majeur, sur le moyen terme, à se concentrer sur les productions à forte valeur ajoutée, à créer des emplois dans la fabrication de TGV, de radars ou de logiciels plutôt que dans celle de blé, d'aluminium ou d'éthylène. Une monnaie solide contraint les pays les plus avancés à s'orienter dans cette voie.

- Comment expliquez-vous l'importance prise par la mon-naie dans le débat politique français?

- J'y vols d'abord une raison technique. Nous avions dangereusement consommé toutes nos marges de manoeuvre sur le front budgétaire. delà de ce qui est raisonnable. La manette du budget ne pouvant plus être actionnée, il reste la monnaie et les réformes de structure, toujours lentes et douloureuses. Ensuite, j'y vois le fruit d'une commodité politique. La monnaie est un instrument qui permet aux pouvoirs publics de se défausser aisément de leurs res-

-Le président de la République n'a pas renouvelé votre mandat au CPM. Avez-vous été sanctionné pour vos positions, proches de celles du gonverneur ?

- Le chef de l'Etat n'avait pas participé à la nomination du premier collège, en 1994. Il a souhaité avoir deux personnalités proches de sa sensibilité politique au sein du conseil, il n'y a là rien que de naturel. Cela se passe de la même manière en Allemagne, où le pouvoir veille aux équilibres politiques lorsqu'il désigne les membres du conseil de la Bundesbank. Toutefois, depuis le départ de Michel Sapin, le conseil me semble pencher trop à droite.

» Je ne vois pas, en outre, dans les déclarations du président de la République depuis le 26 octobre 1995 quoi que ce soit qui serait en opposi-tion avec la politique menée par le



gouvernement français est engagé sur la voie de l'union économique et monétaire (UEM). La Banque de France agit dans le cadre de la politique générale du gouvernement. Elle a permis que les critères qui relèvent de sa responsabilité - l'inflale taux d'intérêt - soient satisfaits. Le gouvernement ne peut pas l'ignorer. Sauf à dire tout et son contraire, il ne peut pas vouloir l'UEM en 1999 et condamner une politique qui lui donne les moyens de la faire.

- Le gouverneur exerce, selon certains, un véritable terrorisme lutellectuel à l'Intérieur du

- C'est ridicule. Il est clair qu'une personnalité comme Jean-Claude Trichet, compte tenu de son expérience et des contacts personnels qu'il a su nouer tout au long de sa carrière avec les autres gouverneurs des banques centrales et les dirigeants politiques du monde entier, a, au sein du conseil, un poids qui ne peut être minimisé. Dans les votes, il a une voix sur neuf, mais il pèse plus au sein du conseil qu'un neuvième. C'est un homme de débat, pour qui la discussion est une vrale source de satisfaction personnelle. J'ai eu un grand plaisir à travailler avec lui pendant trois ans. Même s'll nous est assez souvent arrivé d'être en désaccord, je pense que c'est une chance pour la France d'avoir un homme de

cette qualité à cette place. - L'arrivée de personnalités procbes de Jacques Chirac au sein du conseil ne va-t-elle pas

CPM, et à laquelle j'ai participé. Le conduire à un assouplissement de la politique monétaire française par rapport à celle menée

en Allemagne? - Je ne le crois absolument pas Nous sommes aujourd'hui, à cause de l'euro, dans une période de convergence des taux d'intérêt entre serve sur les taux à moven terme comme sur les taux à long terme. Il reste à le consolider dans les taux à court terme, ce qui devrait être fait très vite. Il n'y a pas de raison pour qu'il y ait une divergence durable entre les taux courts français et allemands. Plus cette convergence s'opérera rapidement, mieux cela se-

bank, les taux courts français ne devraient-ils pas passer sous les

· Vu la timidité de la Bundestaux allemands?

- On est là dans le mythe total. D'abord, compte tenu de la conjoncture allemande, je ne crois pas que le mouvement de baisse des taux à Francfort soit arrivé à son terme. Ensuite, je suis convaincu que l'évolution naturelle pour les taux français et allemands est à la converpour que les taux des uns soient durablement inférieurs à ceux des autres. L'idée selon laquelle il faudrait que la France, pour pouvoir simplement faire cocorico, fasse

titude infantile. -Les conceptions sur le rôle de la monnaie des Français et des Allemands ne sout-elles pas

passer les siens sous ceux de la Bun-

desbank me paraft relever d'une at-

profondément opposées? -Plutôt qu'une opposition, il y a une différence culturelle. Elle a d'ail-

leurs tendance à se réduire. Les Allemands ont du mai à comprendre qu'un pays veuille utiliser sa monnaie comme une arme commerciale. C'est contraire à leurs traditions. L'Allemagne s'est hissée au premier rang des exportateurs mondiaux sans jouer sur un mark sous-évalué. Ses dirigeants estiment qu'il s'agit là d'une utilisation dévoyée de la monnaie, et le suis d'accord avec eux. L'idée selon laquelle c'est à travers une utilisation délibérée de la sousévaluation d'une monnaie qu'une économie peut trouver un rythme de croissance durable plus élevé et obtenir des avantages structurels fondamentaux ne me paraît pas

» Ce qui s'est passé récemment en Italie le démontre. La sous-évaination de la lire a appauvri le peuple ftalien, elle a aggravé la situation des finances publiques en provoquant un renchérissement des taux d'intérêt. Elle n'aura pas durablement profité à l'économie italienne. Le cas des Etats-Unis est différent : c'est le seul pays an monde qui ne paie pas la contrepartie d'une sous-évaluation de sa monnaie - des taux d'intérêt élevés - parce qu'il émet la monnaie mondiale. C'est, notamment. pour remettre en cause ce privilège que nous faisons l'euro.

Militant de l'euro, vous ne semblez pas craindre que l'UEM ne se réalise pas, mais plutôt qu'ensuite, an bout de trois ou quatre aus, l'union explose.

Pourquoi cette inquiétude ? - L'union est une innovation majeure en termes institutionnels. Elle conduit à une organisation de type fédéral. La monnaie unique modifie complètement la donne en matière de gestion économique. Elle est la dernière étape de l'union économique et la première de l'union politique. Sans un gouvernement économique européen, l'euro sera menacé d'explosion, je ne suis pas sûr que les dirigeants européens ment qui nous attend.

» Je vois trols grands risques. D'abord, nous avons des gouvernements généralement faibles dans la zone européenne. Je crains qu'ils ne fassent porter trop de charge à la banque centrale, qu'ils ne la mettent en avant que pour mieux l'accuser de tous les maux. Il faut mettre en place un gouvernement économique européen non pas pour contrebalancer le pouvoir de la Banque ou le réduire, mais pour assumer toutes les autres taches de la gestion

présidé au Plan, en 1994-1995, une

commission consacrée au « travail dans

vingt ans ». Le fervent européen qu'il

est, proche de Delors et de Barre, re-

grette que la croissance et l'empioi

n'aient pas été fixés parmi les objectifs

de la Banque de France. Mais il corrige :

« Pendant ces trois années, naus n'avans

pas tenu une seule séance de notre

économique. Je m'interroge ensuite sur les effets des compromis que l'on pourrait avoir sur les critères de convergence. Trop d'approximations dans les soubassements de l'édifice pourraient mettre en péril rapidement la nouvelle construction.

· Ce que sa constitution de la c

» Je m'inquiète enfin des mécanismes que l'on inventera pour faire face aux déséquilibres économiques qui pourront apparaître, inévitablement, au sein de la zone. Il faudra savoir organiser, en cas de choc sur l'un on l'autre des pays, des transferts de capitaux, publics ou privés. Aujourd'hui, le budget de la communauté ne représente que 1,2 % du PIB de l'Union alors que les budgets nationaux représentent environ 25 %.

» Un rééquilibrage est nécessaire. est urgent d'aborder ces sujets, faute de quoi le gouvernement

Comme pour la monnaie, les politiques cherchent dans de mbreux autres domaines à se décharger de leur pouvoir sur des instances indépendantes, composées d'experts. N'y a-t-il pas là un risque pour la démo-

- Quand, au XVIII siècle, les philosophes ont réfléchi sur l'organisation politique la meilleure de leur société, ils sont parvenus à la conclusion que les droits des citoyens ne pouvaient être vraiment respectés que si le pouvoir était divisé. C'est de là qu'est née la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Deux siècles ont passé au cours desqueis l'exécutif s'est développé aux dépens des deux autres. Un déséquilibre est apparu avec deux risques. l'autoritarisme et l'impuissance. Face à cette dérive, les sociétés d'aujourd'hui recherchent de nouvelles formes de divisions du

» Pour affaiblir un pouvoir exécutif devenu trop lourd, deux voies ticale, un transfert d'une parcelle du pouvoir exécutif vers des organes indépendants. Cela permet a priori d'écarter les risques d'abus de pouvoir. C'est ce que l'on voit en France pour la monnaie, c'est vrai, mais aussi pour les médias (avec le CSA) et maintenant pour la justice. L'autre voie, c'est la division horizontale, c'est le transfert de pouvoirs à des institutions plus larges, l'Union européenne par exemple. Nous sommes dans une phase de notre histoire où nous recherchons, à tâtons, ces nouvelles répartitions des

pouvoirs. » Au fond, le libéralisme a le même rêve que le marxisme : substituer l'administration des choses, pour parier comme Engels, au gouvernement des hommes. Les moyens pour y parvenir sout évidemment très différents et même opposés. Mais le but lointain est le même. Je crois que c'est une utopie et que nous aurons toujours besoin d'un pouvoir politique. Mais les utoples n'ont pas pour objet d'être réalisées ; seulement de nous mettre en

Propos recueillis par Pierre-Antoine Delhommais et Erik Izraelewicz

mouvement. »

E. I.

Un homme de l'emploi, aussi

LA MONNAIE contre l'emploi? A cette question, Jean Boissonnat, soixante-huit ans, était, au cours des trois années qu'il a passées au Conseil de la politique monétaire (1994-1996), bien placé pour répondre. Le journaliste économique qu'il fut à La Croix d'abord (1954-1967), à L'Expansion et à Europe I ensuite (1968-1993), s'était constamment préoccupé auparavant. ses livres en témoignent, des questions liées au travail.

Elu, en janvier 1995, président des Semaines sociales de France, un cercle de réflexion catholique, Jean Boissonnat a



complique la coopération, y

compris dans l'Eurocorps, ne se-

-mēme sī l'expression n'est pas

utilisée - est une indication pré-

conseil [le CPM] sans que la question de la croissance ne soit abardée, sans réfléchir aux conséquences que notre actian pourrait avoir sur l'emploi. »

Georges-Henri Soutou, professeur d'histoire contemporaine à Paris-l

« Des rapports franco-allemands étroits supposent l'entente avec les Etats-Unis »

L'auteur de « L'Alliance incertaine » regrette que la réforme de l'OTAN ne soit pas explicitée

« Vous venez de publier un livre sur les rapports politicostratégiques franco-allemands de 1954 à 1996 (L'Alliance incertaine, Fayard), dans lequel vous montrez que Paris et Bonn n'ont Jamais réussi à définir nne conception stratégique commune. Que pensez-vous dn « concept en matière de sécurité et de défense » adopté par Jacques Chirac et Helmut Kohl le 9 décembre?

- Sur le fond, nn n'a pas beaucoup progressé. Il y a toujours ce balancement entre l'Alliance atlantique et l'identité européenne de défense, qu'on retouve dans le traité de Maastricht, voire dans le plan Fouchet au début des années 60. Toutefnis, la décisinn française de se rapprocher de par rapport au pilier européen, les

réflexions allemandes créent des circonstances favorables au rapprochement entre Paris et Bonn. Depuis quelque temps, les Allemands ont pris plus de distance critique à l'égard de la stratégie américaine. Ils admettent qu'il y ait des cas de figure où les Européens puissent agir seuls, sans les Améri-cains. La question pourrait se poser concrètement bientôt en Bosnie. Il existe une chance réelle de rééquilibrage de l'Alliance atlansique, de créatinn d'une identité européenne de défense au sein de cette alliance. Mais il ne faut pas essayer d'amener les Allemands à rompre avec Washington. Il ne peut y avoir de rapports franco-allemands étroits que dans l'entente avec les Etats-Unis_ Entente ne

veut pas dire soumission. Les principes généraux inscrits dans le texte de Nuremberg

ont-ils résnin toutes les divergences entre Paris et Bonn? - Derrière le côté consensuel apparaissent des points qui trahisseut les préoccupations particulières de chaque partenaire. La référence à la défense comme responsabilité de « toute la jeunesse » rappelle que les Allemands ne veulent pas abandonner la conscription. La mention de la Méditerranée dans les zones où la stabilité doit être maintenue répond certainement à un souci français. l'al été également frappé par le balancement dans la perception du problème russe. Les Allemands sont plus préoccupés que nous par

troupes françaises d'Allemagne.

rait-ce que pour l'entraînement en commun des soldats, par ailleurs -Pour la première fois dans un texte officiel, l'Allemagne se déclare prête à un dialogue sur

le nucléaire avec la France. C'est une évolution importante. - Certainement. Je ne pensais pas qu'on frait aussi loin. Le texte parle d'une défense fondée sur une combinaison de forces classiques et nucléaires, ce qui n'allait pas de soi pour les Allemands. Le fait que le texte ait été rédigé par un groupe de réflexion branché direcun possible changement brutal du tement sur la chancellerie, et non par les administrations, a permis climat en Europe que les Français. Enfin, on voit bien que la réforme de lever des blocages. L'acceptades armées françaises, et notam-ment le départ quasi total des tion de la « dissuasion cancertée »

cieuse sur l'état d'esprit des Allemands.

» Autre remarque de fond : le texte a une tonalité très bilatérale qui ne me paraît pas tenir suffisamment compte de la réalité juridique et militaire de l'UEO (Union de l'Europe occidentale). Aucune référence n'est faite au développement de cette organisation, dont l'existence doit être refondée en 1998. Or l'UEO est le cadre de nos rapports militaires avec la Grande-Bretagne et les autres partenaires européens qu'il faut réintégrer dans le jeu. La même remarque pourrait être faite en matière d'armement, où la coopération avec les Britanniques est aussi indispensable que celle avec les Allemands. - Les alliances sont pourtant citées à chaque page, que ce soit

FOTAN on PEUROD - Certes. Mais la réforme de

l'OTAN, qui est présentée comme nécessaire, n'est pas décrite. La coopération franco-allemande, la réforme de l'OTAN et le développement de l'UEO dolvent être cnnçus comme un ensemble. On ne pourra pas régier l'un sans l'autre. On aurait pu, par exemple, exprimer officiellement l'idée que l'adjoint au commandement en chef des forces alliées en Europe (Saceur) doit être en même temps le chef d'état-major de l'UEO (un poste à créer). Car la coopération entre les états-majors ne remplacera jamais un état-major commun pour le développement d'une défense européenne. Mais peut-être Paris et Bonn ne sont-ils pas parfaitement d'accord sur ce point. »

 $v_{i} : v \in V_{i}(V)$

Propos recueillis par Daniel Vernet

a menacé d'explosie.

Walter State of the State of th Control of the second A STATE OF THE STATE OF Marie Andrews A STATE OF THE STA 東京 中央 は は いんかく か

Control of the second THE PROPERTY OF THE PARTY. THE REAL PROPERTY OF THE PERSON OF THE PERSO AND PROPERTY OF THE PARTY OF TH The Anna Ban The Color of the A TACTOR STATE SALES THE PARTY OF THE P A TOTAL STATE OF THE PARTY OF T A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

The state of the s

Bereit Brain In Co.

THE SHAMES TO LAKE T THE BOOK THE stational de Person, voice de parties gire trades que 77 ht at en brailes par Mote distitu procuration, se bour de Cours es Manager ages, Company 137

OF THE PARTY OF THE PARTY OF

- Cartain Mr. Will Street Live ... CONTRACT OF THE PROPERTY LAND AND THE PROPERTY OF THE PARTY O THE PARTY OF THE P A STATE OF THE STA MODEL HOME OF THE P. The state of the s 一种 一种 AND DESCRIPTION OF THE PARTY OF MAN TO THE WAR IN THE PARTY OF W was to the same AND STREET THE THE RESIDENCE AND ADDRESS OF THE PERSON

The same waster they Company of the control of the contro THE PROPERTY AT 1803 Trings the way to be Salar and the salar sala THE PERSON NAMED IN THE PARTY OF THE PARTY O THE WAR STORES OF SET THE CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE THE WESTER SAIN AND THE PARTY OF T 一名 かって 一大学 日本 大学 大学 大学

HALL IN THE ME THAT ? ANTHORNE I'M LAND I IN THE THE the both the testiment of the con-THE THE PARTY OF THE PARTY. Will Suprement of the same of the same THE PARTY OF THE P the strang long harby and a The state of the second second the state of the s

inte avec les Etats-Uni-

and the same of the

A COMMENT OF THE STATE OF THE S

· respectively. William & State & State & Comments AND THE PARTY OF T Comment of the commen · 16-7% (1888) (1877) (1888) (1878) THE PARTY AND TH **沙教** (李代教) Carrier Continue **基础 克州南北北州** Mark Market **我们的时间** TO THE PARTY OF TH White was the same of the same -

The state of the state of

Ce que va devenir l'« affaire Paquet »

par Jean Viard

recteur de Châteauvallon, a été mis à pied mercredi 22 janvier 1997 ; une procédure de licenciement a été engagée contre lui par l'administrateur provisoire du centre culturel. Déjà, il y avait eu l'affaire de NTM, où des chanteurs avaient été condamnés à la prison et au silence : déjà, un administrateur provisoire avait été nommé pour diriger le centre culturel ; déjà, Marek Halter avait été interdit de Fête du livre pour cause de cosmopolitisme; déjà, le séminaire que j'avais créé avec - « L'urgence de comprendre » - venait d'être interdit.

Or, Châteanvallon n'est pas sìtué dans une ville dirigée par le FN mais dans la ville voisine; Toulon, certes, est au conseil d'administration, mais aux côtés du préfet, du département, de la région et du ministère de la culture. Comment comprendre alors cette suite d'événements qui, tous, font le jeu de l'extrême droite? Et qui, à chaque fois, entraînent un communiqué très ferme du ministre de la culture pour désavouer ces décisions?

Certes, Paquet est coupable. Il est coupable d'avoir dit non à toute relation avec la mairie FN de Toulon, laquelle est, pour des raisons historiques, cogestionnaire de Châteauvallon; il a dit qu'il faut savoir refuser pour défendre sa morale, il a dit que la création ne peut pas cohabiter avec les ennemis de la création. Il a fait, avec notre séminaire « L'urgence de comprendre - Toulon/Orange/Marignanne », que Châteauvallon devienne un lieu de recherche et de réflexion sur les bouleversements du monde qui générent cette montée des intégrismes politiques « en bordure de Toulon et de la Méditerranée ». En clair, il a fait incarner à Châteauvalion un principe moral, et a lutté pour sa position de lieu de réflexion et de création. C'est la mission même que l'Etat a confiée à ce centre culture).

Et cette position, cette lutte, sont soutenues largement par le ministre de la culture, comme je

ÉRARD PAQUET, di- l'ai rappelé, par d'anciens mi- faire du FN sans le FN, voire avec nistres du Sud, de droite comme de gauche, par des intellectuels et des artistes, par des milliers de Toulonnais. Et, pourtant, le FN, minoritaire au consell d'administration et dans les financements de Châteauvallon, paraît imposer sa loi, comme en temoigne ce licenciement de Gérard Paquet.

Aujourd'hui, cette décision pose un problème plus large que l'élection même d'une mairie FN. Elle nous interroge sur l'image, pour le moins brouiliée, que donne l'Etat de sa stratégie du fait des conflits entre ses différents serviteurs - ce qui a valu an chef de cabinet du préfet du Var une retraite rapide et qui semble montrer qu'en « haut lieu », on a fait le choix de

mettre deux fers au feu. Côté scène, un discours dur sur l'extrême droite tant de la part du président de la République, du premier ministre et de nombreux hommes publics. Mais côté cour, sur le terrain concret des affrontements, la stratégie paraît autre. Là où on s'attendait à un Etat fort d'être impartial, à la nomination de hauts fonctionnaires ayant le sens de la chose publique, aptes à laisser au FN la place que les élec- acteurs ne sont pas les mêmes.

La tentative de licencier le directeur de Châteauvallon vise à lutter contre le Front national avec des manières politiques qui sont une des causes de la montée de l'extrême droite

teurs lui ont donnée mais sans plus, on se trouve dans une situation de conflit ouvert entre le ministre de la culture et le préfet, chargé de représenter l'intérêt général et le gouvernement. Y aurait-il plusieurs gouvernements?

Doit-on rapprocher l'action de ce haut fonctionnaire avec la création d'une amicale des élus proche de Charles Pasqua au conseil général du Var? Est-on autorisé à émettre la très respectueuse hypothèse que, sur le terrain, certains ont un mandat non écrit visant à

région exprime - même de manière contradictoire - est d'abord d'être réaffiliée fortement à la France et à la République impartiale. Ce qu'expriment ses votes. même les plus extrémistes, c'est un besoin de nation et un refus

Seulement, ce que je crois, c'est

que la demande sociale que cette

lui en cas de besoin, sorte de mo-

dèle niçois toulonnisé? Cela n'est

pas un jeu local. Cela est une ma-

nière de dire blanc et de faire noir,

au risque de casser la confiance

des citoyens dans les discours po-

litiques. Plus grave sans doute, ce-

la montre qu'on n'a pas compris

«la demande de fascisme» qui

des vieux systèmes corrompus. Ainsi, une part du vote FN tente désespérément d'exprimer une demande d'« enveloppes protectrices », face à un réel bousculé et imprévisible, vote d'un monde ouvrier et paysan en recul dans le silence, d'une jeunesse laissée en attente d'age mur, d'un petit commerce inquiet. Vote particulièrement fort en outre dans deux régions frontières - ici et en Alsace. Vote donc des « banlieues de l'Hexagone », et de celles des grandes cités. Il n'y a bien sûr pas de réponses

monte de cette société angoissée simples, ni de solutions clés en et que, comme dans les annés 30, main - surtout en quelques lignes. une partie de la droite est encore Mais croire qu'on combat la montée de l'extrême droite par des prête à faire le jeu de l'extrême discours éthiques à Paris et par Blen sûr, je sais ce que beaudes jeux troubles à Toulon est coup pensent: ici, ce n'est pas dangereux. Nous devons chercher tout à fait la France. Le bagne à affronter ensemble un monde n'est fermé que depuis un siècle; qui semble parfois nous avoir les anciens maires de Nice, échappé pour y recréer des ap-Cannes, Toulon, La Ciotat sont partenances et des projets, toot passés par la prison, le clientéautant que des emplois et un art de vivre. Pour cela, la mise en parlisme est vivace, la spéculation immobilière liée an tourisme et au tage d'une éthique de la responsablanchiment de l'argent de la bilité est indispensable sur le terridrogue impose des réponses « antoire national en son entier pour propriées ». Récemment, un artiste que, d'abord, nous recoostruisions de passage à Châteauvallon dele projet de faire France ensemble mandait en riant pourquoi on ne dans une logique de partenariat rattachait pas la Côte d'Azur à la entre Nord et Sud, centres et ban-Corse! L'idée est plaisante et on lienes, jeunes et moins jeunes, peut effectivement se demander si Français de récente et de vieille certaines ambiguités et certains souche.

C'est de cela que Châteauvallon est devenu l'emblème. D'un jour et d'un lieu où on a dit « non ». où on a posé la borne de ce qui ne peut être franchi. Et celui qui a posé cette borne s'appelle Gérard Paquet; celui, en tout cas, que les événements ont rendu visible. La tentative de le licencier vise à passer en force au-delà de la limite et à lutter contre le FN avec des manières politiques qui sont celles-là mêmes qui sont une des causes de la montée de l'extrême droite. C'est en cela une faute contre « une certaine idée de lo France », pour reprendre l'intitulé de notre séminaire de juin. Soutenir Gérard Paquet prend ainsi un sens polinque clair : c'est dire «l'extrême droite ne passera pas par moi », mais aussi, la lutte contre l'extrême droite passe par plus d'éthique et d'Etat impartial.

Iean Viard est chercheur au CNRS (Centre d'étude de la vie politique française).

ne peut être que politique par Jean-Marc Peyrical

Corruption : le remède

ANS un point de vue récent (Le Monde du 21 janvier), l'économiste Jean Gatty proposait un remède contre la corruption qui séviraît, selon lui, dans les marchés publics, c'est-à-dire au sein des procédures contractuelles par lesquelles les collectivités publiques (Etat, collectivités locales. établissements publics) confient à des organismes extérieurs des prestations de travaux, de fournitures

ou de services. A priori, la solution suggérée pour combattre ce «flénu endémique » est intéressante et elle a l'avantage de la simplicité : elle conduirait, à travers une procédure d'enchères à plusieurs tours - dite enchère de Vickrey -, à attribuer le marché concerné au plus offrant, c'est-à-dire au candidat qui aura proposé, au final, l'offre la moins chère. L'avantage d'un tel système serait bien entendu de rendre totalement inopérantes les tentarives - réussies ou non- de soudoiement des élus et autres responsables des collectivités intéressées dans le but de remporter la compé-

Pour être séduisante, une telle proposition méconnait néanmoins les principes élémentaires qui gouvernent le régime juridique et financier des marchés publics.

Tout d'abord, il faut savoir qu'il existe, au sein de ce type de contrats, une procédure dénommée « adjudication », qui consiste justement à octroyer le marché systématiquement au candidat ayant présenté la proposition la moins chère. Or une telle procédure n'est quasiment plus utilisée - elle est en passe d'être légalement abandonnée-, et pour cause: elle favorise d'une part une politique de surencbère dans les prix bas qui, économiquement, ne peut que conduire une majorité de PME-PMI à leur perte ; elle conduit d'autre part à renforcer les phénomènes d'entente entre les entreprises, phénomènes fondamentalement contraires aux principes de transparence et de concurrence dans les marchés publics récemment qualitiés d'« objectifs à valeur constitutionnelle » par le Conseil

constitutionnel. C'est pour cette raison que, aujourd'hul, les marchés publics sont octroyés au candidat le mleux-disant, c'est-à-dire à celui qui aura proposé l'offre correspondant le plus aux critères de choix (économiques, juridiques, techniques) mis en place en amont de la procédure par la collectivité, acheteur public.

Il faut rappeler que, pour ce qui est des collectivités locales, les marchés passés sur appel d'offres sont attribués par une commission indépendante composée d'élus représentant proportionnellement l'assemblée délibérante (conseil municipal, conseil général...) dont

Contrairement à ce qu'affirme M. Gatty, il convient de réaffirmer avec force une évidence : Il ne peut qu'appartenir à ces élus, qui représentent le peuple, de prendre la décision d'attribuer le marché à l'entreprise qu'ils jugent la plus conforme à leurs critères. Et la meilleure façon de renforcer leur objectivité, ce n'est pas de mettre en place des systèmes d'attribution aux plus offrants, ce qui est une inepue tant juridique qu'économique, mais de renforcer les contrôles, tant en amont (présence, dans les commissions précitées, de représentants de la direction départementale de la concurrence et de la répression des fraudes) qu'en aval (contrôle de légalité opéré par le représentant de l'Etat, sanctions juridictionnelles civiles, voire pénales) sur les décisions de ce type.

Remettre en cause le rôle des élus dans les marchés publics revient à nier leur pouvoir de décision

Et puis, il est sans doute nécessaire de « professionnaliser » les étus chargés de la lourde mission de choisir des prestataires exténeurs, c'est-à-dire de leur donner les moyens - notamment de par une formation spécifique et adéquate - d'assumer pleinement leurs responsabilités et de maîtriser les conséquences de leurs décisions. Remettre en cause le rôle des élus dans les procédures d'attribution des marchés publics revient à nier leur pouvoir de décision et, par là même, l'essence de leurs fonctions de représentation des citoyens qui les ont missionnés.

Quant aux développements consacrés par M. Gatty aux concessions de service public, ils témoignent à nouveau d'une étonnante conception d'un domaine où, si jamais le système du remolacement d'entreprise fondé sur les baisses de tarif qui y est évoqué était mis en place, aucune société ne se risquerait plus à s'hwestir en temps, en moyens, en hommes - dans des opérations présentant

Dans un État de droit, si remède contre la corruption il doit y avoir, il ne peut effectivement qu'être politique ; mais, même si, sur ce planlà, Il faut bien se garder de tout Idyllisme, il convient de ne pas tomber dans des solutions en inadéquation totale avec une réalité contractuelle dont les règles inhérentes de fonctionnement semblent encore ètre trop mé-

Jean-Marc Peyrical est maitre de conférences en droit

Aux partisans du « socialement correct »...

Suite de la première page

Pourtant, le bilan est terrible, sans équivoque. C'est l'impuissance et l'inefficacité qui s'imposent à la lucidité de chaque, Le nombre de chômeurs et d'exclus n'a cessé de progresser. Le nombre de ceux qui. dans les rues ou le métro, tendent la main n'a cessé de croître. La foule de ceux qui se cachent, se taisent, se sentent sans défense et atteints dans leur dignité n'a cessé de gros-

Devant un tel constat, il nous faut à la fois plus d'ambition et plus de modestie. Moins d'arrogance surtout. Plus d'ambition dans les objectifs, dans les moyens à mettre en œuvre. Plus de modestie dans la capacité des uns et des autres à prétendre trouver, seuls, les solutions les plus pertinentes pour répondre à la multitude des problèmes posés. Il nous faut surtout plus de lucidité et de courage pour aborder quelques questions incontournables.

A l'occasion de la « nuit des emplois » organisée par Alain Madelin, l'ai déclaré que le concept de la défense des avantages acquis était profondément conservateur. Je persiste et je signe. l'ajoute que l'idée même d'avantages acquis traduit une vision figée de la société, de ses rapports de pouvoirs, de l'économie et des aspirations individuelles ou collectives. Dire cela signific-t-il qu'il faut être contre tous les avantages acquis? C'est absurde. Une telle interprétation ne peut être que de mauvaise foi. Il convient en fait de faire un tri entre ce qui doit être maintenu et ce qui, au contraire, doit évoluer, changer ou disparaître.

Doit-on considérer comme acquis qu'un salarié exerce toute son activité professionnelle dans la même entreprise ou faut-il imaginer des possibilités de mobilité professionnelle (interne ou externe)? Doit-on,

en cas de réduction du temps de travail, traiter de la même manière, sur le plan de la compensation salariale, le salarié qui gagne 8 000 francs par mois et cebu qui a un salaire de 20 000 francs ou plus ? Doit-on considérer que toutes les dispositions du code du travail ou des conventions collectives doivent rester en l'état ou n'est-il pas utile, au contraire, de les passer au peigne fin pour les adapter aux réalités nouvelles de l'économie, aux aspirations des salariés et aux problèmes que nous pose l'exclusion? Les comités d'entreprise doivent-ils consacrer leurs moyens, leur richesse aux seuls salariés de l'entreprise ou s'ouvrir à d'autres, en particulier ceux des entreprises sous-traitantes et de travail tempo-

Les acquis sont le résultat du compromis social intervenu entre les acteurs (politiques, sociaux et économiques) dans un contexte déterminé. Ce qui était pertinent en 1936, en 1955 ou en 1968 l'est-il toujours alors que le contexte a profondément changé (diversité des formes d'emploi, ouverture de l'économie, concurrence mondiale. de la société, changements de l'organisation du travail, aspirations diversifiées du salariat, etc.)? Bien sûr que non. Il est donc indispensable d'admettre que si certains de ces acquis doivent être préservés, d'autres, an contraire, doivent évoluer ou disparaître pour donner naissance à de nouvelles dispositions, sauf, bien entendu, à se désintéresser de ceux qui ont peu ou aucun acquis (les salariés des petites et très petites en-treprises, les sans-travail, les jeunes,

Une telle vision des acquis pose en fait toute la question de la conception que l'on se fait du droit social. Le droit social ne peut rester figé. Il ne peut pas se contenter d'empiler des dispositions qui, s'ajoutant les unes aux autres, le complexifient et le rigidifient, rendant son application de plus en plus difficile, en particulier pour les petites et très petites entreprises, qui représentent, il ne faut pas l'oublier, le plus important gisement d'em-

Nous devons avoir du droit social une conception évolutive. Ce qui doit traverser le temps et l'espace, ce n'est pas forcément la traduction concrète du droit mais les valeurs et les principes qui l'out

inspiré (droit à une activité, à un salaire correct, à la formation, à des garanties face à la maladie, aux accidents et au chômage, droit d'être représenté, de se syndiquer, de s'exprimer, etc.). La façon de concrétiser ce droit peut évolner. Elle pent changer en fonction des questions nouvelles qui se posent. Inscrire ces changements nécessaires dans une perspective de transformation de la société, ce n'est pas préserver indistinctement tous les acquis. Il s'agit de ne pas transiger sur les principes et les valeurs qui les inspirent.

L'idée même d'« avantages acquis » traduit une vision figée de ses rapports de pouvoirs, de l'économie et des aspirations individuelles ou collectives

Les mouvements profonds qui traversent nos sociétés, sous la pression des transformations technologiques et des progrès de la science, les questions qui émergent du fait des contradictions entre la production massive de richesses et le développement de la pauvreté nous obligent non pas à de nouvelles révolutions, mais à de nouvelles évolutions culturelles. Nous ne pouvons plus continuer à vivre sur nos seuls acquis. La transformation, voire la remise en cause de

certains d'entre eux, est indispensable. Le débat sur la flexibilité est de même nature. Au nom des grands principes et, pour certains, de la peur de se « salir les mains » pour garder une pureté idéologique, les négociations sur la flexibilité en 1984 ont échoué. Ainsi, patronat et syndicats portent une responsabilité, quel qu'en soit le degré, dans l'accroissement du chômage. Treize ans après, le surplace semble faire

Face aux problèmes du chomage, du développement de l'exclusion et de la pauvreté, il ne peut y avoir, pour ceux qui veulent changer le cours des événements et montrer qu'il n'y a pas de fatalité, de sujets tabous ou de questions interdites. La encore, le sumple bon sens devrait faire comprendre aux uns et aux autres que l'immobilisme ou la fuite en avant destructrice ne constituent pas la bonne stratégie. Y aura-t-il assez de responsables politiques, syndicaux et patronaux pour comprendre que le déti, mais aussi la modernité, c'est de conjuguer la nécessité du mouvement et du changement avec le besoin de sécurité?

Ayons la lucidité de faire l'inventaire des rigidités réelles mais aussi supposées. Examinons ce qu'il est possible et acceptable, du point de vue économique mais aussi bumain, de maintenir mais aussi de changer et de faire évoluer. Faisons appel à l'intelligence et à la prise en compte de l'intérêt général, car, au-delà de certains conservatismes, ce message peut être entendu.

Nous n'avons plus le droit de faire la fine bouche, de nous enfermer dans nos familles de pensée, dans nos chapelles, nos certitudes partisanes, nos clans politiques, syndicaux ou patronaux. Des millions d'hommes et de femmes attendent de nous que nous soyons capables, sur quelques points, de transcender nos différences pour jeter les passerelles qui nous aideront à agir ensemble, gagner des batailles, obtenir des résultats, renouer avec l'espoir et redonner à notre démocratie une nouvelle vitalité.

AU COURRIER DU « MONDE »

AUSCHWITZ, CIMETIÈRE EUROPÉEN Le camp d'Auschwitz et celui de

Birkenau, qui le jouxte, sont, depuis des décennies, l'enjeu de rivalités de mémoire entre différents « avants droit »: la Pologne, les Juifs, les Tziganes et bien d'autres. Ces camps en sont venus à symboliser les atrocités du régime nazi, et chacun cherche à s'en approprier le douloureux héritage. Sur environ 1,3 million de victimes, plus d'un million étaient juives, dont sans doute une moitié de Polonais, les autres provenant de tous les pays occupés par le Reich et ses alliés, c'est-à-dire toute l'Europe, sauf la péninsule Ibérique, la Suisse, la Suède, l'Irlande et la Grande-Bretagne. (...) Ces morts provenaient donc massivement de pays qui sont aujourd'hui, ou qui seront demain, membres de l'Union européenne. Auschwitz-Birkenau est le plus grand cimetière de l'histoire, même si pas un corps n'y repose, et c'est un cimetière européen.

A l'heure où naît enfin, et non sans mal, une Europe dont la principale raison d'être est d'éviter la répétition des borreurs qui l'ont ensanglantée, il semble légitime qu'elle assume ce passé, et se charge de l'administration de ce camp, de Jean Kaspar façon à le préserver durablement

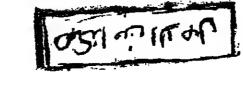
des atteintes du temps et des hommes. Quant à la Pologne, qui a. jusqu'à présent, assumé presque seule ce délicat fardeau, elle deviendra bientôt, on l'espère, membre de l'Union européenne. Elle retrouverait ainsi bien vite voix à ce chapitre, au même ritre que ceux qui sont aujourd'hui membres, et sera sans doute rejointe par d'autres, comme la Hongrie, qui ont également beaucoup saignéen ce lieu.

Michel Cojot-Goldberg

GRÈVE EN CORÉE

La Corée étant sans doute - avec Taiwan - le premier pays choisi, depuis trente ans, par les firmes transnationales pour y investir leurs profits massivement et y delocaliser leurs industries de maind'œuvre, il fallait bien s'attendre qu'il soit aussi le premier à subir les méfaits inévitables de la dérégulation mondiale des « marchés ». Il est sans doute l'exemple type d'une économie libérale artificiellement extravertie, dont les exportations, vitales, sont désormais pénalisées par la coocurrence des autres NPI, dont I'« industrialisation » sauvage a démarré un peu plus tard, sans tenir compte non plus des besoins des « marchés » à long terme l

Jean Sarniguet



Entre vertu et habileté

LUS que d'une démarche morale, il s'agit d'un devoir national. » La précision apportée par Alain Juppé lorsqu'il a annoncé, samedi 25 janvier, l'ouverture d'une mission sur les biens enlevés pendant la seconde guerre mondiale aux juifs français ou résidant en France est loin d'être indifférente. A l'obligation morale de justice s'ajoute en effet, dans le cas d'espèce, un impératif doublement national: d'abord, parce que le sort des juifs, en France, pendant l'Occupation, a été déterminé par une série de lois ayant pour effet de les retrancher de la communauté nationale; ensuite, parce que cette réalité a été longtemps occultée an profit d'une vision fausse, selon laquelle la persécution des juifs aurait été le fait des seuls occupants nazis,

La défense de la vérité historique et celle d'une conception de la pation reposant sur les droits et devoirs de ses membres - et non sur leur origine - imposent donc, même et surtout tardivement, de reconnaitre les manquements dont se sont rendus coupables les responsables du pays, à tous les niveaux, et de rétablir dans leurs droits ceux qui en ont été privés. C'est à cette démarche que se sont longtemps refusés les gouvernements successifs, y compris ceux de François Mitterrand, puisque l'ancien président de la République en tenait pour Poubli et rejetait l'idée que la Répnblique eût des devoirs envers ceux dont elle avait trahi ou laissé trahir la confiance.

L'affaire des biens enlevés aux juifs à la faveur des persécutions d'entre eux à la mort dans les camps d'extermination nazis ne relève donc pas seulement - et ce serait assez - de la juste reparation due aux victimes de l'arbitraire. Elle touche à l'idée que la France se fait d'elle-même nn, plutôt, à celle que ses responsables, de droite ou de gauche, entendent préserver et promouvnir ensemble. Jacques Chirac avait indiqué dès le début de son septennat, en juillet 1995, dans quelle direction Il entendait aller lorsqu'il avait proclamé la responsabilité de l'Etat et, donc, celle de la France, dans la persécution des juifs sur le territoire national. La décision d'Alain Juppé est une suite logique, de même que le procès de Maurice Papon, accusé d'avoir organisé la déportation de mille sept cents juifs à Bordeaux.

La vertu trouve ici le renfort de l'habileté puisque, à un peu plus d'un an des élections législatives, le pouvoir, tout en cherchant à rassurer la communauté juive sur une « politique arabe » contestée, se fait fort de combattre l'autre vision de la nation, ressuscitée et entretenue anjourd'hui par l'extrème droite. Bien qu'il s'en défende, le Pront national se situe en effet dans une tradition politique fondée sur la distinction entre ce qui est « français » et ce qui ne l'est pas dans la communauté nationale elle-même. C'est an nom de cette distinction qu'il pourfeud le « mondialisme ». le « casmopolitisme », le « libreéchangisme ». Ceux qui s'en inquiètent sont invités par Jacques Chirac et Alain Juppé à faire confiance à la majorité actuelle pour défendre, face à cette me-

Ec Mande est édite par la SA LE MONDE President du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani Directoire : Jean-Marie Colombani : Dominique Aldmy, directeur général ;

Directeur de la rédaction : Edwy Pienel Purecteurs adjoints de la rédaction: Jean-Yves, Houseau, Robert Solé Rédacteurs en thef: Jean-Paul Benset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greibamer, Enik Izraelewicz, Michel Rajman, Bertrand Le Gendre Directeur artistique: Dominque Royaette Rédacteur en chef technique: Eric Azan Secrétaire général de la rédaction: Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ference

Directour exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Arme Chaussebourg r de la direction : Alain Rollar ; directour des relations internationales : Oar

Conseil de surveillance : Alain Minc, président : Gérard Coursois, vice-près Anciens directeurs: Hubert Benne-Méry (1944-1969), Jacques Fanyet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), lacques Lesourne (199

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cept aus à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société rivile » Les rédacteurs du Monde ».
Association Hubert Beuve-Mèry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises. Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Jéna Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde

« Diane de Poitiers »

Diane de Poitiers que nous révéla somptueusement M™ Ida Rubinstein, au printemps de 1934. De rares exécutions de quelques épisodes, dans les concerts, avivaient notre désir de volr l'ouvrage de M. lacques lbert entrer au répertoire de l'Opéra. Il y est à sa place. d'abord par la qualité d'une partition de baute tenue et pleine de trouvailles beureuses, et aussi parce que l'ingénieux livret de M™ Elisabeth de Gramont a permis au compositeur de renouveler la forme qui est à l'origine même de notre théâtre lyrique : le divertissement de cour. Tentative heureuse à l'heure ou tout le monde constate l'épuisement des genres qui pendant deux siècles unt alimenté l'Opéra.

Point d'intrigue compliquée, mais une série de tableaux beureusement variés : comme dans le bal-

NOUS gardions mémoire de la let de cour, les chants afternent avec les airs à danser. Et c'est là l'une des réussites de M. Jacques Ibert: il a enchâssé dans sa musique quelques chefs-d'œuvre de nos maîtres de la Renaissance. Passereau, Janequin, Claude Gervaise lui ont fourni les plus belles de leurs polypbonies. Il les a si babilement utilisées, il a lui-même écrit une musique colorée de teintes archaiques, mais personnelles, si justes, que le point de jonctinn se devine à peine. Un voisinage semblable eût été bien dangereux si M. Jacques Ibert n'était un musicien de race, et qui sait écrire aussi bien une rumba pour la danse des incas, un hopak pour le pas des Moscovites, avec autant de sûreté, avec un goût aussi par-

> René Dumesnil (28 janvier 1947.)

Le Monde sur tous les supports Télématique : 3615 code LEMONDE Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONOE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Grandeurs et décadence du service national

TEXTE TECHNIQUE ou projet de loi éminemment politique? Trois jours durant, du 28 au 30 janvier, les députés vont débattre du nouveau code du service national. En apparence, ce texte de loi, qui s'adresse aux hommes nés après le 31 décembre 1978, puis aux femmes nées après le 31 décembre 1984, crée deux innovations : d'une part, un recensement suivi d'un rendez-vous citoven, obligatoires pour tous les jeunes Français, et, de l'autre, un service facultatif, ouvert à tous et limité à 27 200 volontaires par an, pour la défense et la sécurité dn pays, pour la solidarité et la cohésion sociale de la collectivité, ou pour la coopération internationale, civile et militaire, et l'aide bumanitaire.

En réalité, le projet gouvernemental est moins anodin ou innocent qu'il n'en a l'air : en supprimant le service national universel, il instaure une armée professionnelle, avec son cortège de cadres de métier ou sous contrat. d'engagés ou de volontaires, et de civils pour remplacer les appelés traditionnels. « C'est le lien de l'armée et de la nation qui est en cause », admettait Alain Juppé, premier ministre, en novembre 1996, à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) à Paris.

Qu'ils s'apprêtent à l'approuver, non sans quelques réserves, ou à le rejeter pour des raisons de fond, les députés de la majorité comme ceux de l'opposition savent que le projet rompt avec un principe républicain - établi en France, mais pas nécessairement dans tous les pays - qui préconise l'égalité des citoyens devant le devoir de défendre la nation. Les plus hostiles au nouveau code avanceront qu'il risque d'y avoir un fossé, demain, entre une armée de métier et la société qu'elle est

peuvent nier que la communauté nationale se sentira dégagée de son devoir civique envers sa propre sécurité, puisqu'elle transfère ses responsabilités en la matière à des spécialistes qu'elle rémunère à cette seule fin.

C'est donc une mutation radicale qui est soumise aux élus, même si, depuis la décennie 70, la tendance était déjà à une professionnalisation très progressive des armées françaises, et même si un mouvement identique s'est fait jour dans plusieurs armées alliées, voire jusqu'en Russie.

Si l'on exclut la réforme des réserves, qui aboutira au printemps, le projet de loi vient couronner une construction de défense édifiée depuis l'an dernier. La limitation des ressources budgétaires a dicté une série d'initiatives : la réorganisation des unités (en Allemagne, en outre-mer et en France métropolitaine, plus de cent-soixante formations serant dissoutes ou restructurées, et une centaine de garnisons allégées ou abandonnées); la rationalisation des moyens techniques et industriels ; la réduction des effectifs d'active ; et une intégration accrue des forces françaises dans des alliances, rénovées ou non, en Europe ou sous mandat de l'ONU,

Le gouvernement tire donc, avec son projet de code du service national, les enseignements d'une politique qui vise - en priorité - à déployer des professionnels dans des actions extérieures, dites de « projection », ou dans des missions quasi permanentes à hauts risques.

censée défendre. En vérité, ce peut être une Autant de scénarios où les appelés n'ont plus crainte fondée. A tout le moins, cela s'avère guère leur place, comme l'a démontré la déciun pari : meme les partisans du projet de loi ne sion de François Mitterrand, en 1990-1991, de retirer les conscrits de l'expédition anti-irakienne. Ce qui relègue le service universel, ou prétendu tel tant les exemptions, les mégalités ou les passe-droits ont fleuri au fil des ans au magasin des accessoires.

Mais là où le texte de loi fait débat, c'est lorsque sont substitués au service national deux « gadgets » : le rendez-vous citoyen, présenté comme un temps fort du nouveau système malgré son caractère fourre-tout, et le volontariat, destiné à devenir très sélectif et assez aléatoire.

Le rendez-vous citoven, d'abord. Ce n'est ni un raccourci de service militaire ni une extension de cette journée - abusivement assimilée aux « trois jours » - de sélection où, jadis, on testait les aptitudes des recrues. Le rendezvous citoyen est plus ambitieux : un bilan-synthèse, en quelque sorte, et un passage initiatique, à l'Issue duquel on remet à chacun un « bvret du citoyen » qui marque son entrée dans une existence plus responsable.

Inséré dans un cursus scolaire, qui devrait obliger les établissemments d'enseignement à renforcer l'esprit de défense au travers des programmes d'histoire et d'éducation civique, le rendez-vons citoyen vise à inculquer aux jeunes le sens des valeurs de la République, à détecter les « marginaux » qui auraient le plus besoin d'une aide de la collectivité, et à repérer les volontaires pour un service, militaire ou civil, à leur gré.

Et tont cela en cinq jours : trop court ou trop long, selon les circonstances, pour remplir tous ces objectifs à la fois dans des centres du service national où l'encadrement des « stagiaires » sera majoritairement militaire, où le style de vie s'inspirera du règlement de discipline générale dans les armées et pour lesquels les administrations civiles, sollicitées d'apporter leur concours selon des formes encore à l'étude, fourniront des instructeurs et des crédits au compte-gonttes.

FLOU ET AMBIGUÎTÉ

D'ores et déjà, à l'adresse des élus qui auraient souhaité les voir davantage s'impliquer, les armées ont prévenu qu'il n'était pas question pour elles d'aller au-delà de ce à quoi elles se sont engagées sur la raison d'être, les principes, la durée et l'organisation même de ce rendez-vous citoyen. «Aller plus loin. disent les états-majors, c'est refoire une armée professionnelle à côté d'une ormée de conscrits. Et cenous est ollouée. »

Le volontariat, ensuite. Malgré la crise de l'emploi qui perdure, les armées réussirontelles à attirer les candidats qu'il faut en leur offrant une indemnité mensuelle de 2 000 francs, nourris et logés, mais avec sensiblement plus de risques que le bénéficiaire d'un RMI? Rien n'est moins sûr. Quant aux administrations et aux associations, qui sont les « clients » civils d'un service de solidarité ou de coopération internationale, saurontelles renoncer à embaucher des volontaires dans des postes permanents qu'ils occuperaient indûment et qu'on leur procurerait dans le cadre d'un traitement social du chômage? Auguel cas, les salariés y verront des concurrents directs. Les jeunes en difficulté, dont le profil ne serait retenu ni par les armées ni par un employeur civil, auront le sentiment d'être rejetés une nouvelle fois.

Tel qu'il est rédigé, le projet de code du service national entretient le flon et l'ambiguité sur ce statut du volontaire. Ainsi que le notent de concert des responsables militaires de haut rang et des animateurs d'associations, il peut déboucher sur une multiplication de situations particulières et disparates préjudiciables à la cohésion recberchée.

Jacques Isnard

7



L'eau et l'argent, un mariage difficile

LONGTEMPS considérée comme une des grandes richesses naturelles de l'Hexagone, l'eau est devenue, en moins de quarante ans, une ressource rare, chère et suspecte : au point que de plus en plus d'habitants bésitent à utiliser l'eau du robinet, soupconnée – parfois à iuste titre, comme l'a il– lustré la récente affaire de Guingamp -, de ne pas avoir les qualités minimales pour être potable. L'accablant rapport sur la gestion de Peau publié, lundi 27 janvier, par la Cour des comptes permet en partie de comprendre comment un est arrivé là.

Les multiples dérives stigmatisées par l'institution de la rue Cambon lettent a posteriori une lumière crue sur les années 80, avec leur emballement collectif en faveur du tout-privé : dans ce climat, une décentralisation mal maîtrisée, des élus manquant d'expertise mais pénétrés par leur tout nouveau pouvoir, des lois sur l'environnement souvent poussées par les grands groupes privés ont abouti au dessaisissement du domaine public au profit d'intérêts privés. La Cour des comptes apporte aujourd'hui sa caution prestigieuse à tous ceux qui, comme les associations et certains nouveaux élus municipaux de 1995, dénoncent de faut désormais négocier, souvent plus en plus vivement les pratiques des grandes compagnies: «L'absence d'encadrement et de contrôle des délégations de services publics, aggravée por la maindre transparence de ce made de gestion, a canduit à des abus », observe la

Depuis, les temps ont changé. Les « majors » unt compris qu'elles ne pouvaient plus exercer un pouvolr indiscuté. Depuis 1995, deux nouvelles lois (sur l'environnement et sur la délégation de services pu-blics) limitent leur marge de ma-nœuvre. Alguillonnés par leurs administrés, les élus se groupent pour ne plus leur laisser le monopole de l'expertise. Certains reprennent le cuntrôle du service de l'eau, d'autres les contraignent à revoir leurs contrats à la baisse.

Ces géants ne peuvent plus s'abriter derrière l'argument d'une augmentation constante des coûts, liée à la pollution des nappes aussi bien qu'aux normes de plus en plus drastiques imposées par Paris et Bruxelles: au même titre qu'EDF, ils seront obligés, dans un avenir proche, de baisser leurs tarifs en faisant bénéficier les usagers des gains de productivités soigneusement conservés jusque-là. Il leur

pied à pied, d'autant que leur avenir dans l'Hexagone sera moins sur le marché de l'eau que sur les marchés « émergents » du traitement des déchets : ce glissement est à

Fœuvre depuis 1990. Les compagnies s'emploient aussi à rétablir leur réputation en battant leur coulpe. Mais, dans le passé, lorsqu'elles se pensaient assurées de l'impunité, elles sont allées si loin qu'il n'est pas possible de les créditer de leur bonne foi sur de simples déclarations d'intention. S'il fallait tirer une seule leçon du rapport de la Cour, elle serait que de tels mastondontes ne peuvent agir sans frein, mus par la seule loi du profit, alors qu'ils fouralssent un service public, dans une situation de monopole de fait.

CONTRÔLE

La solution envisagée par Phi-lippe Séguin - la nationalisation n'est peut-être pas la bonne. Mais les autorités devraient comprendre qu'il est temps d'exercer des responsabilités qu'elles n'auraient iamais dû abandonner, laissant des elus démunis face à des groupes au pouvoir politique, économique et financier immense: dans aucun autre pays au monde, les gouver-

nements n'ont laissé des groupes privés prendre le contrôle de l'eau. Même les pays angio-saxons, supposés libéraux, ont toujours gardé ce contrôle, considérant qu'une telle ressource ne pouvait entrer dans le cadre strict du marché: lorsque le gouvernement a privatisé la distribution d'eau en Grande-Bretagne, il a mis en place dans le même temps une autorité de tutelle, l'Ofwat, chargée de contrôler prestations et prix. A plusieurs reprises, celle-ci est intervenue pour contester bausses tarifaires et services rendus. Elle s'oppose, en outre, de façon systématique, à toute tentative de création de grands monopoles régio-

Aux Etats-Unis, l'essentiel des réseaux d'eau et d'assainissement reste aux mains des sociétés municipales. Souhaitant gagner en efficacité, sans renoncer à un domaine essentiel, des villes semblent tentées aujourd'hui par une cogestion de leur service d'eau avec des « entreprises privées à but non lucratif». Une façon de signifier que l'ean et l'argent n'ont jamais fait

> Jean-Louis Andreani et Martine Orange

service national

Bakar E

SETT CAUSE 30 PM

Large Transcript 19 Maria 20 連算機 がんかいい . . .

Service of the first

1-1-56 TV 1-1-

growth agreement to the

Application of the

the second and the

予算な がた プロック

截分的 医电流性

265.5 (1.52)

54 4 C +4

STAGESTALL 1

Commence of the

Same and the

tomorganic participation in

Street Street THE PARTY OF THE P THE WAY 7. T. **表达性**[14] A 160 M 16 M 16 M of additions.

Mark Carl

And the second AND THE THE PARTY OF THE PARTY Many Deliver - tartal TOTAL THE ISSUE the size after them. Mary Action of the Second of the And the second profession of the last SESTIMATE OF THE SESTIM **经业场联**于 metal a s 10 mm A4-430 70 AND REPORT OF A PARTY.

the star - Sec. ton. **建筑地**、 the first of M. V. PP -- --ALC: NO PERSON NAMED IN 一直を大小に 女子 the same of the state of the second second

> actor at the con-Service of the service of the servic MING ST AMELICATI -F

44 4 5 4

Alternatives of the second

Comment of 化氯金烷酰胺 direction of Artist Control of THE PARTY OF THE P أأنوا للماميطين والأزي

> JF 76 Per 1971 1971 1971 1-18-6

الأستانية المحاربة

WAR THEFT OF STATE OF

AND TRADESTAL MARKET AND THE

をなる なる かっかい アル

The state of the s

7 - 50

Carried to district the BOOK STATE TO THE The second section is the second section of A STATE OF THE PARTY OF THE PAR White challes were a real of the 大学 のない ない ないない かいかん ers of Happenin - has not 新年 大山本 中田本 とびか 1 mm シェル **多种,但他的**种种种的 电二位 · · · · · * Comment The state of the s When the total and the state of **网络 独立 李叶子叶** ()

A LET BE STATE OF THE STATE OF HER TO COMPANY A

ENTREPRISES

TRANSPORTS La compagnie 800 millions. Un retour aux béné-Air France devrait perdre encore 200 millions de francs pour son exercice clos le 31 mars 1997 et Air

fices est prévu pour mars 1998. Le PDG du groupe souhaite que la privatisation ait lieu à ce moment. France Europe (l'ex-Air Inter) • LA FUSION des deux compagnies

principale difficulté concerne la gestion de carrière des pilotes et feur rémunération. • LES COÛTS UNI-TAIRES (par siège offert et par kilo-

devra être menée à bien d'ici là. La mêtre], encore de 5 % supérieurs à ceux des concurrents européens, devront être abaissés de 15 % en trois ans, essentiellement par croissance de la recette. • M. BLANC a fixé

comme objectif au groupe pour l'exercice 1999-2000 un chiffre d'affaires en hausse de 4,5 milliards à-56 milliards de francs et un bénéfice à 2 milliards.

Christian Blanc conduit Air France sur la piste de la privatisation

La compagnie se dote d'un nouveau plan de trois ans. Pour séduire les investisseurs privés, le PDG doit consolider les progrès engrangés, mener à bien la fusion avec l'ex-Air Inter, abaisser les coûts et, surtout, regagner du chiffre d'affaires

CHRISTIAN BLANC, le président d'Air France, voudrait que son groupe soit privatisé avant les élections législatives de 1998. Il lui reste un peu plus d'un an pour convaincre le gouvernement de sauter le pas. Uo an c'est peu. Malgré une amélioration de ses résultats, le groupe reste convalescent : il devrait perdre eocore 200 millions de francs pour l'exercice 1996/1997 (contre 8 milliards eo 1993), auxquels il faudra ajouter les 800 millions de déficit d'Air France Europe (contre 661 millions de francs en 1995/1996). Le retour aux bénéfices n'est prévu que pour l'exercice suivant, clos en mars 1998. Les éventuels investisseurs doivent donc être convaincus du poteotiel d'Air France. D'ici là, M, Blanc a du travail.

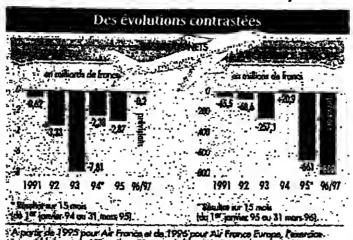
Premier dossier: mener à bien la fusion entre l'ex-Air Inter, Air France et leur maison mère. Le principe en est acquis mais les modalités oe soot pas encore toutes arrêtées. Des étapes intermédiaires juridiques sont nécessaires, reodant la fusioo impossible avant septembre. Dans la pratique, les deux compagnies ne feront plus qu'une dès le 1º avril 1997. L'ensemble des personnels de l'ex-Air Inter passera à cette date sous statut Air France. Les éléments de base des contrats de travail (rémunération, ancienneté, qualification) des salariés d'Air France Europe « ne seront pas modifies ».

explique-t-on chez Air France. Mais d'autres éléments, comme les montants des primes ou encore des heures supplémentaires, doivent faire l'objet de négociations entre la direction et les organisations syndicales.

QUESTIONS DE PRIORITÉS

La direction sait que la grande difficulté de la fusion concernera les pilotes. Leur carrière - à savoir le type d'appareil sur lequel ils volent et la longueur des trajets et donc leur salaire, dépendent de leur ancienneté. La fusion pose un problème : à and rable, quel pilote ~ celui issu de la compagnie nationale ou celui de la compagnie intérieure - sera promu en premier? Il faut établir ce qu'on appelle dans la profession une + liste de séniorité », qui déterminera l'ordre de passage de chacun.

Le sujet est tellement sensible



nicible court du 1ª avril au 31 mars de l'armilie suivanje : THE PROPERTY OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY OF

que M. Blanc a chargé une commission d'experts indépendants de se peocher sur le sujet et de rendre un avis le 31 mars. Les négociatioos, qui promettent d'être difficiles, ne commenceront qu'ensuite.

Deuxième dossier à mettre en œuvre avant la privatisation : le « pacte de croissance compétitive . (PCC), qui doit permettre au

grand aéroport britannique.

* VOS VALISES, on ne sait pos où elles sont, peut-

être que nous les ovons, peut-être que British Airways

les o embarquées. Renseignez-vous à l'orrivée à Paris,

mois, de toute façon, on ne peut pas savoir. » La scène

se passe au guichet Air France à Londres, jeudi

23 janvier en début de soirée, à Heathrow, le plus

L'avion de Gulf Air venant du Qatar est arrivé

avec une heure et demie de retard, et la correspon-

dance pour Paris avec Air France est ratée. Un

groupe d'une douzaine de personnes emmené par

Total tente de trouver des places sur un autre vol de

la compagnie nationale, prévu deux heures plus

tard, à 20 heures, et d'y transférer ses bagages. Cinq

places sont effectivement réservées sur ce vol, mais

le temps de gagner le terminal 2 où a lieu l'embar-

quement, à moins d'un quart d'heure de bus, elles

alors d'avoir une explication avec un représentant

de la compagnie. « Je ne peux rien pour vous, celo ne

nous concerne pas, c'est lo faute de Gulf Air », ré-

plique par téléphone le chef d'escale d'Air France,

la compagnie pétrolière française soit l'un des prin-

cipaux clients d'Air France n'y fait rien. Il est

auront été cédées à d'autres passagers, Impos

groupe de gagner 2 milliards de francs pour l'exercice 1999/2000. Ce programme, défioi pour les trois années à venir, a pour principal objectif d'enrayer la baisse de la « recette unitaire » (par passager transporté sur 1 kilomètre). Selon la présentation du PCC faite en interne, cette recette a fondu de 17 % depuis trois ans.

Pour la redresser, la compagnie

Impossible n'est pas anglais

veut abaisser le coût unitaire (par d'actions Air France. Les négociasiège offert et par kilomètre) de 15 % en trois ans. « Aujourd'hui. notre écart moyen de coût unitaire par rapport à nos concurrents européens o été ramené à 5 % environ. Sur les trois ans qui viennent, nous estimons qu'ils vont encore réduire leurs coûts de 10 %. Cela dimensionne nos propres efforts », expliquait M. Blanc devant la Fondatioo Saint-Simon en décembre

Le cout unitaire d'Air France reste supérieur de 2 % à celui de Lufthansa, de 14 % à celui de British Airways, de 21 % à celui de KLM et de 40 % à celui des compagnies américaines.

En face, au guichet de British Airways, l'hôtesse

accueille le groupe avec un grand sourire et se dé-

brouille pour trouver des places sur le vol

concurrent, promettant de tout faire pour retrouver

les valises. Elle pousse un petit cri de victoire, satis-

faite d'avoir pris des clients français à sa rivale... Les

billets étant en classe affaires, British Airways n'hé-

site pas à modifier l'organisation de la cabine pour

satisfaire ses nouveaux clients. « Business is busi-

A l'arrivée à Roissy, vers 23 heures, les représen-

tants de la compagnie britannique ont localisé les

bagages... sur le voi Air France arrivé une heure au-

paravant. « Nous leur ovons demondé de nous les

omener. Ils vont le faire, mois il leur foudra ou moins

une heure pour qu'ils soient transférés de l'oérogare 2

à l'oérogare 1. » Pourtant, la distance entre les deux

rarement embouteillée à cette heure. « Rentrez chez

vous, nous vous les livrerons demoin à domicile à

Pheure que vous souhoitez », susurrent, non sans un

brin de perfidie, les deux représentants britan-

concurrent français.

inaux n'excède pas 2 kilomètres et la route est

SALAIRE CONTRE ACTIONS Si, pour rattraper le retard, il faut croître · à dépense constante », seloo M. Blanc, pour les pilotes, il faudra aller plus loin. La directioo voudrait introduire une double échelle de salaires pour les nouveaux embauchés, qui se traduirait par un salaire brut d'entrée à Air France de 220 000 francs par an, contre 330 000 francs aujourd'hui, En sus, elle propose d'abaisser l'ensemble de la grille des salaires en échange tions avec les pilotes d'Air France s'annonceot donc difficiles. Elles pourraient l'être moins

avec ceux d'Air France Europe. Les accords qui régissaient leurs conditions de travail et de rémunération ont été dénoncés en février 1996. 5i, le 5 mai 1997, aucun accord n'a été trouvé (ce qui semble aujourd'hui le plus probable), la direction sera en droit de leur imposer ses cooditions. Ce sont celles d'Air France qui devraient prévaloir.

Autre versant du PCC, la croissance de l'activité : le chiffre d'affaires du groupe pour l'exercice 1999/2000 doit s'élever à 56 milliards de francs, soit 4,5 milliards de gain sur 1996. M. Blanc prévolt sur trois ans une croissance «de 18 % en volume, sur l'octivité passager comme sur l'activité fret ». Les nouveaux reveous devraient provenir des navettes de l'ex-Air Inter. opérationnelles cotre Paris et Toulouse. Nice et Marseille depuis le 27 octobre. Pour les vols à l'étranget, « nous allons ougmenter notre offre sur les monthes en forte croissonce et à bon niveou de recette unitaire. Nous avons, de ce point de vue, un avantage que nous confère notre retard: nous pouvons croître sans ouvrir d'escoles nouvelles, simplement en ojoutant des fréquences », exposait M. Blanc devant la Fondation Saint-Simon.

* Nous ovons un hub iplateforme de correspondances où les vols moyeo-courriers alimentent les long-courriers], ajoutait-ll. Nous ollons le faire jouer à plein régime. » Air France vieot de passer commande de 20 avions à cet effet. M. Blanc compte aussi sur l'alliance de réservations informatiques (code shoring) concine en novembre 1996 avec Delta et Continental pour accroître son trafic: les passagers des deux compagnies américaines viendront alimenter les vols français ou européens d'Air France. Ces alliances, une fois effectives, devralent procurer au groupe 500 millions de francs de marge supplémentaire.

D'autres chantiers sont en cours, dont la vitesse d'exécution sera déterminante. L'utilisation de logiciels informatiques pour maximiser les recettes d'un avion (élaboratioo des tarifs et répartitioo des sièges entre les différents

classes) duit permettre, en année pleine, d'accroître la recette de 700 millio*n*s de francs. Uoe alliance avec une compagnie asiatique, prévue pour 1997, devrait donner à Air France une couver-

ture globale du monde. M. Blanc est aux commandes du groupe Air France depuis un peu plus de trois ans. La compagnie nationale, que l'on donnait morte à l'époque, redresse la tête. L'ex-

Deux chantiers engages

Arrivé à la tête du groupe Air France après la grande grève d'octo-bre 1993, en avril 1994 Christian Blanc fait adopter par référendum auprès des salaries de la compagnie Air Prance, un plan de sauvetage : le « Projet pour l'entreprise », qui prévoit une amélioration de la productivité de 30 % entre 1994 et 1996. Les salaires sont gelés, 5 000 départs prévus. Bruxelles accepte une recapitalisation de 20 militards de francs pour Air France. Trois ans après, la productivité s'est accrue de 32 % et l'utilisation des avions de 14 %. Les coûts unitaires ont baissé de 20 %. La compagnie a dégagé son premier excédent d'exploitation lors de Pexercice 1995/96. Chez Air Inter, la situation devient dramatique en 1995 ; perte de 1,3 million de passagers et résultat déficitaire. Le 15 mai 1996, Jean-Pierre Courcol, directeur général d'Air France Europe, annonce la mise en place de navettes au départ de Paris (Nice, Toulouse, Marseille), la fermeture de lignes déficitaires au dénant de Paris (Toulon, Nantes, Perpignan) et un plan social (gel des salaires, départ de 950 personnes volontaires d'ici à la fin 1997). Objectif: diminuer la masse salariale de 12 % et revenir aux bénéfices en deux ans.

Air Inter subit de plein fouet la concurrence depuis 1995, mais a aujourd'hui des perspectives d'amélioration. La privatisation donne au futur groupe, issu de la fusion des deux compagnies, un objectif de rentabilité. Celui-ci peut sembler modeste au regard de la concurreoce. British Airways a gagné, en 1995/1996, 4,6 milliards de francs et Lufthansa 2,5 mil-

Virginie Malingre

avant de raccrocher sèchement. Pas question non niques, pas fâchés de mettre une fois de plus en évidence le manque de sens commercial de leur plus de savoir où sont passés les bagages. Le fait que

Moulinex évite 1 468 licenciements secs

LES SYNDICATS de Moulinex (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, Sydis) se réunissaient lundi 27 janvier dans la matinée au siège de l'entreprise, à Bagnolet, pour signer avec la direction un accord sur le plan social et la réduction du temps de travail.

Le président du directoire de l'entreprise, Pierre Blayau, a annoncé le 18 juin 1996 un plan de restructuration du groupe de petit électromenager, prévoyant la suppression de 2 600 emplois, dont 2 100 en France, et la fermeture de deux sites industriels à Mamers (Sarthe) et Argentan (Orne), employant respectivement 402 et

L'accord prévoit une réduction du temps de travail de 15 % minimum fin 1997, dans le cadre de la loi Robieo. L'horaire de travail moyen passerait de 39 heures à 33 h 15. Cette mesure permettrait de sauver 750 emplois, tandis que les salaires seraient payés à 97,2 %. Toutefois, ce taux peut augmenter jusqu'à 98.3 % pour les salairés travaillant trois samedis par mois. Cette compensatioo est rendue possible par l'aogmentation générale de 3 % des salaires à valoir sur les trois ans à venir. En revanche, l'augmentation des salaires « consacrée au développement des carrières » sera limitée à 1,5 % par an jusqu'en 1999. La diminution réorganisation complète du travail année, les salariés mutés auront

dans une entreprise où le recours aux heures supplémentaires et aux travailleurs intérimaires était fréquent pour faire face à la salsonnalité de la production. Pendant les périodes de pointe, la durée du travail pourra atteindre 10 heures par jour, 46 heures par semaine et 42 heures maximum pendant douze semaines consécutives. Il oe pourra pas être imposé aux salariés de travailler plus

de deux samedis consécutifs. Les usines ne fermeront plus quatre semaines pendant l'été, mais seulement trois, permettant ainsi de mieux faire face an pic de production de l'automne. La quatrième semaine de vacances sera choisle par chaque salarié en accord avec sa hiérarchie, tandis que la cinquième sera obligatoirement prise entre Noël et le jour de l'an.

MESURES DE RECLASSEMENTS Les pouvoirs publics ont condi-

tionné à un accord sur la réduction du temps de travail les départs en préretraite dans le cadre du Fonds national de l'emploi (FNE) dès l'age de 56 ans. Cette mesure concernerait 718 salariés, portant à 1 468 les licenciements secs évi-

La réduction des effectifs passe simultanément par des reclassemeots. Une bourse de l'emploi interne sera mise en place pour fadu temps de travail passe par une voriser la mobilité. Pendant une

droit à une indemnité forfaitaire de 17 francs par jour, majorée de 0,72 francs par kilomètre parcouru. En revanche, les salariés n'acceptant pas leur mutation secont coosidérés comme en sureffectif et donc licenciables. Le groupe a prévu d'autres mesures d'accompagnement, espé-

rant atteindre, selon l'expression

de M. Blayan, le «zéro licenciement subi ». Les salariés quittant volontairement l'entreprise se verront, en plus de leurs indemnités de licenciement, accorder une prime de 50 000 francs (80 000 francs pour les salariés de Mamers et Argentan). Les salariés reclassés dans une autre eotreprise se situant à plus de 50 kilomètres de leur domicile auront droit à une prime de déméoagement de 20 000 francs, majorée de 3 000 francs par enfant à charge de moins de 16 ans, financée par Moulinex et l'Etat. Les entreprises emhauchant un salarié de Moulinex recevront une aide (non cumulable avec l'aide au départ volontaire) de 30 000 francs charges comprises, cette aide étant portée à 40 000 francs pour le personnel agé de 50 à 55 ans.

La CGT a fait part de son opposition à cet accord. La CFDT attendait la réunion de lundi pour se décider, les autres syndicats devaient signer le texte.

A Nantes, la Société générale va mettre en œuvre la réduction du temps de travail pour 640 salariés

Dominique Gallois

de notre correspondont Qualifiée, le 22 janvier, de « sottise » dans les colonnes d'Ouest-France par le PDG de la Société générale, Marc Viénot, la réduction du temps de travail va pourtant être mise en œuvre dans cette banque, au sein du département titres et Bourse basé à Nantes. L'accord signé le 23 janvier par les syndicats CFDT et SNB de cet établissement qui emploie 960 personnes, prévoit de ramener l'horaire hebdomadaire de 39 heures à 32 heures, réparties sur quatre

jours et payées 37 b 30. L'application de la loi Robien a permis de limiter la baisse de salaire à 4% en moyenne. Au-delà des 32 beures, la Société générale prend à sa charge 1 b 30 de rémunération, l'exonération de charges sociales patrooales fioance 3 heures et le gel de trois jours de coogé et de primes finance l'heure restante. Les 640 salariés concernés travaillerent quatre jours par semaine, avec un jour de congé supplémentaire tournant du lundi au vendredi sur un rythme fixe, ce qui leur donnera toutes les cinq semaines un week-eod de quatre jours. Parallèlement, l'annualisation du temps de travail doit permettre d'adapter le fonctioooe-Arnaud Leparmentier ment du département aux pointes

aux besoins des agences ouvertes le samedi.

 Cet occord repond oux besoins spécifiques du centre de titres de Nantes », prend soin de préciser son directeur, Philippe Miecret. Bien que l'activité du département soit en augmentatioo constante, la dématérialisation des titres, la déréglementation des circuits de livraison et les progrès de l'informatique ont entraîné la suppression de 400 postes depuis six ans. La banque a pu recoovertir 300 emplois sur des activités nouvelles décentralisées à Nantes, mais elle a dû en supprimer 100 en 1993. Prévoyant 110 suppressions d'emploi supplémeotaires d'ici à 1998. M. Miecret a proposé dès le printemps 1996 une a réduction du temps de travail significative » et trouvé dans la loi Robieo un sou-

MAINTHEN O'EFFECTIF

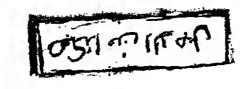
tien de poids.

L'accord, qui garantit le maintieo de l'effectif dans les trois années à venir, utilise le volet défensif du texte; l'application sera obligatoire pour les employés et les gradés de l'établissement, et facultative pour les cadres. Sa genèse remonte au souvenir laissé par le conflit social très dur de 1993 qui avait entraîné la fermeture du département pendant trois semaines. Echaudée, la direction a préféré régler la question récurrente du sureffectif en proposant elle-même la réduction du temps de travail, à la grande surprise des syndicats. * Nous sommes en fin de cycle de goin de productivité et il n'y aura pas d'évolution lourde dons les onnées à venir. L'harizon social est désormois dégogé, nous allons pouvoir mettre en œuvre nos projets à l'étranger », se réjouit M. Miecret. De l'entité basée à Nantes dépendent 150 personnes travaillant à Paris, 30 à Madrid et 20 à New York. De nouvelles implantations sont à l'étude en Europe.

Adrien Favreau

BOURSE

Gérez votre portefeuille sur Minitel



ENTREPRISES

Les « chaebol » sud-coréens approuvent en silence une loi sociale taillée à leurs mesures

Les conglomérats ont inspiré la nouvelle flexibilité du travail

Témoins muets du conflit social qui agite la Coment du secteur des PME. Mais la nouvelle loi grands groupes industriels. Leur stratégie

dont le poids ne cesse d'augmenter, au détri-

rée du Sud, les chaebol sont des conglomérats

SÉOUL de notre envoyé spécial L'un des protagonistes du conflit social coréen, qui oppose gnuvernement et syndicats, reste étrangement silencieux : les cnnglnmérats (chaebol). Le mouvement de protestatinn contre la nouvelle loi sur le travail a, certes, par la manière dnnt elle a été adnptée en force, une dimensinn politique qui depasse l'enjeu économique et social de ce cnnflit. Celui-ci est cependant révélateur des cbnix stratégiques du gouvernement; renforcer la domination des chaebol sur l'économie et casser les ailes à un syndicalisme moins coopératif qu'incarne la Cnnfédératinn coréenne des syndicats (KCTU).

Cnmme au Japnn, l'éconnmie cnréenne est caractérisée par un dualisme pronnncé : d'une part, les grands groupes, encore largement dominés par les familles des fondateurs, moteur de la croissance et des exportations, d'autre part, un fourmillement des petites et moyennes entreprises, souvent sous-traltantes. Ce dualisme se traduit par de profonds décalages en termes de productivité, de conditinns de travail, de protection

sociale et de salaires. Le président Kim Young-sam s'était engagé, au cours de sa campagne électorale, à réaliser ce que n'avalent pas réussi ses prédécesseurs : diminuer le poids des trente grands chaebol. Après avoir tenté de les contraindre à se spécialiser, il s'est rangé de leur côté.

Le non-lieu dont ont bénéficié en appel – après avoir été condamnés en première instance à des peines de prison - des « barons » de l'écocomie contrae les patrons de Samsung et de Daewoo, qui avaient versé des millions de dollars en pots-de-vin aux deux exprésidents, condamnés pour leur part à de lourdes peines, est symptomatique de la clémence, sinon de la complaisance, du pouvoir à leur égatd. « Les coupables, ce sont ceux qui demandaient des pots-devin, pas ceux qui les versaient », disent les collaborateurs du président, qui font valoir que « la de PME ont du délocaliser leur de la classe moyenne des employés

condamnation des grands industriels aurait eu un effet négatif sur l'économie »

S'il est vrai que, sous les régimes précédents, les prébendes ont fait partie du système de pouvoir, les grands patrons s'en tirent à bon compte: moteur de la croissance, les chaebol financent aussi le parti au pouvoir, qui affrontera en décembre une élection présidentielle.

Sous la présidence de Kim Ynung-sam, la enncentration du pouvoir écnnomique s'est accrue : en 1995, selon la Korea Fair Trade Cnmmissinn, les chaebol ont contribué à 16,2 % du produit intérieur brut, soit trois points de plus qu'en 1992, un an avant son arrivée au pouvoir. Les quatre premiers Samsung, Hyundai, LG et Daewoo - produisent à eux seuls près de 10 % du PIB (cnntre 7 % en 1992). Depuis 1994, le nombre des entreprises snus-traitantes dans leur mouvance a augmenté de

Moteur de la croissance, ces groupes financent aussi le parti au pouvoir

Sous la présidence de Kim Young-sam, les chaebol souffrent assurément d'une perte de compétitivité sur les marchés étrangers, mais les PME sont encore plus touchées: 14 000 nnt fait faillite en 1995 et 6 400 au cours des sept premiers mnis de 1996. Les coûts salariaux interviennent dans les difficultés des PME, mais elles souffrent surtout de discrimination par rapport aux chaebol (doot les financements sont loin d'être transparents) et doivent souvent, pour se financer, recourir au marché parallèle à des taux élevés. La plupart sont, en outre, prises à la gorge par les groupes dont elles sont sous-traitantes. Bon numbre

production, d'autres ont été rache-

sur le travail, qui provoque la colère de leurs sa-

lariés, met en évidence l'insuffisance de ces

tées et intégrées dans des groupes. La nouvelle loi sur le travail n'est pas destinée à donner de l'oxygène au secteur des PME, où, le plus souvent, est ignnrée la notion de cnntrat de travail et nù l'on a touinurs embauché et débauché en finctinn de la productinn. La lni cherche, en revanche, à assurer une plus grande flexibilité aux chaebol. C'est dans les entreprises de plus de 1 000 employés que le taux de syndicalisation est le plus élevé (80 %), alors qu'il est faible dans celles de mnins de 50 personnes, qui emploient la grande majorité du salariat.

par rapport à la flambée de 1987 (de 3 700, il est tombé à 88). Mais elies se concentrent sur des secteurs prioritaires (automnbile nu chantiers navals). « Ce n'était plus possible de continuer ainsi », a déclaré le ministre du travail, Jin Nyun. Les chaebol, habitués à l'action syndicale plus coopérative que militante de la Fédération des syndicats coréen (FKTU), sont confrontés depuis 1995 à un mnuvement plus revendicatif mené par la KCTU, qui a pris pied, bien que non reconnue par les autorités, dans l'automobile et l'industrie

Le nombre des grèves a diminué

lourde, Indépendamment des mesures destinées directement à faciliter les licenclements, la loi vise à « casser les ailes » à la KCTU en la mainteoant dans l'illégalité jusqu'eo 2000. Alors que le président Kim était favorable à sa légalisation, les chaebol l'ont fait changer d'avis « ofin de ne pas créer de confusion ».

Il reste à voir si la stratégie gouvernementale est la bonne. Le mnuvement de protestation qu'a provoqué le passage en force au Parlement de la loi contestée ne semble pas destiné à s'apaiser fa-

cilement. Pour l'heure, en favorisant le gigantisme des chaebol, le gouvernement risque d'accentuer le déséquilibre de la machine productive en décnurageant les PME innovatrices. Il s'en prend en outre à l'« élite » ouvrière et à une partie

de bureau, sans avoir compensé les nouvelles mesures facilitant les licenclements par des garanties suffisantes (allocation-chômage).

conduit souvent à des surcapacités, ou à des suc-

L'écnnomie sud-coréenne estelle pour autant en train de sombrer? Le prolongement d'une situatinn conflictuelle pourrait avoir des effets cumulatifs négatifs sur l'éconnmie. Le mouvement de grève de ces dernières semaines a coûté 2,7 milliards de dollars (plus de 13 milliards de francs) en matière de production, et 420 millions de dollars (2,3 milliards de francs) en exportations.

Mais pour l'instant, les experts de la plupart des instituts de recherche économique ne sont pas alarmistes, et certains font même valoir que ce ralentissement de la productinn était bienvenu pnur dégnofier les stocks.

SI les débrayages devalent se poursulvent, les syndicalistes ayant rejeté les concessions du président, la perturbation sera plus sensible. Pour l'instant, le gouvernement a pour objectif un taux de croissance de 6%, en recui de presque un point par rapport à ses prévisions antérieures (contre 7.5 % en moyenne au cours des quatre années précédentes).

La crainte d'une augmentation du chômage (encore faible : 2,4 %) et de licenclements entretient un malaise chez des salariés, qui se sentent les boucs émissaires d'une politique favorisant la concentration de la pulssance économique dans les chaebol, dont la gestion parfois aventuriste conduit à une surcapacité dans certains secteurs (automobile, semi-conducteurs) et à des percées sans lendemain, mais coûteuses, dans d'autres, au fil d'une diversification tous azimuts.

Leurs marges se réduisent, alors qu'ils sont fortement endettés auprès d'un système bancaire dont les mauvaises créances étaient évaluées à 2,5 milliards de dollars au 1ª juillet 1996, soit une augmentation de 18 % depuis le début de

Si le système de l'emploi est à réformer, il n'est pas le seul.

Philippe Pons

avec un chiffre d'affaires de plus

de 3 milliards de dollars (environ

16.5 milliards de francs), et il est

dnminé par les fabricants locaux.

Selon des statistiques de 1994,

deux laboratoires - Roemmers et

Bago - défiennent S4 % du mar-

ché pharmaceutique. Les cin-

quante plus grands laboratnires

du pays facturent plus de 90 % des

ventes, ce qui s'explique aussi par

la faiblesse des investissements

étrangers en Argentine, compte

tenu de l'environnement peu fa-

En 1991, près de 90 % des ma-

tières actives nécessaires à la

pharmacie provenaient de l'exté-

rieur. Depuis, certains labora-

tnires se sont mis à les fabriquer

eux-mêmes et, aujourd'hui, la

moitié seulement de ces produits

est importée. La situation est ana-

logue pour les vaccins de culture

ou de sang, qui sont de plus en

plus fabriqués sur place. Parmi les

vorable.

Le train Transrapid allemand est remis en question

Les industriels jugent l'investissement trop élevé

correspondance L'avenir du train électromagnétique allemand Transrapid paraît bien incertain. L'abandon de ce Bilfinger & Berger, Hochtief, Holzprojet futuriste et très controversé, qui doit permettre de relier Berlin à Hambourg en cinquante-cinq minutes dès l'an 2000, semble de plus en plus probable. Le ministre des transports, Matthias Wissmann, a brisé le tabou voici une dizaine de jours en indiquant que ce programme ne pouvait être réalisé « à n'importe quel prix ». Or les industriels membres du consortium de développement et de construction ne cacbent pas leurs réticences visà-vis d'un investissement dont le mnntant - 8,9 milliards de deutschemarks au départcompromet la rentabilité future de

Selon le quotidien Handelsblatt, qui prévoyait la semaine demière la fin du programme, les coûts de construction des voies suspendues en béton seralent de 30 % supérieurs aux prévisions. Les trains eux-mêmes, capables de circuler à 400 kilomètres à l'heure, et les équipements électroniques entraineraient des surcoûts de 60 %. Les objectifs de trafic - 14,5 millinns de passagers par an - parastraient bien ambitieux, surtout si les tarifs augmentent en proportion des mvestissements de lancement.

Pour l'instant, aucun membre du consortium n'a indiqué vouloir cesser sa participation. Mais Thyssen Industrie, qui dinge le projet, a me-

nacé de se retirer si le gouvernement ne garantissait pas soo soutien. Les autres partenaires. Siemens, les groupes de bâtiment mann et la Deutsche Bahn ont toujnurs craint le fiasco financier d'un moyen de transports qui doit beaucoup à l'inbstination du gouverne-

VITRINE TECHNOLOGIQUE

Au lendemain des élections législatives de 1993, le développement du Transrapid semblait assuré. après des années d'hésitations qui ont transformé cet ambitieux projet technnlogique en serpent de mer de la vie politique.

Pour ses supporters, le Transrapid, dont la construction définitive n'a pas encore commencé, dolt être une vitrine de la technologie allemande et un produit d'exportatinn. Cependant, ces arguments ne suffisent pas à persuader l'opinion publique: seinn un sondage, deux Allemands sur trois s'opposent à ce train. Le SPD et les écologistes demandent la fin des investissements. Le Transrapid est considéré comme inutile dans un pays qui mise également sur les trains à grande vitesse (ICE). Outre les risques commerclaux, ce projet est critiqué par les Verts, qui dénoncent les dommages qu'il ferait causer au paysage tout au long des 280 kilo-mètres séparant Berlin et

Philippe Ricard

Crédit foncier : MM. Arthuis et Périssol en désaccord

LE MINISTRE DU LOGEMENT, Pierre-André Périssol, et le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, ne sont pas sur la même longueur d'onde sur le dossier du Crédit foncier de France (CFF). Invité de l'émission « Polémiques » sur France 2, dimanche 26 janvier, le premier a souhaité que le Crédit immobilier de France (CIF), dont il a assuré la présidence de 1938 à 1993, ne soit pas sur les rangs pour la reprise du CFF. « Le fond du problème, a-t-il dit, c'est de retrouver un autre repreneur et un autre plan ».

Invité, quelques heures plus tard, de l'émission « 7 sur 7 », sur TF 1, le second s'est refusé à abonder dans le même sens. Tout en assurant qu'il « n'y a pas de plan Arthuis », prévoyant une reprise du CFF par le CIF, M. Arthuis s'est dit « ouvert à toutes les formules ». Il s'est par ailleurs porté au secours de M. Périssol, fréquemment critiqué par les syndicats du CFF, qui voient en lui l'un des promoteurs du plan de démantèlement du CFF, en raison de ses liens passés avec le CIF. Le ministre du logement « n'est pour rien dans cette affaire », a assuré le ministre des finances. L'occupation du Crédit foncier est entrée, hundi, dans son onzième jour. L'intersyndicale devait rencontrer lundi après-midi le conciliateur, Philippe Rouvillois, pour une première réunion de négociations.

■ AEROSPATIALE: le ministre chinois des postes et télécommunications, Jichuan Wu, a déclaré à Pékin, hundi 27 janvier, que le contrat confiant au groupe américain Loral la construction du satellite ChinaSat-8 n'était pas formellement signé (Le Monde du 26-27 janvier). Il a encouragé

Aerospatiale à déposer une nouvelle offre « moins chère ». MABB: le groupe helvético-suédois aurait payé des pots-de-vin à agen, pour un montant de 10 millions de marks (33,7 millions de francs), en échange du contrat de construction d'une unité de peinture pour la filiale tchèque de Volkswagen, Skoda, affirme l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. José Manuel Gutierrez, proche collaborateur de l'ancien directeur des achats de VW, José Ignacio Lopez, et démissionnaire en meme temps que lui dans le cadre du procès pour espionnage industriel intenté par General Motors, pourrait être impliqué dans cette nouvelle af-

■ RHÔNE-POULENC RORER: le groupe pharmaceutique filiale de Rhône-Poulenc, a annoncé, le 27 janvier, une progression, en 1996, de 25 % de son bénéfice net à 428,7 millions de dollars (2,357 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 5,4 milliards de dollars.

SAGA: Bolloré et le sud-africain CMB-Safren lancent une OPA simplifiée sur les actions minoritaires du groupe de transport Saga, au prix de 50 francs l'action. L'opération se fera via la société BCR Participations, constituée par Bolloré et CMB, qui détient déjà 52,9 % de Saga. Cette OPA sera suivie, avant le 30 juin 1997, par une augmentation de capital de Saga de 60 millions de francs maximum.

■ MERCEDES : Hehmut Werner, le président démissionnaire de Mercedes Benz, a été élu, vendredi 27 janvier, « homme de l'année automobile » par un jury de trente-deux journalistes réunis par l'hebdomadaire spécialisé Le Journal de l'Automobile.

■ RENAULT: le constructeur français serait prêt à signer avec une quarantaine de fournisseurs britanniques pour réduire ses coûts de production, indique le Financial Times du 27 janvier. Renault rechercherait ces nouveaux fournisseurs avec l'aide de la chambre de commerce de Bir-

■ MATRA CAP SYSTÈMES : jusque-là filiale à 50 % de Matra, cette so-clété (800 millions de chiffre d'affaires et 800 salariés) est désormais détenue à 100 % par le groupe de M. Lagardère, qui a racheté à Cap Gemini les 50 % restants du capital. Matra Cap Systèmes est notamment le concepteur de systèmes dits d'information et d'aide au commandement (observation spatiale, surveillance du champ de bataille par missiles de reconnaissance et traitement des images recueillies).

■ MATIF : le marché à terme international de France a décidé d'abandonner à l'expiration du contrat, au mois d'avril 1998, le système de négociation électronique hors-séance Globex de Reuters. Ce demier sera remplacé par le système NSC développé par la Société des Bourses françaises

Washington veut contraindre les laboratoires argentins à respecter les brevets pharmaceutiques

BUENOS AIRES

de natre correspandante Après huit ans de batailles acharnées et malgré les firites pressinns des Etats-Unis sur le gnuvernement de Carlos Menem, les laboratnires pharmaceutiques argentins continuernnt à ignorer en grande partie la protection de la propriété industrielle sur les brevets pharmaceutiques. La législatinn argentine, qui favnrise les intérêts des laboratnires locaux, risque pourtant d'encnurager la contrefaçon et de mettre en péril la sécurité des malades.

adnoté, le 20 décembre, une loi dite de « confidentialité » relative à la protection des secrets industriels des formules médicinales, qui est jugée insuffisante par Washington. La puissante Pharma, qui regroupe les laboratnires pharmaceutiques nnrd-américains, estime qu'elle permet la contrefa-çon nu l'imitatinn de médicaments, mais aussi la copie de molécules entrant dans leur composition. La loi argentine admet en effet « l'autorisation de commercialisation de produits si-

milaires ». Pour sa part, l'Argen-

tine affirme que sa législation est

en accord avec les normes de l'Or-

A Buenos Aires, le Congrès a

commerce (OMC) et que les exigences américaines obligeraient les laboratoires argentins à augmenter de façon considérable les prix des médicaments.

préférentiels dont bénéficient actuellement plusieurs produits argentins à leur entrée aux Etats-Unis. Cela représente, pour les Argentins, un prejudice évalué à

La contrefaçon, un manque à gagner important

La contrefaçon permet de vendre des médicaments moins cher que les priginaux et de gagner beancoup d'argent en étant dans l'il-légalité. Estimé à 8,5 milliards de duliars dans le monde, ce marché représente un manque à gagner de 17 à 20 milliards de dollars pour les laboratnires pharmaceutiques, 7 % à 9 % dn chiffre d'affaires de

La contrefaçon peut être parfois dangereuse. Elle va de l'officine qui fabrique de faux médicaments jusqu'aux capies de produits dont l'emballage est identique an médicament d'origine, comme pour les produits de luxe. A cela s'ajoute un troisième cas, celui des pays qui ignorent volontairement la propriété industrielle, dans le but de dé-velopper une industrie locale. C'est le cas de l'Argentine. Désormais, ce pays détient pratiquement toute la chaine de ennception du produit pharmaceutique. Ne lui manque plus qu'une véritable recberche scientifique qui assurerait la pérennité de cette industrie.

Après deux ans de vives polémiques diplomatiques, Washington est passé aux représailles. Le gnuvemement de Bill Clinton a annoncé, le 15 janvier, qu'il appliquerait des sanctions commerciales contre Buenos Aires, à Dartir du mnis d'avril, en éliminant

10 millions de dollars, soit moins de 0,5 % du 1,8 milliard de dollars de marchandises exportées vers les Etats-Unis en 1996. Même si la portée de cette sanction est considérée comme symbolique à Buenos Aires, elle constitue un geste politique fortement ressenti par le gouvernement Menem, qui se veut un ami « inconditionnel » des Etats-Unis. Elle pourrait aussi débnucher sur une guerre commerciale étendue à d'autres secteurs

industriels. L'industrie pharmaceutique est un secteur-clé de l'économie argentine puisqu'elle représente environ 2 % du PIB industriel sur les quatre dernières années. Le marché argentin des médicaments occupe le quinzième rang mnndial,

produits finls que l'Argentine continue d'importer, un sur dix provient de France, qui est, avec les Etats-Unis, l'un des principaux fnumisseurs de l'Argentine en médicaments conditionnés. La mise en place du Mercnsur (Marché commun sud-américain), le 1^{er} janvier 1995, représente une grande apportunité paur les laboratoires qui, à partir de l'Argen. tine, vnudralent alimenter en médicaments les trnls autres pays membres de la zone de libreéchange: Uruguay, Paraguay et Brésil, deuxième marché d'Amé-

de l'Argentine. Un enjeu qui explique le durcissement récent de Christine Legrand

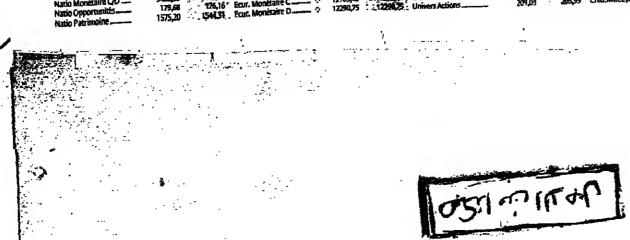
rique du Sud par taille après celui

Calculez vos impôts **3615 LEMONDE**

• • • •

ŧ

		FINANCES ET MARCHÉS	■ LE MONDE / MARDI 28 JANVIER 1997 / 19
In train Trances			7,05 • 7,59 Hoechst • 236 234,10 - 0,80 - 3,97
Le train Transrapid	Compusir Moder. 2823 2860 + 1,31 - CPR 454 468 + 3,08 +	+ 2,14 L'Orest 1900 1896 - 0,31 - 2,50 UT	*307 +18,97 IBM#
	REGLEMENT CAC 40 Cred-For-France 66,90 68,50 + 2,39 (cred-for-France 156,70 162 + 2,49 cred-for-France 156,70 162 + 2,40 cred-for-France 156,70 + 2,40 cred-for-France 156,70 +	+ 1.45 Lyonnaase Eaux 517 528 + 1.35 + 11.76 United 568 505 + 21.80 Marine Wendel 525 527 + 23.82 United Assul Fdal 622 630	+ 1.28 - 1.56 Massishiza - 254.90 256.30 + 0.54 + 7.23
allemand	MENSUEL 7 Credit National 350 355.50 + 1.57 +	17,25 18,50 - 7,24 - 17,45 Using Service - 73,45 Metrologic Inter 17,25 18,50 - 7,24 - 17,45 Using Service - 35,5 357,10 - 35	- 0.25 = 11.59 Merch and Co = 47.50 472.66 - 0.66 - 1.78 - 6.04
		9,12 Moutines	+ 1.04 + 12.20 Mobil Corporat
el wornic on Guard	Tally de report - 3.62 CAC 40 - Dassuit Flertin 540 54 + 6,74 +	19208 Nordon (Ny) 379 3759 + 56: Worms & Ce. 1650 1650 1650 176 + 219 - 851 Zodiac euclidwid 1655 1650	+ 0,33 - 6,05 Nestle 5A Nom. 6
st remis en question	Cours releves a 12 h 30 2433,79 De Dietrich 232 236 + 1,72	+20.71 OLIPAR 78,50 78,5	Norsk Hydro 4 301 302 80 + 0.59 + 8.56
	VALEURS Cours Demiers % variation Dev.R.N.P.Cal.Lif 44 44,10 + 0,22	+ 137 Pathe 1357 1355 - 0.14 + 20,03 Pechiney 220,50 220 - 0.22 + 1,19	Philip Morts #
the agent when series	Eaux (Gle des) 651 672 - 1,32	+ 4.51 Peugeot 544 556 + 2.51 - 4.79 - 4.51 Peugeot 2253 + 1.53 + 1.503 - 1.503	Placer Dome Inc # 111 172,50 + 1,65 + 5,57 Procter Gamble # 610 806 - 0,65 + 5,57
ENCORPE CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF THE PROP	Cr_Lyonnais(T.P.) 840 862 + 0.23 + 3.31 Elf Aquitaine 512 510 0.39	-7.98 Plasto-Omo(Ly) 450 455 -1,31 -8,33	Qualities 25,70 26,70 + 3,89 - 1,11 Randfortein = 25,70 26,70 + 3,79 + 9,12
THE REAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSON NAMED AND ADDRESS	Renauk (T.P.)	-1,79 Promodes 142 142 0.59 32 42 42 43 42 43 42 43 42 43 42 43 42 43 42 43 42 43 43 43 43 43 43 43 43 43 43 43 43 43	Royal Dutch • 953 953 + 6,48 8710 82.55 + 0,54 + 1,66
MANUAL THE ACT OF THE PARTY OF	Saint GobainT.P.1. 1228 1241. → +1,05. → 2,65 Essilor Intl. 1595 1627. → 2 Thomson S.A. (T.P) 1005 \$90. → 1,49. → 3,41 Essilor Intl ADP	+ 15.30 Remy Commeau. 141.50 142 + 0.35 3.50 14.	% variation Sega Enterprises
And the second s	AGF-Ass.Gen.France 165,70 166,40 + 0.42 :- 0.65 Eurafrance 2330 2340 + 0.42 Air Liouide 856 246 - 0.93 + 4.69 Euro Disney 10.55 10.70 + 1.42	+ 338 Rhone Poulenc A 176.30 183,10 + 3.65 + 3.55 E1 KANGERES 183,10 + 3.65 + 3.55 E1 KANGERES 176.30	+ 529 SCS Thomson Micro. 365 359 - 1,64 - 2,17
THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH	Alcatel Alsthom 460,80 186,30 - 0,97 19,47 Surope 1 1313 1310 - 0,22 Ara-UAP 358 955,30 - 0,78 17,50 Eurobannel 7,50 7,50 - 0,75	+ 9.88 Rue Imperiale(Ly) 5180 5210 + 0.57 + 2.15 ABN Amro Hot 5 1525 1568 17.55 Safe (No.) 157.50 157 - 0.26 - 0.42 Azeco 5.A 1525 523	+ 2,81 + 19,82 Shell Transport # 258,40 262 + 1,39 + 8,75 + 0.57 + 16,27 Stemens # 258,40 262 + 0.57 + 5,55
AND THE PERSON OF THE PERSON O	Asime	- 0.0 Sagern SA 3300 3170 - 0,75	- 0,61 + 10,06 Sunyitumo Bank # 63,40 80,45 - 4,65 - 16,62 - 0,96 + 3,64 Sunyitumo Bank # 341 342 + 0,29 + 0,58
CALLERY ST. TEXTERN.	Bazar Hot. Ville	+ 1,22 Sam-1005	+3,31 Telefonica - 133,50 157,95 - 1,17 - 7,77 - 1,19 - 1,
Application of the second seco	BIC 875 485 — +17,45 Galeries Lafayette 2010 2005 -0,24 BIS 483,60 486 +0,49 -8,81 GAN 101 102 +0,99 B.N.P. 226 226,20 +0,08 +12,64 Gascogne (BI 460 464 +0,86	- 2,85 Sanofi 542 537 - 5,92 + 3,01 + 2,01 Sanot Santander 8 333 330,50 - 1,55 Sat. 1560 1607 + 3,01 - 3,06 Barrick Gold 9 145,50 147,80	-0,75 -1,01 University 379 384,90 +1,55 +8,42 +1,58 -0,47 University 379 384,90 +1,55 +8,42 +1,58 -0,78 University 349 361 +3,63 +0,48
A STATE OF THE STA	Bollore Techno	+ 7,41 Schneider SA 262 265,50 + 0,57 + 9,85 BAST 206 266,20 + 10,55 SCOR 205 205 + 12,32 Bayer 206 266,20	+ 0.09 227 Volkswagen A.G. # 25/40 + 0.55 -+ 7/3 Volvo (act.B) * 138 133/40 - 3,33 + 23/40 + 0.55 47/3 Volvo (act.B) * 138 133/40 - 3,33 + 10.55
Control of the state of the sta	Bouygues Offs. 149.90 150 + 0.06 + 12,78 G.F.C. 491 488 - 0.61 800 490 150 + 0.06 + 12,78 G.F.C. 491 488 - 0.61	+ 3,94 SEB. 1104 1110 + 0.55 + 3,14 Consultation 305 310 + 16,79 Serimeg 380,50 389,50 + 2,36 + 3,59 Crown Cort ord.s 305 380,10 285	+ 1,63 + 6,89 Western Deep 7 102 102,10 + 0,09 - 2,76 17.4 + 10,46 Yamanouchi 8 7,45 10,10 + 30,02 + 65,57
39. 美国政治学 2015年 1915年	Cap Gemini 259.50 - 739 + 0.18 + 7.65 Gr Zannier (Ly) a 119.50 122 + 2.09 Cap Gemini 259.50 - 739 + 0.18 + 7.65 Gr Zannier (Ly) a 119.50 122 + 2.09 Cap Gemini 276 277.50 + 0.54 - 9.47 GTM-Entrepose 276 277.50 + 0.54	+ 4,69 SETA	+ 0.24 + 10.85
Security of the second security of the second secon	Carrefour 3258 3266 + 0.24 3.25 Guilbert 1013 756 + 0.29 Casino Guichard 239,40 239 - 0.16 127 Guyenne Gascogne 2048 2654 0.29 269,40 + 0.73	- 9.53 SGE 113.50 119.56 - 5.78 - 6.59 Describe Bank - 178.70 180.66 + 8.48 Side 380 381 + 0.24 - 6.72 Dresdore Bank - 51.10 52	+1,76 -5,45
中國中國東 東西科技的政策的政策(AS	Casting Guich ADP 193 43530 1.05 1.548 Havas Advertising 596 590 -1 Castorama Dt (Li) 952 462 - 1.05 1.548 Havas Advertising 596 590 -1 Castorama Dt (Li) 952 563 1 - 1.05 1.548 Havas Advertising 596 590 -1 Castorama Dt (Li) 952 563 1 - 1.05 1.548 Havas Advertising 596 590 -1 Castorama Dt (Li) 952 563 1 - 1.05 1.548 Havas Advertising 596 596 - 590 -1	+ 250 Silv. 516 528 + 2.32 + 16.55 Du Pom Nemours # 575 567 + 626 Simo 1091 - 0.81 - 0.81 Eastman Kndak 4 479.91	
La Application - Marine State -	CCMX(a_CCMC)Ly 53	+ 19 Skis Rossignol 140,10 142 + 1,55 - 1,18 East Rama 4 35 36,9 1 + 2758 Shoot 552 - 2,11 + 235 Shoot 327 332) + 428 + 564 ABREVIATIONS - + 152 + 1665 B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
The same of the sa	CEP Communication	+ 3/12 Societe Generale	
AND THE PROPERTY OF THE PROPER	Celebra 281 290 + 3,20 CGIP 281 461 461 473 Kleplene 725 726 + 0,13	3 + 4.61 Sophia 208 210 + 0.96 + 10.52 Freegoid 22.30 23.3 3 + 4.61 Sophia 22.30 23.3 3 + 2.52 Seic Communication 555 569 + 2.52 + 15.23 Gencor Limited 2 22.30 23.3 567 569	5 + 470 + 29
A STATE OF THE PARTY OF THE PAR	Christian Dior 916 917 + 0,10 - 9,55 Labinal 1218 220 - 0,51 Giments Fr. Priv.B 168 177,18 + 1,84 1 + 5,69 Lafarge 332 329,30 - 0,51 153 an 154,69 + 0,52	1 + \$78 Strafor Facom 395 395,30 - 6.43 + 2.42 Central Motors o 346,10 345 2 + 8.55 Suez 255 2950 + 2,17 + 4,21 General Motors o 415,10 416	+ 0.21 + 3.97 Lundi daté mardi : % variation 31/12
THE PARTY OF THE P	Cipe France Ly 1 207 - 0,88 +331 Lapeyre 333 527.50 -1,65 Clarins 294 207 - 0,88 +331 Lapeyre 180 185 + 2,77	5 + 9,89 Synthelabo	+ 1,52 - Mercredi date jeudi : palement bernis compensation
Same of the state	Club Mediterranee 353,70 357 + 0,99 459 Legrand 917 938 0,59 Club Mediterranee 353,70 357 + 0,99 459 Legrand ADP 612 614 + 0,32 Club Mediterranee 370 374 + 1,29 + 74,18 Legrand ADP 612 614 0,32 Club Mediterranee 370 370 374 + 1,29 + 74,18 Legrand ADP 612 614 0,32 Club Mediterranee 370 370 374 + 1,29 + 74,18 Legrand ADP 612 614 0,32 Club Mediterranee 370 370 370 370 370 370 370 370 370 370	2 +6.96 Total 45,10 140,70 -0.28 +1,58 Harmony Gold 4, 47,85	55 - 1,10 + 8,92 Vendredi date samedi : nominal
The state of the s	Colles 789 789 - 0,63 - 1,53 Legris indust. 238,90 .337 - 0,75 Comptoir Entrep. 10,15 .78,50 + 3,44 . + 3,37 Locindus. 807 .102: + 1,85		
and Table 1987 · Parishin · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		Company Fooding 4 485 485 Sofal	37 37 ACTIONS Cours Derniers 430 4250 ETRANGERES précéd. cours
The state of the s	THE BOOK OF THE STATE OF THE ST	TIONS COURS Defined 750 250 250 Schlagger 750 CAISES précéd cours Françaire LARD 1006 1986 Taiminger 750 Taiminger	1810 1811 200 200 : 245 245,90 Bayer, Vereirs Bank 200 200 : 342,30
The bear the responsibilities of	COMPTAN! 0AT 8.5% 87-97CAL 101.98 53080 Arbel	◆ 68 68 France S.A. 2050 2050 Vicat	430 440 Compress and 1870 1880
ALLEN OF THE PARTY	UNDI 27 IANVIER OAT 95088-98 CAL 108.20 3200 Bains CI	Monaco 495 509 Cevelor 200 202 Gaillard (M)	1005 1025 Gold Fields South 130 125,10.7
The same the residence of the control of the contro	OPI ICATIONS % % OAT 8,125% 89-99 1 109.80 07.5,555 # B.N.P.IIII	am intl + 110 170 in international form	1800 1800 Montedison accept 1005 45 45 45 45 45 45 45 45 45 45 45 45 45
	245 CONTROL 11832 3 675 Centeral	aire Blanzy 380 380 LISCA 710 219; LBouillet (Ly) 26,25 26,25 Monoprix 375 Lloyd Continental 375 375 Lloyd Continental 375	• 7000 7060 - Rodamoo N.V. 167 163
edit foncier: MM. Archuis	CEPME 8.74.28-97CA 102.01 103.01 OAT 85-65 7-02 CA4 118-52 118-52 118-52 118-52	Euro.CIP 337 337 Mors 6 8,20 8,35 Londex (Ny) 4,00 A.M.(B) 99,5 1702 Mag.tyon Cert(Ly) 4,00 A.M.(B) 99,5 1702 Mag.tyon Cert(Ly)	145 345 Sema Group Pic 104 304
Mark San at San at San areas	CEPME 9% 92-06 TSR 124.40 CATA_S0S-92-23 CAB 109.30 TSR 109.30 Continue CFD 9.7% 90-03 CB 124.40 CATA_S0S-92-23 CAB 109.30 TSR 109.30 Continue CAR 109.30 CAR	ental Ass.Ly 390,10 435 Date Marmont 225 215 Moncey Financiere	2845 2820
Perissol en désaccord	CFF 10% 88-98 CAS 110,10 Lyon Eaux 6,5% 90 CV 930,40 CFF 99, 88-97 CAS 103,48 Eaux Ba	ottin 796 796 Partinance 224.90 225 Part-DieulFinkly)- assin Vichy 3890 8890 Partinance 260 263 Policy Partinance 260 260 263 Policy Partinance 260 260 260 263 Policy Partinance 260 260 260 260 260 260 260 260 260 260	B = Bordeaux; Li = Line; Ly = Lyon; M = Marsene;
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	CFF 10.25%90-01CB# 12050 Ecia Ecia Ecia Ecia Ecia Ent.Mac	g, Paris 1509 1509 Piper Heidsieck 1720 1720 1720 Sabeton (Ly) 1720 1720 1720 1720 1720 1720 1720 1720	832 - 826 CYMBOLES
THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSON OF	CLF 98.88-93.98 CAR 105,41 (3. 1682.5 Ficher 8 CNA 98.492-07 Fidel	33,60 34 PS8 Industries Ly 352 1700 Tanneries FCE (Ny) 1700 355 362 Rhin Mosele(Ny) 700 700 700 Union Gle Nord(Li)	• 288.40 , 286.40 1 ou 2 = cassories of the draché; • droit détaché; • 192.50 - 192.50 . catégorie 3; III coupon détaché; • droit détaché;
Contraction of the second of t	CRH 8.5% 10/87-884 109.59 12.81 12.81 12.81 12.81 Propiet	362 335 Rouges 135 113,10	L demande réduite; a contrat d'animation.
Marie the second of the second	EDF 8/8-92-044 101,18 2555 101	re Euris 247 - 244 - Salinis du Midd 4 182,10 200,70 d 182,10 200,70 d	
The state of the s	Finansder 9491-064 123,36 175,339.6	1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1	
in the second to the second se	CEE! 177.50 * 377.50 * GP 10	100 69 69 P.C.W. 19 80 88 NOUVE	AU MARCHÉ HORS-COTE Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
The state of the s	SECOND GPP1 220 338 Grode GLMS	et (U) 1 955 955 Cours relevés	3 12h30 Oile Selection Course
AND	MARCHE Christ Dalloz 4 200 200 5 Grand	Soptic Promit 180 173.50 Radial 1 556 576 LDTVD 27 J	Cours Derniers
Control Statement Control Cont	Une selection Cours releves à 12h30 codenur 388,90	299.50 300 Robertet 364 360 VALEURS	preced. Cours
A STATE OF THE PARTY OF THE PAR	Cours Derniers CAHaute Normand 319.90 389.56 Hurel	Dubois	157 Credit Gen. Ind 21,10 27,10 85,50 85,50
Section of the sectio	VALEURS preced Cours CAMe & Vikine 348 348 1.CC	M Informatique 290 288,50 Sofibus 151 : 155,80 FDM Pharma it.	200 204.70 Mainti 165,10 165,10
The same of the sa	AEE 455 CAdu Nord (U) 281 280 387 187 187 187 187 187 187 187 187 187 1	Computer # 105	185 125 125 125 125 125 125 125 125 125 12
	Afbert SA(NS) 117,60 (17,50) Creeks 461 (461 M6-h	Metropole TV 495	116,50 . 116,50 . AB K EVIA TIONS 116,50 . 116,50 . B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; 229,50 . 229,50 . B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
AND STATE OF THE PARTY OF THE P	Montaignes P.Gest. 48.80 Visio Ducros Serv. Rapide 64.50	infan 1040 .1011 .TF1-1	4.25 SYMBOLES
AND THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED I	Bque Picardie (1) 260 269 Europ Estinc (1) 400 400 Mcc. Bque Tarneaud (8) 260 269 Europ Estinc (1) 400 400 Mcc. Bque Vernes 163 1525 Europ Estinc (1) 400 605 682 McCl	Her (Ly) 69,50 69,55 House of Courtier 552 553 1 Courtier 606 599 1 Courtier 606 599	catégorie 3; • cours precedent; a coupon
the same with the same same and the same same same same same same same sam	Benetrau # 635 6351 Factorem 313 318.50 Mon B1 M P 63.50 53.50 Faivety 9 79.20 197.0 Nat	nneret Jouet Lys	d = demande; î offie réduite; l demande d = demande; î offie réduite; l demande réduite; a contrat d'animation.
A STATE OF THE PARTY OF THE PAR	Boirro (1.9) 293,40 295,70 Fining 518 One	41	
And the state of t	But S.A. 358 359 Fractive 235,40 235,40 Paul Cardif SA 249 459 Gautier France # 235,40 235,40 Paul	i de altreste	2770M 2200M SOCIETE
	Natio Paranetta	ir. Trissorerie C/D	19.7. 255,79 · 248,94 GENERALE 37588,01 · 37
A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH	Natio Placements C/D	mrount-Sicav D	sig 1841,28 1805,18 Actimonetaire D 30606,98 3066,59 1807,18 1121,12 1099,14 Cadence 1 D 1063,48 1072,75
Comments of the Comment of the Comme	Natio Valentian Natio Valenta House	optimD : 12111,14 11932,16 Franck 655,07 655	OTHSCHILD BANQUE Cadence 3 D 1071.02 1060.42 406.37 405.95 27 109 109 109 109 109 109 109 109 109 109
AND THE RESERVE TO SERVE THE PARTY OF THE PA	Cours de clôture le 24 janvier	onds communs de placements Samt-Honore C	### 831,37
See July 1 was a second from the first of the second secon	VALEURS Frais incl. net Moneton 91164.20 91164.20 Eco	ur. Capprentiate C . 11803,77 11791.58 GC PARIS StHonorie Paci	figue
The state of the s	AGIPI 392 90	CONCA FOOCE 1601.74 9555.89	S.C. France opport. D 1791,26 1796,31 TAL & GENERAL BANK Scoenfrance C
And the second s	GOUT CASE OF CHICA	118223.29 118223.29 Oblicic Régions 12019 147.62 Sécuritaux	\$ 1815.91 1815.91 Sogepartyne D 306.00 305.74
The same of the sa	BANGUES FOR SURE BOUTS IN D. 974.35 See An	tout Amerique 1 61,53 157,59 Rentacic 57,54 Strategie Actor	rs
	Valord SICAV MULTI-PROMOTEURS AND SICAV MULTI-PROMOTEURS	tout Futui C	Sogeliance D 1715.77 1698.78 Sogenfrance Tempo D ♦ 164.65 164.65
The second secon	Arbitr Court Terme 9907,19 99108 Patrimoine Retraine C 2399,79 2399,79 2399,79 2399,79 2399,79	Neze 2028,59 1991,06 ion 20000 16992,34	nde C 2 892,72 870,40
Annual Control of the State St	ADD. Section	pargne-Unic	rope C/D 133,60 130,34 155,69 151,69
	Antinone Tresoreric 872946 Forsicav C	Money C 11824.96 11824.96 Oblinion 2010.92 1991.01 Emergence Profession 661.66 648.89 Geobilys C.	0502 D 0 127,07 123,97 0 649,18 639,59
THE PARTY OF THE P	Natio Court Terme 380745 Mutual Cepus Store	More Discovery 536,37 526,39 5000 1110,83 1089,85 Geobilys D. 1000,00 532,01 532,56 Intensys C. 1000,00 532,01 532,56 Intensys C.	0 619,61 . 610,45
	Natio Epargne Natio Ep. Capital C/D 16750,15 1839431 CAISSE D'EPARGNE Natio Ep. Crossance 2621,17 2589.2 Ep. Actions Futur D 244,47 2666. S	Researchert 1223,11 1260,50 Silvarente 246 246 Intensys D	146,95 146,95 138,25 TOUTE LA ROURSE EN DIRECT
大量·全量的 (1) 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	Natio Ep. Crossarium 231,30 226,75 Ecur. Actions Fouring 231,31 3	1356.96 1323.86 Innon Oblitys D.—	
	Natio Epargne Tresor— 621.50 6931 Ecur, Distrimonerare D. 61556.97 6135697 67556.97	Unit Grandie C 1854,88 1820,79 Creent Section Posts Gestion Hol Garantie D 1418,68 1392,23 2377,05 Revenus Tris	10 44030,85 44030,85 1526,26 15296,26 15296,26
* C 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4	Natio Immobilier 1342.36 1395.28 Ecur. Invests. D 11184.27 1184.27	Uni-Régions 1684.53 1583.44 Arenir Augus 151.50 147.45 Solstice D	967,37 957,79 Publicité financière Le Monde : 01 44 43 76 45
Company of the second	Natio Inter	Univers Actions 209,03 209,05 Créd.Mut.Ep.Lind. C 122,04 118,77 Thésora D Univers Actions 209,03 209,05 Créd.Mut.Ep.Lind. C	
	Natio Opportunities 1575,20 1544,33 Ecur. Monetant U		



3

AUJOURD'HUI

FOOTBALL Monaco a battu, lors d'une rencontre d'un niveau moyen, le Paris-SG, dimanche de la 24° journée du championnat

de France de division 1. Les deux buts ont été inscrits par Sylvain Legwinski et Sonny Anderson. • LE CLUB PARISIEN n'est toujours pas capable de montrer un visage ras-

alors qu'il comptait hult points d'avantage après douze journées.

LES MONÉGASQUES ont désormais pris une solide avance au classement, qui leur permet d'envisager un sixième titre de champion de France. Leur entraîneur, Jean Tigana, a su donner à une équipe talentueuse un surcroît de riqueur.

MI-

CHEL PLATINI, dans un entretien au Journal du dimanche, s'est déclaré déçu du « manque de volonté » de l'Etat pour préparer la Coupe du

Paris SG laisse Monaco s'échapper vers le titre de champion de France

Logiquement battus (2-0) par une solide équipe monégasque, les footballeurs parisiens comptent désormais sept points de retard sur leurs adversaires d'un soir. Les Bastiais, malgré leur défaite face à l'OM, restent en embuscade deux points derrière eux

MONACO

de notre envoyé spécial Le tambeau des illusians parisiennes est un bijau architectural planté au bord de la Mediterranée. Dans les tribunes de l'élégant stade Louis II, l'am-



bituellement calme, vaire campassée. Dimancbe 26 janvier au soir, dans une

biance est ha-

atmasphère enfin digne d'un match de football de haut niveau, les jaueurs du Paris-Saint-Germain ant dit adieu au titre de champion de France.

Le constat peut paraître hàtif alors qu'il reste quatorze journées de championnat à disputer, mais personne n'est dupe. Après avoir compté huit points d'avance sur son rival monégasque à l'issue de la dauzième journée disputée en octobre 1996, les coéquiplers de Paul Le Guen n'ant cessé depuis de sombrer dans une affligeante médiocrité. Les joueurs parisiens se retrauvent aulourd'hui dans la peau d'un boxeur sonné n'ayant pas encore subi le K.O. final mais qui salt déjà que le combat est perdu. Et c'est blen l'AS Monaco de Jean Tigana qui se retrouve désormais en tête avec sept points d'avance sur un Paris-Saint-Germain à la dérive.

Sur une pelouse en piteux état, le Paris Saint-Germaln n'a jamais prendre en défaut une formation monégasque bien arganisée et combative. Comme souvent. Bernard Lama n'a fait que retarder l'échéance, le gardien de l'équipe de France et du Paris-Saint-Germain, détournant d'abord un tir de Sonny Anderson (44 minute) avant de stopper dans la faulée une tète de Gilles Grimandi juste avant que l'arbitre, Bernard Saules,

ne siffle la fin d'une première (63º minutel. A partir de là, le PSG, période frustrante pour les amateurs de spectacle.

Mais à l'heure actuelle, dans un contexte visiblement très pénible à vivre pour toute l'équipe parisienne, même Bernard Lama n'est pas infaillible. Le premier but monégasque, celui qui a déclencbé la faillite collective du Paris-Saint-Germain, lui est même imputable, le bailon frappé de la tête par Sylvaln Legwinski glissant de ses mains paur finir dans les filets

qui avait déjà montré ses limites, s'est écraulé. Perdant taus les duels, les Parisiens ant laissé les solistes de Jean Tigana jouer une séduisante partition. Et s'il ne reste qu'une image à garder de ce match, c'est bien celle de Sanny Anderson entamant à la 70° minute une longue chevauchée, poursuivi en vain par un Bruno N'Gotty. L'actian se termina par un splendide tir croisé du Brésilien, enterrant définitivement les espoirs parisiens.

de craiser des regards paur se rendre campte de la gravité d'une situation. Visages blėmes, lėvres pincées, yeux raugis, certains iqueurs parisiens sortant des vestiaires n'avaient pas besoin de prononcer la moindre parole pour que taut le monde réalise l'ampleur du désastre collectif touchant le club. Comme si le fait de voir échapper le titre de champian de France paur la troisième saisoo cansécutive venait, dans la douceur

Paris brûle-t-il? Il suffit parfois d'une nuit manégasque, de devenir une réalité palpable.

« La critique est facile, l'ort est difficile », lançait en souriant le président du club, Bernard Brochand, tout en assurant que la révolution n'était pas à l'ordre du jaur et que le tandem Ricardo-Bats n'était nullement menacé d'ici la fin de saison, « Cela fait six mois que nous construisons du solide à Paris et nous n'alions pas naus arrêter là. Les grandes équipes ne meurent jamais et il faut continuer à se battre pour le

cupe des gardiens, Jean-Claude Puel de la

condition physique, et l'an attend bientôt le

grand buteur Delio Onnis qui s'occupera des

attaquants. Jean Tigana sait donc déléguer,

mais personne ne songerait à lui retirer ne se-

rait-ce qu'une parcelle de son pouvoir. Le pa-

Tous, les anciens comme les plus jeunes, res-

pectent l'ancien grand Joueur devenu entrai-

neur à poigne. « Parfois, il o ses humeurs et on ne

sait pas camment le prendre », avoue Thierry

Henry, dont le début de carrière doit beaucoup

Depuis dix-sept mois, Jean Tigana est donc

aux commandes du club de la Principauté. Hé-

ritant d'un groupe miné par des conflits inter-

nes, l'ancien joueur d'origine malienne a su

transformer une équipe de pseudo-vedettes en

Des joueurs comme Henry, Irles, Martin ou

Dos Santos se sont vu accorder leur chance.

joueur d'Ajax, se sont vu retirer sa confiance en

raison de leur manque de sérieux. Ambitieux.

lean Tigana a fait de l'AS Monaco un champlon

de France en puissance et un quart de finaliste

Monaco se termine en 1999. En attendant, an

tron de l'équipe, c'est lui. Et lui seul.

aux conseils avisés de Jean Tigana.

redoutable formation.

titre jusqu'au bout ». Bernard Brochand n'est pas pourtant dupe. Ce PSG n'est pas de taille à rivaliser avec son adversaire monégasque. Le club parisien n'a pas les movens de ses ambitions, ou ne se les est pas donnés. Outre le fait que le club manégasque profite du fameux régime fiscal particulier concernant ses jaueurs étrangers résidant en Principauté, le PSG semble surtout dépassé par les réalités impitoyables du « big business » régnant désormais sur la planète football.

La politique de formatian, chaisie il y a quelques années par la nouvelle équipe dirigeante, se trouve aujourd'hui torpillée par les effets pervers de l'arrêt Bosman. « Nous sommes en train de nous battre pour changer la législation. Notre proposition concernant le statut du joueur professionnel, dont une partie de la rémunération pourrait enfin être réglée en droit d'auteur, est à l'ordre du jaur à Matignon. Si ce projet est adopté, nous pourrons lutter avec les outres grands clubs européens qui bénéficient d'une fiscolité beaucoup plus attrayante pour les joueurs, et stopper les départs en masse de nos meilleurs éléments », précise Bernard Brochand, pendant que Michel Denisot, lui aussi préposé au rôle de pompier de service, lance: « Perdre à Monoco est une déception, mois celo n'o rien

d'infâmont ». Pas infamant peut-être mais tout de même inquiétant. Sans jeu collentueux mais désormais impuissants, le PSG ne fait plus peur à personne. Comme le dit avec une pointe d'inquiétude son président : « Il va nous falloir du courage pour jouer samedi prochain au Parc face à Cannes ». Du courage et surtout du talent. Mais c'est sans doute trop en demander actuellement.

européen prometteur. Certains en font déià le futur sélectionneur de l'équipe de France. Lui se contente de préciser que son contrat avec

Alain Constant

Jean Tigana a fait des solistes monégasques un orchestre de qualité », précise-t-il. Jean-Luc Ettori s'oc-

MONACO

de notre envoyé spécial Sa vaix douce et son regard ressemblent à celui d'un enfant. Jean Tigana, quarante et un ans, savoure la victoire de son équipe sur le PSG sans verser dans le triomphalisme. Ce

n'est de toute façan pas le genre de l'bamme PORTRAIT_

Ancien joueur de haut niveau, l'entraîneur a su convaincre des joueurs déjà doués de travailler pour réussir

qui, après une splendide carrière de Joueur couronné de cinquante-deux sélections en équipe de France, est en train d'acquérir une flatteuse réputation d'entraîneur de haut niveau.

SI l'AS Monaco est aujourd'hui à la tête du championnat avec une avance aussi confortechnicien qu'il le doit. Dur, intraitable, parfois coléreux, mais aussi chambreur, complice et drôle avec ses joueurs, Jean Tigana a enfin apporté à l'équipe monégasque ce qui lui manquait depuis de trop longues années: la rigueur. Un terme souvent galvaudé mais qui, face au PSG, a pu se vérifier dans chaque action de jeu, notamment en deuxième période. Du pressing » à la récupération en passant par un engagement physique impressionnant lors du duel et une solidarité jamais démentie, la patte Tigana a sauté aux yeux de tous les observa-

Un entraîneur qui a la chance de posséder dans ses rangs des joueurs aussi doués techniquement que Sonny Anderson, Thierry Henry, Victor Ikpeba et Ali Benarbia, pourrait se contenter de laisser ces artistes en liberté. Le buteur brésilien, le prodige originaire des Ulis en banlieue parisienne, le champion olympique nigérien ou le maître à jouer franco-algérien ont, chacun à leur façon, les moyens de faire basculer un match sur un exploit individuel.

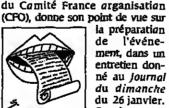
« LE NIVEAU S'EST ÉLEVÉ »

Jean Tigana a su faire de ces solistes de grands musiciens au service d'un orchestre de premier ordre. Sans brider leurs qualités, mais en les obligeant à se mettre au service de la collectivité, il a fait de l'AS Monaco une redoutable machine. * A l'époque où je jouais, il y ovait des équipes en première division qui n'étaient pas au point tactiquement. Aujourd'hui, le niveau de nique et toctique, le football françois o énormément progressé. Les matches sont plus serrés et ilnous faut travailler sans cesse pour foire la différence. Depuis 1991 et la Coupe de France, ce club n'a rien gagné. En tant que joueur, j'ai tout gagné, sauf lo Coupe du monde. Je n'oime pas perdre et le veux que cette équipe remparte des trophées. Pour y porvenir, je ne connois qu'une solution : le travail... »

Pour ramener des trophées à Monaco, il a eu l'intelligence de bien s'entourer. « Des hammes

Michel Platini déplore le « manque de volonté »

À CINQ CENTS JOURS de l'ouverture de la Coupe du monde de football, Michel Platini, coprésident du Camité France arganisation



né au journai du dimanche du 26 janvier. Extraits:

* L'Etat a construit le stade et rénavé les autres. Pour le reste, on ne peut pas dire qu'il soit amniprésent. Au CFO, on s'est demerdés tout seuls sans subventians, et quasiment sans compte à rendre (...). lls sont toujours en train de serrer les vis, de tailler dans les budgets. Du coup, ils n'ant pas fait grand-chose. C'est une déception pour moi. Parce qu'an pauvait avair tautes sartes d'idées fabuleuses, je parle d'idées qui n'auraient pas caute trop cher. Mais il a manque la volonte de le faire. »

« En arrivant au CFO, je suis parti du sentiment qu'arganiser soixantequatre matches - et c'est notre missian -, c'est bien, mais qu'il fallait faire plus: que les 500 000 visiteurs étrangers attendus soient heureux audelà d'une heure et demie de match. Qu'ils viendraient en France aussi pour passer du bon temps, boire, bouffer, rigoler. Ça s'appelle l'accueil. Dès lors, pourquoi ne pas monter des operations, via les syndicats d'initiative, impliquant des villages ou montrant les produits de nos régions ? (._) Les maires des villes ont très bien campris man message. Ils s'arganisent, réfléchissent à des trucs, des animatians. La question est de savoir

le faire. » « Aux Jeux olympiques d'Albertville, 200 millians étaient débloqués juste pour la ceremonie d'ouverture. Nous, on ne fera pas quelque chose d'oussi fastueux. Au départ, c'est une discussian entre Jaaa Havelange et Jacques Chirac sur l'Idée d'une

si eux aussi auront tous les mayens de

de l'Etat dans l'organisation du Mondial 1998 grande sête populaire et gratuite sur les Champs-Elysées. Si la Ville de Paris nous aide, ça ira. Mais si on est tout seuls à payer et qu'an n'a pas d'argent, alors on ne le fera pas. »

«La mise au point du colendrier a duré un an et demi(...). On a donc beaucoup discuté. Idem pour le prix des billets pour chaque match. Pourquoi 120 francs et pas 121 ou 122 ? Un franc de plus par billet et c'est 2,5 millians de francs de plus dans les caisses. Pour la finole, ce sera 350 francs, parce qu'à ce prix-là, pour une finale de Coupe du monde dans son pays, une fois dans le siècle, tout le monde est concerné. (...) Les 80 000 billets de la finale, je pourrais les vendre tout seul, rien qu'avec les gens que je connais. On est harcelés de

« J'aime beaucoup Jacquet. C'est un superbe technicien. Quand vous perdez un match sur trente-deux. vaus êtes farcément ban. (...) Il connaît bien son affaire, c'est le plus beau palmarès du football français. »

La bataille pour l'Europe fait rage

Le Paris SG a peut-ètre perdu le titre de champioo de France, dimanche a Monaco. Mais II peut encore se retronver en Ligue des champions, la saïsoo prochaine, puisque deux clubs français y seront inscrits en vertu des nouveaux règlements de l'Union européenne de football (UEFA). Bastia, qui a perdu à Marsellle, reste à deux points des Franciliens. Les autres places européennes resteot ouvertes: Bordeaux, Strasbourg, Metz, Auxerre, Nantes, Marseille, Guiogamp et Lyon n'étant séparés que par huit points... En has dn classement, Caen, Nancy et Nice, qui oot tons trois perdu, voient leurs espoirs s'étioler un peu plus. La quatrième place de relégable, actueliement occupée par Montpellier, menace également Lens et Le Havre. Lors de la prochaine journée, Monaco effectue un difficlle déplacement à Lyon et le Paris SG accueille

24° journée Points F G R- P DR. Chop. Marxeille-Basia ---- 1-0 Nontes-Le Hovre _ 1:1 Manaco-Faris SG ____ 2-0 1 Menaco __ 17 buts 2 Paris 5G _ 18 buts mės karai l^alėre į aco (le dia 21/Paris SG-Connes/Lera-Guingamp

Le championnat de France de football de D1 🗸

Alain Prost poursuit ses tractations pour créer une écurie de formule 1 à son nom

LES SPORTS MÉCANIQUES n'out jamais apprécié les fuites, et le milieu de la formule 1 déteste laisser échapper des nauvelles qu'il ne contrôle pas. Alain Prost a donc vivement réagi aux

informations,

parues dans le

laurnal du di-

manche du di-



manche 26 janvier, sur l'immicréation d'une écurie à son nom. « Il n'y a absolument rien de fait. Un point sur ce projet sera fait vers la mi-février », a tenu à

préciser l'ancien pilote, dimanche.

Officiellement cette fois. Ce démenti a cependant valeur de confirmation sur la volonté du quadruple champion du mande de jouer à l'avenir un

rôle important dans la formule 1. Comme l'Ecossais l'ackie Stewart. qui alignera deux voitures à son nom, dès le début de la saison, le 9 mars au Grand Prix d'Australie, Alain Prost veut poursuivre brillamment sa carrière sur les circuits. Son nom est un sésame. Et il sait qu'il bénéficie de la

bienveillance des pouvoirs publics. Le gouvernement a toujours fait savoir son intérêt pour la formule 1. Les socialistes et François Mitterrand avaient su comment danner les moyens à Cuy Ligier de faire tourner son équipe. Guy Drut a souligné, il y a un peu plus d'un an, l'importance d'une écurie trançaise « porte-drapeau de l'industrie automobile nationale. - Et le ministère de la jeunesse et des sports n'a pas ménagé ses efforts dans ce sens depuis plusieurs mois. Alain Prost s'est donc engage sur cette voie royale, car quasi officielle. C'est le meilleur moyen pour lui de réaliser son rêve : être le grand patron d'une équipe qu'il estime être capable de mener sur le chemin du

Alain Prost semble pourtant vérifier la difficulté de faire aboutir son projet. Flavio Briatore, le propriétaire de Ligier, par ailleurs directeur de l'écurie Benettan, est prêt à lui vendre ses parts.

Mais Alain Prost ne s'engagera pas financièrement s'il n'a pas la certitude de pouvoir équiper ses voitures du moteur Peugeot. « Je souhaite avoir un contrat [avec Peugeot] et je suis confiant à ce suiet, déclare t-il lundi, au journal L'Equipe. Dans chaque accord, il existe des conditions suspensives lides à l'abtentian d'un autre accord. Je suis confronte à ce sys-

tème "en cascade". 🐱 La prudence s'impose en effet sur la poursuite de l'engagement de Peu-geot dans la formule 1. Malgré le départ de Renault à la fin de la saison, le constructeur français n'est pas en-

core décidé à prolonger l'expérience. Celle-ci est loin de lui avoir apporté autant de satisfactions que les rallyes et les raids. On sait Jacques Calvet, le président de PSA, d'autant plus sceptique que les manoplaces jardan-Peugeot n'ant pas brillé en 1996. Leurs pilotes ne sont pas montés une seule fois sur un podium alors que Renault se couvrait de gloire avec Williams

Alain Prost peut persuader queles-uns des meilleurs techniciens de la formule 1 de venir l'entourer. Pour le châssis, an cite le nom de John Barnard, l'ancien artisan de ses succès avec McLaren, en fin de contrat avec Ferrari. Bernard Dudot,

directeur technique de Renault-Sports, serait également prêt à rejalndre l'ancien champion du monde. Sur ces noms, comme sur le montant des investissements nécessaires - 350 millions de francs par saison seraient nécessaires -, Alain Prost reste prudent. Il ne veut pas s'engager tant qu'un élément manque à l'ensemble de sa construction. A quarante et un ans, dont seize passés sur les circuits du championnat du monde, il sait plus que tout autre que la réussite en formule 1 nécessite une colossale dépense d'éner-

Christophe de Chenay

-51.3 × 1.5

Profession & L

- -- -- -- -- 1007 | 24 APPL DO | AMI/IED 1007 | 23

on de France

ment a minima a tr 医乳腺性原染性 医原性皮肤 The state of the state of St. By A. Carl - - -And Angles to define a A CONTRACT OF STREET

4. and the property of the second The second of -The state of the state of 4.73.6 4.75.5 5.4 × : Agric Charles on the

Markey Garage . Ipoteria % **~-**- • · 9-20 **3** الأراب والمرابع والمعتبين والمعورون وهوا

1.4 1.2 1 1 1 1 1

4 7 725 7 7 7 7

and the second of

tiga and identification

the second second

And measure for

36.00

Section of the second

Artist and Artist Control

· - · _ · · - ·

27 7 30 300

 $\exp E_{i}^{\alpha} \otimes E_{j}^{\alpha} = 0$

angles, the same

100

100

 $(x_1, x_2, \overline{x}_1, \overline{x}_2, \overline{x}_1)$

And the state of t and should be a second of the second State -produce the section of

manque de volonté on du Mondial 1998 and the second والمحر المخروات المرا

"我说一块的路"。

September 1985

手勒来。

MARKET MAY Juger Die etfent aus SERVICE STATE OF THE SERVICE Aller Carlotte Carlotte Berner Service Control The Townson AC MOTOR CONTRACTOR

1-1-5 $(\lambda_{k+1}, \lambda_{k+1}, \dots, \lambda_{k+1}) = \lambda_{k+1}$ 45 -- 2 - 5 W -- 8 W 8-40-12 digital in the $(-g_{ij}) \sim (\chi_i \chi_i) \Rightarrow (-\pi_i)^{-1}$ 1.00 programme and the

2 2 -

of counts de retard Mis derrière eux

rugby, mise en jeu pour la deuxième fois, same-une pénalité face aux « Tigres » de Leicester, qui des commentateurs britanniques. de notre envoyé spécial Alternative Company of the Company Brive n'en finit plus d'être champion. De Cardiff à la Cor-About the contract of rèze, de l'Arms Park à la place de A service of the Space of the service of and the second second gath Magazine in the growth of the first of the control of the law is writing to the extremely $-2M\pi/q = 2\pi/(2\pi/(2\pi)) + 2\pi$

en gioire comme on entre en religion à la masse des supporteurs anonymes trop beureux pour se donner un autre nom, ils voudraient tous que le temps s'arrête. que la fête commence et recommence, que le bal de la victoire soit éternel. Quel week-end l Quelle folie I Hier encore, le CAB était un club sans palmarès, Brive, une discrète sous-préfecture nichée dans un recoin du département. Et le voilà deuxième champion d'Europe des clubs de l'histoire ovale. De leur ville, vingt et un envoyés spéciaux ont fait une capitale, une « adresse » rugbystique, sur laquelle toute l'Europe de l'ovale est désormais contrainte de se pencher.

CARDIFF

de Brive re-

du monde.

athlétique bri-

viste) entrés

Il fallait voir défiler les joueurs dans la tribune présidentielle de l'Arms Park, les voir lever à tour de rôle cette massive coupe en argent, soudain si légère. Certains l'embrassaient. D'autres voulaient

En bref

■ Le Club Athlétique Brive-Corrèze (CAB) a été fondé

 Président omnisport : Pierre Dauzier, PDG d'Hayas, Président de la section rugby : Patrick Boutot (Sébastien). • Salson 1996 : finaliste du

championnat de Prance, vainqueur du Challenge Yves-Du Manoir Palmarès: champion d'Europe (1997), vainqueur du Challenge Yves-Du Manoir (1996)

 Entraîneurs: Laurent Seigne, Pierre Montlaur. Capitaine: Alain Budget: environ vingt millions

sait, un champagne imaginaire. Qu'importe. C'est là, dans ces quelques mètres carrés gorgés de légende, qu'ils ont tenu au bout Guerle, centre de leurs bras l'héritage, que les Blanc et Noir de Brive out vraibaptisé centre ment succédé aux Rouge et Noir de Toulouse, sacrés l'an dernier. Des quinze La pelouse était loin. Il n'y avait joueurs du plus de match, plus de combat. CAB (Club Gregory Kacala n'avait plus besom de pousser ses charges, Sébastien Carrat de s'envoler sur son aile ou Thierry Labrousse de

y plonger la tête, pour boire, qui mais conquis la Coupe d'Europe, inventée îl y a à peine plus d'un an. Elle a bousculé le meilleur club anglais, prolongé la suprématie du rugby tricolore. Le parcours sans une défaite dans la compétition témoigne de l'étonnante métamorphose briviste, doot la victoire de Cardiff a confirmé les effets. En deux ans, le CAB a changé de peau et d'âme. Il s'est donné à un président médiatique, s'est découvert un entraîneur professionnel de l'entraînement, et une équipe qui gagne. Chacun s'est glissé avec bonheur dans son rôle.

La colère des clubs français

régner sur la touche, il n'y avait

Séraphin Berthier, le président de la CNRE, a manifesté, samedi 25 janvier, à Cardiff, son mécontentement quant aux conditions de l'organisation de la Coupe d'Europe. Il s'est notamment inquiété du flou entreteun sur le partage de l'argent entre les équipes partici-pantes, le calendrier de la saison prochaine et la liste des engagés. Il a menacé d'un retrait des clubs français, faute d'éclaircissement sous quinze jours, évoquant alors la possibilité d'une nonvelle competition franco-anglaise. Dans l'Hexagone, les clubs ont d'ores et déjà décidé de séparer en deux championnats distincts les groupes A1 et A2, dès la saison prochaine.

En gagnant la Coupe d'Europe,

Brive change de dimension

Vainqueur de Leicester 28-9 à l'Arms Park de Cardiff, le club corrézien succède à Toulouse

Au terme d'un parcours parfait, un match par-fait : le CA Brive a conquis la Coupe d'Europe de Cardiff en inscrivant quatre essais, un drop et liesse des Corréziens s'est ajouté le dithyrambe

plus que des champions, et c'était eux. Plus tard, il serait bien temps de comprendre. D'analyser ce qui avait transformé les joueurs d'un CAB qui n'a jamais été champion de France en dévoreurs de « Tigres » anglais, ce qui avait permis à Brive de terrasser Leicester, exécuteur des ambitions toulousaines en demi-finale.

L'HOMME DE LA SITUATION Un peu plus tard, Sébastien Viars, l'arrière arrivé il y a six ans en Corrèze, disait son bonheur et son soulagement. Il se souvenait. pour en sourire, des mordantes. railleries de son ami Laurent Cabannes, passé maître en cruauté voloptaire. « Vous ētes toujours champion d'automne, lui soufflait à l'oreille le troisième ligne international, et ou printemps, ou moment de lo finale, vous êtes à Rolond-Gorros. » En juin dernier encore, Toulouse, après Béziers (1972, 1975), avalt brisé l'élan. Brive attend depuis presque un

Patrick Sébastien s'est emparé du pouvoir, repoussant dans l'oubli une partie de la vieille garde « cabiste ». Sa tonitruante arrivée a înquiété ceux qui n'y voyaient qu'un caprice de star, soucieux de faire du club sa danseuse. Et, comme par miracle, Sébastien est redevenu Boutot. Pour les beaux yeux du rugby corrézien, la vedette parisienne a égaré son pseudonyme. Elle s'est effacée derrière l'ancien joueur du club, épris du CAB, comme s'il était, d'un coup, redevenu le troisième ligne remplacant qui avait assisté du banc de tonche à la finale perdue de. 1975. Le président a délégué, l'homme s'est tenu proche des joueurs. « L'amitlé est passée par le terrain, par les deux premières mitemps, avont lo trolsième », souli-gnait-il à Cardiff.

Et puis, il y a eu Laurent Seigne, l'invention d'un entraîneur. L'ancien pilier international a fait ses débuts de coach à Brive. Il a beau être un enfant du pays, son intronisation inattendue, l'année dernationale. Et son équipe a désor- tions. S'erait-il l'bomme de la tant Castres sur le score de 18 à 9.

situation, lui, l'ennemi du clinquant et de la flamboyance, qui refuse, maigré l'Europe, de « danner des leçons ou d'être un professeur de rugby » et ne se réclame de personne? Il s'est pourtant vite imposé, aux joueurs d'abord. Il leur a inculqué cette féroce ri-gueur, démontrée à l'Arms Park au détour de chaque maul, dans le délicat exercice des touches, bases du jeu de Leicester. Il les a babitués à la modestie, au souci « de bien faire ce que l'on sait faire », a obligé les avants à faire des « milliers de touches », les atrières « des millians de passes », au dire de Sé-bastien Viars. Assisté de Bernard Faure, il les a soumis à une intense préparation physique, au point d'en dégoûter certains. Et a établi la concurrence, selon le principe que les vingt-cinq joueurs de l'ef-

fectif peuvent tous être titulaires. A l'Arms Park, les « Tigres » de Leicester se sont heurtés à une bande de rugbymen infatigables, rendus capables de concentrer toutes les qualités de leur jeu en quatre-vingts minutes. Ils avaient perdu ce sens inné de l'erreur faisant d'ordinaire le charme et la détresse des équipes françaises. Bob Dwyer s'avouait ébahi. L'entraîneur de Leicester ne s'attendait pas à cela. Des Français au mental inébranlable, à la discipline supérieure à celle des Anglais, cela ressemblait à un manvais rêve de coach australien. En veine d'bommage, il confiait que cette équipe de Brive saurait tenir son rang dans l'hémisphère Sud. au milieu des vedettes sud-africaines ou néo-zélandaises du super 12.

Pascal Ceaux

■ Le président de la République, Jacques Chirac, recevra les joueurs et les dirigeants de Brive à l'Elysée, vendredi 6 février. Il avait félicité, par téléphone, Patrick Sébastien, le président du Club athlétique briviste (CAB), dès samedi, peu après la victoire de l'Arms

Bourgoin a remporté, dimanche 26 Janvier à Béziers, la tique symbole de la consécration nière, avait suscité doutes et ques- Conférence européenne, en bat-

Melbourne: neuvième titre majeur pour Pete Sampras

L'AMÉRICAIN PETE SAMPRAS a remporté les Internationaux d'Australie, dimanche 26 janvier, à Melbourne en battant Carlos Moya en moins d'une heure et demie (6-2, 6-3, 6-3). L'Espagnol, passé de la 25- à la 9- place mondiale, s'est déclaré fatigué après avoir réussi des résultats impressionnants pendant deux semaines. Pour parvenir en finale, il avait battu les deux finalistes 1996, Boris Becker et Micbael Chang. Devant Pete Sampras, il n'a pu développer son jeu de fond de court et n'a pu trouver suffisamment d'énergie pour rendre ses volées incisives. Sampras, lui, a estimé que cette victoire était physiquement la plus dure qu'il avait connu : « Avec la chaleur et les balles molles et lourdes, ce tournoi o été particulièrement épuisant », a-t-il expliqué. Grace à cette neuvième victoire dans un tournoi du grand chelem, il se rapproche do record du Suédois Björn Borg qui, avec onze titres, détient le plus grand nombre de victoires majeures dans l'ère du tennis « open » commencée en 1968. Pour Sampras, « ce sont sur les titres en grand chelem que se base et se juge une carrière».

Patinage artistique: grand chelem russe aux championnats d'Europe

LES CHAMPIONNATS d'Europe de patinage artistique et danse sur glace se sont achevés samedi 25 janvier au palais omnisport de Paris-Bercy sur un sans-faute russe : après les victoires chez les messieurs d'Alexei Ourmanov, chez les couples de Marina Eltsova et Andrei Bouchkov, et en danse d'Oksanna Gritshuk et Evgueni Platov, Irina Slutskaya s'est imposée chez les dames. Un tel grand chelem est une première dans l'histoire du patinage. Mais cette domination n'est pas forcément un gage de succès lors des championnats du monde qui vont se disputer mi-mars à Lausanne, particulièrement chez les dames. Si Irina Slutskaya a aisément reconquis son titre à grands renforts de sauts, le sens de la chorégraphie lui fait encore trop cruellement défaut. Quant à ses dauphines, la Hongroise Krisztina Czako (deuxième) et l'Ukrainienne Yulia Lavrenchuk (troisième), efficaces mais peu gracieuses, elles se sont hissées sur le podium faute de concurrence. Le magnifique programme libre de la Russe Maria Butyrskaya, grande favorite de l'épreuve, n'a pas suffi à compenser un programme technique catastrophique.

DÉPÊCHES

#HIPPISME: « Abo Volo » remporte le Prix d'Amérique, Le trotteur normand, âgé de neuf ans, a enlevé nettement, dimanche 26 janvier à Vincennes, le Prix d'Amérique. Grand favori d'une épreuve considérée comme l'une des plus importantes au monde, il a battu le record chronométrique de l'épreuve, courant sur le pied de 1 mn 14 s 6

■ ATHLÉTISME : Philippe Lamblin a été élu président de la Fédération française d'athlétisme (FFA), samedi 25 janvier. Il succède à Jean Poczobut. Jusqu'ici président de la Ligue Nord-Pas de Calais et viceprésident délégué de la FFA chargé du partenariat et de la communication, M. Lamblin entend renforcer les structures des clubs, définir précisément le statut des athlètes d'élite et « proposer des services répondant aux attentes des pratiquants».

M BASKET : l'entraîneur français Michel Gomez a été remercié par les dirigeants du club grec de basket-bali du PAOK Salonique. L'ancien technicien de l'équipe de France et de Pau-Orthez, qui avait pris en charge l'équipe grecque au mois de septembre 1996, paie les mauvais résultats enregistrés par le PAOK depuis le début de la saison, et notamment l'élimination en 8° de finale de la coupe Korac face aux Italiens de Benetton Trévise. Il sera remplacé par le joueur américain Scott Ryles. - (AFP.)

BOXE: Hacine Cherifi a conservé son titre de champion d'Europe des polds moyens, en battant aux points, le Croate Branko Sobot, samedi 25 janvier à Stuttgart en Allemagne. Le Français compte désormais vingt-trois victoires, un nul et une défaite à son palma-

SKI ALPIN: Mario Reiter s'est imposé dans le slalom de Kitzbühel, dimanche 26 janvier. L'Autrichien a devancé l'Italien Alberto Fomba et le Norvégien Finn-Christian Jagge. Le grand favori de l'épreuve, Thomas Sykora, déjà auteur de cinq victoires en slalom cette saison, termine septième. Le Français Sébastien Amiez est sorti dans la première manche. A Cortina d'Ampezzo, L'Italienne Deborah Compagnoni s'est imposée dans le géant pour la troisième fois consécutive C'est la première fois de sa carrière qu'elle s'impose dans son pays. ■ COMBINÉ NORDIQUE: Fabrice Gpy a remporté, dimanche 26 Janvier, au Brassus, en Suisse, le Championnat de France de combi-

né nordique. Vainqueur de l'épreuve de saut, samedi 25 janvier, à Chaux-Neuve (Doubs), le champion olympique de 1992 a également réalisé le meilleur temps de la course de fond de 10 km. Sylvain Guillaume, tenant du titre, a été disqualifié dans l'épreuve de fond pour avoir couru sans dossard. - (AFP.)

Le ministère de la jeunesse et des sports bientôt au Quartier latin

LES SERVICES du ministère de la jeunesse et des sports, actuellement installés en location dans la tour Ofivier-de-Serres dans le XVº arrondissement de Paris, devraient emménager, dans le courant du deuxième semestre 1998, dans l'ancien immeuble de Hachette à l'angle des boulevard Saint-Germain et Saint-Michel, dans le VI arrondissement. Les négociations permettant à l'Etat de se rendre propriétaire de ces locaux situés au cœur du quartier latin sont sur le point aboutir. Après d'importants travaux d'aménagement, les 500 agents du ministère disposeront d'environ 17 000 m² de bureaux. Le ministère accueillera aussi, des 1998, sur 2 000 m², le Musée national du sport, qui devrait quitter prochaînement ses actuels locaux au Parc des Princes

Carl Lewis prendra sa retraite en juin à Houston

L'AMÉRICAIN CARL LEWIS, l'homme aux neuf médailles d'or olympiques aujourd'hui agé de 35 ans, a confirmé, lors d'une conférence de presse, dimanche 26 janvier à Sydney, au surlendemain de sa 7º place sur 100 m à Auckland (Nouvelle-Zélande) dans le fort modeste temps de 10 s 76, qu'il courrait en compétition pour la dernière fois de sa carrière en juin à Houston, la ville où il réside. « Beoucoup de gens m'encauragent à continuer, mais j'ai l'intentian de participer à ma dernière course o Houston (Texus) en juin », a déclaré « King » Carl, qui s'est ensuite engagé à faire mieux à la prochaine réunion de Sydney, lundi 27. « l'avais dit à Auckland que je réussirais un chrono situé quelque part entre le record du monde et 11 secondes, et mes préditions se sont avérées exactes », a ajouté ensuite avec burnour Carl Lewis. « Physiquement, je pourrais encore continuer trois ou quotre ons, mais le mental s'en va avant les jambes », a ajouté, plus sérieux, Lewis qui a précisé qu'après sa tournée d'adieux il envisageait de s'investir dans les organisations caritatives. ~ (AFP.)

Gregory Kacala, l'homme de fer du CAB

CARDIFF de notre envoyé spécial

Si c'était un homme, il serait de fer. Si c'était une montague, elle serait de muscles. Au jeu du portrait chinois, Gregory Kacala déchaîne l'imagination, rançon de ses 112 kilos répartis sur 194 centimètres. Impossible de ne

PORTRAIT_

Le géant polonais transfuge du XIII a mené la charge briviste

pas en faire des tonnes, le Polonais de Brive est un tel volume I II n'impressionne pas que par les chiffres. Il suffit de les voir, lui et ses épaules plus larges que la Corrèze. Sur la pelouse de l'Arms Park de Cardiff, il s'est encore arrangé pour exhiber sa force. Charges à répétition, percussions renversantes, les avants de Leicester se souviendront longtemps de Kacala. « Au début de lo soison, remarque Laurent Seigne, l'entraîneur du Club athlétique briviste (CAB), taut le monde me disait qu'il était mauvais, que je ne devrais pas le prendre. Aujourd'hui, tout le monde s'intéresse

à lui, et en parle comme un joueur d'exception. La vérité est sans daute entre les deux... »

Pendant deux ans, Gregory Kacala s'est exilé du rugby à XV. L'argent et la faconde de Jacques Fouroux l'avaient attiré vers le XIII, à Lyon, puis au Paris-Saint-Germain. Son retour pouvait laisser perplexe. Sauralt-il s'adapter aux nouvelles règles du jeu, retrouver les ficelles du XV qui ne seront jamais celles de son lointain cousin? Le troisième ligne avoue s'être senti un peu perdu, « au début ». Le style de Brive n'avait rien à voir avec celui du PSG. Ni même avec celui de Grenoble, où Kacala, le quinziste, s'était vraiment fait connaître, après une étape au Creusot à son arrivée de Pologne. Puis, le rugby lui est revenu. Il ne s'est guèré embarrassé, falsant siennes les vertus les plus simples. Il s'est mis à courir drolt, à renverser les défenses, et à s'accrocher à la balle jusqu'à ce que ses coé-

quipiers viennent hui prêter main-forte. Muni de ces quelques principes, il réussit à faire mal. Après la finale, samedi. Bob Dwyer, l'entraîneur de Leicester, n'a pas tari d'éloges sur ce troislème ligne surdimensionné. Sa force, Gregory Kacala la puise dans un intense entraînement physique qui est devenu la marque de fabrique de Brive. Entre midi et deux, Bernard Faure, le préparateur, soumet

les joueurs à un véritable régime professionnel, où les exercices se muitiplient. Athlétisme, piscine, étirements, répétés jusqu'à neuf fois par semaine. Pour l'avant polocais, c'est une aubaine. Sa débauche d'énergie aux quatre coins des terrains exige une forme impeccable. Il s'est donc, plus que beaucoup d'autres, acclimaté aux travaux forcés bri-

« A mon sens, il est au niveau international », proclame Jean-Claude Skrela. L'entraîneur de l'équipe de France partage avec Kacaia des origines polonaises. Un jour, promet-il, il prendra le temps d'évoquer le pays avec lui. Cela ne suffit pas à ouvrir au troisième ligne de Brive les portes du XV tricolore. Il n'est pas certain qu'il puisse s'inscrire dans le jeu prôcé par l'encadrement. Pour séduire le duo composé de Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux, il faudrait qu'il fasse plus de passes. On pourrait le prendre, concède Skrela, mais il risquerait de faire daubian avec Abdel Benazzl. » Gregory Kacala est en instance de naturalisation. Il a joué vingt-sept fois pour la Pologne, mais il ne dirait pas non à s'engager pour la France. Qui sait si sa performance de Cardiff ne va pas en faire un Bleu...

La presse britannique dithyrambique

de Leicester. « Pour quelqu'un qui aime le rugby et le sport en général, ce jour [NDLR: de la finale] a été Nous avons vecu à Cardiff un grand LA PERFORMANCE de Brive, vainqueur de la Coupe d'Europe de rugby aux dépens de Leicester (28-9) samedi 25 janvier, à l'Arms Park de Cardiff, a été largement commentée, dimanche, dans la presse britannique. Tous les journaux de qualité saluent la victoire et la grande partie réalisée par la formation française. « Les tigres de papier ont été dé-

chires » par le jeu et l'enthousiasme grand club. » de l'équipe de Brive, titre un Sunday Time sans pitié pour les Tigers

béni. Depuis la finale de lo Coupe du monde en Afrique du Sud, rarement l'occasion nous a été donnée d'assister à un match aussi plein, aussi brillant et épique », écrit le journal, qui ajoute: « Brive a été dévastateur. Les joueurs ont réalisé une grande performance. Brive, c'est oussi un

« Brive o coulé Leicester », titre pour sa part le Sunday Telegraph.

match, passionnant, un des meilleurs surement depuis longtemps », écrit l'ancien international anglais Paui Ackford pour le Sunday Telegraph. «L'Arms Park, où régnait une belle cacophanie, a été un grand feu d'ortifice. Splendide et ovec de l'action », peut-on lire encore dans ce journal.

« Les ortistes fronçois ou sommet », titre The Observer, behdoma-

daire dominical. « Ils [les Brivistes] sant venus du plus profond de la France. Ils sont arrivés avec classe et style. Brive a jaué un grand match. Rarement nous avions vu une oussi belle équipe dans ces terres », peut-

on lire en pages intérieures. The independent écrit de son côté : « Les Tigres on été aveuglés par lo brillonce du jeu de Brive. » Et, conclut l'auteur de l'article : « S'il y o un meilleur club dons le monde que Brive, qu'on me le dise et qu'on me le ramène l »

L'équipe de Green Bay remporte la finale du championnat de football américain

Les joueurs du Wisconsin vainqueurs de la trente et unième édition du Super Bowl

les supporteurs des Green Bay Packers ont envahi. dans la soiree du dimanche 26 janvier, les rues

victoire de leur équipe face aux New England Patriots dans le 31° Super Bowl. Les Green Bay Pac-

de La Nouvelle-Orléans (Louisiane) pour fêter la kers ont battu les New England Patriots 3S à 21 devant près de 75 000 spectateurs et plus de 100 millions de téléspectateurs aux Etats-Unis.

correspondance

Les ordinateurs se sont trompés. interrogés à la veille de la rencontre, ils avaient désigne les Green Bay Packers vainqueurs confortables de la trente et unième édition du Super Bowl. Puis ils avaient livré froidement un pronostic à deux chiffres quatorze, le nombre de points qui allaiem séparer l'équipe gagnante de sa victime, les New England Patriots.

lls se sont trompés. Dimanche 26 janvier 1997, Green Bay a bien remporté la finale du championnat de tootball américain et offert à sa population de fidèles, la plus réduite de la National Football League (96 466 habitants au matin du match), un succès dont elle avait perdu le goût depuis vingt-neuf ans. Mieux : les Packers ont effectivement creusé un écart de quatorze points, 35-21, réussissant cinq touchdowns contre trois à Jeurs adversaires. Mais il ne s'était trouvé aucun cerveau informatique pour oser imaginer que le Superdome de La Nouvelle-Orléans abriterait sous sa voûte de toile un spectacle aussi joyeusement imprévisible et capricieux.

Les spécialistes s'accordaient sur ce point: entre Green Bay et New England, le jeu allait opposer deux écoles aux idées aussi peu semblables que les plaines gelées du Wisconsin, terrain d'entraînement des Packers (Le Monde daté 26-27 janvier), et les avenues élégamment vétues de Boston, lieu de naissance des Patriots. Les premiers allaient tour-

ATLANTA

correspondance

d'heures, peut-être moins. La première nult

après une victoire au Super Bowl n'est Jamais

bien longue, surtout pour le quarterback. Il lui

faut raconter son match, sa vie, son œuvre. Et,

Le quarterback des Green Bay

comme le meilleur « bras »

dans le cas de Brett Favre, remettre bon ordre

dans un puzzle aux pièces usées à force d'avoir

trop servi. Depuis ses débuts professionnels, en 1991, le maître du jeu des Green Bay Packers a

traversé plus d'épreuves personnelles que pour-

raient en totaliser tous ses équipiers réunis. Un

parcours à obstacles qui fait dire aujourd'hui à

ce gaillard de vingt-sept ans, élevé dans le Mis-

sissippi, a une heure d'autoroute de La Nou-

velle-Orléans, que « la glaire est un mament trop

PORTRAIT_

Packers est salué

de sa génération

Brett Favre a peu dormi. Une poignée

ner tous leurs regards vers l'offensive et espérer de Brett Favre, leur quarterback, une avalanche de passes longues et précises. Les Patriots, défensifs jusqu'à en être parfois austères, se préparaient à fermer le jeu et avancer pas à pas vers le camp ad-

COMME PAR MAGIE

Une prometteuse disparité, ioliment résumée par Drew Bledsoe. le quarterback de New England, au moment des ultimes effets de manche: * Si les Packers doivent l'emporter, ils le feront surement des le début du match. Nous, il nous faudra sons daute attendre la fin de la rencontre pour apercevoir le titre et naus ruer dessus avec nos demieres jorces. ...

La réalité a rejoint ses idées, avant de les dépasser et les semer en route. Le premier touchdown de la partie, une

interminable passe de Brett Favre venue se poser camme par magie dans les bras grands ouverts d'Andre Rison. a donné l'avantage à Green Bay après seulement trois minutes de jeu, 7-0.

Normal, ont pensé les analystes. Normal et presque rédigé d'avance. Mais New England a répondu, timidement d'abord, puis avec une franche insolence. Un premier touchdown de Keith Byars, un deuxième réussi par Ben Coates. 14-10 pour New England à la fin du premier quart temps. A Boston, la bière devait déjà inonder les comptoirs. A Green Bay, la neige étouffait sûrement mal les premiers pleurs.

La suite ? Remuante. Et délicieusement décousue. Le deuxième quarttemps offre a Brett Favre l'occasion de justifier son titre de meilleur joueur de la saison, décemé par ses pairs quelques semaines plus tôt, II

précieux pour le croire éternel ». Salué depuis di- fait l'alcool quelques années plus tôt. Mais le

·· oras » de sa

Eldorado publicitaire

Les années n'ont aucun effet d'usure sur le Super Bowl. A trente et un ans, la finale du championnat de football américain n'a jamais avoué une telle santé. Et, surtout, une telle richesse. Aux Etats-Unis, on estime son public à 140 millions de téléspectateurs, dont près de 100 millions suivent la rencontre dans son intégralité. L'événement le plus regardé de l'année est aussi devenu le plus rentable. Il en coûtait cette année 1,2 million de dollars (environ 6 millions de francs) aux marques qui souhaitaient glisser leur message entre les innombrables arrêts de jeu. Le double, au dollar près, de la somme réclamée dix ans plus tôt. Cher, donc. Mais la chaîne Fox, nouvelle propriétaire des droits de la rencontre, a été contrainte de refuser du monde. Pas moins de trente annonceurs se sont partagé cet appétissant gâteau. Et la plupart l'ont fait en présentant, pour l'occasion, les dernières créations imaginées par leurs agences publicitaires.

Brett Favre, la revanche d'un condamné

génération, Brett Favre n'a pas à creuser longuement sa mémoire pour retrouver trace de

ses maiheurs les plus récents. En mai 1996, la ru-

meur le localise à Topeka, au Kansas, enfermé

pour six semaines et demie dans un centre de

réhabilitation pour drogués. Il en a poussé lui-

même la porte, volontairement, sans autre

contrainte que le besoin de soigner son accou-

tumance au Vicodim. Ce médicament analgé-

sique est souvent utilisé, en football américain,

pour supporter la douieur des chocs et effacer

Brett Favre avait pris l'habitude d'en avaler

une pilule, parfois deux, avant de renter sur le

terrain. Rien de grave, un - mal - nécessaire. Au

moins au début. « Mais j'ai cammence à aug-

menter les doses, raconte-t-il. Cinq, huit, dix ca-

chets. Un soir, j'al poussé jusqu'à treize. Je pouvais

Le traitement le laisse sans force, mais il est

salutaire. Brett Favre sort de clinique dans la

neau d'un homme neuf. En fin d'été, il épouse

sa compagne, Tynes, la mère de sa fille de cinq

ans. La drogue a perdu sa trace, comme l'avait

nanche sou comme le meilleui

les traces de vieilles blessures.

à peine articuler trois mots. »

place Antonio Freeman sur l'orbite d'un superbe touchdriwn (17-14). Avant d'achever lui-même son cenvre par une conclusion identique (27-14). A la mi-temps, les soupirs ont changé de ville. Il est plus de 20 heures en Louislane, le Super Bowl a débuté depuis près de deux hermes. Mais ses traits restent encore. très flous. Et les ordinateurs ont délà reconnu leur faiblesse.

La deuxième moitié de la soirée tient facilement en moins de soixante secondes. Le troisième quart-temps traine en longueur lorsque Drew Bledsoe et Curtis Martin réveillent leur monde par un touchdown, le troisième et, malheureusement, dernier pour les Patriots. 27-21. New England reprend des couleurs. Pour peu de temps.

Les vingt secondes qui suivent alimenteront sans duute encore les conversations, à Green Bay, bien après la prochaine fonte des neiges. Elles raconteront ce sublime touchdown de Desmond Howard, une course de 90 mètres avalée à l'allure d'un our-sang

Et celui de Mark Chmura, plus classique mais assez éloquent pour imposer le silence, 35-21. Il reste plus de quinze minutes de jeu mais le trente et unième Super Bowl de l'Histoire connaît son vainqueur. Green Bay, Wisconsin, une ville de rien, de giace et d'ennui, où toutes les rues mênent d'un même pas vers le stade de football.

ine le guette encore. A l'automne, la presse du Mississippi rapporte le décès de son meilleur

ami, un vieux complice des années de collège,

Le coup est rude. Et pire encore lorsque l'en-

quête de police révèle l'identité du conducteur,

son propre frère, Scott Favre, seulement blessé,

mais assommé par la boisson. Un mois plus tard, sa sœur Brandi fait à son tour les titres des

journaux. Elle est en prison, accusée de compli-

cité active dans une sombre affaire d'attaque à

main armée. Encore une fois, le coup est rude.

« Mais Brett a tout encaissé sans broncher, ex-

plique aujourd'hui Mike Holmgren, l'entraîneur

des Green Bay Packers. Je ne cannais personne

qui aurait réussi à surmanter une telle succession

d'épreuves et conservé intacte sa concentration.

San année a été éprouvante, mais sportivement

Green Bay, la marque d'une réhabilitation pour

tué dans un accident de volture.

exceptionnelle. »

son infortuné quarterback.

Alain Mercler

BASKETBALL

Saint-Brieux - Châteauroux Valence-Toulcuse Muthouse-Epinal Louhens-Cuiseaux - Toulon Red Star-Gueugnon

Everton (D 1)-Bradford (D 2) Everton (U 3)-Cambric (U 2)
Derby (D 1)-Aston Villa (D 1)
Hednastord (Avns.)-Middlestorough
Leicester (D 1)-Norwich (D 2)
Manchester United (D 1)-Wimbled
Heucastle (D 1)-Nortingham (D 1) Chelsea (D 1)-Liverpool (D 1)

Willardolfd-Betin Seville flundi). Tenerite-Atletico Madrid (reporté). Classement: 1. Reel Madrid, 49 pts; 2. FC Berne-

21. Saragosse, 15; 22. Extremadura, 15. Championnet d'Italie Doi luiteme journée

Les nombres croisés de l'année

RÉSULTATS

38 : 6. Saint-Etienne, 36 : 7. Sochaux, 35 : 33; 5. Saint-Euenne, 36; 7. Suchaux, 33; 6. Aruens, 35; 9. Lorient, 35; 10. Saint-Brisuc, 32; 11. Troyes, 31; 12. Perpignan, 31; 13. Gusu-gron, 31; 14. Valence, 31; 15. Lavel, 29; 16. Lova-harrs-Culseaux, 29; 17. Toulon, 29; 18. Red Star, 28; 19. Multiouse, 28; 20. Beeuvals, 27; 21. Char-

leville, 19: 22. Entrel, 15. Coupe d'Angleterre Traisière tour Traisième laur Coventry (D 1)-Wolking (Ama.) Traisième laur la rejouer Leads (D 1)-Crystal Palace (D 2) West Ham (D 1)-Wreshem (D 3)

Championnat d'Espagne

Bibeo-Alicante FC Barcelone-Rayo Vallecano FC Séville-Santender

lone, 46; 3. Deportivo La Corogne, 38; 4. Resi Sociedad Saint-Sébastien, 37; 5. Bells Séville, 36; 6. Alletico Madrid, 36; 7. Alheric Bilboo, 32;

3. Angota, 0 ; 4. Soudan forfait. • Grospe 2 Cole-d'Ivoire - Bénin

O-Compete 3 Sánégal-Egypte O-C Marro-Eñlopia (reporté). Classement : 1. Sénegal, 4 pis ; 2. Egyple, 2 ; 3. Maroc, 1 ; 4. Elhiopia, 0.

FOOTBALL Championnat de France D 2 Amiens-Le Mans

Vingt at uniome journée Extremedura-La Corogne

35; 8. Alichto Marind, 35; 7. Ambric Bismon, 32; 8. Valladicki, 30; 9. Racing Santander, 30; 10. Tenerife, 29; 11. Valence, 28; 12. Ovledo, 29; 13. Cella Vigo, 24; 14. Reyo Vallecano Madrid; 15. Espanyol Barcelone; 16. Composibile, 23; 17. Sporting Glyon, 22; 18. Logrones, 21; 19. FC Sévèle, 18: 20. Hercules Alicante, 18; 21. Sanzance, 15: 22. Estromatica, 15

Inter Milan-Utine Juvenius Turin-Reggi Vérone-Milan AC

Cleasement : 1. Juventus Turin, 36 pts; 2. Samp-doria Gênes, 32; 3. Vicence, 30; 4. Inter Milan, 29; 5. Bologne, 26; 6. Alalanta Bergame; 7. Perme; 8. Neptes, 27; 9. Fiorentins, 26; 10. Milan AC, 25; 11. AS Roma, 24; 12. Lazio Roma; 13. Udine, 23; 14. Plaisance, 20; 15 Pérosse, 18; Coupe d'Afrique des nations 98

Classement: 1. Ghana, 4 pts; 2. Zimbabwe, 1;

Mall-Algérie 1-0 Clausement : 1. Mali, 6 pts ; 2. Algérie, 3 ; 3. Côte-d'hoire, 3 ; 4. Bénin, 0.

Dimanche 26 janvier 1997, beaucoup d'observateurs ont cru deviner, derrière le triomphe de

A.M.

AFFAIRE DE LOGIQUE

RUGBY Coupe d'Europe

Conférence europe

3. Bègles-Bordeaux, 23; 4. Perpignan; 6. Narbonne, 23; 7. Brive, 22; 8. Cold 8. Dijon, 14; 10. Paris UC, 14.

Deuxième descente masculine

de Kitzbühel (Autriche) 1, F. Strobi (Asc.) 1 mm 57 a 58 ; 2. W. Franz (Aul.), à 0 a 57 ; 3. L. Alphand | Fra.), à 0 a 62 ; 4. J. Strobi (Aut.), à 0 a 66 ; 5. K. Ghedina (Na.), à

Coupe du mondo de decenta; 1. L. Alphand (Fra.), 605 pts; 2. K. Ghedina (lts.), 534; 3. W. Franz (Aut.), 438. Slalom masculin de Kitzbühe 1, M. Reiter (Aut.)) mn 38 s 09 ; 2, A. Tomba (Na.), 0 0 s 18; 3. F-C. Jagge (Nor.), 8 0 s 45; 4. T. Stangessinger (Aut.), 8 0 s 61; 5. K. Kimura Jap.l, 8 0 6 62.

J.Sp., a U 6 62.
Coxpe du monde de skaloun ; 1. T. Sykora (Aut.),
616 pts ; 2. T. Stangassinger | Aut.), 410 ;
3. S. Arnicz (Fra.), 268.
Casteament glosferal de la Coupe du monde ;
1. K.-A. Azmodt (Noc.), 701 pts ; 2. L. Alphand
(Fra.), 637 ; 3. K. Ghadina (Ita.), 620.

Super-G feminin de Cortina d'Ampezzo (Italie)
1. I. Kostnei (Ita.) 1 mn 17 s 04; 2. P. Wiberg (Suè.), à 0 s 10; 3. K. Seizinger (All.), à 0 s 20; 4. H. Gerg (Al.), à 0 s 43; 5. M. Dufinisier (Aut.).

Coupe du monde de super-G : 1. P. Wiber; (Suè.), 389 pts : 2. H. Gerg (Al.), 330 ; 3. I. Kost ner (tta.), 305.

Slalom géant féminin de Cortina d'Ampezzo

De COPETRA OF AMPROEZO 1. D. Comeggami (Ru.), 2 mil 36 s 25; 2 K. Seichn-ger (Al.), à 0 s 59; 3. S. Nef (Sul.), à 1 s 42; 4. P. Wiberg (Sul.), à 2 s 04; 5. H. Zurbriggen (Sul.), à 2 s 09 -Coupe de montée de géent: 1. D. Compagnani (Ru.), 450 pts; 2. A. Wechter (Aut.), 349; 3. K. Sei-zonne (All.), 340. anger (Al.), 340. Chaspennari général de la Coupe du monde: 1. P. Wiberg (Sué.), 1239 pts; 2. K. Seizinger (Al.), 945; 3. D. Compagnoni (Ita.), 755.

SKI NORDIQUE

ger (AIS) 6-3, 6-7 (5/7), 7-5.

Championnat de France de std de fond Bessieurs (15 km): 1. V. Vinoz (La Ciusaz); 2. P. Remy (Gérardner); 3. G. Merguet (Montbe-

Dames (10 km): 1. A. Pierrel (Vagney-Roches-con); 2 S. Villeneuve (Douanes); 3. K. Philippot (Ranspech). Championnat de France de combis

Messieure: 1. F. Guy (Mouthe); 2. N. Bal (Autrans); 3. E. Gouy (Autrans).

TENNIS Internationator d'Australie Finale du elimple messieurs: P. Sampas (EU, nº 1) b. C. Moya (Esp.) 6-2, 6-3, 6-3. Finale du double mixte: M. Bollograf (P-B)-R. Leach (EU, nº 3) b. L. Nelland (Let.)-J-L. De Ja-

MOTS CROISÉS PROBLÈME Nº 97007

• SOS Jeux de mots :

3615 LEMONDE, tapez SO5 (2,23 F/min). mais est impossible à entendre. 5. La Thaïlande avant 1938. Avoir une aspiration pour le suivant. ~ 6. Succédané de sein.

Une grande période de l'histoire. - 7. Grosses et vieilles coleres. On peut y tailler un costard. - 8. Patronne sur le calendrier. Plonge en mer du Nord. -9. En liberté. Empoisonne. ~ 10. Le plus jeune est déjà centenaire. Fera parvenir son texte sur un coup de fil. - 11. Les filles de tonton. Femme de lettres américaine. - 12. Le fait pour elles d'accepter ne veut pas dire qu'elles soient d'accord.

1. Train-train. - 2. Hebdo. Uno. - 3. Eté. Ugolin. - 4. Roitelet. - 5. Muletas. MG. - 6. ORL 5ituer. - 7. Ei. Erode. - 8. Es. Fluorés. - 9. Thé. Algues. - 10. Ramai. Ec. - 11. Epia. On. UV. -12 Serrurerie.

Horizontalement: Multiple de 97 Multiple de 97 Multiple de 97

В D. Multiple de 97 C

0 A 0

D

Sulution du problème nº 1 Désordre an bureau Le nombre de déplacements pour ranger les dossiers est 11 : 1. Dossier 4 en étagère 5 (D4E5) 2. D5E6 - 3. D6E7 - 4. D7E2 -

5. D3E3 - 6. D4E4 - 7. D5E5 -

Le Thinkèt est éche par la SA Le Monde. Le reproduction de tout article est mendite sens l'accord ISSN 0395-2037

> fe Monde 133, avenue des Champs-Elvsées

Verticalement:

 Multiple de 97 Multiple de 97 Multiple de 97

4. Multiple de 97

8. D6E6 - 9. D7E7 - 10. D2E2 -11. DIEI. Pour montrer que la solution est minimale, il suffit de calculer la distance entre chaque dossier et son étagère au début de la manutention: D1 = 1 (à une longueur de E1(, D2=1, D3=1, D4=2, D5=2, D6=2, D7=2, soit un total de onze longueurs. C'est le nombre incompressible de déplacements nécessaires pour que les dossiers

soient rangés.

Elisabeth Busser et Gilles Cohen POLE. 200

7000

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 VIII

HORIZONTALEMENT

I. Craquant sous la dent, mais souvent un peu trop salé. - (f. 1) se voulait grand polémiste, en fait il n'a réussi qu'à faire l'idiot. Le précédent n'en manquait pas. – ((). Pour faire des films et les costumes. Pareil. - IV. Un bon rapport. Vit ou survit d'un petit apport. Démonstratif. - V. Prépara le tronc. Les autres chez 5artre, mais pas chez Dante. - VI. De gros paquets d'oseille. A permis aux Américains d'aller dans la Lune. - VII. Fin de partie. Donne le choix. Arafat. - 4. Passe sur les ondes,

Perdues à la naissance, on les prend plus tard en villes. - VIII. Exposeraient le problème. - IX. Lettres en rondelles. Gros tas de sable. Grand Lac américain. - X. Mises de côté. Plusieurs révolu-

VERTICALEMENT

1. Sont toujours prêts à couvrir les chefs. - 2. Le comble pour elle serait de recevoir un Molière en interprétant Iphigénie. - 3. Assez leste quand on le double. Personnel. Présidée par

Philippe Dupuls **SOLUTION DU Nº 97006** HORIZONTALEMENT I. Thermomètres. - II. Retour. 5hape. - III. Abeille. Emir. - IV. Id. Té. If. Aar. - V. Nouets. Lai. -VI. Glaïeul. Or. – VII. Œstro-gène. – VIII. Ault. Uoruc (couru). – IX. Ini. Médée. Ui. – X.

Non agressive.

VERTICALEMENT

Complétez cette grille où seuls

les zéros ont été placés. Même en

admettant qu'un nombre puisse

commencer par 0, il n'y en a pas

Réponse dans Le Monde du 4 fé-

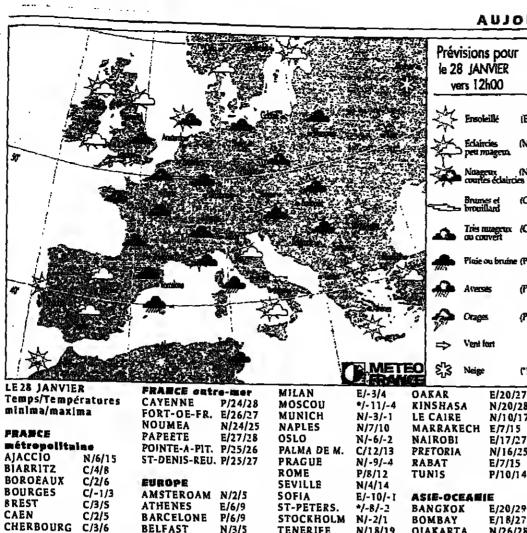
d'autres dans la grille.

PRINTED IN FRANCE

vrier.

75409 Paris cedex 08

Tél: 01 44 43 76 00 Fax: 01 44 43 77 30



BARCELONE P/6/9 STOCKHOLM BELFAST TENERIFE BELGRACE N/-7/-2 BERLIN C/-7/2 VARSOVIE C/-7/2 VENISE BERNE C/-4/-2 VIENNE BRUXELLES C/0/4 BUCAREST E/-11/-3 BUOAPEST N/-14/-6 COPENHAGUE N/1/3 OUBLIN N/3/S FRANCFORT N/-3/0 GENEVE

AMERIQUE E/4/16 E/-19/-1 E/-24/31 SEOUL N/-8/-1 P/22/25 SINGAPOUR P/26/28 N/-13/-10 SYONEY C/20/-1 BUENOS AIRES E/24/31 CARACAS P/22/25 CHICAGO LIMA HELSINKI */-7/1 LOS ANGELES C/9/15 ISTANBUL MEXICO MONTREAL LISBONNE E/5/13 SAN FRANC. C/10/12 LIVERPOOL SANTIAGO E/9/17 LONORES LUXEMBOURG C/-3/1 AFRIQUE

N/16/25 E/7/15 BANGKOK BOMBAY E/20/29 OJAKARTA N/26/28 N/18/19 C/-11/0 OUBAL E/11/19 HANOI N/10/18 HONGKONG JERUSALEM N/8/1S

N/-2/4

C: ciel cnovert N: nuageux

Grisaille dominante et températures fraîches

îles Britanniques influence les notre pays, mais il reste beaucoup d'humidité résiduelle dans les basses couches de l'atmosphère. Par conséquent, la grisaille prédominera encore largement, et les températures resteront assez

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le temps sera humide et gris tout au long de la journée, et on aura parfois quelques bruines le long des côtes de la Manche. Températures stationnaires, entre 4 et 7 degrés l'aprèsmidi. Vent de nord-est jusqu'à 50 km/h en rafales sur les côtes.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Hante-Normandie, Ardennes. - Sur ces régions, les nuages et les brumes seront forte-ment présents. Il gèlera faiblement le matin, et le mercure ne dépassera guère 3 ou 4 degrés

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. -Beaucoup de nuages, de brumes et de brouillards au menu de la journée ; toutefois, les reliefs des

L'ANTICYCLONE centré sur les Vosges et du Jura seront bien ensoleillés l'après-midi. Le thermoconditions météorologiques sur mêtre variera entre - 2 degrés le matin et 1 degré l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les nuages seront présents tout au long de la journée, et on aura parfois quel-ques gouttes de pluie aux pieds de la chaîne des Pyrénées. Les températures seront inférieures aux normales saisonnières : eotre 4 et 6 degrés l'après-midl. Vent de nord-est jusqu'à 50 km/h sur les côtes atlantiques.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le ciel sera très nuageux et parfois accompagné de quelques flocoos de neige sur l'Auvergne et les Alpes. Les températures ne dépasseront pas 2 ou 3 degrés au meilleur moment de la

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Malgré quelques belles apparitions du soleil en matinée, les nnages seront nombreux, er il pleuvra sur le Languedoc-Roussillon en fin d'après-midi. Températures de saison, entre 10 et 13 degrés l'après-midi.

LE CARNET DU VOYAGEUR

FTALIE. Les éleveurs italiens continuent leur mouvement de protestation contre les amendes infligées par Bruxelles pour dépassement des quotas laitiers. Ils ont bloqué les accès de l'aéroport de Milan-Linate le samedi 25 janvier. D'autres manifestants ont été bloqués par les forces de l'ordre à une quinzaine de kilomètres de la capitale. - (AFP.)

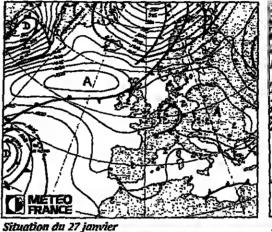
■ NICE. L'aéroport Nice-Cote d'Azur a accuelili 6 602 000 passagers en 1996, ce qui représente une augmentation de 7.5 % par rapport à 1995.

Ces chiffres le placent à la première place des aéroports françals après ceux de Paris. La ligne Paris-Nice reste l'axe principal des lialsons avec Bordeaux. Strasbourg et Lille, enregistrant de fortes progressions. - (AFP.)

TAIWAN. Une ligne de train à grande vitesse va être construite à Taïwan. Longue de 340 km, eVe

reliera les principales villes en 2003. – (AFR) ■ FÉRIÉS. Lundi 27 janvier est

un jour férié en Australie, à Monaco et en Nouvelle-Zélande. Mardi 28, à Cuba.





La petite Mercedes se fait désirer

En choisissant de divulguer progressivement sa petite Classe A avec un an d'avance, la firme de Stuttgart joue un délicat quitte ou double

LA PETITE Mercedes Classe A sirs est annoncé en attendant une sit une voiture eocore virtuelle voiture moyenne. Cependant, la est une voiture eocore virtuelle mais déjà omniprésente. Sa production débutera à la fin du printemps et soo lancement commercial est prévu le 24 octobre. Mais sa silhouette compacte, son capot ploogeant et soo hayon arrière en forme de bulle oous sont déjà familiers. Pas cachottier, Mercedes a fait savoir que « la petite dernière » mesure 3,57 m et que soo moteur, place transversalement, glisse sous l'habitacle en cas de cboc pour protéger les occupants. Les tarifs? A partir de 110 000 francs, avec freinage ABS

ζ,

٥

CLERMONT-F C/-1/4

MARSEILLE N/6/12

PAU C/2/6 PERPIGNAN N/6/11

ST-ETIENNE C/-1/4

STRASBOURG C/-1/S

TOULOUSE C/3/6

C/1/5

GRENOSLE

LIMOGES

LYON

NANCY

PARIS

NANTES

RENNES

Michel Pérj.

Y Wape RPR de

ele. - Cenaré

· - 12777

C MPF. 3

-- --

276

THE CO

1 1 1 2 3 3 5 -

ard iPSI a

7.2

ं दें कि

्रनीधatte

7.213

-" =: g

1....

427.3

.

Premier To As I to 1

THE PARTY OF THE P

Companies and

Charles of the second s

An Routes Mr. tompfried

प्रकृतिक कि कार्यकर्तिक गाउँ

建筑建筑城 (水平)

Malanda de a

About the said of

· 数据数据 (图)

大学 海の大学 まって は まんだんか こう

enteres a subject the same and

THE WAR STATE OF THE STATE OF

Company of the second

THE TOTAL OF THE PARTY OF

The state of the state of the state of

Section of the second of the second

HARLEST & SECTION HOLDS IN

manufacture with the street in

The Land of London

· 新月季

Page - Middle

in a section that is the second

San Server

~r.

et double airbag en série. Exhibée au Mondial de l'automobile de Paris, en octobre - un an avant sa commercialisation -. la Classe A est une habituée des écrans publicitaires. Pour la première fois de son histoire, Mercedes a même accepté de s'afficher dans le métro. Grâce à un numéro vert, plus de 36 000 « contacts » ont été noués avec des « interlocuteurs privilégiés ». Programme des prochains mois: apparitions dans les zones piétonnes, sur les autoroutes ou les plages, « shows de présentation » en province et détails sup-

plémentaires sur la voiture. « A volture exceptionnelle, communication exceptionnelle », fait-on valoir chez Mercedes. Si la méthode n'est, en réalité, pas tout à fait révolutionnaire, les efforts déployés sont à la mesure du défi que se lance la firme de Stuttgart. Quelle que soit la bonne bumeur dont s'entoure son lancement, la Classe A n'a aucun droit à l'erreur. De ce modèle pas plus long qu'une Renault Clio dépend une bonne partie du succès de la stratégie de recentrage de Mercedes.

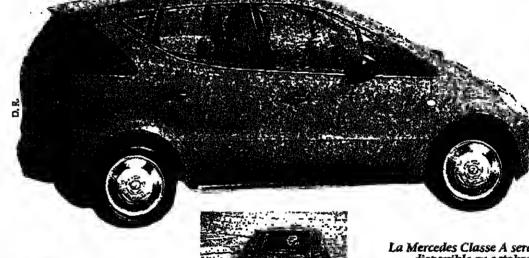
La firme gagne de l'argent et les ventes progressent, mais ses dirigeants savent qu'à long terme le marche des grosses berlines va stagner. Un monospace (Classe V) vient d'apparaître, un 4 x 4 de loi-

croissance future dépendra de la Classe A. En France, Pobjectif est d'en vendre au moins 15 000 unités en 1998, soit une hausse de 50 % des immatriculations de Mercedes.

CHANGER D'IMAGE L'affaire est d'importance ; elle

est, surtout, délicate : il s'agit de convaincre un public (la clientèle féminine, en particulier) qui ne s'est jamais intéressé à la marque, qu'une Mercedes peut être compacte, agile et relativement abordable. Difficulté supplémeotaire: le message, selon lequel la Classe A possède la qualité et la sécurité qui font la réputadon de la marque, et n'est pas pour autant une « voiture de riches », est d'autant plus délicat à formuler que l'arrivée de ce petit modèle en rupture de ban peut frolsser les propriétaires de respectables Mercedes. Sur le numéro vert mis eo place par la firme, se sont manifestés quelques fidèles, inquiets ou interloqués... Face à de tels enjeux, on

comprend l'intérêt de se faire du temps un allié, au risque de lasser ou de susciter des attentes qui seront déçues. Inimaginable s'il s'était agi de promouvoir un véhicule destiné à remplacer un autre, cette stratégie (dont les inspirateurs répugnent à communiquer le coût exact) présente des avantages. Elle permet de se distinguer dans un monde automobile dont le renouvellement s'accélère (la longévité des voitures s'est accrue, mals leur carrière commerciale s'est raccourcie) en occupant le terrain et en créant un phénomène d'attentisme. Au passage, la Classe A peut mieux marquer son territolre face à la Smart, le futur mini-modèle urbain produit à l'initiative de Swatch et de... Mercedes.



est aussi une communication uni-latérale vis-à-vis de la presse, qui ne pourra se faire sa propre opinion que vers le mois de juin. La Classe A est-elle, comme l'affirme opportunément Mercedes, une alternative à la Renault Scénic? Impossible de se prononcer sans connaître les dimensions intérieures de la volture - non encore communiquées - et avoir fait connaissance de visu avec l'habi-

Mercedes n'est pas seul à apprécier les charmes de ce que les publicitaires appellent le « teosing ». En 1992, après avoir fait durer le suspense sur la décision ou non de fabriquer la Twingo, Renault l'avait finalement présentée en octobre au Salon de Paris avant de se livrer à un strip-tease médiatique fort efficace jusqu'en avril.

Récemment, Fiat a dévollé avec nius de deux ans d'avance son déroutant petit monospace Multipla (Le Monde du 21 janvier), Citroën fait durer le plaisir avant de livrer en pâture le Berlingo « Multispace », et Rover annonce pour fin 2999 la remplaçante de la Mini, son monument historique.

MARCHÉ DE « NICHES »

Chez Opel, qui ne cache rien de son monospace Sintra depuis six mois, on assure toutefois qu'il s'agit de prendre de vitesse la presse spécialisée. En revanche, Ford a joué l'effet de surprise avec l'atypique Ka, ce qui lui réussit assez bieo (1 174 ventes sur les trois premières semaines de janvier en France).

Si les stratégies de communica-Cette communication graduelle tion soot toujours plus affinées,



c'est sans doute que, désormais,

la différence se fait moins sur les

différences techniques des voi-

tures que sur leur personnalité et

leur image. Mais ce phénomène

reflète aussi la nécessité grandis-

sante pour les constructeurs de

La Mercedes Classe A sera disponible en octobre

sortir de leur registre tradidonnel sur un marché automobile qui devient un kaléidoscope de « niches ». « Les grondes séries de véhicules stondardisés vont s'omenuiser, résume-t-on chez Renault. Nous sommes condomnés à élargir nos gammes et à prendre des risques. »

Iean-Michel Normand



VTT à suspension inédite

Le COMP FS.3 de Nakamura (8 990 francs) est désormais distribué en France avec huit autres modèles de la marque (à partir de 2 590 francs) dans le réseau Intersport. Disponible en jaune et en rouge, ce VTT à l'esthétique ravageuse pèse 12,6 kg. Il est notamment équipé d'une suspension arrière placée juste au-dessus du pédalier et intégrée dans le cadre en aluminium. Les vélos Nakamura sont garantis cinq ans par Intersport (deux ans pour les pièces détachées).

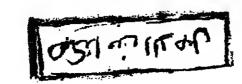
Le maïs transgénique commercialisé dans « l'urgence »

LA DÉCISION d'autoriser la mise sur le marché de mais génétiquement modifié dans l'Union européenne, annoncée le 18 décembre 1996, a fait l'objet d'une réunion houleuse de la Commissioo européenne, révèle Le Soir dans son édition du lundi 27 janvier. Le procès-verbal de cette réunion. publié par le quotidien belge, montre que le commissaire italien Emma Bonino, chargée de la politique des consommateurs, regrettait que la Commission ait « été amenée à prendre une décision si sensible (...) sous la pression et l'urgence liées au problème d'importation de stocks de mais des Etats-Unis. (...) Une réflexion plus approjondie aurait pu être faite pour assurer une plcine prise en compte des inquiêtudes des consommateurs et de leur souhait de transparence ». Elle constatait que certains doutes subsistaient sur les avis rendus par les comités scientifiques concernant l'innocuité du mais transgénique. Sir Leon Brittan, commissaire aux relations extérieures, avait estimé que la mise sur le marché « faciliterait les relations avec les Etats-Unis ».

■ TAUROMACHIE: l'Union des villes taurines de France (UVTF), réunie en assemblée générale, samedi 25 et dimanche 26 janvier à Béziers (Hérault), a prononcé plusieurs sanctions à l'encontre d'éleveurs ayant présenté en 1996 des taureaux aux comes limées. L'UVTF, qui rassemble 42 villes, a décidé la suspension pendant un an sur les places françaises des taureaux Torrestrella, appartenant à l'éleveur Don Alvaro Domeco (de Jerez de la Frontera, en Andalousie) dont des bêtes avaient présenté des comes limées lors de la Feria de Nîmes du 27 mai et à Bayonne

■ LOTO : résultats des tirages à 8 du samedi 25 janvier. Premier tirage: 3, 21, 30, 39, 43, 45, numéro complémentaire: 37; rapports pour 5 bons numéros, plus le complémentaire: 176 460 F; pour S bons numéros: 9 190 F; pour 4 bons numéros : 181 F : pour 3 bons numéros : 18 F.

Second tirage: 3, 5, 14, 26, 29, 32, numéro complémentaire 30; rapport pour 5 bons numéros, plus le complémentaire: 107 975 F; pour 5 bons numéros: 5 380 F; pour 4 bons numéros: 127 F; pour 3 bons numéros:



traverse une crise depuis que Martin Wuttke a démissionne du poste d'intendent le 4 décembre 1996. Ce grand comédien, qui a triomphé

THÉÂTRE Le Berliner Ensemble dans La Résistible Ascension d'Ar- cause Barbara Schall-Brecht, la fille turo Ui, n'a pas réussi à imposer son plan de restructuretion du théatre fondé par Bertolt Brecht en 1949. • MARTIN WUTTKE met en

et héritière du drameturge, qui se-lon lui nuit à l'Indispensable renouveau de la tradition, en imposant des vues strictes sur la façon de mettre en scène l'œuvre drama-tique de son père. • MIROIR de l'ex-RDA, dont il a épousé l'évolution, le Berliner Ensemble est aujourd'hui victime de son histoire.

Alors que l'Allemagne s'apprête à fêter, en 1998, le centième anniversaire de la neissance de Brecht, il n'arrive pas à trouver sa place dans

L'irrésistible déclin du Berliner Ensemble

Après la mort de Heiner Müller et la démission de Martin Wuttke, la scène fondée par Bertolt Brecht s'enfonce dans une crise liée à l'héritage de la RDA et au mythe encombrant de son inventeur

BERLIN de notre envoyée spéciale Que va devenir le Berliner Ensemble? La question est posée depuis que, le 4 décembre 1996, Martin Wuttke a démissionné du poste d'intendant. Son mandat aura été le plus court de l'histoire de la scène fondée par Bertolt Brecbt: moins d'un an. Pourtant, quand il avait été nommé, le 26 janvier 1996, Wuttke avait suscité beaucoup d'espoir. Jeune (trente-quatre ans), grand comédien, esprit vif et fédé-

rateur, il avait entre les mains de quoi raviver le théâtre du Schiffbauerdamm, Mais il a dû jeter l'éponge, mis à mai par un k.o. technique face à l'Histoire. A l'extérieur du théâtre, le Sénat n'a pas soutenu financièrement ses

projets, sur lesquels il s'était pourtant engagé. Sans cet argent, Martin Wuttke ne pouvait pas mener à bien son projet ambitieux de restructuration du Berliner Ensemble. A l'intérieur du théatre, le jeune intendant a dû affronter les résistances d'une partie de la troupe qui n'acceptait pas Einar Schleef, son metteur en scène mentor. Par ailleurs, il n'a pas réussi à trouver un terrain d'entente avec Barbara Schall-Brecht, la fille de Bertolt Brecht, héritière de ses droits pour l'Europe. Ce conflit, fondamental puisqu'il porte sur l'artistique, a beaucoup compté dans la démission de Martin Wuttke. Il met au four un problème récurrent et intrinsèque au Berliner Ensemble: Brecht dans un théâtre qui lui est indissociablement lié?

CORTÈGE DE FANTÔMES

Le Berliner Ensemble n'est pas aujourd'hul, le seul grand théâtre européen en crise. A Milan, le Piccolo Teatro est lourdement menacé par la remise en cause de son fondateur, Giorgio Strehler, que certains politiques voudraient bouter hors de la scène qu'il dirige depuis 1949. Les coups portés aux théâtres de Berlin et Milan témoignent d'une période où le goût d'abattre les statues ne s'embarrasse pas de la façon de monter Coriolan, il fait

considérations artistiques. Mais, dans le cas du Berliner Ensemble, l'Histoire, avec son cortège de figures, de morts et de fantômes, pèse de tout son poids dans la crise. Heiner Müller, qui dirigea le

théâtre de 1991 à sa mort en 1995, pose parfaitement le problème demière pièce qu'il ait écrite, Germania 3. Outre Hitler et Staline, on y voit une foule de personnages qui ont compté dans le siècle allemand: Rosa Luxembourg, Ernst Thälmann, Walter Ulbricht, Goebbels, Lénine, Trotski. Heiner Müller les fait se rencontrer. en mélant le temps et les dates : ce sont des gens privés d'ancrage, des spectres qui errent dans les ruines de l'Histoire. Bertolt Brecht les rejoint au cours d'une scène qui se passe après sa mort, au Berliner Ensemble. Tandis qu'un metteur en scène et un comédien discutent de entendre sa voix: « De moi ils diront: "Il a fait des propositions. Nous ne les avons pas acceptées. Pourquoi Paurions-nous fait?" Voilà ce qui doit être écrit sur ma

Le poids de l'héritage, le choc de l'Histoire. C'est de ces deux maux La crise qui l'agite aujourd'hui vient de loin. Fondée en même temps que la RDA, en 1949, la scène de Bertolt Brecht et de son épouse, la comédienne Hélène Weigel, s'est construite selon les mêmes principes que l'Allemagne de l'Est : contre le nazisme, pour une société nouvelle. Elle a dû s'accommoder de l'évolution de la RDA à l'intéricur du bloc soviétique, ce qui n'a pas été facile. Tant que Bertolt Brecht était en vie, il a insufflé sa prodigieuse force créatrice au Berliner Ensemble, qu'il a par ailleurs protégé de trop d'immixtions du

régime. A la mort du dramaturge, en 1956, Hélène Weigel a repris les rênes. L'Etat lui a dit: «Si tu ne peux pas maintenir le niveau, ferme le théâtre. » Hélène Weigel a maintenu l'Ensemble, en reprenant des

mises en scènes de Brecht. La question de l'avenir du Berlitôt. Puis elle à été complètement et volontairement oubliée. Les trois années - de 1971 à 1974 - pendant lesquelles Ruth Berghaus a succédé à Hélène Weigel, cherchant à revivifier le répertoire brechtien, n'out constitué qu'une parenthèse dans l'histoire du théâtre. Après 1974, il est devenu une vitrine officielle du régime, avec des représentations figées et un Brecht momifié. Cela a duré jusqu'à la chute du mur de Berlin, en 1989. Alors l'Histoire a rouvert ses plaies. Comme par un fait exprès, le Berliner Ensemble est situé tout à côté de la Friedrich-

strasse qui, du temps du mur, était un des points de passage de la fron-tière. Cela en fait un symbole grevé d'une double malédiction : celle de la face sinistre de la RDA et celle de la sanctification de Brecht.

Pour remédier à ces problèmes, le Sénat de Berlin a décidé, en 1990, de faire souffler un vent nouveau sur le Berliner Ensemble, en lui conférant une direction collective, avec cinq intendants venus de l'ex-Est et de l'ex-Ouest : Peter Palitzsch, Fritz Marquart, Heiner Müller. Peter Zadek et Matthias Langhoff. L'idée était joyeuse mais absurde. Cinq, cela faisait trop de monde pour un théâtre et trop peu d'espace pour l'ego de chacun. En 1994, le dramaturge Heiner Müller a pris seul la direction artistique du Berliner Ensemble. Avec un atout majeur : une assez grande crédibilité pour se permettre l'insolence visà-vis du mythe brechtien. C'est lui qui a mis en scène La Résistible As-cension d'Arturo Ui, le seul spectacle du BE qui ait fait un triomphe dans les dernières années. Mais Heiner Müller est mort (le 30 décembre 1995) avant d'avoir eu le temps de poser sa marque. Il avait fait de Martin Wuttke, qui jouait Arturo Ui, son héritier spirituel.

COOUNLE VIDE

Quand il a pris ses fonctions, Wuttke a posé une question qui a beaucoup fait sourire: « Comment avoir une vie érotique avec des fantômes? » Ce n'était pas qu'une plaisa fondation, le Berliner Ensemble ressemble à une coquille vide peupiée de spectres. Aujourd'hui encore, la cantine du théâtre est meublée des chaises et tables qu'avait choisies Hélène Weigel. Dans la salle, la croix rouge que Bertolt Brecht avait peinte sur l'aigle impérial trônant au-dessus d'une loge rappelle aux spectateurs le message politique de la fondation. A l'extérieur, le paysage urbain subit les bouleversements liés à la réunification de Berlin, à deux pas du cœur historique, la Potsdamer Platz.

De l'argent, peu de public

Le Berliner Ensemble est doté d'une subvention de 120 millions de dentschemerks (400 millions de francs), qui va être portée à 240 millions de DM en 1998. Y travaillent à plein temps 160 personnes, dont 37 comédiens permanents. Parmi cenx-ci, vingt sont uriginatres de l'ex-RDA. Les entres viennent de l'ex-RFA. Le salaire mensuel des comédiens varie de 3 000 DM pour les plus jeunes à 8 000 on 9 000 DM pour les plus an-

La fréquentation du Berliner n'est pas glorieuse : 65 % de taux de remplissage en 1996. De plus, ce chiffre ne tient pas compte du fait qu'un spectacle comme La Résistible ascension d'Arturo Ui de Bertolt Brecht (mise en scène par Heiner Müller et jnnée par Martin Wuttke) remplit la salle à chaque représentation, tandis que la plupart des autres productions se donnent devant des parterres clairsemes.

bauerdamm témoigne de l'inscrip-tion du théâtre dans la ville où s'inscrit l'histoire allemande du siècle. C'est sa force, et son drame. Qui aujourd'hui voudrait du Berliner? Un nouvel intendant devrait être nommé avant fin mars. Mais aucun grand nom ne figure pour l'instant parmi les candidats. Il faudra du temps pour que le Bediner Ensemble retrouve l'énergie et le désir indispensables à son renouveau: le temps d'apprivoiset les fantômes. Au cours des dernières décennies, le mythe de Bertolt Brecht.est devenu sentimental, et son œuvre intouchable. Si le Berliner Ensemble ne les réactive pas. s'il se contente de représenter les pièces de Brecht dans le strict respect du souvenir, il est condamné pour longtemps à n'être qu'un mu-

La gardienne du temple

BERLIN

de natre envoyée spéciale Entrer chez Barbara Schall-Brêcht, c'est ouvrir un vieux roman allemand. Une gouvernante introduit le visiteur, des gâteaux à la manière de Brême attendent sur

PORTRAIT _

Barbara Schall-Brecht. la fille de l'auteur le plus joué en Allemagne avec Shakespeare

la table d'une vaste pièce, baute de plafond et babitée de tant de meubles, tableaux, livres et objets qu'on se croirait dans un musée. D'ailleurs, cet appartement est un musée: Bertolt Brecht le remplit de son souvenir à travers sa fille. Voix forte, affirmée. Barbara Brecht se livre au jeu de l'entre-



tien, « uniquement parce que vous venez de France, précise-t-elle, et que lo France aime beaucoup mon

Barbara Schall-Brecht est née en

1930. Elle a passé la majeure partie de son enfance et de son adolescence hors d'Allemagne - au Danemark, en Finlande et aux Etats-Unis, où sa famille émigra pour fuir le nazisme. Elle avait dix-neuf ans quand son père et sa mère, la comédienne Hélène Weigel, sont venus dans la toute nouvelle République démocratique allemande pour fonder le Berliner Ensemble. « A ce moment-là, mon père est devenu Brecht-der-Dichter, le grand poète reconnu. Mois pour moi celo ne changeait pas grand-chose. Les rôles dans lo famille étoient déjà ėtoblis. »

En 1956, Bertolt Brecht meurt à cinquante-buit ans. * Personne ne s'était attendu qu'il disporaisse si jeune. Il laissait beaucoup de documents, dans lesquels il fallait mettre de l'ordre. Mamon s'en est chargée. Moi i'ai mené mo corrière d'octrice. je me suis mariée, l'ai élévé mes enfants. Tout était normal jusqu'à lo mort de maman, en 1971. » Depuis. Barbara Schall (du nom de son mari, comédien) veille sur un trésor : l'héritage artistique de Brecht, qu'elle partage avec son frère Stephan, installé aux Etats-

PAS DE MÉLANGE Dès qu'il s'agit d'aborder la question des droits. Barhara Brecht se raidit. Au point d'en devenir surprenante. Si, d'aventure, le visiteur lui demande combien de demandes lui sont faites. chaque année, pour des mises en scène de pièces de Brecht, elle répond : « Aucune. » En clair : toutes passent par les éditeurs allemands et français - c'est à dire L'Arche et Suhrkamp. « Je veux seulement connoitre le nom du metteur en scène et des comédiens qui jouent les deux rôles principaux. »

Pour certains grands théâtres. comme le Berliner Ensemble, les discussions ont lieu sans intermédiaire. Cela ne les empêche pas d'être àpres. Barbara Schall a des idées arrètées sur la fidélité envers l'œuvre: « On peut foire des coupes, mais j'interdis de mélanger des textes de Brecht entre eux, au avec des textes d'autres outeurs. »

MÉCHANCETÉ »

Cette femme déterminée sait qu'elle n'a pas que des amis dans le milieu du théâtre. Elle le dit: « Vous ne devez pas cublier qu'il y o une campogne d'une méchonceté particullère envers mai depuis dix, quinze ans. On veut me rendre responsable de la situation du Berliner. Même Wuttke est parti en disant que je ne lui avais pas donné les droits. C'est faux. Il avait des options pour neuf pièces. Mois il n'a répondu à aucune des lettres où je lui demandais ce qu'il allait faire. »

Martin Wuttke, intendant du Berliner Ensemble de janvier à décembre 1996 (lire l'entretien cicontre), a joué près de cept fois La Résistible Ascension d'Artura Ui, dans la mise en scène de Heiner Müller. Pour chaque représentation, Barhara Schall-Brecht a reçu du Berliner Ensemble 6 000 deutschemarks (20 000 francs). Brecht est avec Skakespeare l'auteur le plus joué en Allemagne.

Martin Wuttke, intendant de janvier à décembre 1996

Ainsl, le bâtiment du Schiff-

« Il faut pouvoir mettre Brecht en question »

« Vous avez été nommé intendant du Berliner Ensemble en janvier 1996. Moins d'un an plus tard. le 4 décembre, vous avez donné votre démission. Pourquoi?

- Il y avait trop de difficultés et d'incertitudes. Je m'étais donné cinq ans pour changer progressivement l'Ensemble. Je voulais recruter de jeunes comédiens et modifier les structures. Le Berliner pourrait fonctionner avec moins de personnel. Jusqu'à la chute du mur, c'était un théatre d'Etat, où tous les postes avaient plusieurs titulaires. En RDA, ca n'avait aucune importance, le chômage n'existait pas. Aujourd'hui, la situation est tout à fait différente. Au moment de ma prise de fonction, je m'étais entendu avec le sénateur à la culture de Berlin. J'étais parti d'un préalable : avoir la sécurité pour pouvoir conclure des contrats de plusieurs années avec des gens de valeur. Mais les déci-

sions étaient sans cesse repoussées. » Par ailleurs, quand on travaille dans un théâtre qui est lié à Bertolt Brecht, il est nécessaire d'avoir accès à ses œuvres. Je suis parti de l'idée que je pourrais m'entendre avec ses héritiers. Cela a été de plus en plus problématique, et, à la fin, c'est devenu impossible.

- Sur quels points étiez-vous en conflit avec Barbara Schail-Brecht, la fille de Bertolt Brecht? - Ce n'était pas un problème per-

sonnel le n'ai rien contre cette femme. Mais nous avions des conceptions théâtrales inconclliables. Si je suis directeur artistique du Berliner et que je ne peux pas imposer mes vues sur le plateau, je B. S. dois m'en aller. Au début, j'ai espéré

venu à l'idée qu'il faudrait faire un éclat pour montrer que l'œuvre de Brecht appartient à tous. On pourrait par exemple prendre une pièce que personnellement je trouve très intéressante, La Décision, sans en avoir les droits, et l'on organiserait une représentation où l'on en viendrait à ce que la police intervienne sur scène. On pourrait aussi travailler à la manière de Brecht, c'est-àdire choisir une thématique, puis improviser. Au lieu de monter Sainte Jeanne des obattoirs, on ferait écrire une Sainte Jeanne de Berlin par un jeune auteur. Ce serait beaucoup plus conforme aux intentions de Brecht que d'apporter un soin mal entendu à la conservation de la tra-

» Il y aurait évidemment une alternative : confier le Berliner aux héritiers de Brecht. C'est un choix, ce n'est pas le mien. Je pense qu'il faut revoir la question des droits. C'est un conflit tout à fait moderne. Tant qu'il n'est pas réglé, le Berliner ne peut se renouveler. Ce théâtre n'est pas seulement la scène fondée par Brecht et Hélène Weigel. C'est un

- D'après vous, à quand remonte la crise du Berliner En-

- Elle est très ancienne. Elle vient du fait que le Berliner a été créé pour un artiste et un metteur en scène - Brecht ~ dans des conditions sociales déterminées et avec une idée précise de ce qu'il devait être et faire. Cette unité politique et artistique s'est perdue. Si l'on veut drait détruire ce qui a été construit.

contourner l'obstacle. Puis J'en suis Mais on ne peut pas d'un côté dire qu'on pense avec la tête de Brecht, et de l'autre faire un théâtre complètement différent ou nou-

> - Cela veut dire que le Berliner ne pent pas être un théâtre

comme les antres? Non. C'est un théâtre d'élite. même si actuellement le mot n'est pas à la mode. Du temps de Brecht. le Beriiner était anti-élitaire dans sa relation au public, et élitaire sur le plan artistique. C'était véritablement l'archétype d'une scène d'artiste. C'est pour cela que ce n'est pas un théâtre comme il y en a des centaines d'autres en Allemagne. Mais, aujourd'bui, le Berliner vit sans perspectives, tant du point de vue politique que de sa position artistique dans une ville comme Bedin. - Pensez-vous que ce théâtre

puisse disparaître? - C'est impossible. Le probième vient du fait que personne ne veut fermer le Berliner et que personne ne sait ce qu'il faut en faire. Tout le monde voudrait qu'il soit sensationnel, qu'on y joue Brecht, Müller, et qu'il soit toujours plein. Pour ca, il faut pouvoir mettre Brecht en question, l'intégrer au contexte actuel et oser dire que certains aspects de son œuvre sont dépassés. La parole écrite n'est pas une chose sainte. Elle doit être travaillée. Brecht luimême le disait. Ce que je reproche à Barbara Brecht, c'est de penser que les mots sont intouchables. Tant que cette situation perdure, le Berliner n'a pas d'avenir. »

> Propos recueillis pat Brigitte Salino

11 July 1

御屋の外 中、下に つか

STATES THE RELATED TO STATE

172 S 15

i. . .

. . . a.

1.3

100

海中海 " 宋文传 (本) るるなは、実生でも、からり SHOW WITH HOW THE PARTY OF THE PARTY OF **新原果用原本品。** THE RESERVE THE ARE THE Control of the state of the white or best little at the co. 軍士 等等 中華公司 The state of the s PARTY ALLENGATION OF THE PERSON The state of the s in military that the same graph switch a gray of . . . The Rights are Browns I'm I'm · 李杨 图特·李杨叶写为 2 1 1 7 15 is do to a realization of the visit a decaption report to the time properties that a first in a first (事情地 美物化 如此 ****** 製 編 加速性性 经 经 多年

The Branch of Level 1 and 1 mettre Brecht en questiot.

· 1000 1000 1000 1000 1000 1000 THE THE PERSON NAMED IN PARTY OF AND THE PARTY OF T Section of the Conthe state of the s BERNER SERVICE TRANSPORT OF THE SERVICE SERVIC The second second A STATE OF THE STA · 林海 多 西班牙 12 11 11 11 AND THE PROPERTY AND VOICE · 四日 新一班 医白色性 matte and Sectionary, Sec. with the second SAME MONEY OF THEFT ! IT I A STATE OF THE STA 李皇·李明 (1964年) (1964年) 1965年 1

大学 大学 あんだっている All the state of the state of the state of THE RESERVE AND ASSESSED. A STATE OF THE STA in the transfer of the same of The state of the s THE PARTY OF THE PARTY OF The state of the s AND A STATE OF THE STATE OF THE

海 新班 A NAME OF THE OWNER, T

Armand Gatti présente à Sarcelles trois « tentatives d'opéra » sur le refus et la résistance

L'homme de théâtre mêle son histoire à celle de Jean Cavaillès, mathématicien fusillé par les nazis

Armand Gatti présente à Sarcelles du 28 au une œuvre déclinée en trois operas, résultat vi-30 février, et en trois lieux différents, L'Inconnu nº 5 du Fossé des fusillés du Pentagone d'Arras, de la figure de Jean Cavaillès, mathématicien fu- et épisodes personnels.

L'INCONNU Nº 5 DU FOSSE DES

FUSILLES DU PENTAGONE

D'ARRAS, d'Armand Gatti. Sar-

celles, RER Garges-Sarcelles.

Opéra prabable : le 28 à 19 heures

et le 30 à 20 h.30, Gymnase Ker-

gomard, avenue Auguste-Perret.

Opéra supposé: le 29 à 10 henres

(suite à 14 heures), salle André-

Mairaux, rue Taillepled. Opéra

possible: le 29 à 20 heures, salle

Pablo-Neruda, 4, avenue Paul-

Valéry. Hommage à Evariste Gal-lois: le 30 à 18 beures, collège

Evariste-Gallois. Réservation

obligatoire ao tél.: 01-48-70-00-

Les trois opéras ou « tentatives

d'opéra » présentés par Armand

Gatti durant trois jours à Sarcelles

représentent la partie émergée

d'un travail de neuf mois sur place.

Un patient travail de taupe. A son

habitude, Gatti a constitué avec

ses stagiaires, « loulous » appren-

tis et aguerris, ses plasticiens et ses

scéoographes, sa « tribu » et ses

relais, un réseau complexe de gale-

ries mentales imprenables. Y tran-

site, par des corps formés au kung-fu et au chant, la poétique chère à

l'auteur qui mêle mécanique quan-

tique et Histoire à quelques épi-

sndes de sa vie. Les opéras

chanteot leur union en mots, en

voix, en esprit dans l'idée de résis-

tance autour de la figure du ma-

thématicien Jean Cavaillès, fonda-

teur du réseau Cohors et fusillé par

Ces trois opéras ne forment que

le tiers de l'œuvre et valent « pro-

messe d'un opéra de trente jours »,

affirme Gatti. Leur titre exact, qu'il

faut lire an long, pour bien prendre

en compte le refus de la norme as-

sumé par l'auteur est: L'Inconnu

Nº 5 du Pentagone des fusillés de la

76 ou 01-48-59-80-64.

prison d'Arras, octes probables avec les rapports bouleversés de l'objectif et du subjectif, les interactions (bou-

sible de neuf mois de travail sur place. Autour l'auteur, mélant mécanique quantique, Histoire

qu'il faut voir devant soi. Quiconque se rendrait à Sarcelles dans la disposition d'esprit d'un spectaleversées elles aussi) du visible et de teur de théâtre risquerait de s'y l'inobservable, de l'information et de égarer, sauf à prendre en compte la son caût d'incertitude. En même « finolité » du spectacle selon Gattemps, octes possibles d'univers syti : les hommes et femmes avec qui métriques redéfinissant le longage il a travaillé durant soo élaboraqui nous vient du savoir, en sentition, à qui il a accorde ses mots nelles du dire, le long des barbelés quand ils ne hii proposaient pas les paradoxaux de lo connoissance. Un leurs. C'est par cette porte étroite « titre » qui vaut pour l'ensemble qu'il faut entrer dans l'œuvre, non des parties et pour chacune, prépar l'ouverture d'une scène tradi-

Trente-six chapelles et une cathédrale

A l'imitation de Cavaillès, qui apportait ao général de Gaulle à Londres une azalée, une statue représentant la France enchaînée, des photos de Chartres, un poème de Péguy et un almanach des privinces de France, Stéphane Gatti, fils d'Armand, a demandé à treute-six stagiaires les cinq dates les plus importantes de leur existence. Avec leurs images, leurs mots et leurs objets, il a transformé treute-six chambres do foyer des jeunes travailleurs, en trente-six chapelles. Chacune dit : « Je résiste ».

A 200 mètres, un immeuble entier a été érigé en « cathédrale de la Résistance ». Aux étages supérieurs, les noms des 203 membres du réseao Cobors sout portés sur des étendards blancs. Au premier étage, s'alignent les béros de la résistance seinn Gatti, de Sitting Bull à Ulrike Meinhof, de Bobby Sands à Che Guevara, de Jean Moulin aux Manonchian, de Farid Al-Din Attas à Baal Shem Tov. Les ex-voto des babitants de Sarcelles à la résistance (ao racisme, au sida) sout placés an rez-de-chaussée.

* Soft X, l'inconnu : Foyer des jeunes travailleurs, 8-10 avenue Paul-Valéry. Est réel ce qui résiste, une cathédrale à la Résistance : 1-3-5, allée Maillol, Sarcelles.

sentées in progress, comme l'état d'un travail en cours. Spectacle de leçons plus que leçons de spec-

SPECTACLE « SUSPECT » Car le spectacle - probable, sup-

posé ou possible - toujours «suspect » est présent à chaque instant dans ces répétitions générales con d'une révolution à venir, mais dans celle, plus modeste et plus réelle, tionnelle. Prévenant - ou prudeot ~, Gatti a déjà inclus le spectateur dans son opéra. Celui-ci a ses délégués (cinq), plutôt malvoyants et mal-eoteodants. souvent à côté des choses, débordés par ce qui se passe, mais qui, dans leurs interrogations, * opportent l'Histoire ».

L'Opéra probable, le plus achevé des trois, qui ouvre et clôt les trois iours se loue entre poème dramatique et messe. Jean Cavaillès (dont les initiales sont J.C.) meurt en défendant une certaine idée de résistance. Il est célébre comme uoe autre firme d'Esprit saint laique -, dont les acteurs appelleraient l'incarnation. La science serait le corps et la poésie le sang de cette tentative de communion. Et Gatti poserait les repères d'une dramaturgie-liturgie de nouveau type. Ses acteurs sont tout sauf des personnages. Ils se présentent comme des intermédiaires soumis au verbe, à ses symétries appuyées, et la course de leurs corps est conçue comme une versification dans l'espace. Thut o'est pas musique, mais tout doit être entendu comme tel. Gatti distribue aux spectateurs le texte de l'opéra comme autant de partitions à suivre. Comme pour permettre à chacun d'entrer dans le chœur.

Cette coucélébration du refus (refus d'un théâtre psychologique, refus d'un théatre d'action et de caractères, refus « de créer une illusion ») ouvre à une démarche poétique de connaissance, dans les mntations de personnages-mots, de personnages-concepts, de personnages-particules. Si l'œuvre de Gatti s'appareote à quelque théâtre, c'est au mystère médiéval. A cela près que sa Passion de Jean Cavaillès ne serait pas seloo Armand Gatti, dans la mesure où elle est aussi celle de l'auteur. Qu'il y aurait une forme de partage oo de reconnaissance mutuelle entre les deux résistants. Qu'ils entonneraient ensemble, avec les vivants et les morts, la litanie qui ébranle les murs de la salle de spectacle pour qu'advienne un théâtre de résistance à Sarcelles et ailleurs : « Que la cathédrole soit! >

Jean-Louis Perrier

John Adams dénonce « la haine de la culture » aux Etats-Unis

Concert triomphal à Manchester du compositeur américain le plus joué du moment

CONCERTO POUR VIOLON, HARMONIELEHRE, de John Adams, Kurt Nikkaneo (violon), Orchestre Hallé, John Adams (direction), le 23 janvier, Bridgewater Hall, Manchester.

> MANCHESTER de notre envoyé spéciol

Joho Adams oe semble pas avoir connu l'humiliatioo pénible de ces applaudissements qui retombeot si vite qu'il faut l'obstination de quelques oficionodos pour les faire durer au moins jusqu'au moment où l'auteur vient saluer. D'abord, le compositeur américain le plus joué du moment

La médiocre acoustique du Bridgewater Hall

Paris et Londres l'ont révé. Manchester l'a fait. La ville de résidence de l'orchestre fondé par Sir Charles Hallé s'offre, sans renforts de fonds publics, une immense salle de 2 400 places, cannelle, acier et or. On passera sur la moquette des foyers, inspirée des Nympheas de Claude Monet, sur les « sculptures » rose bonbon qui courent en cascade sur le mur, le long des bastingages des deux mezzanines. Ce qui « passe » moins, c'est l'acoustique. Le compromis retenn, entre le plan « boîte à chaussures » (Musikverein de Vienne) et la disposition en « vignobles » (Philharmonie de Berlin) donne une acoustique très réverbérée, floue, nù les culvres et les bois convrent les cordes dans les forte, où les timbales font disparaître un violon solo situé dix mètres en avant. Pour les orellies peu pointilleuses, le volume sonore y est une joie certaine. En septembre 1996, Le Sacre du printemps de Stravinsky y avait perdu ses os... Un mouvement lent de Bruckner y sera probablement propre musique, prenant jusqu'à douze semaines par an sur soo planning de compositeur pour ce attaqué par des commeotateurs faire; ensuite, le triomphe est immense, à Manchester, et pas seulemeot parce gu'oo fait fête à ses cinquante ans.

Enteodre Hormonielehre (1985), vaste triptyque symphonique empruntant son titre à Schöoberg, est une expérience étonnante. Malgré les carences acoustiques du Bridgewater Hall (lite cicontre), oo y eotend l'extrême stabilité de l'orchestration, la répartitioo presque magique des plans socores dans un spectre large, respirant pleinement: une ligne de enotrebasses, un «tapis » soyeux de cuivres, uoe grande ligne, longue et lyrique, de violons, quelques motifs vifs et légers des bois et du reste des cordes, saupoudrés de quelques percussions et nimbés d'un balo de synthétiseur. Ces « ingrédients » soot la signature du soo adamsien, de ses assemblages raffinés ollo Ravel.

Dans le même temps, Adams est capable de concevoir une sonorité rugueuse, incisive, presque trosh, comme dans le dernier mouvement de sa Symphonie de chombre (1992): «Je ne suis pas catologuoble, et j'ovoue ne jomois penser mo musique en termes de « stratégie » ortistique. Je préférerais sans doute, comme Steve Reich par exemple, suivre un chemin directionnel, ou de nouveoux éléments viendroient colmement transformer le langage, dans une logique très repéroble. Mais je ne peux m'empecher d'effectuer des ongles droits, des volte-foce, des « choses défendues ». Il est vrai que, depuis quelques temps, je me suis concentré sur des pièces vives, virtuoses, porfois irrévérencieuses; cette période s'ochèvera provisoirement ovec lo composition de mon concerto pour piono, Ceotury Rolls. Ensuite, j'écrirai un oratorio, romantiques (grandes phrases, pour 1999, probablement sur les accords somptueux), John Adams textes opocryphes des Ecritures. ne répugne pas à frôler le style de Ceci dit, je ne me sens pas cou- Paul Anka, dans les sones de soo

pable de donner du ploisir ou pu-

En France, Adams est souvent

qui ne conoaissent de lui que deux ou trois pièces. Mais la résistance vient aussi de certains musiciens. On se souvient des mines consternées de la plupart des membres de l'Eosemble intercontemporain, jouant de manière ostensiblemeot distante la musique trop « sonnante » du Californien. « Ce sont d'excellents musiciens, mois celo o été une expérience difficile. Je crois que l'oi été invité pour des raisons politiques et non musicoles : on vouloit faire entrer « le dioble » dans l'orthodoxie boulezienne, signifier une ouverture d'esprit et de répertoire. Moi, je ne veux jouer qu'avec des musiclens qui m'oiment pour ce que je suis musicolement, pas pour ce que je réprésente : ceux du London Sinfonietto, de l'Orchestre Hollé à Monchester, de l'Ensemble Modern à Froncfort ou du Schonberg Ensemble, o Amsterdom... Je sois qu'en France, du moins à Paris, on m'appose toujours à Pierre Boulez. J'oime certainement mleux so musique qu'il n'oime lo mienne, mois je n'oi pas envie d'être récupéré « contre » Boulez, celo n'o pas de sens. La seule chose que je ne comprends pas chez lui, c'est l'obstinotion dons une conception très étriquée de la musique du XX: siècle, où Sibelius, Chostakovitch et Britten - sons parier du jazz, de lo chonson, du rock - sont

mis d l'index. C'est tout. » Si le premier mouvement du Concerto pour violon (1993) est d'une abstraction presque austère, si Slominsky's Earbox, sa dernière pièce, ultravirtuose et très stravinskienne (les carrures de la « Danse sacrale » y sout évoquées), mêle les repères minimalistes (la constructioo d'une séquence sur un matériau «minimal» d'alto solo) et post-

Looking At The Ceiling And Then I Saw The Sky (donné à Bobigny la saisoo dernière) oo celui de Paul McCartney pour soo nouveau coocerto pour clarinette, dont la créatioo française aura lieu à l'automne, par... l'Ensemble Inter-

« En France, on m'oppose toujours à Pierre Boulez. J'aime certainement mieux sa musique qu'il n'aime la mienne »

Les rappeurs pourraient danser sur Scrotchband (1996), les raves diffuser sans peine les titres « planants » de Hoodoo Zephyr. « Il est vrai que je me suis toujours senti proche de lo musique dite populoire. J'ovoue même que mon rêve serait de réussir quelque chose pour le Broadway de cette fin de siècle. I Was Looking At The Ceiling tend vers celo, mais il y o quelque chose qui ne fonctionne pas. Lo trame dromotique n'est peutêtre pas assez perceptible et le public de Broodway n'o peut-être pas envie d'entendre ce qui se passe dons les milieux défavorisés de Los Angeles... Aujourd'hui, nous vivons une période très difficile aux Etats-Unis. L'économie prospère mois les aides o lo culture n'ont jomois été si basses. Il y o quelque chose de terrible dans ce vaste pays, c'est lo hoine de l'intelligence, de lo culture : regordez le couple Clinton. On oime chez lui ce côté solide, plein de bon sens. Elle, c'est une femme très intelligente, très intellectuelle, et 80 % de l'Amérique lo déteste pour cela même... »

Une seule adresse

LE TOUR DU MONDE et son réseau de 250 correspondants

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS Tél : 01.42.88.73.59 Fax: 01.42.88.40.57

Devenez manager d'entreprises culturelles attaché(e) de presse,

IC.COM propose des cycles da formation courts et longs encadrés par les meilleurs professionnels ouveris aux étudiants et selaries.

relations publiques

Institut de la Culture, de la Communication et du Management (IC.COM) 11, bd Magenta, 75010 Paris - T. 01 42 40 42 88

CONCERTS

CHATELET

MERCREDI 29 JANVIER 12h45 Pedro Burmester, piano SCHUMANN, CHOPIN Location 01 40 28 28 40

MERCREDI 29 JANVIER VENDREDI 31 JANVIER LUNDI 3 FEVRIER - 20 heures

AUDITORIUM DU LOUVRE

I. GOLAN, piano S. MINTZ, violon M. HAIMOVITZ, violoncelle

Intégral des trios avec piano

Places 130 F, 85 F, 50 F (01-40-20-51-86)

CHATELET

Igor Stravinsky Le Rossignol

Natalie Dessay, Wendy Hoffmann, Wolfgang Bünten, Jean-Luc Chaignaud, Franz Hawlata, Askar Andrasakov, Helene Perraguin Orchestre de Paris

Arnold Schoenberg Pierrot lunaire Christine Schäfer

Ensemble Intercontemporain Direction musicale, Pierre Boulez Mise en scène, Stanislas Nordey

DU 30 JANVIER AU 9 FEVRIER

CHATELET

Location 01 40 28 28 40

VENDRED131 JANVIER 12h45 Michel Béroff, piano Jean-François Heisser, piano

STRAVINSKY Location 01 40 28 28 40

1º FEVRIER - 20 h 30 SALLE GAVEAU Katia SKANAVI

piano Debussy - Franck-Schumann Tél. rés. : 01-49-53-05-07

4 sonates pour piano Maurizio

12 février op.31 n°1 / n°3 op.31 n°2 "Tempête" op.53 "Waldstein"

Beethoven **5 concerios pour piano** Alfred

BRENDEL Academy of St Martin in the Fields Sir Neville Marriner

4 fév : n°1 op. 15 et n°4 op.58 5 fév : n°2 op.19 et n°3 op.37 7 fév: n°5 op.73 "Empereur"

DERA

Récital Debussy

Véronique Dietschy, Philippe Cassard, piano 3 fevrier - 20 h Amphithéätre-Bastille 01 44 72 13 00

3 FÉVRIER 1997 - 20 h 30 SALLE GAVEAU Katia RICCIARELLI

Ensemble LE VIVALDIANE Corelli-Vivaldi Tël. rès.: 01-49-53-05-07

DERY

de Falla Debussy-Schoenberg Debussy

Par les musiciens de l'Orchestre de l'Opéra

4 fevrier – 20 h Amphithéátra-Bastille 01 44 73 13 00

cité de la musique

> Quatuor Borodine nostakovitch, Schubert 7 février < 20h

Porte de Panzin réservations 01 44 84 44 84

cité de la musique

Marc Minkowski, pirectio-Les Musiciens du Louvre Pergolese, Stabat Mater Casseréa de Mondonville, Buffarcin 9 février < 16h30

D Porte de Pantin réservatians 01 44 84 44 84

24 FEVRIER 1997 - 20 h 30 SALLE GAVEAU Sumi JO

Soprano Tél. rés. : 01-49-53-05-07

27 FÉVRIER ET 3 MARS - 20 h 30 SALLE GAVEAU Montserrat CABALLE

Scarlatti - Pergolese - Donizetti ... le 3 avec Montserrat Marti

Le duo aborde un répertoire peu connu et surprenant du chanteur-comédien

LE DUO Les Zig'Zinzin (Eric Gallet et Bertrand Rivoalen) abordent avec fantaisie et talent de comédiens (qu'ils sont) les répertoires de la chanson française, évoluant toujours avec sûreté entre le rire et le tragique. Après le cinéma des années 30 ou la Belle Epoque, leur Fête à Bourvil emmêne vers une face peu connue, surprenante, du comédien-chanteur. Ainsi interprétent-ils une quinzaine de chansons réalistes, de ballades poétiques ou de bétises désopilantes qu'ils font vivre grâce à la mise en scène de Patrice Perrault. On ot avec Les Terrassiers. Haupetta la Bella ou Nous n'irons pas à Calcutta, on est



ému par Pas d'chance, Le P'tit Poisson rouge, qui a des accents presque cruels, par des raretés comme Qui donc eut dû? ou Candide. L'accordéoniste Frédéric Deschamps est un complice plus qu'un simple accompagnateur. La soirée se termine par un pot-pourri (Les Crayons, La Tactique du gendarme, Salade de fruits...), mais ce soot d'abord ces petites perles inconnues qui méritent le déplacement.

* Point-Virgule, 7, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4. Mº Hôtel-de-Ville. 20 heures, les lundî et mardi, jusqu'au 25 février. Tél.: 01-42-78-67-03, 80 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

François Killian (piano) Formé au Cooservatoire de Paris, puis en Allemagne, François Killian a remporté tout jeune le Prix des conservatoires allemands. Aujourd'hui, il enseigne et donne des concerts. Pianiste sensible, délicat, il n'est pas de ceux qui veuleot épater le public, mais le coovier à une soirée intimiste, mēme si soo jeu peut, à l'occasion, éblouir par son brio. Œuvres de Weber, Liszt et Ravel. Salle Gaveau, 45, rue La Boétle, Paris &. Mª Miromesnil. 20 h 30, le 28. Tel.: 01-49-53-05-07. De 95 F à 200 E Chœur et orchestre

Paris-Sorbonne Bruckner: Symphonie nº 3, Messe en mi mineur. Jacques Grimbert (direction). On fait de la musique à la Sorbonne, certes pas au niveau des plus grandes

formations, mais Grimbert sait faire des programmes, exhumer à l'occasion des œuvres rares (ce n'est pas le cas cette fois-ci) et touipurs emmeger ses troupes vers la victoire.

Amphithéâtre de la Sorbonne, 47, rue des Ecoles, Paris 5. Mº Saint-Michel. 20 h 30, le 28. Tel. 01-42-62-71-71. Locotion Froc. Virgin. De 70 F à 165 F. Emmyloo Harris

Reine de Nashville sans céder aux tics des cow-boys de pacotille, Emmylou Harris a souvent prêté sa voix magnifique aux grands songwriters du rock. Soo éclectisme l'a ameoée à collaborer récemment avec le producteur Daniel Lanois pour un album, Wrecking Ball, aventureux

et onicique, Batacian, 50. boulevard Voltaire, Paris 11. Mo Voltaire. 20 heures, les 27 et 28. Tél. : 01-47-00-55-22. 165 F.

Mundy Rodées dans les rues de Dublin. les chansons de Mundy, solide espoir du rock irlandais, se parent du lyrisme d'une Celtic soul propre à la verte Eirin. Jusqu'à atteindre parfbis une grandiloqueoce

coupable. Pigall's, 77, rue Pigalle, Paris 9. Mº Pigalle. 20 h 30, le 27. T&L: 01-46-27-82-82, 121 F.

MUSIQUE Une sélection de concerts classique, jazz, rock, chanson Bernius (direction).

احكذا من الاعل

et musique du monde à Paris et en Ile-de-France CLASSIQUE 50-90. De 90 F à 390 F. **LUND! 27 JANVIER**

Le Comte Ory de Rossini. Rockwell Blake (le comte Ory), Philippe Georges (Raimbaud), Annick Massis, Liliana Faraon (la comtesse), Paul Gay, Alfonso Echeverria (le gouverneur), Ensemble orchestral da Paris, Chœur de l'Opéranique, Rico Saccani (direction), Eric Vigié (mise en scène).

Opéra-Comique. Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2. Mª Richelieu-Drouot. 19 h 30, les 27, 28 et 30 ianvier et les ?" et 3 février. Tél. : 01-42-44-45-46. De 50 F à 490 F.

Huguette Dreyfus (davecin) Œuvres de Rameau, 8ach et Scarlatti. Théâtre Grévin, 10, boulevard Mont-martre, Paris 9. Mº Rue-Montmartre. 20 h 30, le 27. Tél.: 01-48-24-16-97. De 90 F à 200 F.

MARDI 28 JANVIER Société des vents de Montréal Poulenc : Le Bai masqué. Harsanyi ; L'Histoire du petit tailleur. François Castang (récitant), Lionel Peintre (ba-

Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7º, Mº Solferino. 12 h 30, le 28. Tel.: 01-40-49-47-17, 70 F. A sei voci, Ensemble l'Itinéraire Musique de Lévinas, sculptures de Tot-

sikas, Technique IRCAM. Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19°. Mº Porte-de-Pantin. 14 heures et 15 h 30, le 28; 15 heures et 16 h 30, le 29. Tél. : 01-44-84-44-84. Entrée libre. **MERCREDI 29 JANVIER**

Pedro Burmester (piano) Schumann: Fantaisie pour piano. Chopin: Préludes op. 28. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1". Mª Châtelet, 12 h 45, le 29, Tél. : 01-40-28-28-40, 50 F. Itamar Golan (piano).

Shlama Mintz (violon), Matt Haimovitz (violoncelle) Beethoven: Trios pour piano, violon et

Auditorium du Lauvre, accès par la py-ramide, Paris 1º. Mº Louvre, Palais-Royal. 20 heures, les 29 et 31 janvier et le 3 février. Tél. : 01-40-20-52-29. 130 F. **Ouatuor Rosamonde** Œuvres de Mozart, Chostakovitch et

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8. M. Miromesnil. 20 h 30, le 29. Tél. : 01-49-53-05-07. De 95 F à 200 F.

Le Rossignol, Pierrot lunaire Stravinsky: Le Rossignol Schoenberg: Pierrot lunaire. Christine Schäfer (récitante), Natalie Dessay (le Rossignol),

Wolfgang Bünten (le Pecheur), Jean-

Schubert : Offertoire « Intende voci », Lieder, messe D 950. Marie-Noëlle de Callata (soprano), Martina Borst (mezzo-soprano), Robert Chafin, Jan Kaba-now (ténor), Cornelius Hauptmann (basse), Kammerkor Stuttgart, Frieder

Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montalgne, Paris & M. Alma-Marceau. 20 h 30, le 31. TéL : 01-49-52-Béatrice Cramoix

Œuvres de Clérambault, Prey, Hersant et Grandval Péniche Opéra, 200, quai de Jemmapes, Paris 10. Mª Jaurès, Louis-Blanc, 21 heures, le 31 ienvier et le 1° février. Tél.: 01-43-49-08-15. De 100 F à 120 F.

La Chauve-Souris De Johann Strauss. Francis Dudziak, Catherine Dune, Brigitte Lafon, Lionel Peintre, Jacques Perroni, Rodolphe Briand, Jean-Louis Meunier, Sortie d'artistes, Patrice Caurier, Moshe Leiser

(mise en scène). Sceaux (92). Les Gémeaux, 49, avenue Georges-Clemenceau, Mº Bourg-la Reine. 20 h 45, le 31 janvier et le 1° février. Tél.: 01-46-61-36-67. 140 F. SAMEDI 1 FÉVRIER

Ensemble InterContempor Œuvres de Nunes, Schoeller, Campai Wishart, Harvey, Jarrell, Varèse, Romitelli, Donatoni, Carter, Francesconi et Xenakis, Donatienne Michel-Dansac (soprano), Emmanuelle Ophèle (flûte). Didier Pateau (hautbols), Dimitri Vassilakis (piano), Technique IRCAM, Pascal Rophé (direction),

IRCAM, 1. place Igor-Stravinsky, Paris 4°. M° Rambuteau. 15 heures, 16 heures, 17 heures, 18 heures et 19 heures, les 1º et 2 février, Tél. : 01-44-78-48-16. Entrée libre.

Midori (violon), Robert McDonald (piano) Kreisler : Prélude et allegro dans le style de Pugnani, Enesco : Sonate pour violon et piano nº 3. Flagello : Décla-mation op. 54. Franck : Sonate pour

violon et piana Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4. Mº Châtelet. 17 heures, le février, Tél. : 01-42-74-22-77, 90 F. Ensemble Itinéraire

Gavazzi : Flötentraum, Markeas : Tarabust. Michat: Isme Ebde. Strasnoy: Une nonne sur la cordes raide, Daniel Kawka (direction),

Canservataire national supérieur de musique, 209, avenue Jean-Jaurès, Paris 19°, Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 1" février, Tél. : 01-40-40-46-46, Entrée libre.

DIMANCHE 2 FÉVRIER

Concert électroacoustique Mantovani : Double ieu, Paysage nocturne, Hertz: Création. Fuente: Les Bretteurs. Markeas: Jeux de langage. Gilles Tressos (saxophone), Marc Zere (batterie), Laurent Cun

Conservatoire national supérieur de musique, 209, avenue Jean-Jaurès, Pale 2 février. Tél. : 01-40-40-46-46. En40-26-46-60. Location Fnac, Virgin.

Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1º-. Mª Châtelet. 22 heures, le 28. Tél.: 01-40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. De 50 F à 78 F.

Jean-Loup Longnon

Nicolas Montler Petit Opportun, 15, rue des Lavandieres-Sainte-Opportune, Paris 1º. Mº Châtelet, 22 h 30, les 28 et 29. Tél. : 01-42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Francois Corneloup Trio Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1º. Mº Châtelet. 22 heures, le 29. Tél. : 01-40-26-46-60. Location Fnac, Virgio.

Alain Brunet Quartet Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1ª, Mª Châtelet. 22 h 30, les 29 et 30. Tél. : 01-42-33-22-

88. Location Fnac, Virgin. De 70 F à Patrick Gauthier Group Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1º.

Mª Châtelet. 22 heures, le 30. Tél.: 01-40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. Fric Le Lann Quartet Au Duc des Lombards, 42, rue des

Lombards, Paris 1º. Mº Châtelet. 22 h 30, le 31 janvier et les 1° et 3 février. Tél.: 01-42-33-22-88. Location Fnac, Virgin. De 70 F à 100 F.

David Lynx, Diederik Wissels Quartet Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, Paris 4°, M° Rambuteau. 20 h 30, les 1°, 2, 3 et 4 février. Tél. : 01-53-01-96-96. De 80 F à 110 F.

Jacques Labarierre, Jean-Jacques Avenel Le Regard du Cygne, 210, rue de Belle ville, Paris 19. Mr Place-des-Fêtes, Télé-graphe. 17 heures, les 2 et 9 février.

Jusqu'au 9 mars. Tél. : 01-43-58-55-93. The Zawinul Syndicate Créteil (94). Maison des arts, place Salvador-Allende. 20 h 30, le 29. Tél.: 01-45-13-19-19, 100 E

Hans Koch, Martin Schütz, Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lengir, 20 h 30, le 29, Tél.: 01-

42-87-25-91, De 40 F à 80 F. VRAC

Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 17 heures, le 2 février, Tél.: 01-42-87-25-91, De 40 F à 80 F.

ROCK

Carey Bell New Morning, 7-9, rue des Petites-Equies, Park 10. Me Château-d'Fau. 20 h 30, le 29. Tél. : 01-45-23-51-41. Location Fnac, Virgin, De 110 F & 130 F.

Kat Onoma Pigall's, 77, rue Pigalle, Paris 9. Mª Pile 1º février, 110 F. 3 Coulours Red

tyrs, Paris 9. 20 h 30, le 30. Tel.: 01-44-92-77-66. 94 F.

Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13. Mº Place-d'Italie. 20 h 30, le 30. Tél.: 01-53-79-00-11. De 80 F à 100 F.

Linton Kwesi Johnson & the Bovell Dub Band Créteil (94). Maison des arts, place Sal-vador-Allende. 20 h 30, le 1º février. Tél.: 01-45-13-19-19. 100 F.

Mush, Sleepers, Mary's Child, Dèche d'en face

Ris-Orangis (91). Le Plan, rue Rony-Gallagher. 20 h 30, le 1º février. Tél.: 01-69-43-03-03.

CHANSON

David McNell Olympia, 28, boulevard des Capucines Paris 8". M° Opéra, Madeleine. 20 h 30, le 27. Tél.: 01-47-42-25-49. De 160 F à

Graeme Allwright Théâtre des Déchargeurs-La Bohème, 3, rue des Déchargeurs, Paris 1^{es}. Mº Châtelet. 20 h 30, le 27. Tél.: 01-42-36-00-02. 100 F.

Point-Virgule, 7, rue Salnte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4. Mª Hôtel-de-Ville. 21 h 15, les 27 et 28. Tél.: 01-42-78-67-03. 80 F.

Georges Chelon Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir. Paris 2. M. Sentier, 20 heures, les 28,

29, 30 et 31 janvier et les 1ª, 4, 5, 6, 7 et 8 février. Tél.: 01-42-36-37-27. Location nac, Virgin. 90 F. Henri Tachan

Théâtre de Dix Heures, 36, boulevard de Clichy, Paris 18". Mº Pigalle. 20 h 30, les 28, 29, 30 et 31 janvier et les 1°, 4, 5, 6, 7, B et 11 février, jusqu'au 15 février Tél. : 01-46-06-10-17, 140 F. vanna Marini

Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18°. Mº Ab-besses. 20 h 30, les 28, 29, 30 et 31 jan-77. 90 F. Dany Brillant

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8°. M° Opéra, Madeleine. 20 h 30, les 28, 29, 30 et 31 janvier et le 1° fé-vrier ; 17 heures, le 2 février. Tél. : 01-47-42-25-49. De 140 F à 220 F.

Souingue l Théâtre Manigny, Carré Marigny, Paris 8. Mº Champs-Elysées-Clemenceau. 21 heures, les 28, 29, 30 et 31 janvier et les 1°, 4, 5, 6, 7, 8 et 11 février ; 17 heures, les 2 at 9 février, jusqu'au 30 mars. Tél. : 01-42-25-20-74, Location

Fnac, Virgin. De 120 F à 150 F. Eddy Mitchell Palais omnisports de Paris-Bercy, 8.

boulevard de Bercy, Paris 9°. Mº Portede-Bercy. 20 h 30, les 29, 30 et 31 janet le 14 févriar ; 16 h 30, le 2 fé vrier. Tél.: 01-44-68-44-68. De 197 F à

Mr Châtelet. 22 heures, le 27. Tel.: 01- Bastille. 20 h 30, le 31. Tél.: 01-44-59 82-82. De 30 F à 80 F.

()

.

....

::-

:t. -

40.0

72,

٠...

3 -

٠.

.;.

Kalifa Ailleurs, 13, rue Beausire, Paris 4°. Mº Bastille. 20 h 30, les 1° et 2 février. Tél. : 01-44-59-82-82. De 30 F à 80 F.

MUSIQUE DU MONDE

L'Européen, 3, rue Biot, Paris 17°. Mº Place-de-Clichy. 20 h 30, les 27, 28, 30 et 31 janvier et le 1 février ; 16 h 30, le 2 février. Tél. : 01-49-87-50-50. Location Fnac. 159 F.

La Chapelle des Lombards, 19, rue de Lappe, Paris 11°. Mª Bastille. 20 heures, le 30 janvier et le 6 février, jusqu'au 13 février. Tél. : 01-43-57-24-24. 70 F.

Sonia M'Barek Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16. Mª Passy. 20 heures, le 30. Tél.: 01-42-30-

Edena Cordeiro Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19°. Mº Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 30. Tél.: 01-42-00-14-14. 110 f.

Festival Reggae Music International New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10°. M° Château-d'Eau. 19 heures, le 31. Tél.: 01-45-23-51-41.

Location Frac, Virgin. De 110 F à 130 F. Les Joueurs de Waza Institut du monde arabe, 1, rue des-Fossés-Saint-Bernard, Paris 5. Mº Jussieu. 20 h 30, le 31 janvier et le 1ª fé-

vrier. Tél.; 01-40-51-38-37. Location Fnac. De 80 F à 100 F. Hamdi Benani Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert, Paris 15. Mº Boucicaut.

20 h 30, le 31, Tél.: 01-45-54-95-31. Teca Calazans, Chapeu Preto, Naka, Jovino Santos

Grande Halle de la Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. Mª Porte-de-Pantin. 17 h 15, le 1™ février, Tél. : 01-40-03-75-75. 40 F. Orchestre national de Barbès

Créteil (94). Maison des arts, place Salvador-Allende, 20 h 30, le 31. Tél. : 01-45-13-19-19. 100 F.

Crétell (94). Maison des arts, place Salvador-Allende, 18 heures, le 1º février. Tél.: 01-45-13-19-19. De 70 F à 100 F.

DANSE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France Daniel Larrieu, William Forsythe Daniel Larrieu: Delta, William For-

sythe: Hypothetical Stream. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4. Mº Châtelet. 20 h 30, les 28, 29, 30 et 31 janvier et le 1º février. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F. Compagnie Piollet Guizerix Jean Guizerix: Imminence, imma-

rience, Danses de travers. Yvonne Rainer: Trio A. Andy Degroat: Giselle échappée et autres variations. Dunois, 108, rue du Chevaleret, Paris 13°. M° Chevaleret. 20 h 30, les 28, 29,

30 et 31. Tél.: 01-45-84-72-00. 100 F. Compagnie la Spirale de Caroline Olivia Grandville : Zig-zag. Dix-Huit Théâtre, 16, rue Georgette-

Agutte, Paris 18. M. Guy-Môquet. 20 h 30, les 28, 29, 30 et 31 ianvier et le 1= février. Tél.: 01-42-26-47-47. Location Fnac, Virgin. De 80 F à 120 F. Claudia Triozzi

Galina Dark. La Ménagerie de verre, 12, rue Léchevin, Paris 11°. Mº Parmentier, Saint-Am-broise. 20 h 30, les 28 et 29. Tél.: 01-43-38-33-44. De 60 F à 80 F.

Raimund Hoohe Meinwärts. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Ro-

quette, Paris 11°. Mº Bastille, Voltaire. 21 heures, les 28 et 29. Tél.: 01-43-57-42-14. 100 F

Compagnie Maguy Marin Centre Georges-Pompidou, rue Ram-

truteau, Paris 4. M. Rambuteau. 20 h 30, les 29 et 30. Tel. : 01-44-78-13-Béjart Ballet Lausanne

Messe pour le temps présent. Théâtre national de Challlot, 1, place du Trocadéro, Paris 16°. Mº Trocadéro. 20 h 30, les 29, 30 et 31 janvier et les 1°, 4 et 5 février ; 15 heures, le 2 février. Tél. : 01-47-27-81-15. 230 f.

Compagnie le Grand Grigou, Benoît Lachambre Jean-Danjel Magnin, Alain Rigout: L'homme qui était mort. Senoît Lachambre: Etude pour silhouette ac-

La Ménagerie de verre, 12, rue Léchevin, Paris 11°. Mº Parmentier, Saint-Am-1= février, Tél. : 01-43-38-33-44. De 60 F

Pascal Gravat, Prisca Harsch L'Amour de la fille et du garçon. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Ro-quette, Paris 11º. Mº Bastille, Voltaire. 19 h 30, le 31 janvier et le 1° février , 15 h 30, le 2 février. Tél. : 01-43-57-42

14. 100 E Karin Pontiès, Nicole Mossoux, Un œuf is un œuf Karin Pontlès: Planta Baja. Nicole

Mossoux : Pompel. Un œuf is un œuf : Trees in the Asylum Wall. Châtillon (92). Chapelle des Sarments, 15, rue de la Gare. 20 h 45, le 31 janvier et le 1= février, Tél. : 01-46-57-22-

Anne Teresa de Keersmaeker Noisiel (77). La Ferme du Buisson, allée de la Ferme. 20 h 30, le 31 janvier et le 1" fevrier. Tél. : 01-64-62-77-77. 120 F.

Compagnie Anomalie Josef Nadj : Le Cri du caméléon. Colombes (92). Salle des fêtes et des pectacles, 88, rue Saint-Denis, 15 h 30,

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS Film français de Nicolas Joffrin (1h 30). UGC Forum Orient Express, dolby, 1": Racine Odéon, 6º (01-43-26-19-68; réservation: 01-40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14" (01-43-20-32-20); Pathé Wepler, dolby, 18° (réservation: 01-40-30-20-10).

BRIGANDS, CHAPITRE VI Film franco-géorglen-italien-suisse d'Otar losselliani (2h 09). VO : Gaumont Opèra Impérial, dolby, 2•

(01-47-70-33-88; reservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaubourg, 3* (01-42-77-14-55); 14-Juillet Parnasse, 6* (01-43-26-58-00 : reservation : 01-40-30-20-10) : 14-Juillet Odeon, 6° (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8* (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11* (01-43-57-90-81; reservation: 01-40-30-20-10): 14 Juillet-sur-Seine, 19t (réserva-

tion: 01-40-30-20-10). LES COULEURS DU DIABLE Film français d'Alain Jessua (1 h 30). Gaumont les Hailes, doiby, 1= (01-40-39-99-40; reservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Opéra, dolby, 2º (01-43-12-91-40; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Marignan, dolby, 8º (réservation : 01-40-30-20-10); Les Montparnos, 14º (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-

EAU DOUCE Film français de Marie Vermillard (52). Espace Saint-Michel, 5- (01-44-07-20-49). EN ROUTE VERS MANHATTAN Film américain da Greg Mottola

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1º (01-10-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-101; Geumont Opéra, dolby, 2° (01-43-12-91-40; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, 6° (01-43-25-59-83; rèservation: 01-40-30-20-10); Saint-An-dré-des-Arts I, 6 (01-43-26-48-18); Publicis Champs-Elysées, 8° (01-47-20-76-23 ; réservation : 01-40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11 (01-43-57-90-B1; reservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (01-45-80-77-00; réservation : 01-40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14 (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15" (01-45-75-79-79); Pathé Wepler, dolby, 18' (réser-

vation : 01-40-30-20-10). LAYLA MA RAISON Film tunisien de Taieb Louhichi (1 h 30). VO: Images d'ailleurs, 5° (01-45-87-18-09); Reflet Médicis II, 5° (01-43-54-42-34) : L'Entrepôt, 14º (01-45-43-41-63)

VO: 14-Juillet Beaubourg, 3* (01-42-77-14-55); Le Quartier Latin, 5* (01-43-26-Film américain de Ron Howard (1 h 58).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1º;

Film d'Yim Ho (1 h 39).

Gaumont Opéra, dolby, 2" (01-43-12-91-40; reservation: 01-40-30-20-10); Bretagne, dolby, 6* (01-39-17-10-00: réservation: 01-40-30-20-10); UGC Odeon, dolby, 6°; Gaumont Marignan, dolby, 8° (réservation: 01-40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8°; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13° (01-45-80-77-00; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15° (01-45-75-79-79); UGC Maillot, 17°; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 15° (réservation : 01-40-30-

20-10). SARAKA BO reservation: 01-40-30-20-10); Mistral, 14* (01-39-17-10-00; reservation: 01-40-

30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15° (01-48-28-42-27; réservation: 01-40-TIRE A PART vation: 01-40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18* (réservation: 01-40-30-20-10). YOUT DOIT DISPARAÎTRE

(01-43-59-19-08; reservation: 01-40-30-20-10); George-V, THX, dolby, 8°; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8° (01-43-87-35-43; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Opéra, dolby, 9°; UGC Lyon Bastille, 12°; UGC Gobelins, dolby, 13°; Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation: 01-40-30-20-10); Mistral, dolby, 14° (01-39-17-10-00; reservation: 01-40-30-20-10); UGC Convertion: dolby, 15°; Ma-17; Pathé Wepler, dolby, 18 (réserva-tion : 01-40-30-20-10); Le Gambetta

dolby, 20* (01-46-36-10-96; réservation: 01-40-30-20-10).

3615 LEMONDE ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

Film français de Denis Amar (1 h 25). UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1"; George-V. dolby, 8°; Gaumont Opéra Français, dolby, 9° (01-47-70-33-88; ré-servation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12°: Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13t (01-47-07-55-88; réservation: 01-40-30-20-10): Les Montparnos, dolay, 14 (01-39-17-10-00;

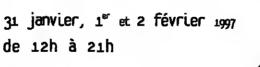
Film français de Bernard Rapp (1 h 30). VO: 14-Juillet Beaubourg, 3° (01-42-77-14-55): 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6° (01-46-33-79-38; reservation: 01-40-30-20-10); UGC Rotonde, dolby, 64; George-V, dolby, 8°; Gaumont Opera Français, 9° (01-47-70-33-88; réserva-tion: 01-40-30-20-10); Geumont Grand Ecran Italie, 13° (01-45-80-77-00; réser-

Film français de Philippe Muyl (1 h 35) UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1°; Rex. lby, 2 (01-39-17-10-00); UGC Montparnasse, dolby, 8°; UGC Danton, dol-by, 6°; Gaumont Ambassade, dolby, 8° (01-43-59-19-08; reservation: 01-40-30-10); UGC Convention, dolby, 15°; Ma-jestic Passy, 16° (01-42-24-46-24; réser-vation: 01-40-30-20-10]; UGC Maillot,

(*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE

"(Publicité) ses portes ouvre



tél. 01 44 78 48 16

Guiture .

Chambellan), Chœur du Théâtre du Châtelet, Orchestre de Paris, Ensemble

serenos. Sighicelli : Nearby. Vincent David (saxophone), Pierre-André Va-

Henze: Erikünig, création. Schubert: Symphonie nº 4 « Tragique », Rosa-munde. Berg: Concerto pour violon et orchestre « A la mémoire d'un ange ». Christian Tetzlaff (violon), Marek Ja-

Oeutsche Kammerphilharmonia Bre-

IRCAM **E** Centre Georges Pompidou

Jérôme Corréas (basse). Claire Giardelli (viole de gambe), Aline Zylberajch (clavecin) Haendel: Cantates et duos. martre, Paris 9s. Ms Rue-Montmartre

du Président-Kennedy, Paris 16. M Passy. 11 heures, le 2 février. Tél. : 01-42-30-15-16. 50 F.

pour trio. Daiban : Sept signatures. Amaral : Textos, parafrases, perspectivas. Annick Minck (direction). musique, 209, avenue Jean-Jaurès, Paris 19°. Mº Porte de Paritin. 16 h 30, le 2 février. Tél.: 01-40-40-46-46. Entrée

Vincent Tavernier (mise en scène). tion, Paris 15. Mº Porte-de-Vanves. 17 heures, le 2 février. Tél. : 01-45-31-

10-96. 100 F. Brigitte Engerer (piano) Œuvres de Tchaikovski, Scriatine, Pro-

JAZZ Outlaws of lazz

rection), Stanislas Nordey (mise en scène). Châtelet, place du Châtelet, Paris 1™. Mª Châtelet, 19 h 30, le 30 ianvier et les 1°, 3, 5 et 7 février ; 17 heures, le 9 février. Tél.: 01-40-28-28-40. De 70 F à

570 F.

VENDREDI 31 JANVIER

Michel Béroff, lean-François Heisser (piano) Stravinsky: Concerto pour deux pianos solos, Petrouchka. Châtelet, 1. place du Châtelet, Paris 1". M° Châtelet. 12 h 45, le 31. Tél. : 01-40-28-28-40, 50 F.

lade (direction). Conservatoire national supérieur de musique, 209, avenue Jean-Jaurès, Paris 19°. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures. le 31. Tél. : 01-40-40-46-45. Entrée libre.

nowski (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-

Luc Chaignaud (l'Empereur de Chine). Wendy Hoffmann (la Cuisinière), Hélène Perraguin (la mort), Askar Abdrasakov (le Bonze), Franz Hawlata (le ntercontemporain, Pierre Boulez (di-

Ensemble Court-Circuit Hertz : Mister Blue a du vague à l'âme. An : Scintillations. Eslava : Ojos claros,

Orchestre ohilharmonique

Saint-Honoré, Paris 8. Mº Ternes. 20 heures, le 31. Tél.: 01-45-61-53-00.

félérama

Sandrine Piau (soprano),

11 heures, le 2 février. Tél. : 01-48-24-16-97. De 90 F à 200 F. Quaturor Emperor Haydn: Quaturor à cordes nº 6. Britten : Quatuor à cordes op. 25, Maison de Radio-France, 116, avenue

Ensemble Alternance Wang: Profil d'outremer. Tanabe: Trio Conservatoire national supérieur de

Jibre, The Golden Vanity De Britten, Alexandra Delannoy (piano). Chœur d'enfants Nadia Boulanoer. Claire Marchand (direction), Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Bran-

kofiev et Moussorgski. Garches (92). Centre culturel Sidney-Bechet, 86, Grande-Rue. 17 heures, le

2 février. Tel. : 01-47-41-39-32. Sumset, 60, rue des Lombards, Paris 1º

Trio Pied de poule

le 2 février. Tél. : 01-47-81-69-02, 100 F.

5,1

4.4 * - **(4)***** 10 s gar søger. سائناد بلهمان داد ----

. .

٠.

4.5

. ..

. . . .

A ...

- ---

100

- '÷

* . _ ##.

- - -

200

1

a, agai ⊿ as

4 C 344

e Pékin nion mondiale

11.757 1.00

4.0 The French Co. 4 - - 5 - A pagarent da silve di 112 1.311 577.53 7711 AUTET . 10000 44.50

4.33774

1.27 11 20 2.000 $(\omega_{m,n})_{n\in\mathbb{N}}$

388 T 2 - 17 50 150 gent gefort 450 FF -يبمض والباعدة 8 mg 40

> 沙拉达 全 متعيداتي سو

Troceeude

the state of the s the second days a new york of a second day that the second days and the second days are second days and the second days are second days.

> - Tiar or 10 mg 1. $(v_1,\ldots,v_n)_{n=0}^\infty$ 100 1.21 1000 2. • 1800 C A FLEREN 100.00 3741mon

attance Deron

estateur en Soma e

4 414

with and the contract of the code (

. . . .

- A THE R. P. LEWIS CO., LANSING A

200

2. . . .

oun, représentant i des Grands Lacs

France-Inter et Europe 1. • « RO- bénéfices. Elle vient de modifier proche marketing des goûts du

d'existence, NRJ est parvenue à tracteurs, la radio constitue dese hisser eu deuxième rang des radios, derrière RTL et devant affiche 93 millions de francs de

cès de Jean-Paul Baudecroux, le créateur de NRJ, tient à une ap-

COMMUNICATION

RADIO Après quinze ans BINET À MUSIQUE » selon ses dé ses statuts en vue de son déve- public et à un fort investissement d'existence. NEL est partieur à l'EXPANSION du groupe passe par l'international. En France, elle s'accommode mal de la régulation du secteur radio-

phonique par le CSA. Jean-Paul Baudecroux avait engage contre celui-ci, début décembre 1996, un bras de fer qui a précipité la fin de la loi Carignon.

NRJ joue le marketing contre la réglementation

Deuxième station française après RTL, le groupe de Jean-Paul Baudecroux affiche une santé insolente et tente de se développer sur l'international.

Il s'accommode mai de la régulation du secteur radio en France, comme en témoigne son conflit avec le CSA

MAUVAIS GARÇONS nu fins stratèges ? Les responsables de la radio NRJ savent en tnut cas se faire remarquer. Les buns résultats financiers qu'ils viennent de publier juste après avoir défié le CSA révèleot leur mootée eo puissance dans le paysage radio-

Après quinze ans d'existeoce, cette radio musicale est parvenue à se hisser au deuxième rang, derrière RTL et devant France Inter et Europe 1. Elle affiche uo bénéfice de près de 93 millions de francs, et vient de transformer ses statuts en société à directoire et conseil de surveillance pnur faire appel à « des personnolités qui contribueront por leur notoriété et leur expérience ou développement du groupe ». Dans le même temps, dans le cnnflit qui l'oppose au CSA, elle mobilise ses auditeurs pour qu'ils harcèlent le standard

Objectif : publicité locale

Les responsables du groupe NRJ lorgnent sur la publicité locale. Pour eux, commerçants, artisans, et autres restaurants des petites villes représentent autant d'annonceurs potentiels. Sy implanter permettrait de capter un marché estimé à S milliards de francs, actuellement entre les mains de la presse gratuite. Pour Pinstant, NRJ réalise dans ce secteur 600 millions de francs de chiffre d'af-

Alain Weill, directeur financier de la station, repousse l'objection selon laquelle un trop grand développement de la publicité radio risque d'obérer les recettes de la presse quotidienne régionale. « Plus les supports sont nombreux, plus le marché s'élargit », estiment les responsables de NRJ. Au CSA, on n'est pas persuadé de l'« élasticité » totale de ce marché.

Création d'un bouquet numérique

PLUSIEURS MÉDIAS unt constitué, vendredi 24 janvier, une plate-

forme de programmes numériques sous la houlette de Telefonica (télécommunications) et avec la participation, notamment, de la télévision publique espagnole (RTVE) et du groupe mexicain Televisa. Telefinica entreprise semi-publique, en voie de privatisation complète - aura 35 %

des actions de la société, et RTVE et Televisa 25 % chacun. La décision

de mettre en œuvre ce projet gouvernemental de bouquet satellitaire avait été prise au mois de novembre, avec la participation du groupe

privé Antena 3. Mais, un mois plus tard, celui-ci s'associait à un autre

projet de plate-forme, formé par Canal Plus Espagne et TV3 de Catalogne, suscitant la colère du gouvernement espagnol (Le Monde du Celui-ci a annoncé, vendredi 24 janvier, la prochame adoptinn d'un rè-

glement sur le secteur audiovisuel, notamment en ce qui concerne les

décodeurs de la télévision payante, dont l'homologation technique dé-

pendrait désormais de l'exécutif. Le journal El Pais, partenaire du projet

privé, affirme, samedi 25 janvier, que le gouvernement veut « empêcher

par décret le fonctionnement de lo plate-forme numérique de Canol Plus ».

TÉLÉVISION: Leo Kirch aurait exigé le remplacement de Bernd

Kundrun, directeur de la chaîne cryptée allemande Premiere, selon Der

Spiegel L'hebdomadaire affirme que Canal Plus et Bertelsmann - qui

ont chacun 37,5 % du capital, Kirch en détenant 25 % - ont apporté leur

soutien à M. Kundrun. Bertelsmann et Leo Kirch sont en conflit ouvert

pour le contrôle du marché de la télévision payante en Allemagne. ■ PRESSE : le quotidien *Le Midi* libre n'a pas paru dimanche 26 janvier, en raison d'un mouvement de grève dans ses services techniques.

Le Midi libre (170 718 exemplaires de diffusion totale payée en 1995). dont le siège est à Montpellier, est diffusé dans tout le Languedoc-MAGAZINES: le groupe britannique EMAP vient de reprendre le

mensuel Golf Magazine (41 356 exemplaires en diffusion totale payée) au groupe BC (éditions Bernard Chevry). EMAP possède déjà Goff euro-

péen (20 013 exemplaires) et quatre titres en Grande-Bretagne : Golf

World, Golf Weekly, Fore I et. Golf Industry News.

jugement.

■ PUBLICITÉ: le premier groupe publicitaire français, Havas Advertising, a été condamné le 13 janvier, par le tribunal de commerce de

Paris, à payer 85 millions de francs à six banques (BNP, Arjil, Caisse des dépôts, Francic, CNP et Crédit national). Le groupe était en litige avec

ces six institutions financières, actionnaires minoritaires de l'agence RSCG avant que celle-ci ne fusionne fin 1991 avec Eurocom pour don-

ner naissance à Euro-RSCG, devenue Havas Advertising. Le litige portait sur une « soulte » de 85 millions de francs, prévue lors de cette fusion, et dont Havas Advertising contestait la validité (Le Monde du 21 Juin 1996). Le groupe publicitaire se refuse à tout commentaire sur ce

gouvernemental en Espagne

compact intitulé Ben Mon Co-

« C'est une belle aventure. Créer une rodio est la réolisation d'un vieux rêve. Depuis longtemps, je suis foscine par ce media », commeote, faussemeot mndeste, Jean-Paul Baudecroux, président de NRJ. Dans les années 70, ce fan de La Famille Duroton, le célèbre feuilletoo de Radio Luxembourg, aimait la radio au point de se conteoter de porter le Nagra d'un de ses copains d'Europe 1. Après quelques essais infructueux de créatino d'ooe station, ontammed dans une fle anglo-normande, il profite de la libéralisatinn des ondes en 1981 pnur lancer NRJ. Avec quelques bénévoles, il s'installe dans 25 mètres carrés, rue du Télégraphe, près des Buttes-Chaumont. Auinurd'bui, san hureau fait presque la même surface, mais il est au ceotre d'un bâtimeot situé dans un quartier cossu du 16º arrnndissemeot. NRJ a dépeosé 200 millioos de francs pour racbeter cet immeuble à la firme Total et le transformer en une cnqoe blanche et transparente. Equipé d'une technologie très mnderne, il ahrite dix-huit studins. Trois ceots des mille personnes employées par le groupe

y travaillent. PANEL D'AUDITEURS

En 1996, le groupe NRJ, qui commercialise aussi Chérie FM et Rire et Chansons, a réalisé un chiffre d'affaires de 854 millinos de francs, en progression de 20 % par rapport à l'aooée précédente, et reveodique 7,8 millions d'anditeurs. Homme de marketing, Jean-Paul Baudecroux nffre à ses auditeurs ce qu'ils aiment entendre. Grâce à un système de soodage auprès d'un panel de deux ceots personnes - qui lui

du premier ministre et à ses visi- cnûte 10 millinns de francs par teurs elle offre un disque an -, il suit à la trace la manière dont le public perçnit une nouveauté musicale, en fooctioo des tranches d'âge. Ensuite, il suffit de diffuser les disques ainsi testés aux beures nù le public qui les apprécie nuvre son transistor. « C'est un robinet à musique. Ils ne prennnent oucun risque », grinceot les concurrents. Pour se faire connaître, NRJ oe lésine pas sur les dépenses. Du parrainage de tnumées d'artistes et de manifestatioos sportives au partenariat de films à succès, le grnupe a dépensé 140 millions de

rrancs en 1996. Côté publicité, les respnosables de NRJ s'efforceot d'empiéter sur les généralistes, qu'ils estiment « surinvesties ». En 1996, le chiffre d'affaires publicitaire des radios a progressé de 0,7 %. NRJ et Chérie FM nnt été eo bausse de 15 % et 12 %, alors que

regressé. Pour se développer, NRJ doit séduire un public plus âgé et à plus fort puuvoir d'achat. « Pour les 25-49 ons, on se closse devant Eurape 1. On sauhoite que la moitie de nas auditeurs oient moins de 50 ons. Car, il est nécessoire d'ovair une imoge jeune pour attirer les cinquontenoires et plus », précise un responsable du groupe.

VOLONTÉ O'EXPORTATION

Un autre axe de développement du groupe est l' * exportotion du modèle ». « Celo se passe un peu plus lentement que nous l'espérians », reconoait Alaio Weill, directeur fioaocier. Implanté en Suisse, Allemagne, Belgique et Suède, le groupe accuse 50 millinos de francs de pertes sur l'internatinoal. En revanche, son activité de diffusion, sous la bannière de la Sngetec, qui dif-

son chiffre d'affaires croître de 23 % et soo résulat d'explnitation passer de 2 à 7 millions de francs.

Au point où il eo est de snn expaosion, le groupe NRJ s'accumode mal de la régulation du secteur radiophonique. C'est justement dans le souci de rentabiliser son réseau Rire et Chansons que NRJ a fait son coup de force de décembre. Quinze stations disséminées sur le territoire reprennneot alors ce programme sans suivre la procédure légale. Face à la mise en demeure du CSA de cesser cette diffusion, NRI mobilise ses auditeurs et les humoristes qui se produisent sur ce réseau. Ses coocurrents crieot au cnup de force. « Ils sovent admiroblement exploiter les foiblesses de lo société fronçoise », commente Philippe Labro, viceprésident de RTL. D'autres stig-

matisent l' «orrogonce » de la radio et sa « culture de passage en force .. Pour se défendre, M. Baudecroux se pase eo victime : « Mon combat est juste, c'est celui du ban sens et du bon droit. Je trouve grove que des réglementations trop perverses fabriquent des gens qui les enfreignent. Je demande l'égalité de troitement. Est-il onormol qu'un groupe qui emploie mille personnes et poie 100 millians de francs d'impôts soit traité ovec outont d'égords que les groupes Mo-

tro-Hochette ou Berteismon?» La questioo des radins est une de celles à laquelle s'est attelé le CSA après le reonuvellement de trois de ses membres (Le Monde du 23 janvier). Uo dossier doot les eojeux soot le pluralisme sur les oodes et la survie écooomique de certaines statioos.

Françoise Chirot



Réalisez le rêve de Ted : redonnez-lui un soutien-gorge.



Quand on s'appelle Ted Bates et qu'on a travaillé sur Playtex, Gerbe et Le Bourget, c'est qu'on a une petite expérience dans le domaine de la lingerie Alors si vous voulez en profiter, appelez Violaine Sanson-Tricard au 01 44 09 59 59.

مكذا من الاعل

Les voies de Dieu...

par Alain Rollat

RIEN DE TEL qu'une promenade dans les émissions religieuses de France 2, le dimanche matin, pour se remettre les images à l'endroit. On y rencontre toujours de boos Samaritains capables de n'importe quel décryptage. Comment compreodre, par exemple, le comportement contre-productif d'un militant du Front oational en campagne à Vitrolles qui se laisse aller aux dérapages les plus éculés alars que ses chefs de file s'échinent à policer leur discaurs public? La scène, diffusée samedi, se passe sous le regard d'une caméra de Canal Plus enquêtant pour « L'Hebdo », de Michel Field. Ce militant en croise un autre, du camp adverse, il engage la conversation, mais, à bout d'arguments, il ne peut s'empêcher de puiser dans son répertaire classique : « Péde! v, « Connard! ». Eh hien! la clé de cette forme d'atavisme se trouve dans l'Ecclésiaste : « Ce qui est tordu ne peut être redressé. » Cela vaut pour les hammes comme

Et cela vaut pour les adeptes du Coran autant que pour ceux de la Bible. Il o'y a malheureusement que cette tranche de télévision dominicale pour servir de canal d'expression aux musulmans qui vivent leur foi dans l'œcuménisme. L'un de ces croyants de bonne volonté regrettait ainsi la polarisation des médias sur les fanatiques dont les crimes denaturent sa religion. Il déplorait que les « les forces du Mal occupent les écrans » au détriment des « torces du Bien. » La télévision française n'a pourtant jamais accordé aux « forces du Bien » autant

d'attentian qu'eo ce mament. Quarante-huit heures à peine après la fin des « Aventures du Bien » racontées sur TF 1 par Marek Halter, c'est M 6 qui prenait le relais, ce dimanche soir, pour mettre à l'honneur, dans son magazine « Zone interdite », tous ces ananymes de la générosité publique qui, loin des sentiers de la charité médiatisée, forment l'armée des bénévoles sans lesquels la France républicaine aurait perdu le souvenir de la fraternité. De tous les engagements individuels illustrés par ces documents, le plus spectaculaire était sans doute celui de Martine, ce substitut du tribunal de Bahigny qui pousse la conscience professionnelle jusqu'à accueillir sous son propre tait, paur leur servir de mère, en compagnie du retraité de la gendarmerie qui partage sa vie, les enfants abandonnés aux soins de la justice dans sa juridiction.

Mais ce que dit cette femme n'est pas moins réconfortant que ce qu'elle fait : s'il est vrai que, «lorsqu'on n'a pas de moyens, rien ne vaut le bricolage pour s'en sortir, parce que cela oblige tout le monde à travailler ensemble », il y a enfin de l'espoir en perspective au moment où va être inaugurée l'Année de l'emploi des jeunes. A condition, hien entendu, de ne pas sousestimer la leçon versée à ce dossier de la salidarité nationale par «Trente millions d'amis », le magazine de TF1 consacré aux animaux: « Si les hammes s'accordaient entre eux lo même confiance que les chiens occardent oux hommes, tout iraid mieux... »

Un travail, en avoir ou pas

Le premier numéro du magazine d'information économique et sociale « La Preuve par trois », réalisé en collaboration avec les stations régionales de France 3, est consacré à l'emploi

L'ÉCONOMIQUE et le sacial fant une percée remarquée sur toutes les chaînes. Après « Capital », d'Emmanuel Chain, sur M 6, après les nombreux magazines de services de La Cinquième, la rentrée a vu l'apparition de « C'est à suivre », de Claude Sérillan, sur France 2, et du « Monde de Léa », de Paul Amar, sur TF L A son tour, France 3 ouvre sa grille à une émissian centrée sur l'éconamie et ses canséquences sociales. « La Prenve par trois », magazine de reportages réalisé en callaboratian avec les statians régianales de la chaine et diffusé en deuxième partie de soirée le dernier mardi du mais, a ponr amhition de « danner de la chair à l'écanomie ». Sans surprise, c'est le thème de l'emploi qui a été retenu pour le premier numéro.

Réductions d'effectifs, plans sociaux, restructurations, cessations d'activité : en 1996, en France, plusieurs centaines de milliers de postes ont été supprimés. «La Preuve par trois » a voulu mettre des visages sur ces statistiques. En Picardie, en Lorraine, en Dauphiné, en Bretagne, les journalistes ont rencontré des hommes et des femmes qui, après avair danné dix, vingt, voire trente ans de leur vie à une eotreprise, se retrouvent du jaur au lendemain au chômage ou contraints de reprendre Jeur vie professionnelle à zéro.

« J'ai cru qu'une bombe me tomboit sur lo tete », confie Gilles, quarante-six ans, dont trente à la chaine chez Chaussoo. Depuis qu'eo mars dernier l'eotreprise pi-

Arte

JOUR DE FÊTE NE

22.05 Kinorama. Magazine.

HYÈNES (RAMATOU) ■

Regina Casé (1995, v.o., 30 min). 0.30 La Reine Margot E

2.15 Sinatra enregistre. Documentaire

Une escapade en studio, lors de

(1954, 105 min).

(rediff., 30 min).

20.45

22.15

0.00 lci et Là.

LUNDI 27 JANVIER

à la version noir et blanc avec le procédé français

Thomsoncolor) ne fait pas oublier son frère qui

Film de Djibril Diop Mambety, avec Mansour Diouf, Ami Qlakhate (1992, 105 min).

Une femme a été chassée d'un village du Sahel. Trente ans plus tard, vieille et richissime, elle

revient pour proposer aux habitants une fartune contre la vie de l'homme qui l'a trahie.

Court-métrage brésilien de Sandra Kogut, avec

9483225

Film de Jean Dréville, avec Jeanne Moreau

l'enregistrement, en 1985, de l'olbum LA ls My Lady.

nous a tant charmés, et qui est le véritable



carde a fermé ses portes, l'auvrier recherche un nouvel emploi. « Je me suis défoncé pour rien », dit-il. Même amertume dans la voix de Martine, quarante-six ans elle aussi, entrée à seize ans chez L'Epée, le fabriquant de peodulettes de prestige de Sainte-Suzanne, dans le Doubs, licenciée après que la société eut fait faillite. Devant la bâtisse désaffectée, elle exprime sa tristesse: « Dans cette entreprise, il y a des plonchers qui craquent, ce n'est pas moderne, mais, comme dans les histoires d'amaur, ce n'est pas parce qu'on Ottrape des rides qu'an ne s'olme plus. » Il y a aussi Jean-Prançois,

de Lannion, jeune père de famille qui, à vingt-huit ans, et hien que titulaire d'un bac pro, o'a jamais réussi à décrocher un boulot. « On est une génération foutue, làchet-il. On va être dans la merde pendont trente à quarante ons. Mai, dans quarante ans, j'ourai sobantehuit ans. Ma vie sera finie. »

■ DAVANTAGE DE RECLE. »

A l'exception de deux reportages porteurs d'espoirs (l'implantation réussle de l'américain Whirlpool en Picardie et l'exemple d'un créateur d'entreprises à Sophia-Antipolis), le tableau dressé par les journalistes de France 3 est

franchement sombre. D'emplai il est question, certes, mais d'emplai recherché, rarement trouvé, d'emplai perdu, jamais retrauvé. « Lorsqu'on a fait appel aux rédactions régianoles pour nourrir le mogazine, les jaurnalistes naus ant spontanément proposé des histoires d'échecs!, se défend Jean-Pierre Bennechet, rédacteur en chef et coordonnateur à Paris des différeots repartages, au côté de Jacques Bayle. Les sujets qui faisaient référence à des créations d'emplais étaient pour la plupart trop anecdotiques. »

Malgré l'intérêt des reportages, ce premier numéro de « La Preuve par trois » est plutôt indigeste. Désireux de donner la priorité au terrain, les responsables ont conçu une sorte de super « JT » de cinquante-deux minutes où les sujets (six films de sept à huit minutes chacun) se succèdent eo enfilade. En studia, Laurent Bignolas, qui d'ordinaire préseote, en alternance avec Elise Lucet, le « 19-20 » de France 3, se cooteote d'une ou deux phrases de lancement des sujets. Sans forcément demander une armée d'experts, la complexité du dossier exigeait un minimum d'éléments de mise en perspective et d'explications chiffrées. Les rédacteurs en chef promettent « davantage de recul et de cadrage » pour le ouméro de février, consacré à la SNCF.

Sylvie Kerviel

* « La Preuve par trois », France 3, mardi 28 janvier à 23 h 05.

TF1

20:45#7/ in 7

famille confrontée à des roblèmes financiers, des difficultés de couple, etc. Qu'on se rassure, tout finit bien.

22.25 GRANDS REPORTAGES

Aagazine. L'Amérique des milices 70 min). 2100963 23.35 Ex Libris. Magazine. Science et conscience Invités : Georges Charpak,

Pierre Pelot, Yves Coppens. Théodore Monod 0.40 et 1.40, 2.20, 3.25, 4.05, 4.40 TF 1 nuit.

0.55 7 str 7. Magazine (rediff.), 1.50 Cas de divorce. Sèrie, 2.30 Le Trio a cordes Millieres. Concert. 3.35 et 4.15, 5.15 Histolines naturelles. Documen-taire (rediff. i, 4.50 Musique. (25 min).

France 2 20.50

LE FILS DU CORDONNIER Feuilleton d'Hervé Basil. [3/3] (120 mln).

Pierre retrouve Jules dans la salle commune de l'hôpital où il vient d'être conduit, malade

22.50

EN DIRECT Magazine dans le cadre des « Lundis de l'information ». La pollution de l'air : respirer ou 0.20 Journal, Bourse, Météo.

LA FRANCE

Magazine, Littérature, Invités : P. Citati, M. Butor, J. Roubaud (70 min). 5813664

2.15 Expédition Selva, Documentaire. 3.05D'un soleil à l'autre, Magazine. 3.35 24 beures d'Info. 3.45 Météo. 3.50 Les Z'amours (rediff.), 4.20 Aux marches du palais. Oocumentaire. [2/2] J.F. Kennedy. 430 La Compète. 5.00 Chip et Charly (30 min).

France 3

LA CÉRÉMONIE **DES 7 D'OR 1996** Brialy. En direct du Palais des Sports Cette fois, les téléspectateurs ont

23.05 Journal, Météo.

OMBRE **SUR ELVERON** Téléfim 2 de James Goldstone, avec James Franciscus, Leslie Nielsen (100 min). 785484

23.40

Un médecin qui a refusé de fille du shérif d'une petite ville des Etats-Unis est assassiné. Un téléfilm de 1968 où l'on retrouve Don Ameche, Franchat Tone et Leslie Nielsen qui s'est illustré depuis dans la série des "Y a-t-il

1.20 Lignes de mire. Magazine (re-diff.), 2.20 Musique graffiti. Magazine. Jazz. Round Midraght, Bella Cico par le Barney Willen Quartet (20 min).

M 6

20.45

DELTA FORCE Inspiré d'événements

authentiques, un film d'aventures et d'action illustrant la politique de force reaganienne.

QUAND PAVAIS CINQ ANS,

JE M'AI TUÉ Film de Jean-Caude Sussfeld, avec Hippolyte Chrardot, Patrick Bouchitey (1993, 105 min). 8054404 0.45 Culture pub. Magazine présenté par

Christian Blachas et l'équipe de Culture pub (rediff., 30 min). 8962041

1.15 Jazz 6. Magazine. [1/2] Arthe Shaw: "Time is ad you've got". 2.25 Best of il'un artista. 3.50 Fréquenstar. Magazine. Patrick Dupond. 4.35 Les Tribus du Lobt. Documentaire. 5.20

1.25 Fawity Towers.

Basil the Rat.

Canal +

ENTRETIEN AVEC UN VAMPIRE | |

Le thème du vampirisme est ici nouvelé par des sentiments ... iaboliques et humains, le plus souvent ombigus. 22.30 Flash d'Information.

22.35 **LE MANUEL**

D'UN JEUNE EMPOISONNEUR E Film de Benjamin Ross, (1995, v.o., 99 min). Librement inspiré d'un fait divers réel, cet étrange film se promène entre l'humour noir et l'étude pathologique.

0.15 Six degrés

Film de Fred Schepisi (1995) v.o., 110 min). 2.05 Le Veilleur de nuit. Téléfilm de Philippe de

Radio

France-Culture 20.30 Le Grand Débat. Les Américains sont-ils nos adversaires ?, avec Paul-Mar de la Corre, Claude Molsy, il Finchett, Edward Behr et

de la côte Est ; 22.08 L'Amant-fantôme.

22.40 Toit ouvrant. 0.05 Ou Jour au l'endemain. Jean-Yves Tadié pour les Œuvres complères de Nathalle Sarraute en Pléade. D46 Mustique: Les iniglés du music-hall. Journée du mardi 10 avril 1945, avec Fred Adison et son or chestre. 100 Les Nuits de France Culture frediff.).

100

.)

13

()

17.15 . 7

e French

1 2 7 37.

1967 建筑

5.7

H

France-Musique

20.00 Concert. Festival Couperin. Concert donné le 12 octobre 1996 en l'égibe de Brie-Comte-Robert, par l'Ensemble II Diversimento. Ceuvres de Scarlatti. 22.30 Musique pluriel. Œuves de Monnet, Arcuti, Rodrigue.

23.07 Entre les lignes. Frédérique Patureau (Le Pulais 0.00 La Rose des vents. Concert donné le 9 décembre 1996, salle Olivier-Messlaen à Radio-France. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées

22.30 Les Soirées de Radio Clas-sique... (Suite). 0.00 Les Nuits de Classique.

Chaînes d'information CNN

Information en contisso, avec, en soirée: 20.00 et 23.00 World Sustenses Today, 20.30 et 22.00, 1.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 6.00 World View (60 min). Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée: 19.45 et 21.15 Euro-bus - Agri. 20.10 et 22.50, 1.20 inter-national. 20.15 No Comment. 20.25 et 22.20, 1.45 Europa. 20.45 et 23.45 90° Est. 21.40 et 0.10, 1.40 Analysis. 21.45 Cinema. 21.50 Media. 23.15 Visa. 23.20 Ecologia. 0.15 Eurobusi-cess. 8.20 Actinova 4.10 min.)

LCI Journaux toutes les demi-heures, avec, en solrée : 19.30 et 20.30 Le Grand Journal. 19.56 et 21.56, 1.62 Bourse, 20.33 et 20.45 Le 18-21, 21.30 Le Journal du monde. 21.17 et 22.30

-

RECEVEZ LE MONDE

chez vous pendant 3 mois 3 MOIS

536 F



BULLETIN - RÉPONSE Oui, je souhaite m'abonner au Mande paur la durée suivante :

Je joins mon réglement soit : par chèque bancaire ou postal à l'ardre du Monde ☐ par carte bancaira № الليا الليا Code postal : L_L_L_ Pavs: de l'Union Européene-e

TV 5 20.00 Thalassa. 21.00 Enjeux le point. des cina continents.

22.35 Le Mande est à vous. (France 2 du 19/01/97). (France 2 du 1904000).

(Grance 1 intime.

Concert [1/2] R. Seguin

76044770

Planète 19.40 Une tragédie

américaine : la guerre de Sécession. [3/6] Massacres en série. 20.35 Expédition pôle Sud. sur un thème d'alto. 22.20 Pancho Villa. 23.20 Chili, la mémoire

et l'Oubli. 23.45 L'Opèra sauvage. [17/21] le cœur musiclem 0.40 Les Chemins de fer australiens. [47] XTP de Brisbane à Sydney (50 min)

Odyssée 19.50 Les Archives fabuleuses

de l'armée française. [3/6] La Ribération de la Françe. 20.40 Les Hommes du rivage. 21.35 Mission planète Terre. 22.10 Nomenklatura du fleuve Niger.

Paris Première 20.00 et 0.00 20 h Paris Première

21.00 Chambre à part # Fâm de Jacky Cukier T907599 22.30 et 1.50 Le J.T.S. 23.00 Velvet Jungle Sessions. Best of.

France Supervision

20.30 Le Complexe du kangourou # Film de Pierre Johnet (1986, 30 min). 2638/824 21.50 Cybervision. 22.45 Musiques de films.

23.35 Nancy Jazz Pulsations. La Compagnie Lubat de Gasconha. 0.30 Gala de patinage

Ciné Cinéfil

20.30 Le Père tranquille # Film de Rene Clement (1946, N., 95 min). 1237080
22.05 Les Combattants de l'ombre # # Film de Fritz Lang (1946, N., v.o., 110 min)

23.55 Tire-au-flanc Film de Jean Renok (1928, N., muet, 85 mln).

Ciné Cinémas

20.30 Money Film de Steven Hifflard Stem (1990, 94 min). 1240534 22.15 Les Cent Fusils # Film de Tom Gries (1969, v.c., 110 min). 4518634 0.05 Mensonge Film de François Margolin Port 90 min). 2820577

Série Club 20.50 La Famille cigale. 21.40 et 1.30 Le Chevalier de Pardaillan. 22.30 Zéro un Londres.

23.00 Au-delà du réel, l'aventure continue. Au-delà du volle. 23.45 Chapeau melon et

Canal Jimmy Eurosport

20.00 Mister Gtm. L'espion qui ne m'almait pas 18.00 Football. 18.09 POOTDRIJ.
Les légendes de la Coupe du monde de football.
19.00 Shelleton.
Coupe du monde.
(3º manche) à La Plagne. 20.30 Souvenir. Tempo spécial joe Dassin (29 mars 72). 21.15 New York Police Blues. 22.05 Chronique de la route. 19.30 Luge. Coupe du monde "Nature". (2º manche) à Bielsko Biala. 22.10 Dangereuse sous

Duigereuse sous
Duis rapports # E
Film de jonathan Demme
(1986, 110 min). 70130756
0.00 The Neville Brothers.
Concert euregistré en 1991
(55 min) 588740722 20.00 Speedworld. 22.00 5port de force. L'homme le plus fort du monde. (55 min)_ 23.00 Eurogoals. 0.00 Snooker. La ligue européenne 1997 : 2º partie (90 min). 0.55 Destination séries.

2.00 American Music Awards 1997 (180 min). Muzzik 19.30 L'Invité. Gavin Bryars. 20.00 Joneur de blues. Souffeur de rêves.

Souffleur de réves.

21.00 Intermezzo.
Opéra de Richard Strauss.
Festival de l'Opéra de
Clyndebourne. Mise en soène
de John Cox, dir. Gustav Kuhn. 20.30 Le Coup de sirocco III Film d'Alexandre Arcady (1978, 105 min). 84098553 22.15 Une fernune explosive. Téléfilm de Jacques Deray, avec Roger Hamin, Laure Kitting (90 min). 52715669 23.40 Steve Coleman et Five 1.35 Récital Teresa

Téva

Festival

20.45 Le paradis d'Angela.
Télétim de Joe Napolitano,
avec Cindy Williams, Cathy
Poderell (90 min). 500178027
22.15 Murphy Brown.
C'est road tout ça.
22.45 XV Eller. 22.45 XY Elles, Invitée : Edwige Amier.

23.45 Système Téva. Voyage

19.55 et 23.25 Chronique de Michel Polac. Levez l'encre. 20.00 et 23.30 Suivez le guide. L'Alaska : Halifax ; La ThaRande.

22.00 En parcourant le monde. Hong Kong. 22.30 L'Heure de partir.

Elements en concert

au Hot Brass 96.

Berganza. 2.20 Musiques émotions. Clips (430 min).

on des symboles : Signalé dans « Le Mo

E On peut voir. II Ne pas manquer

II II Ne pas manquer

I I Chef-d'osuvre ou class

Der trois u

Bergereiten bie ermanben int.

.ife PSt⁻

^{rite}sta.

Spaient

jη

 $\{s_i\}_2$

5.16

of the set

 $\cdot :_{\Omega^{1/2}} \mathbb{R}^{n}$

 $\mathcal{A}_{\mathcal{A}_{\mathbf{d}}}$

1.-

-. i _{viņ}.

1 12

20.91

i i in

ं प्रा

عندن

150,55

1200

7.320

. 100

of the said

eri epi

 $f \in G$

....

5-

250

· /-

. 5-3.

-- - - -

0.00

4.14

 $\tau : \tau, V$

 $j \in g(A)$

ìΥ

* . .

1, **...1

1.0

100

 $(x, \theta)^{\frac{1}{2}} \theta^{\frac{1}{2}} = (x, x, x, x, y)^{\frac{1}{2}} (\theta^{\frac{1}{2}} \theta^{\frac{1}{2}})$ **建建筑设计产**, 例如于1754年。 の 海野協立 ひひんりつ E will street and a supple 第6回(1961) コモベフル (4)4 Spatial and the many the them we take the tree. Se Section of the Print TRANSPORT OF THE PROPERTY OF T THE REPORT OF LABOR STREET, NOT A STREET, ASS. Berling Berlinger Page 1 to 12 Martin Sant Contract 表记字。中

Herrich Land High Charles BANKER AT TO LETT WEEK e ere gentrett in big and. at methode at the star, for Contraction and Contraction of the Contraction the seasoff of the same and (2) 建設的 (2) かかり アンリンはも 満に変する かし トロショント 医原生性 於 大門大阪 the feet the soften in the adjustment A STEEL STEEL STEEL STEEL Bergeral Carte States of the said in American art of the death of 医对外骨部 化二十分的 化 Appendix of the second second second the Ath History that the applications |動成の意見を置する日本はできませい。 としない ीय क्षान कर और उस्त करान ANTONIO DE MENSOR (MESSA)

Labelle Acres for

Married Table Street, or Francis T. **建一种的一种的 本 (3) 等 6** 7

, t- +

Radio France-Culture

All plans of the second of the The field and sharped to be depressed in the service of the servic ter and freely a section Building (Fig. 1994) and a minute south of the second of t

Example Sentions

機能のASTA 1 were ---The first ways, the said on the said of the said of the said on the said of th The second of th Street Company by Agent

Radio Classique

素性 こうこうかん

-

高温度源证券 TAN . The second secon

A STATE OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE

THE PERSON NAMED IN

. . . .

Application of the second seco

Stanting the second of

Les bébés se font trop rares au Japon

Le journal des milieux d'affaires, « Nihon Keizai », s'alarme de la baisse de la natalité et des risques désastreux qu'elle risque d'avoir sur la vie économique

LE VIEILLISSEMENT rapide de la population japonaise est l'un des grands sujets de préoccupation dans l'archipel. Commentant les conclusioos du récent rapport de l'Institut démographique du ministère de la santé, le journal des milieux d'affaires, Nihon Reizai, souligne les graves conséquences économiques et sociales d'une évolution démographique plus pro-

noncée que prévu. Les conclusions de l'Institut démographique sout alarmistes : à partir de 2007, la population japonaise - qui aura alors atteint 128 millions d'habitants - va suivre une pente descendante et pourrait tomber à 70 millions en 2100. La diminution des naissances accentuera le vieillissement: si, en 1995, il y avait cinq

actifs pour une personne âgée, en 2050 il n'y en aura plus que deux. Le Nihan Reizai du 22 janvier dresse un tableau assez noir de l'avenir du Japon. Cette évolution démographique, écrit-il, risque de mettre les systèmes d'assurance-maladie et d'assurancevieillesse au bord de la faillite, malgré une inévitable augmentation des cotisations (en ce qui concerne l'assurance-vieillesse. elles passeront de 17,3 % à 34 %). « La part des charges sociales par ropport ou revenu national passera de 35,8 % aujourd'hui d 51.5 % en 2035, et si l'an tient campte du déficit budgétaire c'est 73 % du revenu national qui serant absarbés », note le journal. Ce qui se traduira par une perte du dyna-



tombera à 1,1 % en 2025) et une augmentation du nombre des demandeurs d'emploi parmi les personnes d'âge mur (de 3,3 % actuellement, le taux de chômage pourrait dépasser les 10 % à la fin du premier quart du siècle prochain). En même temps, poursuit le quotidien, qui se fonde sur les conclusions de l'institut de recherches économique Sanwa, le 2000, le taux de croissance du PIB Japon s'engagera à partir de 2009

sur la voie du déficit commercial. Tous les pays industrialisés connaissent, depuis les années 70, une baisse de la natalité, écrit le Nihon Keizai, qui précise : «Le Japon n'en a pris conscience que tardivement, et il se trouve oujourd'hui du point de vue demographique dans la situation de l'Itolie ou de l'Espagne. » Seloo le quotidien, l'un des facteurs de baisse de la natalité est l'accroissement du nombre des femmes actives et sans enfant. Aussi préconise-t-il des mesures, actuellement très insuffisantes, permettant d'allier maternité et emploi. C'est également le point de vue de l'Asahi, qui écrit qu'il faut rendre la société plus « vivable » pour les couples qui travaillent.

Philippe Pons

peut pas renoncer à gouverner, sauf à perdre toute crédibilité, c'est-adire tout avenir. En cas de victoire, même de justesse, elle devra gouverner avec de nombreux handicaps, le pire étant de devoir absolument demontrer en quelques mois qu'il est possible de faire autrement, et beaucoup mieux, qu'Alain Juppé. Il est interdit de décevoir pour le Parti socialiste et ses alliés au risque d'une tragédie politique. La porte est à ce point étroite pour la gauche qu'elle s'apparente à un trou de souris. (...) Le chef de l'Etat est de ceux qui pourraient s'en satisfaire, si tant est que sa préoc-

EN VUE

■ Le premier député et maire de Moscou, **Vladimir Resin**, a déclaré à l'agence de presse Interfax que le milliardaire et homme d'affaires américain Donald Trump - gui a visité la capitale en novembre 1996 - se faisait fort de restaurer l'un des plus grands hôtels moscovites. le Moskva, et de le transformer en dix-huit mois en une « super-tour » de luxe. Ce serait la premiere fois que le célèbre spécialiste de l'immobilier investirait en dehors des Etats-Unis, Il serait aussi intéressé

■ Londres compte un nouveau deux-étoiles au Michelin. En distinguant Tom Alkens, les inspecteurs du célèbre guide ont désigné le grand chef de Grande-Bretagne le plus précoce. Agé seulement de vingt-six ans, le cuisinier du Pied-à-terre, sur Charlotte Street, a détrôné Março Pierre White, qui avait, quand il recut ses deux étoiles en 1990.

douze mois de plus.

par un autre hôtel voisin, le

avancée.

Mossya. Ces deux établissements

sont dans un état de décrépitude

■ Les commerçants du quartier de la gare de La Plata, capitale de la province de Buenos Aires, se sont réconciliés avec Jean-Jacques Annaud. Le cinéaste tourne actuellement en Argentine un film intitulé Sept ans au Tibet et avait obtenu que les magasins restent termés durant quatre jours. Mécontents des indemnités versées par la production du film, les boutiquiers avaie ot dans un premier temps exprimé leur

■ Si les instances officielles américaines ne l'autorisent pas à

Canal +

16.00 Six Degrés de séparation

15.15 Le Vrai Journal (rediff.).

Film de Fred Schepisl

► En dair Jusqu'à 20.30

18.35 Nulle part ailleurs.

Invites : Jean-Claude

Carrière, Hippotyte

20.15

En direct. Coupe de la Ugue, quart de finale :

20.30 Coup d'envol ; A la mi-temps, le journal du Foot (135 min). 2799596

FOOTBALL

patiner pour les Etats-Unis lors des prochains Jeux olympiques d'hiver à Nagano, au Japon, Tonya Harding pourtait demander à représenter un autre pays. Son agent évoque la Bolivie. La patineuse américaine avait été interdite de compétition à vie après l'attentat fomenté contre sa rivale Nancy Kerrigan, en 1994, dans lequel sa complicité avait été démontrée.

Les autorités indiennes oot donné l'autorisation au chanteur d'origine grecque Yanni de donner deux concerts, les 20 et 21 mars, devant le Taj Mahal. Les bénéfices aideront à la restauration du célèbre monument funéraire.

■ Pour son soixante-cinquième anniversaire, le 27 février, Elizabeth Taylor a l'intention, à la demande de la ferume de l'homme d'affaires d'Arabie saoudite Adnan Kashoggi, de donner une grande tête de charité à Istanbul avec pour objectif de rassembler quelque 3 millions de dollars. Cette somme servira à construire un centre d'accueil d'environ 200 lits pour les enfants de Tchétchénie.

Les commanditaires américains de l'acteur et metteur en scène britannique Kenneth Branagh viennent de lui jouer bien involontairement un mauvais tour. ils ont fait publier dans la presse spécialisée de cinéma des annonces réclamant qu'on lui attribue les Oscars du meilleur acteur et du meilleur réalisateur. Ils auraient dû en rester là. En demandant que l'Oscar du meilleur auteur de scénario lui soit également remis pour son film Hamlet, ils ont tout simplement oublié un certain William Shakespeare.

DANS LA PRESSE **EUROPE 1**

TF 1

16.15 L'Homme

20.00 Journal.

20.45

â

qui tombe à pic,

Série. Un mort qui a

17.10 Melrose Place, Feuilleton 18.15 K 2000, Série.

L'image du Jour, Tiercé.

de la chance.

Le cerde de feu. 19.05 L'Or à l'appel. jeu.

19.55 et 20.40 Météb.

Y A-T-IL UN FLIC

POUR SAUVER

LA REINE?

tourbillon de gags,

22.20

Film de David Zucker, avec Lesfie Nielsen, Priscilla Presley (1988, 95 min). 352954

Le délire d'une comédie qui

LE MONDE DE LÉA

Magazine présenté par Paul Amar. Les erreurs udiclaises : L'Affaire Seznec. Invité :

Denis Seznec. (100 min). 7399918 0.00 Chapeau melon

0.55 et 1.35, 2.40 TF 1 nuit.

1.10 Reportages.
Documentaire. La vie est

betle (rediff., 25 min).

LAS et 2.50, 3.45, 4.35, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 5.05 Musique. Concert (5 min).

et bottes de cuir. Serie.

un chat parmi les pigeons.

8377271

emporte le spectateur dans un

Alain Duhamel Jacques Chirac est un réaliste : il sait donc qu'il n'existe aucune recette magique en ce qui concerne l'emploi des jeunes. C'est aussi un volontariste: il fera tout pour obtenir des résultats significatifs sur un dossier qui est, sondages et enquêtes le démontrent systématiquement, le plus sensible de tous. Pour le chef de l'Etat, le préalable s'appelle la croissance. Elle ne suffit pas mais elle ne se remplace pas. Cette année, le gouvernement espère at-

alors que la barre fatidique du recul du coômage s'établit autour de 2,5 %. La remontée du dollar peut contribuer à combler la différence. Nicolas Sarkozy préconisait d'amplifier la baisse de l'impôt sur le revenu, d'autres militent en faveur d'une augmentation du pouvoir d'achat. Jacques Chirac est ouvert à tout ce qui peut faciliter la reprise

misme économique (de 2,8 % en

LE FIGARO Franz-Olivier Giesbert ■ Pactise-t-on avec la barbarie? Face à elle, il y a eu, de tout temps, des hommes pour prôner la « collaboration ». On a vu la suite. La peur n'est pas une politique. Les intéteindre ou même dépasser 2,3 %, gristes islamistes ne le font pas ex-

France 2

et des lettres, jeu

Série, Will a horreur

Piège pour Houston. 18.50 Qui est qui ? Jeu. 19.25 et 2.15 Studio Gabriel.

Invité: Robert Charlebols,

17.30 Le Prince de Bel Air.

de l'hôpital. 18.00 Matt Houston, Série.

20.00 Journal, : A cheval !, Météo.

DE MANHATTAN

Film de Tim Hunter, avec Danny Glover, Mart Dillon (1992, 105 min). 215

22.40 Les films qui soment

les salles de cinéma.

LE JEUNE MARIÉ E

Film de Bernard Stora, avec Richard Berry, Brigitte Fossey (1982, 95 min). 52169

0.45 Le Cercle de mimuit.

par Laure Adler.

(80 min).

Invités : Claire Denis, Marco

7770146

0.30 Journal, Météo.

20.55

22,55

LE SAINT

17.00 Des chiffres

près. Ils aiment égorger le mouton. Aujourd'hui, ils se sont mis en tête d'égorger tout un peuple au nom de leurs fantasmes. En Algérie, désormais, c'est tous les jours la fête de l'Aid el Kebir, et c'est l'homme de la rue qui est sacrifié au couteau. Face à cette bestialité, la question n'est pas de savoir si l'on se range ou non derrière . A. Zeroual. On ne peut observer froidement ce qui se passe en Algérie. Comment ne pas avoir le cœur soulevé devant la sauvagerie de l'intégrisme islamiste?

LIBÉRATION Serge July

France 3

16.40 Les Minikeums

17.45 Je passe à la télé.

18.20 Questions pour un champion. Jeu

18.50 Un livre, un jour.

Le Fil et lo Pelote, de Roland Oumas. 18,55 Le 19-20

de l'information. 20.00 Météa.

20.05 Fa si la chanter. Jeu. 20.35 Tout le sport.

SPÉCIAL QUESTIONS

Dernière sélection avant les

Magazine présenté par Laurent Bignolas. Cher emploi. Au sommaire : Un plan social : et

725886

20.45

23.05

LA PREUVE

PAR TROIS

POUR UN

CHAMPION

L'hypothèse de la cohabitation cupation est délicate pour la gauche. Elle ne en 2002.

cupation principale soit d'être réélu

MARDI 28 JANVIER = La Cinquième

piennes, 18.50 Le Journal du temps.

Arte 19.00 Don Quichotte. Dessin anime. [33/39]. 19.30 7 1/2. Les fournalistes sont-ils crédibles ? 20.00 Archimède (30 min).

20.30 8 1/2 journal. 20.45 LA VIE EN FACE:

LA LOI DU COLLÈGE Documentaire de Mariana Otero [1/3] (55 min). 1842312 Des élèves attachants mais indisciplinés, filmés Jour après jour pendant un an, dans un collège de banlieue réputé difficile.

SOIRÉE THÉMATIQUE: LES VIRTUOSES DU MASQUE 21.45 Le Cri contre Sodome est bien grand. Documentaire de Michael Gleich et Holger

Prove (60 min). Y a-t-il une esthétique propre à la littérature homosexuelle ? 22.45 Le Langage perdu des grues. Téléfilm de Nigel Flach, avec Brian Cox, Elleen Atkins (90 min). 64086 840867 0.15 La Galerie d'August von Platen. Documentaire (35 min).

Au sommaire: Un plan social : et après ?; Portrait des salariés des usines Chausson à Crell ; Achère emplois contre subventions ; Destin de deux entreprises étrangères implantées en France ; fy suis, fy resse ; Certains salariés font passer l'amour de leur région avant leur emploi, etc. (55 min). 483458 6 Lire page 28. 60 Cinéma étoiles. 0.50 La Page blanche. Magazine (30 min). 172 1.00 Capitaine FuriBo. Série. Téléfilm d'Olivier Assayas, avec Virginie Ledoyen 7311875 1.45 Musique grafifti. Magazine. Mu-sique de chambre. Quatuor avec piano de Gustav Mahler (20 min). 2.00 Yves Saint-Laurent tout terriblement. Documentaine (rediff., 50 min).

18-25 Le Monde des animaux. Peurs animales : les

17.55 Bugs. Série. 18-55 Code Quantum. Série. La fuite. 19.50 et 2.05 Mode 6 :

spécial hommes. 19.54 5ix minutes d'information. 20.00 Papa bricole I série. 20.35 E = M 6 junior.

Réintroduction d'antilone

20.50 L'HISTOIRE SANS FIN

Film de Wolfgang Petersen, avec Barnet Ofiver (1984, 105 min). Ce film ovest-ollemand rivolise avéc les productions Lucas-Spielberg pour les effets spéciaux, le famastique et...

brillant, mais timore, substitut

patron, du meurtre de celui-ci.

de Zone Interdite.

2.10 Culture pub. (rediff.)

Les Français ont du cœur

maitresse, la nièce de son

0.05 Les Documents

(rediff.).

l'imagination. 22.35 22.30

FATAL INSTINCT LINO Documentalte de Doug Headline et Dominique Cazenave. Avec Jacques Chancel. Françoise Fabian, Charles Téléfilm (A) de David Tansik, avec Scott Valentine, Charles Napier L'histoire d'une machination dant est l'objet un jeune et

23.20 Flash d'information. 23.30 Grand Nord Film de Nils Gaup avec Christophe Lambert. James Caan

(1995, v.o., 87 min). 11770 1.00 N'oublie pas que tu vas mourir (1995, 120 min). 1049784

Radio

France-Culture 20.30 Archipel médecine. La salle de garde, les carabins. 21.32 La Pointe du Raz (1993, 110 min). 2125119 17.50 Carland Cross. reconquise. 22.40 Nuits maenétiques. Eclats de Rússie, images d'aujourd'hui, mémoires d'hier,

0.05 Du four au lendemain. Jean-Pietre Otte. 0.48 Muskque; Les cluglés du music-holl, 1,00 Les Nuns de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.00 Concert. Donné le 11 décembre 1996 au Cerure Pompidou, par l'Ensemble Ars Nova, die Philippe Nahon. CEUVres de Schumann,

22.30 Musique pluriel. Œuvres de Schöllhorn. 23.07 Atout chœur. Œuvres de Ballif.

0.00 Oes notes sur la guitare. Œuvres de Giuliani, Castel-nuovo-Tedesco, Pujot, Gershwin, De Saraste, Brouwer, 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique 20.40 Les Soirées

de Radio-Classique.
Le their it northestre Evguent
Mravinski, Roméo et julicite,
estraits de la suite nº 2,
op. 64b, de Prokofiev.
Concerno pour piano nº 1,
op. 73. 5. Richuer, de
Tchaikovski, La khovanuchina,
entitude de Moustredhina. prelude, de Moussorgski. Symphonie nº 6, de Chostakovitch. Raymonda, extraits, de Glazounov. Symphonic nº 3 Liturgique, de Honegger.

22.40 Les Soirces de Radio Clas-sique... (Suite). Œuvres de Weber, Beethoven, Bruciner. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

-35

.

Q.

20.00 Envoyé spécial.
Serial violeurs. Casino : les
entrailles. Musique sur
ordonnance. Post-scriptum. 21.30 Perfecto.

des cinq continents. 22.00 journal (France 2). 22.35 Bouillon de culture. Le malheur et la honte. Invités : Annie Ernaux, Jacques Borel, Nadine Trintignant.

Planète 20.35 Missions aériennes au Vietnam, 14/61.

21.30 Bombes à retardement. 22.20 Une tragédie américaine : la guerre de Sécession. (3/6) Massacres en série 23.10 Expédition pôle Sud. 0.05 Variations

sur un thème d'alto. Odyssée 20.30 L'Equilibre de la nature. 21.15 Voyager_ 12/261

de l'armée française.
[3/6] La libération de la France. 23.00 Les Hommes du rivage. 23.55 Mission planète Terre.

22.10 Les Archives fabuleuses

2.05 Histoires courtes. Court métrage. Nicotine. 2.45 Vie d'esclaves. Documentaire. 3.40 A beures d'into. 3.50 Métrio. 3.55 Les Z'amours Irediff.). 4.20 Pyraunide (rediff.). 4.55 Définentair. Documentaire. 5.05 Chip et Charly, Les champions de la caisine (30 min).

Paris Première 20.00 et 23.55 21.00 Programme non 21.55 et 1.55 Le i.T.S.

22.25 Adieu blaireau
Film de Bob Decout (1984, 90 min). France

Supervision 20.30 Ramuntcho (1958, 90 mins. 36020770 22.50 Sauvé des eaux.

23.45 Les Movidas espagnoles. [3] Le rock heavy metallico. 0.35 La Croisière blanche. 1.30 Grand Large (50 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Quartier latin **18**Film de Pierre Colombier
et Christian Chamborant

23.25 Gigi **III III** Film de Jacqueline Audry (1948, N., 95 min). 96687751

Ciné Cinémas

0.10 Le Facteur sonne toujours deux fois **E** Film de Bob Rafeison

Série Club 20.50 Les Champions.

20.30 L'Eté en pente douce
Film de Gérard Krawczyk (1987, 100 min). 22.10 Etat second

21.40 et 1.30 Le Chevalier

22.30 Zéro un Londres. Les plaisirs du ciel.

23.00 La Famille cigale.

23.45 Chapeau melon et Bottes de cuir. Maile à partir avec les taties.

0.40 Le Retour du Saint.

1939, N., 90 mb). 2528770

Film de Peter Weir (1994, v.o., 120 min).

(1981, 115 min). 38457184

21.25 Le Fugitif. Cas de conscie

95050374

22.45 XY Elles, trivitée : Claire Brétecher 23.45 Système Téva.

Canal Jimmy

The Next Generation.

La bataille (v.o.).

0.00 Earth 2 Eve.

0.45 Mister Cun.

21.00 Priends.

Celui qui ne voulait pas partir. 22.15 Chronique de la route. 22.20 lames Dean and Me 23.10 Star Trek:

Festival

20.30 Maîtres et Valets. Feuilleton [3/13]. Feuilleton (3/13).
22.15 Sentiments.
Tééfim de Livia Glanpaim
avec Maria Angela Mélato,
Valérie Militho
(95 min). 72736
23.50 La Baby-Sitter.
Les Antilles aus landons
(25 min).

Téva

20.30 Tévamscope 20.45 Secrets d'a)côve. Téléfilm de Paul Schne avec Connie Seffeca, Kevin Dobson 22.15 Murphy Brown.

Environnement : les transports verts (55 min). Voyage

19.55 et 23.25 Chronique de Jacques Lanzmann. Partir. 20.00 et 23.30 Sulvez le guide. Préserver la nature, la jordanie, l'Indonésie. 22.00 En parcourant le monde. South East Asia.

22.30 L'Heure de partir (120 min).

Eurosport 17.00 Natation. En direct.
Coupe du monde 15° manche)
à Glasgow (Ecosse)
(120 minL 462664 19.00 Bobsleigh.
Coupe du monde (S' manche)
a Konigsee (Allemagne).

20.00 Sport de force. L'homme le plus fort du monde. 21.00 BOKe. En direct de Belfast (Irl.). Combat poids lourds-légers : Darren Corbett-Nigel Rafferty (Irlande)

(120 min) 23.00 Football. FOOLDAIL: Coupe du monde 98 (march amical: Portugal-France) et les matches Bolivie-Equateur et Ghana-Maroc. 0.30 Equitation (60 min).

Muzzik 20.00 The Brandenburg Concertos. [3] (30 min).

20.30 et 2.20 L'Invité. kenny Barron et Nino Cinelu 21.00 Steve Reich à la Cité de la musique. 23-20 Joseph Haydn : Les Saisons.

et Red Rodney (60 min).

1.45 Recollections:

2.40 Best of 100 % français, 4.05 Hot forme, Magazine (rediff.), 4.35 Broadway Magazine. Documentaire (50 mln). Chaînes d'information

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15 et 22.15, 0.30, 1.50 Economia, 19.45 et 21.15, 0.20 Correspondent, 20.16 et 21.40, 0.15, 1.40 Analysis, 20.15 No Comment, 20.25 et 22.20, 1.45 Europa, 20.45 et 23.45 Europeos, 21.45 Artissimo, 21.50Media, 22.50 et 1.20 International 24.15 Europeois (15 min). nal. 23.15 Euro

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée: 19.30 et 20.30 le Grand iomnal: 19.56 et 21.56, 1.12 Boursa: 20.79 et 20.45 le 18-21, 22.10 le journal du monde: 21,17 et 22.30 Le journal de l'économie: 21.26 Chéma: 21.42 Talk culturel: 22.20 l'économie 23.40 Sports (30 min). LES CODES DU CSA

O Accord parental A Accord parental

indispensable on interdit aux moins de 12 ans 🖸 Public adolte ou Interdit aux moins de 16 ans

Les films sur les chaînes

européennes

RTL 9 20.30 Let Torrues Ninja 2. Film de Michael Pressman (1990, 95 min), swee David Warner. Comdile. 22.05 Les Belerts verts. Film de loth Wayne, Ray Kellogg (1967, 140 min), avec John Wayne. Guerre. General Raphael le tatotte. Film de Christian-Jaque (1936, 85 min), avec Fernandel. Comedia.

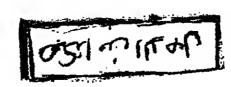
TMC

TSR 20.35 Jumpin' Jack Flash. Film de Penny Marshall 11986. 115 min1, avec Whoopi Goldberg. Comédie.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publié chaque semaine dans notre supplés daté dimanche-lundi.

Signification des symboles ➤ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimedia ». On peut voir.

■ Ne pas manquer. ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et las malentendants.



Le Monde

Numéro rouge

par Pierre Georges

ENFIN, une bonne initiative! Les autorités de Pékin viennent de mettre à la disposition du peuple un numéro de téléphone vert. Ou rouge comme l'on préférera. Cette ligne téléphonique, du genre 3615 délation politique, aura une fonctioo et une seule : décoocer « les violotions de lo morale ou le style de travail incorrect » des journalistes chinois.

Uo présentateur de la télévision d'Etat qui ne court guère le risque d'être politiquement incorrect a ainsi énoncé - doit-on dire anonné? - la charte des «six critères» du «bon journoliste ». Le boo journaliste, « ingénieur de l'âme » selon la définition du parti, « doit être de tout cœur avec le peuple ». D'où les cinq autres critères: « Assumer son rôle de direction de l'opinion. Respecter lo Constitution et les lois. Respecter lo véracité de l'informotion. Respecter le style correct et pur de travail. Et maintenir l'esprit d'unité. »

Le bon journaliste sait, d'instinct et de devoir, faire le tri entre les bonnes et les mauvaises nouvelles. La bonne nouvelle est au boo journaliste cette secoode oature qui évite tout malentendu et toute déviation. La mauvaise nouvelle va au mauvals journaliste comme l'eau à la rivière. Le tri est donc assez aisé « sous le contrôle du

Parti communiste et du peuple ». Tout article méritant grand éloge devra alnsi être signalé par le blais du public aux autorités afin de connaître une diffusioo à la mesure de ses mérites. Tout article n'œuvrant pas dans le bon sens, celui de la « stabilité politique » et du « bonheur des masses », pourra et devra être dénocé. Afin octamment que le « contrôle sociol » se charge de t-on. Voire.

remettre son auteur dans le droit chemin de soo sacerdoce, le service de « la civilisation spirituelle socialiste ».

Ainsi va la vie de la presse en Chine. Selon Reporters sans Frontières, dix-huit journalistes y sont plus précisément remis dans le droit chemin. C'est-àdire en prison. Ils ne soot pas les seuls, tant dans le monde entier, la tentation chinoise de mettre les mots et le verbe au service du pouvoir, est largement partagée.

Prenons la Russie et la télévision d'Etat dans son périlleux et permanent exercice d'intox sur la santé de Boris Eltsine. Prenons Belgrade et la performance ioouie des médlas officiels à taire à la rue ce que la rue vit, fait et voit depuis des semaines. Prenons l'Algérie et la presse d'opposition, sommée de garder le sileoce ou de sous-estimer l'ultra-violence que le peuple algérien subit au quotidieo. Et ainsi de suite, car la liste est longue des pays où il n'est de bonne presse qu'aux ordres. Et, hélas! parfois pire, de boos journalistes qu'emprisonnés ou

Ce n'est évidemment pas le cas en France. Même si parfois oo peut s'interroger sur les velléités « chinoises » de quelques ultras qui confondraient volootiers télévisioo publique et volx du pouvoir, la presse est bbre. Sans numéro vert. Sans autre « contrôle sociol » que celui exercé par son lectorat ou par son audience. Sans autres lois que celles la régissant et celles protégeant les libertés individuelles. La presse est libre, certes dans les limites de sa survie économique, mais elle l'est. Ce n'est pas une nnuvelle, dira-

Le gouvernement algérien veut renforcer son contrôle sur la presse

Pour Lionel Jospin, « la France ne doit pas rester silencieuse »

BRAVANT une interdiction officielle, une cinquantaine de personnes, conduites par les signataires de l'« appel pour la paix », se soot rassemblées, dimanche 26 janvier à Alger, pour déposer une gerbe à la mémoire des victimes d'un attentat à la voiture piégée commis il y a nne semaine et qui a fait 21 morts selon le bilan officiel et 42 selon la presse. Les autorités avaient bloqué la circulatioo aux abords du quartier central de Belcourt, en vue d'empêcher le groupe, conduit par Mouloud Hamrouche, le chef de file du courant récovateur do Front de libération oationale (FLN, l'ex-parti unique) et le premier secrétaire du Froot des forces socialistes (FFS), Seddik Débaili, d'atteindre le lieu même de l'attentat.

La veille, une centaine de manifestants, dont une majorité de femmes, avec à leur tête l'une des figures du mouvement féministe, Khalida Messaoudi, s'étaient réunies dans ce même quartier pour uoe « Algérie libre et démocro-

« d'amplifier le nombre des victimes ou parfois même d'inventer des octes terroristes là où ils ne sont pas survenus », le ministère de l'intérieur a adressé une sévère mise en garde à la presse, samedi 25 janvier. L'Etat ne « saura tolérer dovantage toutes les dérives » de certains titres de la presse qui font « le jeu de lo propagande terroriste », a prévenu le ministère de l'intérieur dans un communiqué. En pratique, « l'information sécuritaire » est régie depuis 1994 par un arrêté qui stipule qu'en matière de « terrorisme » seulent peuvent être publiées les informations de source officielle. Une nouvelle loi sur l'information est en préparation.

Alors que de nouvelles tuerles attribuées aux islamistes oot porté à plus de 250 le combre de morts depuis le début du ramadan, l'allocution do président Zeroual, proconcée veodredi soir, continue à susciter des réactions opposées dans la classe politique algérienne. La promesse d'extermmer le « terrorisme » faite par le

Accusant certains journaux chef de l'Etat a séduit le FLN ainsi que l'Alliance nationale républicaine (ANR). Son président, l'ancieo premier ministre Redha Malek, a vanté le « discours ferme » du présideot Zeroual tout en ajoutant qu'il « aurait du faire un appel plus direct à lo population pour qu'elle s'organise ». Le Parti du renouveau algérien (PRA), représecté au gonvernement, appelle de soo côté à « des octes concrets pour remédier oux faiblesses du dispostif sécuritaire ».

Applaudi par les « éradicateurs », le discours présidentiel a été, à l'inverse, sévèrement jugé par l'opposition. A la fois adversaire du régime et opposé à tout compromis avec les Islamistes, le secrétaire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Saadi, a estimé que l'allocution du chef de l'Etat « venait fermer un peu plus le jeu politique ». Avec trois autres formations politiques, dont l'ancien Parti communiste, le RCD a appelé samedi à un « rassemblement des forces vives de la nation [pour relever) le défi du double péril que

représentent le projet intégriste et le système prédoteur [du pouvoir] ». Favorable, lui, à une solution politique o'excluaut pas l'ex-Front islamiste du salut (FIS), le Front des forces socialistes (FFS) a dénoncé un « discours de haine [qui va] dresser les Algériens les uns contre les outres ».

En France, le Parti socialiste a réagi officiellement aux événements algériens. Dans un entretien publié lundi dans le quotidieo Libérotion, le premier secrétaire do PS, Liocel Jospin. estime qu'il serait « utile que le gouvernement français lance des consultations ou niveau européen. La France doit lever le tabou, elle ne doit pas rester silencieuse, ni donner l'impression de soutenir inconditionnellement le pouvoir olgérien », affirme M. Jospin. Se disant « pessimiste sur l'immédiat », le leader du PS juge que «oussi faibles soient les farces démocratiques algériennes, c'est là que se trouve une solution, une lueur d'es-

Jean-Pierre Tuquoi

Reprise à la Bourse de Paris

tée à la hausse, lundi 27 janvier. Lors des premiers échanges, l'indice CAC 40 gagnait 0,52 % et s'appréciait eocore de 0,17 %, à 2 474,36 points, à 12 h 15.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo avait terminé la séance en forte baisse. L'indice Nikkei s'était inscrit en clôture eo repb de 2 %, à 17 334,90 points. Un baut responsable du ministère japonais des finances a affirmé que les opérateurs étrangers ne sont pas responsables de la chute des actions nippooes.

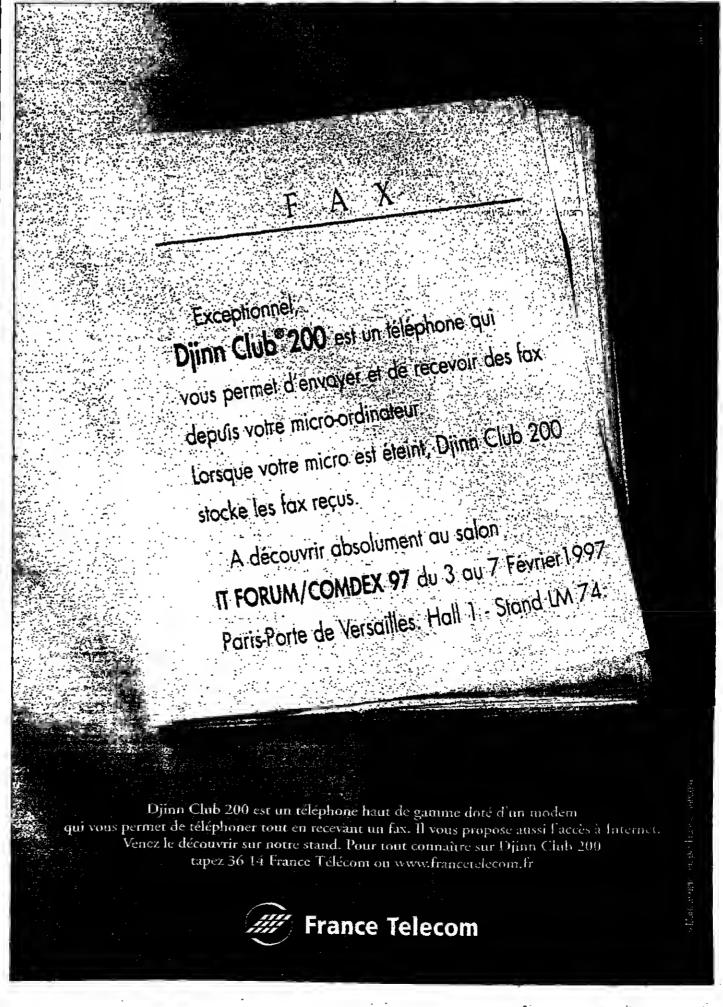
Sur le marché des changes, le dollar était orienté à la hausse, cotant à 1,6350 deutschemark, 5,S125 francs et 119,20 yeos. Le cootrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, évoluait en léger repll : l'échéance mars cédait

LA BOURSE de Paris était orien-ée à la hausse, lundi 27 janvier. ors des premiers échanges, l'in-lice CAC 40 gaguait 0,S2 % et de la politique monétaire (CPM) de la Banque de France. Certains analystes espèrent une baisse du taux des appels d'offres à cette occasion. Les opérateurs surveilleroot aussi la publication de la croissance do produit intérieur brut américain au quatrième trimestre 1996, vendredi 31 janvier.

VALEURS LES PLUS ACTIVES					
SÉANCE, 12h30	27/01 Titres échangés	Capitalisation en ICF			
Societé Generale	321923	199201921			
Michelin	441341	138144517,70			
Phone Poulenc A	658375	119845572,70			
AXII-LIAP	3285UI	116942029,90			
Elf Aquitaine	194304	99122683			
Eaux (Gle des)	131275	88477141			
B.N.P.	374753	\$5787844,30			
Total	166195	770/8342			
Carrefour	19980	65341546			
Air stul Aisthorn	140787	64405001.60			

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	DES	PLACES EL	ROPÉEN	NES _	
	0,46 0,53		Cours au 24/01	Var. en % 23/01	Var. en 9 fan 96
Tokyo, Nikkei sur 3 mois	Part!	CAC 40	2430,34	- 1,26	+4,95
	1	ires FT 100	-		+5,91
MAN LINE TO THE TOTAL STATE OF THE PARTY OF	Zurie	cfa	2015,72	+3,76	+7,57
	Mila Mila	n M/B 30	1186	+1,19	+4,86
	Fran	cfort Dax 30	3003,24	-1	+ 3,96
	Brux	elles			+12,42
	Sulse	se \$85	1552,14	+2,70	+1,55
William Table	Mad	rid Ibex 35	474,66	-0,24	+6,72
	Arme	terdam CBS	465,70	+0,39	+6,49
	.,	PAF	ITES DÛ	DOLLAR	27/01
MARCHÉ DES CHANGES À	PARIS	PAI PRA	RITES DÛ	DOLLAR USD/DM	27/01 1,6298
MARCHÉ DES CHANGES À DEVISES cours 80F 2401 % 2501	PARIS	PAI	ITES DÛ	DOLLAR USD/DM	27/01
MARCHÉ DES CHANGES À DEVISES COURS BOF 2401 \$ 2301 Wemagne (100 dm) 337,3000 \$ 0,00F	PARIS Actual Ve	PAI TOX	RITES DÜ NCFORT: YO: USDA	DOLLAR USD/OM fens	27/01 - 1,629 11,539
MARCHÉ DES CHANGES À DEVISES cours 80F 2401 \$ 2301 Welmagne (100 dm) 337,300 \$ 0,08- cu 6,5380 \$ 0,022 bats-Unis (1 usd) 5,4895 \$ 0,861	PARIS Achit Ve 325 349	PAI FRA TOX	RITES DÛ	DOLLAR USO/OM Yers E RÉFÉI	27/01 1,629 10,980
MARCHÉ DES CHANGES À DEVISES cours 80° 2401 \$ 2301 Eu 6,5380 \$-0.28° Eu 5,4895 -0.38° Eu 5,4895 -0.38°	PARIS Adult Ve	PAF FRA TOX 10X	NCFORT: YO: USDA	DOLLAR USO/OM Yers DE RÉFÉI	27/01 Lasse VI.See Taux
MARCHÉ DES CHANGES À DEVISES cours 80F 2401 \$ 2301 Allemagne (100 dm) 337,3000 \$ 0,051 Allemagne (100 dm) 5,3895 \$ 0,381 Easts-Unis (1 usd) 5,4895 \$ 0,051 Belgique (700 F) 16,3595 \$ 0,001	PARIS Achit Ve 325 349 5,2100 5 15,8200 76	PAN FRA TOX LES \$100 9200 TAU	NOFORT: YO: USD/ TAUX D	DOLLAR USD/OM fers E RÉFÉI Taux our le jour	27/01 LASS TUSE Taux
MARCHÉ DES CHANGES À DEVISES cours 80F 2401 \$ 2301 Wemagne (100 dm) 337,3000 \$ 0,09- cu 6,5380 \$ -0,09- cu 6,5380 \$ -0,09- cu 5,4895 \$ -0,90- cu 6,3395 \$ -0,07- cu 700 ft) 300,3400 \$ -0,08- talle 7000 lir.} 3,4530 \$ -0,00- cu 700 ft) \$ -0,00-	PARIS Achat Ve 325 349 5,2100 55 15,8200 76 3,2100 3	PAI FRA TOX 100 9200 TAU	NOFORT: YO: USD/ TAUX D	DOLLAR USO/OM Yers DE RÉFÉI	27/01 1,629 11,539 Tayx 10 are
MARCHÉ DES CHANGES À DEVISES cours 80F 2401 \$ 2301 Wemagne (100 dm) 337,3000 \$ 0,09- cu 6,5380 \$ -0,09- cu 6,5380 \$ -0,09- cu 5,4895 \$ -0,90- cu 6,3395 \$ -0,07- cu 700 ft) 300,3400 \$ -0,08- talle 7000 lir.} 3,4530 \$ -0,00- cu 700 ft) \$ -0,00-	PARIS Achat Ve 325 349 5,2100 55 15,8200 76 3,2100 3	PAI FRA TOX 100 9200 TAU	NOFORT: YO: USD/ TAUX D	DOLLAR USD/OM fens E RÉFÉI Taux our le jour 3,25	27/01 1,629 11,539 11,539 11,539 10 and 10 a
MARCHÉ DES CHANGES À DEVISES COURS BOF 24/01 \$ 23/01 Allemagne (100 dm) 337,3000 \$ 0,047 Ecu 6,5380 \$ 0,022 Easts-Unis (1 usd) 5,4895 \$ 0,861 Belgique (100 fr) 16,3595 \$ 0,071 Pays-Bas (100 ff) 300,3400 \$ 0,031 talle (100 lir.) 3,4530 \$ 0,001 Danemark (100 lir.) 88,3800 \$ 0,035 Inlande (1 lep) 8,8040 \$ 0,035	PARIS Advar Ve 325 349	PAS PRA TOS \$100 9200 TAU Fran 7100 Aler 2500 Grafi	NOFORT: YO: USDA TAUX D IX 24/01 IXE TAGE TAGE TAGE TAGE TAGE TAGE TAGE TAG	DOLLAR USD/OM fens E RÉFÉI Taux our le jour 3,25	27/01 1,629 11,539 11,539 11,539 10 and 10 and 10 and 10 and 10 and 10 and 10 and
MARCHÉ DES CHANGES À DEVISES cours 80F 24/01 \$ 23/01 Allemagne (100 dm) 337,3000 \$ 0,04 chats-Unis (1 csd) \$ 6,5380 \$ -0,22 chats-Unis (1 csd) \$ 6,5380 \$ -0,22 chats-Unis (1 csd) \$ 16,3595 \$ -0,90 Pays-Bas (100 ff) \$ 16,3595 \$ +0,07 Pays-Bas (100 ff) \$ 300,3400 \$ -0,03 talle 7000 lir.] \$ 3,4530 \$ -0,03 chande (1 lep) \$ 8,8040 \$ -0,25 che-Bretagne (1 L) \$ 8,9450 \$ -0,55	PARIS Achaz Ve 325 349	PAS FRAI TOX FRAI TOX PAS TOX PAS PAS FRAI TAU PAS PAS TAU Pas Tau Pas Pas Tau Pas Tau Pas Tau Pas Tau	NOFORT: YO: USDA TAUX D IX 24/01 IXE Traggine tide-Bretze	DOLLAR USD/OM fens E REFEI Taux our le jour 3,25 3 ine 5,94 7,56 0,47	27/01 1,629 11,538 Tayx 10 and 7,535 7,39
MARCHÉ DES CHANGES À DEVISES cours 80F 2401 \$ 2301 Allemagne (100 dm) 337,3000 \$ 0,000 Cu 6,5380 \$ 0,000 Cu 6,5380 \$ 0,000 Cu 6,5380 \$ 0,000 Cats-Unis (1 (sd) 5,4895 \$ 0,001 Cats-Unis (1 (sd) 300,3400 \$ 0,000 Cats-Bretagne (1 U) 8,9450 \$ 0,005 Cate-Bretagne (1 U) 8,9	PARIS Achut Ve 325 349 \$25 349 \$15,8200 .76 \$2,2500 .8 \$2,2500 .9 \$4,8200 .9 \$4,85800 .9 \$1,8500 .9	PAS FRA TOX FRA FRA TOX FRA FRA FRA FRA FRA FRA FRA FRA FRA FRA	NOFORT: YO: USDA TAUX D R 24/01 Ke tragne tide-Bretag	DOLLAR USD/OM Yers DE RÉFÉI Taux Our le jour 3,25 3 3 Ine 5,94 7,56	27/01 1,639 11,548 Tayx 10 and 7,55 7,39
MARCHÉ DES CHANGES À DEVISES cours 80° 2400 \$ 2300 \$ 600 337.000 \$ 0.000 \$ 600 6.5380 \$ -0.28 \$ 6.5380 \$ -0.28 \$ 6.5380 \$ -0.28 \$ 6.5380 \$ -0.28 \$ 6.5380 \$ -0.28 \$ 6.5380 \$ -0.28 \$ 6.5380 \$ -0.28 \$ 6.5380 \$ -0.28 \$ 6.5380 \$ -0.28 \$ 6.5380 \$ -0.28 \$ 6.5380 \$ -0.25 \$ 6.5380 \$ 6.5	PARIS Advat Ve 325 349 \$2100 5 15,8200 6 3,2100 3 87,2500 9 8,4800 9 8,5800 7 7 71 \$1	PAS PRA TOX 100 110 120 120 120 120 120 120 120 120	NOFORT: YO: USDA TAUX D IX 24/01 IXE Traggine tide-Bretze	DOLLAR USD/OM fens E REFEI Taux our le jour 3,25 3 ine 5,94 7,56 0,47	27/01 1,628 10,588 10,588 10 ans 10 ans 7,39
MARCHÉ DES CHANGES À DEVISES cours 80° 2401 \$ 2301 de magne (100 dm) 337,400 \$ 0,08 facu 6,5380 \$ 0,022 facts-Unis (1 usd) 5,4895 \$ 0,89 despique (100 fm) 300,3400 \$ 0,08 alle (100 dm) 300,3400 \$ 0,08 despique (100 km) 88,3800 \$ 0,000 riande (1 lep) 8,8040 \$ 0,55 de-Bretagne (1 U 8,9450 \$ 2,95 reco (100 drach.) 2,1500 \$ 0,365 usée (100 km) 76,2000 \$ 0,365	PARIS Achut Ve 325 349 \$25 349 \$15,8200 .76 \$2,2500 .8 \$2,2500 .9 \$4,8200 .9 \$4,85800 .9 \$1,8500 .9	PAS PRAME TO SECOND TO SECOND TAU PRAME TO SEC	NOFORT: YO: USD/ TAUX D X 24/01 IX 24/01	DOLLAR USD/OM feis E RÉFÉI Taux our le jour 3,25 3,102 5,94 7,56 0,47 5,25	27/01 1,629 11,988 Tayx 10 ans 10 ans 7,39 7,39

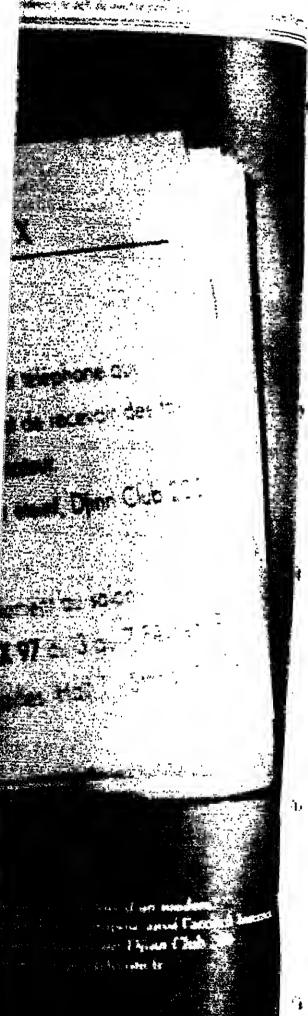
Tirage du Monde daté dimanche 26 - juntil 27 janvier 1997 : 554 648 exe



erien veut renforce ur la presse

Lace par rester sience se

連合では、これが、これに、 THE EMPRES AND AND AND LOCALS. 素等 ISBN terr provider THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO Winder Service Control THE STORY OF THE PARTY. · 我对他的不是此事。 · · The street of the second section of MARK SA MER COLE I - CO. C. C. Similar de Augusta de la compagnica 清朝門 胸南 香竹 明末 中 2125人。 学院する 近点表記をする かりはいだけに The state of the s The Contraction of the First and a the statement of transport a series Compared to and the experience CONTRACTOR OF ASSESSED And Continued the art of the first Militaria at Anna Conta Luther 1 . The second second second The transmitted to A Transmitter **美国建筑** 等 电影 中元 19 15 15 1 1 1 Bet Tier at the season of the first in the MARCHER ACT BE OWNER FOR THE



Telecom

CONJONCTURE La Biélorussie de plus en plus isolée

Les leçons de la crise en Corée du Sud page V

Le Monde ECONOMIE

enjeux et stratėgies

MARDI 28 JANVIER 1997

FORMATION

L'an VI des Instituts universitaires professionnalisés page VI

INITIATIVES

ANNONCES CLASSÉES de la page VII à la page XIV

Insondable confiance

a confionce, ça ne se décrète pas, ço se mé-rite!»: le premier ministre Jacques Chirac, en juin 1986, ne croyait pas si bien dire. Une décennie plus tard - Jacques Chirac président -, le moral des Français est en berne. Les indicateurs qui mesurent leur appréciation de la situation économique restent mauvais après avoir été catastrophiques. Tant l'indice Insee que Sociétal-BVA ont franchi, en décembre 1995 pour le premier, en octobre 1996 pour le second, des records de pessimisme. Mais, surprise, cette déprime ne se traduit pas dans les actes. Les ménages ont fortement réduit leur comportement d'épargne en 1996 et l'on parle déjà d'année record en matière de consommation (2,4 % en volume, la plus forte progression depuis 1990).

"C'est ce que j'appelle la schizo-phrénie des François, remarque Christian de Perthuis, directeur géneral adjoint de Bipe conseil. Et l'on retrouve, sous une outre forme, cette déconnepin un fiveau des entre-prises « Ainsi, selon l'hodice men-suel de l'Insee, l'analyse que les patrons font de la situation économique ces derniers mois est toujours mauvaise en général, mais nettemeot meilleure lorsqu'elle s'applique à leur cas particulier, même si les-investissements restent

Est-ce à dire que confiance économique et conjoncture ne sont pas llées? « Les indicateurs de confionce ne sont pas des anticipateurs, mois des retraviseurs conjoncture, poursuit Christian de Perthuis. Dans les périodes de retournement conjoncturel, il existe toujours un décalage entre l'oppréciation de la situation et la conjoncture du moment »

N'empêche, on n'avait pas euregistré une telle sinistrose depuis une dizaine d'années. Plus précisément

▼ Catalyseur Les économistes traquent les secrets de ce ressort qui peut amplifier l'impact d'une politique... ou la bloquer

depuis l'automne 1984, à la suite du changement de politique écooo-mique des socialistes au pouvoir. Les promesses noo tenues seralentelles à l'origine des coups de déprime des Français? Actuellement, c'est la politique d'assainissement des budgets publics et la hausse des prélèvements obligatoires qui accentuent le décalage entre leur perception de la situation et l'évolution conjoincturelle. « Les ménages estiment que la contraction budgétaire va se traduire par une diminution des filets de sécurité traditionnellement apportés par l'Etat », conclut l'analyste du Bipe.

Les économistes ne ménagent pas leur peine pour élucider les ressorts de la confiance en économie, Certains ont tenté d'évacuer cette notion embarrassante en réduisant les comportements économiques à de simples calculs d'intérêt. D'autres la placent au cœur des anticipations des agents économiques. dont découlent la réussite ou l'échec d'une politique. D'autres encore tentent de réconciller Christian Schmidt, professeur d'économie à l'université Paris-IX-Dauphine. « La difficulté de la

confionce tient ou fait qu'elle correspond à une connaissance de second degré, explique-t-il. Elle s'entend comme un jugement porté par le sujet écanamique sur l'information dant il dispose lorsqu'il prend sa déci-

Protéiforme, cette notion recouvre des concepts très différents. A la suite du krach boursier d'octobre 1987, des enquêtes auprès des investisseurs ont cherché à déterminer les raisons de la panique. On leur proposa une liste de dix nouvelles pouvant être considérées a priori comme respossables du krach, raconte André Orléan, directeur de recherche au CNRS. Il y figuraît des élémeots comme la hausse des taux d'intérêt ou les déclarations pessimistes du secrétaire américain au Trésor à propos du dollar. Les investisseurs, tant individuels qu'institutionnels, mirent au premier rang, pour expliquer leur comportement massif de vente, la chute de 200 points du Dow Jones que connut la Bourse dès son ouverture, le lundi 19 octobre, et les chutes de prix à la fin de la semaine précédente.

En somme, l'effondrement de la confiance sur les marchés a sa propre logique, qui ne s'appuie pas forcement à court terme sur la réalité économique. « On est bien ici face à une dynamique endogène, pour-suit André Orléan. La confiance des investisseurs ne porte que secondairement sur la politique au lo croissance économique. Ce qui compte pour eux, ou premier chef, ce sont les réactions prévisibles du marché. Vu la puissance des marchés, ils sont capables

> Martine Laronche Lire lo suite page Il

■ Napoléon et les marchés financiers : de l'idylle au désamour ● Entretien avec André Orléan, directeur de recherche au CNRS ● Eurotunnel ou l'histoire d'une trahisoo

p. III

CHRONIQUE par Claire Blandin

e social mondialisé

conomie globale, ravages nationaux? », s'interrogean récemment The Economist (18-24 janviers. « Chômage en France, crise en Corée du Sud. La foute à la mondialisation? », se demandait à soo tour Courrier internationol (23-29 janvier). Chômage, précarité de l'emploi, rigueur salariale, protection sociale remise en cause... les méfaits sociaux - réels ou supposés - de la mondialisation sont devenus l'obsession des salariés et de

L'ouverture généralisée des économies à la concurrence internationale a déclenché - compétitivité et alignement des prix obligent - restructurations, libé-

ralisation et décéelementation. Ces mouvements Ebranlent le modèle social de chaque pays. En Allemagne et en Fraoce, l'Etat-providence et son coût trop élevé soot remis en cause, et une flexibilité accrue du marché du travail est réclamée par les chefs d'entreprise. Au Japon et en Corée du Sud. l'emploi à vie assuré par les grands groupes eo contrepartie d'une absence de protectioo sociale, est voué à disparaître. Tel était bien l'objectif de la nouvelle loi du travail que le gouver- Indicateurs de la mondialisation (en % du PIB mondial) oement sud-coréeo avait

fait adopter en catimini fin décembre. La question est donc posée. L'accroissement des échanges mondiaux et la progression des pays émergents doivent-ils se traduire par un alignement « par le bas » des conditions sociales de chacun des pays: abandon de la protection sociale en France et perte de l'emploi à vie en Corée du Sud?

Les salariés qui, dans les pays occidentaux, ont déjà accepté beaucoup de sacrifices, s'insurgent par crainte d'une régression permanente. Même les Britanniques, après dix-huit ans de déréglementation « thatchérienne », aspirent mainteoant à un peu plus de sécurité et d'équité. Mais ce n'est pas seulement l'Europe vieillissante qui se cabre sur des acquis meoacés. La Corée du Sud, l'un des quatre « dragons » soudaineté insoupçonnées.

Les grands groupes et les firmes multinationales, acteurs principaux de la mondialisation, s'inquiètent également de ses conséquences négatives. A trop durcir et à précariser les conditions d'emploi, les salariés sont poussés à augmenter leur épargne de sécurité plutôt qu'à consommer, et menacent du même coup les débouchés des entreprises. Et donc leurs profits. Les responsables politiques, désorientés, sont à la recherche d'un nouveau modèle conciliant les contraintes de la mondialisation et la préservation de la cohésion sociale.

Le débat sur les retraîtes en France en est un exemple. La précarité, couplée à l'évolution démographique, menace directement à terme le pouvoir d'achat du troisième et du quatrième âge, alors que ces catégories de population sont précisément les cibles de consommation de demain. Le même problème se pose en Corée : l'emploi à vie était la condition de la constitution d'une épargne pour la retraite qui compensait l'absence de pension. Les chantres du

libéralisme que sont les fondateurs du Forum de Davos établissent eux aussi le même constat et s'en inquièteot: « Les dirigeants politiques et économiques sont offrontés au défi de fournir lo preuve que le nouveou capitalisme global peut fonctionner au benefice du plus grand nombre et pas seulement à celui a: dirigeants d'entreprise et . . . nvestisseurs. »

Comment concilier le refus du « moins-disant social * et la mondialisation de l'économie? La disparitioo des modèles nationaux est sans doute le point de passage obligé pour aboutir à la oouvelle donne sociale qui naîtra de

cette mondialisation,

Mais qui sera capable de relayer les gouvernements nationaux, mal placés pour définir cette nouvelle donne? Certainement pas l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui s'est encore refusée, lors de son dernier sommet à Singapour, à inscrire une clause sociale dans les règles qui régissent les échanges mondiaux.

Soutien inespéré pour les manifestants sud-coréens, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a estimé, le 23 janvier. que la pouvelle loi du travail adoptée par la Corée du Sud ne correspondait pas - contrairement aux eneagements pris par son vingt-neuvième et tout récent sur les droits sociaux fondameotaux, ootamment en matière de liberté d'association et de négociacion collective. Cette « jurisprudence » montre que l'OCDE, souvent considérée comme un promoteur du libéralisme, prend elle-même conscience qu'un minimum de sécurité est indispensable aux bienfaits de l'économie. A condition que la réaction soit au niveau du défi : mondialisée comme l'est le capitalisme.







INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

The Link Between Continents NEW YORK - PARIS - SAN FRANCISCO

avec Pace University, New York accreditée AACSB

et université à San Francisco

Master of Business Administration BA in International Management

Programme intensif de 3 mois à Pans et 9 mois à New York ou San Francisco*.

 Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

International Executive **Master of Business Administration**

Compatible avec vos activités professionnelles de salarié

520 h de formation intensive :

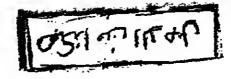
 10 séminaires à PARIS : 240 h • 240 h en juillet/août

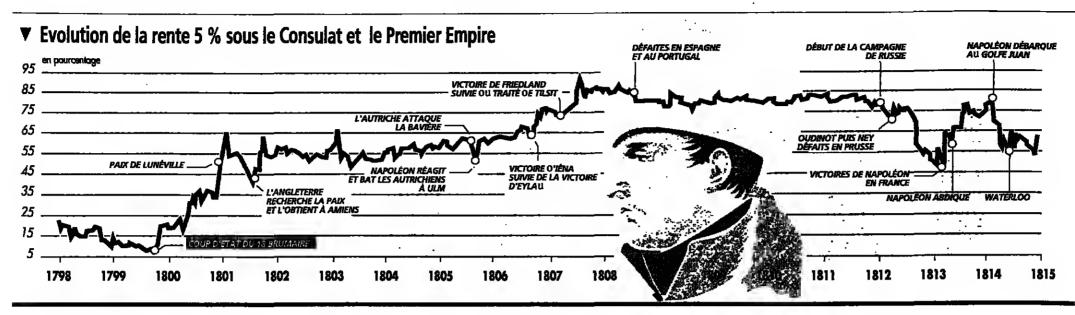
à SAN FRANCISCO et/ou NEW YORK ns en cours New York 1997/1998, Sen Francisco 1998.

E-Mail: IUA @ IUA.EDU

IUA. School of Manag 148, rue de Grenelle 75007 Paris Tél. : 01-45-51-52-52 - Fax : 01-45-51-09-08 w York - Paris - San Francisco







Napoléon et les marchés financiers : de l'idylle au désamour

uel est le rapport entre Napoléon, le général de Gaulle et Editb Cresson? Edith Cresson n'avait « rien ò cirer de lo Bourse ». Le général de Gaulle déclarait : « La politique de la France ne se foit pas à lo corbeille. » Quant à Napoléon, il ne portait pas non plus les spéculateurs dans son cœur: « Des hommes sons Etot, sons copitaux, sans patrie, qui vendent et qui ochètent choque jour dix fois plus de rente qu'il ne s'en trouve sur le morché. » 5úr qu'il n'aurait pas aimé George Soros.

Napoleon, qui déteste qu'on lui résiste, voit dans les cours de la rente 5 % (le titre d'Etat qui représente alors le baromètre de la Bourse) le reflet de sa propre image. Le couple pouvoir-marchés financiers a toujours fonctionné sur le mode du « je t'oime moi non plus ». Le pouvoir politique est condamné à séduire celui qui le contraint dans ses ambitions et qu'il méprise parfols : le marché fi-

De l'ambition, Napoléon Bonaparte en a à revendre. Mais, quand Îl arrive aux affaires, la crédibilité de l'Etat est au plus bas. Pendant la Révolution, les impôts ne rentrent pas. On prend l'habitude de ne plus les acquitter. La monnaie n'a plus de valeur. La période révolutionnaire aboutit à la fameuse « banqueroute des deux tiers » du 30 septembre 1797. L'Etat annule purement et simplement la majeure partie de sa dette. Ce qu'il en reste est transformé en un seul titre : c'est ainsi que nait la rente 5 %. Comme plus tard les emprunts russes, la banqueroute des deux tiers restera longtemps

▼ Après avoir restauré la crédibilité de l'Etat, Bonaparte devenu empereur finira son règne totalement discrédité...

dans la mémoire collective comme une spollation de l'épargne par l'Etat. « L'argent n'a pas d'odeur, mois il o de la memaire », dira La-

Bonaparte prend le pouvoir le 9 novembre 1799 (coup d'Etat du 18 brumaire). La Bourse salue des son arrivée le nouvel bomme fort, par une progression de plus de 40 % en une semaine. L'idylle entre les boursiers et le futur empereur commence. Le cours de la rente est multiplié par neuf en un peu plus d'un an. Celul-ci passe de 7 francs un mois avant le coup d'Etat à 63 francs en février 1801.

Il est vral que l'on est passé d'une période de quasi-anarchie à un pouvoir fort et novateur. De nombreux épargnants ont été ruines pendant la Révolution. Edmond et Jules de Goncourt décriront une caricature de cette époque représentant « une poissarde faisant l'oumône à un rentier ». C'est dire si la Révolution n'a pas été tendre avec les épargnants. En revanche, Bonaparte reconquiert leur estime en restaurant la crédibilité de l'Etat.

De nombreuses réformes sont engagées et le spectre de la banqueroute s'évanouit. Le code civil, la Banque de France sont créés. réorganisés. Dès le deuxième semestre 1800, les intérêts de la dette publique sont intégralement honorés. En 1802, le budget de l'Etat est équilibré. On a donc affaire à ce que l'on appellerait aujourd'hiri un partisan d'une politique budgétaire rigoureuse. Un « moastrichtien », pourrait-on dire si Napoléon ne voulait pas construire une union européenne par l'épée et autour de sa personne. Tous les signes sont alors réunis pour emporter la confiance des milieux financlers. Les relations entre les marchés et Bonaparte sont orientées au beau fixe jusqu'en 1804.

Une seconde phase débute avec l'Empire. Napoléon la mène des campagnes militaires victorieuses qui sont autofinancées : « Le temps n'est pas venu pour lo France de fonder ses finonces sur les emprunts », dira-t-il en 1808. Ces guerres rapportent plus d'argent qu'elles n'en coûtent puisque les pays conquis versent un tribut à l'Empire. Même les pays qui ne sont pas encore attaqués financent une partie des dépenses de l'Empire en contrepartie de leur neutralité.

agne débourse ainsi 68 millions de francs et les Républiques italiennes plus de 20 millions en 1804. Dans d'autres circonstances, on appellerait ca du racket. Mais peu importe ces considérations morales, les boursiers ne sont pas des enfants de chœur. Ils constatent que les finances publiques se portent bien, et chaque succès militaire se traduit par une Un mois avant la victoire d'Aus-

terlitz, la Grande Armée défait dejà les Autrichiens à Ulm, en octo-

L'administration et les impôts sont bre 1805. La Bourse ne tarde pas à marchès et Napolèon est désor-11 % en trois semaines. En octobre 1806, Napoléon entre dans Berlin après la victoire d'Iéna face aux Prussiens. La confiance des investisseurs s'en trouve renforcée. La rente progresse de 15 % en cinq semaines. Au total, de 1804 à 1808, elle aura crû de 12,6 % par an.

Mais les défaites dans la péninsule ibérique face aux Espagnols et aux Anglais, pendant l'été 1808, mettent fin à cette orientation des cours. Ces écbecs montrent que l'empereur n'est plus invincible. La confiance du marché se retourne et les cours stoppent leur progression. On entre alors dans une trolsième phase, caractérisée par le doute et la lassitude. Pendant quatre années, les épargnants observent une position d'attente. La rente se replie entre 1808 et 1812 de 1,7 % en moyenne annuelle.

Le départ des troupes napoléoniennes pour Moscou, en tévrier 1812, marque une nouvelle étape dans la défiance des marchés face aux initiatives impériales. Le système napoléonien ne fonctionne qu'en cas de victoire. Les guerres ne soot autofinancées que si elles. sont gagnées. Dans le cas contraire, elies se révèlent trés coûteuses. Et le marché le sait. La campagne de Russie est ainsi sanctionnée par une baisse de 7,5 % de la rente en près d'un an. Victor Hugo, évoquant la retraite de Russie, écrira: « Pour la première fois, l'Aigle baissait lo tête. » La Berezina inaugure d'autres défaites, qui feront plonger la rente de 77 francs le 12 février 1813 à 45 francs le 4 février 1814. La rupture entre les

réagir et la rente fait un bond de mais consommée. On atteint un point de non-retour quand les défaites de Napoléon sont ressenties positivement par le marché. Celuici voit ces défaites comme un signe de la fin du régime, et des dépenses qui y sont liées.

L'arrivée des armées étrangères dans Paris, le 31 mars 1814, soulage ainsi les épargnants. La rente gagne 7,7 % en une semaine. Plus fort encore, l'abdication de Napoléon la, quatre jours plus tard, est accueillie triomphalement par la Bourse : la rente gagne un quart de sa valeur en une semaine l Napoléon, qui a restauré la crédibilité de l'Etat, aura donc fini par perdre entièrement la confiance des marchés. Mais l'empereur n'a pas joué sa dernière carte. Il revient de son exil sur l'île d'Elbe et débarque à Golfe-Juan le 1^{er} mars 1815. Pendant la période des Cent

Jours qui va suivre, le désamour entre les opérateurs et Napoléon sera total. La nouvelle de son débarquement, connue à Paris le 6 mars, se traduit par une coute de plus de 17% des cours. Les Cent lours se solderont par une baisse d'un tiers des cours de la rente. 5uivant cette même logique, les opérateurs se réjouissent de la défaite de Waterloo, le 18 juin 1815, il s'agit pour eux d'une bonne nouvelle, puisqu'elle pousse Napoléon vers la porte de sortie. Ils achètent massivement des titres et la rente enregistre 15 % de hausse en une semaine

Cette défaite fait par ailleurs d'autres beureux : Nathan Rothschild est informé le premier de l'avancement des combats, grâce à... un réseau de pigeons voyageurs. Il achète des titres anglais avant tout le monde et accroît ainsi sa fortune.

Le départ définitif de Napoléon pour 5ainte-Hélène et le retour de la royauté signifient la fin des guerres ruineuses pour l'Etat. Mais le passif laissé par l'empereur à la Restauration s'élève à plus de 2 milliards de francs. Comme Bonaparte en arrivant au pouvoir, la royauté cherchera à retrouver le soutien des marchés financiers. La lutte pour la confiance devait donc connaître un nouvel épisode. L'histoire de la crédibilité des Etats n'en était pourtant qu'à son

> Laurent Fléchaire Jacques-Marie Vaslin

Bibliographie

· A qui se fier ? Confiance, interaction et théorie des jeux, La Revue du Mouss nº 4, deuxième semestre 1994 (La Découverte/Mauss, 316 p., 160 F) • Souveraineté, légitimité de la monnaie, sons la direction de Michel Aglietta et André Orléan (cahiers Finance, éthique. *confionce.* Association d'économie financière, CREA, 1995, 417 p., 280 F). La Construction sociale de la

confiance, ouvrage collectif (à paraître aux éditions Association d'économie financière/Montchrestien). La société de confiance. d'Alain Peyrefitte (Odile Jacob, 556 p., 160 F).

 Trust, The Social Virtues and the Creation of Prosperity, de Francis Fukuyama (Penguin Books, 457 p., 99 F).

Insondable confiance

Suite de la page I

Rationnel ou pas, « le paramètre de la confionce est cruciol pour accélérer l'impact d'une politique économique et éviter ses effets perrers », assure Jacques Le Cacheux, directeur du département des études à l'Observatoire français de conjoncture économique (OFCE). Et de rappeler la théorie de Kevnes. * Son intuition réside dons le fait que, les morchés n'étant ni suffisamment nombreux ni suffisamment efficaces pour coordonner toutes les décisions, les onticipations vont revetir un aspect crucial, avec un aspect outoreolisant », explique l'économiste de l'OFCE.

Ainsi, si les ménages pensent que la situation de l'emploi va se dégrader, ils vont épargner et consommer moins, les entreprises produiront moins et licencieront, ce qui validera a posteriori les annicipations pessimistes des ménages. Les politiques keynésiennes vont donc chercher à restaurer la confiance en réinjectant du pou-

LA DETTE

Des bommes politiques au gouverneur de la Banque de France. tous appellent de leurs vœux la confiance, sésame supposé vers des lendemains meilleurs. Edouard Balladur, alors qu'il était premier ministre, avait demandé au comité pour l'histoire économique de la France du ministère des finances d'étudier les emprunts de la Restauration, avant de lancer luimême une grande souscription pu-

blique en mai 1993. Quelles sont les lecons de 1814 ? A cette époque. rappelle Jean-Marie Thiveaud, délégue général de l'Association d'économie financière et conseiller historique de la Caisse des dépôts et consignations, les caisses de l'Etat sont vides et la confiance des petits rentiers a été ébranlée par la » banqueroute des deux tiers », l'annulation de la majeure partie de la dette de l'Etat par le Directoire, le 30 septembre 1797.

Louis XVIII va s'employer à restaurer le crédit public, au propre comme au figuré. La Constitution de 1814 prend la forme d'un véntable pacte de confiance entre le roi et la nation. La première loi de finances, constitutionnelle, voit le iour le 28 avril 1816. Elle met en place l'édifice financier français avec la Banque de France, le Trésor, la Caisse d'amortissement de la dette publique et la Caisse des dépôts et consignations, qui vont fonder ensemble le renouveau du crédit public.

Trois emprunts successifs témoignent de la montée en puissance de la confiance. Le premier, en 1816, est un échec : il n'est souscrit que par deux banques étrangères; le second, un an plus tard, mobilise tous les grands banquiers de la place : le troisième, en 1818. obtient un énorme succès et le gouvernement est obligé de faire donner la troupe pour contenir les souscripteurs...

Davantage que de confiance économique, Jean-Marie Thiveaud préfère parler de confiance monétaire et financière. Selon lui, le lien qui scelle les sociétés archaïques repose sur la notion de dette qui indult le mécanisme du crédit, au double sens moral et financier. L'bomme est débiteur des dieux et la relation de confiance entre les divinités et le groupe est le ciment des premiers clans. Ce système de la dette fondatrice va, selon l'historien, impliquer une prééminence de la sphère financière, qui va perdurer jusqu'au XVIII siècle, puis céder la place à une logique d'échanges de production instaurée par les pères de l'économie politique (Turgot, les physiocrates, Adam Smith...). La confiance n'est plus fondée sur le crédit mais sur l'écbange.

Depuis vingt ans, on a progressivement abandonné cette logique économique de production/redistribution pour un retour de la prééminence de la finance, avec l'énorme pouvoir des marchés fi-

(Trust, the Social Virtues and the Creation of Prosperity, Penguin Books, 1995). Pour lui, le bien-être d'une nation ainsi que sa compétitivité sont conditionnés par le niveau de confiance inhérent à la société. Une idée partagée par Alain Peyrefitte (La Société de confionce. Odile Jacob, 1995), qui conforte cette thèse par des exemples histonques en revisitant, au passage. Max Weber. Francis Fukuyama oppose deux

emparé dans un nouveau livre

types de nations : d'un côté, le Japon, l'Allemagne et les Etats-Unis, dotés d'un haut niveau de confiance, et, de l'autre, la France,

Un indicateur de défiance

Pour Jean-Michel Servet, professeur d'économie à l'université Lumière-Lyon-II, le développement du hard discount a valeur de symptôme. Il voit dans le succès des produits sans marque un indicateur de perte de confiance. Le consommateur n'achète plus un produit les yeux fermés et se refuse à paver plus cher « une différence supposée ». Selon Jean-Michel Servet, le recul de la marque commerciale traduit un rejet de l'institution qu'est l'entreprise, une montée de l'individualisme, et illustre la défiance qui peut s'installer dans une relation économique.

nanciers. « Si aujourd'hui la société a perdu confiance, c'est que nous sommes revenus dans une logique financière sons vouloir en tenir campte, estime Jean-Marie Thiveaud. Le cauple capital-travail s'est inverse. Aujourd'hui l'argent est plus productif que l'industric. Dans ce cantexte, il est aberrant de mointenir dans l'esprit des gens qu'il y aura touiours du travail. Les règles du ieu ne sont plus adoptées, et il faut réinventer un système de juste redistribution. »

Le thème de la confiance fait florès. Après le succès retentissant de La Fin de l'Histaire, l'essayiste amé-

l'Italie et la Cbine capitaliste (Hongkong et Taïwan) d'un faible niveau. A quoi tient ce décalage? La France aurait en commun avec les sociétés chinoises traditionnelles une faiblesse des associations intermédiaires entre la famille, comme cellule de base, et l'Etat interventionniste

Résultat, la vie économique française s'est développée autour d'entreprises à caractère familial et de grandes sociétés publiques. Les associations professionnelles se seraient comportées comme des lobbies protectionnistes. Dans une ode au libéralisme, Fukuyama nicain Francis Fukuyama s'en est prône un Etat restreint qui per-

mette au secteur privé de produire des richesses et à la société civile de créer une solidarité indépendante du gouvernement. La religion joue également un rôle important dans l'analyse de Fukuyama. Il rappelle, à l'instar d'Alain Peyrefitte, la théorie de Max Weber selon laquelle les valeurs prônées par le protestantisme ont permis le développement du capitalisme moderne, et n'hésite pas a élargir l'argumentaire au Japon, qui aurait adossé son développement économique au bouddhisme.

Mais quel est le secret pour susciter la confiance? Christian Schmidt, professeur d'économie à l'université Paris-IX-Daupbine. avance deux exemples historiques célèbres, Raymond Poincaré et Antoine Pinay, des bommes qui par leur réforme monétaire et leur politique économique ont incarné la confiance. Voire Raymond Barre, s'il avait été soutenu par nn parti. D'après Christian Schmidt, ces bommes ont en commun d'avoir fait appel au « bon sens ».

Jean-Michel Servet, professeur d'économie à l'université Lumière-Lyon-II, s'est intéressé au contexte propre à faire émerger la confiance. Trois éléments seraient indispensables. Premiérement, la mémoire qui permet un processus d'identification.

Et de rappeler l'exemple d'une banque qui avait raté sa campagne publicitaire : le banquier, avec son slogan « Votre argent m'intéresse ». avait été associé à un vampire. Sur un autre registre, Bill Clinton ne ioualt-il pas, lors des premiéres élections, sur le mythe Kennedy?

Deuxième point, la proximité. En France, les énarques sont percus comme trop éloignés des préoccupations quotidiennes. En Afrique, les banques, considérées

comme inaccessibles, suscitent la défiance, alors que la Loterie nationale, avec ses petits guichets au coln des rues, a su drainer l'épargne populaire.

Troisiémement, la foi, la croyance. « Nous sommes oux ontipodes de l'individuolisme, développe Jean-Michel Servet. Il fout se reconnoître comme membre d'une totalité. Celo suppose des processus de médiotion, rôle que peuvent jouer les ossociotions. Mois, en France, celles-ci procèdent davantage de regroupements de consommoteurs et ne sont pas suffisamment participatives. » Selon lin, beaucoup font fausse route en cherchant à rassurer à tout prix : « C'est exactement l'inverse qu'il faut faire, explique-t-il. La confiance se fonde sur un pari, une projection dans une période d'incertitude. »

Qu'est-ce qui empêche aujourd'hui les Français de faire ce pari? En dépit d'un léger frémissement enregistré en décembre dans les sondages, le tandem Juppé-Chirac a toutes les peines du monde à inspirer confiance. Faut-il incriminer la politique fiscale? Michel Brulé, cofondateur de BVA. préfère évoquer dans la revue Sociétal (novembre 1996) l'échec des gouvernements à faire face à l'objectif majeur qui leur est assigné: donner du travail à ceux qui en cherchent, an premier rang desquels les jeunes. « Les Français sont aujourd'hul comme les actionnaires d'une entreprise à qui le management demanderait régulièrement de "faire leur devoir" en mettant la main à la poche, et qui ne verraient jomois venir le redressement onnoncé, conclut-il. Il n'v o pas là de auci

André Orléan, économiste et directeur de recherche au CNRS

« La confiance ne se réduit pas à un calcul du risque »

« La confiance a-t-elle sa place dans l'analyse économique ?

12 T. C.

désamour

die in Agreeigen von der

A Bridge Strate Control of the Contr

in the second of the second

STATE OF THE SECOND

the time that the second of the second

「韓」を 素線 でんしんかんかい アーカット

There was a second to the second of

PROPERTY OF THE PROPERTY OF THE PARTY.

The state of the time of the state of the st

Till of week words, in the

等 政治 一致ない かんたい たいい

Parents and the standard

BE TO THE WAR FRANCE THE PARTY OF THE PARTY

(1977) "在中的特别是最高的" (1977) (1977) (1977)

Real Art will are still a less to the end of

with the training the

and were the elementary of the second

Service of property and the service of

STATE OF STA

gue 子板 罗瑟德的 一 小口口 ...

Baltiman Fig. graft (conf. f. 12 . 1

THE EAST THE STORT OF STREET, ST. S. S. S. S. S.

Teachine tell, Therman to

THE SECTION OF THE WAY IN

HER IN SECULIAR STOLEN OF THE SECULIAR

THE PERSON NAMED AND ADDRESS OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IN COLUMN

MATERIAL PROPERTY OF THE PARTY OF THE PARTY

THE THOMAS A ST. T.

STATE INCOME.

application of the corresponding

the shifts the street of

graning with the

231-3-

The state of the s

graphy communication access to the

题 如此是否定理

in the second

· ----

THE ME WILL IN THIS IS IN

海巣がみ ボッチランド・・・・・

THE WALL STATES IN THE

The state of the s

the state of the property of the second

JB 66.

MANUAL STREET OF STREET

the temperature of a second war and

the state of the s

the standard of the said of a se

the second of the second

Committee grantena de contra

the state of the s

京都 中国 · 中中中市 「 12 · · · ·

医 美国北京教育中部的中心 人名 12 1.

東京 名詞 はまま かまかん スパー

THE THERETON STATES

神神神像 10.700 (10.00)

APPROPRIES FREE TO THE STREET

The state of the state of the state of

阿斯斯斯斯 国际 化对应

· 1000年 100

Many the property of the transfer of

AND STREET, BUTTON AND THE PARTY OF THE PART

A Company of the Comp

物理機能を 大きな できょう はんしょう

The same of the sa

AL PROPERTY OF THE PARK.

fre to the first fitter the same

WARRIE TO THE TOTAL OF THE PARTY OF THE PART

MARKET CONTRACTOR

The production of the same

A STATE OF THE STA

学科 等于报告还由 4 185 (*)** A MARIE OFFICE AND

要用其他的 至五十四十二十二十二

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE PARTY OF

Marine to the second

新兴和 The state of the s The state of the s

Annual River

Parish the strains of

A STATE OF THE STA

bedreit in

Anthony and the second

Approximate the second of the

THE WEST AND THE STATE OF THE S

The state of the s

promise of the promise that

The same with the same of the same of

والموليان النبياء كالبند بطلعه المجل

Marie Marie Committee Comm

- La confiance est une notion embarrassante pour la théorie économique dans la mesure ou elle évoque un mode de relation qui semble échapper, au moins partiellement, à ce qui constitue le principe même de l'action économique, à savoir le calcul rationnel. il y a dans la confiance qu'on accorde l'expression d'une ouverture à l'autre fort éloignée de l'homo acconomicus, qui ne poursuit, dans ses relations avec ses semblables, que la recherche méticuleuse de son profit.

» Cet embarras que suscite la notion de confiance est parfaitement illustré par les positions de l'économiste américain Oliver Williamson, exposées dans son article Colcultiveness, Trust and Economic Organization, en 1993. Il y voit un concept flou, ambigu et trompeur dès lors qu'on cherche à l'appliquer aux réalités économiques. Aussi propose-t-il aux économistes d'en éviter systémariquement l'usage pour lui préférer la notion de risque.

» En effet, qu'est-ce que faire confiance, sinon prendre un risque, par exemple celui de perdre la somme avancée à un client? Pour Williamson, la confiance se réduit au résultat d'un calcul, celui de la probabilité que son client le rembourse dans les délais convenus. Réduire la confiance à un calcul du risque, c'est pour l'économiste une opération essentielle, puisqu'elle lui permet d'éliminer tout ce que cette notion ambigue évoque de liens sociaux, étrangers à l'écono-

Toutefois, de nombreux économistes reconnaissent, dans la foulée du Prix Nobel Kenneth Arrow, que « la confionce est un importont lubrifiant des rapports socioux ». On peut opposer, par exemple, l'épaisseur des contrats qui font la fortune des avocats d'affaires américains au simple respect de la parole donnée, qui prévaut dans certaines communautés de la diaspora chinoise de l'Asie du Sud-Est ou dans celle constituée par les diamantaires

position défendue par Williamson, vrie de la relation de confiance, ces exemples nous invitent à une analyse de la confiance qui donne tout son poids aux structures sociales et aux obligations non économiques dans lesquelles l'ac-

tivité économique est encastrée. - Les économistes se partagent-ils entre cenx qui y croient et ceux qui n'y croient

- Ce n'est pas si simple ! Entre ceux qui croient au facteur confiance en économie et ceux qui pensent, comme Williamson, que ce terme est le plus souvent trompeur, il existe un moyen terme qui a la faveur des économistes, l'idée de réputation.

» La réputation serait la solution à la question de confiance dans une société désacralisée où la puissance du serment n'est plus reconnue. Tout le conrant moderne s'en inspire. Elle repose sur une idée simple : pourquoi puis-je raisonnablement faire confiance à mon médecin, par exemple ? Tout simplement parce que s'il fait un mauvais diagnostic et que je m'en aperçols, cela nuira à sa réputanon, et donc à sa clientèle future. Mon médecin a donc intérêt à bien me soigner. On retrouve ici la logique du gage: si je puis faire confiance à mon médecin, c'est parce qu'il met en gage sa réputa-

» Le rôle de la réputation est également au cœur des stratégies des grandes marques. Un bon exemple est donné par Perrier, qui, en 1990, retira ses bouteilles du monde entier à la suite de la découverte de traces de benzène aux Etats-Unis. Une réaction o priori disproportionnée, mais qui vise à rétablir une réputation. Soulignons que, pour être crédible, il est décisif de ne pas fuir ses responsabilités.

- Finalement, la notinn de réputation ne suffit-elle pas à tout expliquer?

» Je ne crois pas. Avec la notion de réputation, nous sommes revenns dans l'univers du calcul économique traditionnel: c'est parce qu'il est dans l'intérêt d'autrui de tenir ses engagements que je lui fais confiance. La crédibilité iuis de New York. A rebours de la est une forme atténuée et appau-

par nature plus ouverte. Par ailleurs, ce mécanisme ne peut fonctionner que dans des situations très particulières où chacun don pouvoir être juge de l'action considérée. Cela implique que cette action soit connue de tous et qu'aucune ambignité n'existe quant à son interprétation. Ces deux conditions sont rarement réunies. Dans la pratique, pour pallier ce manque d'information, les individus s'appuient souvent sur des dispositifs réglementaires. Ces reperes construits socialement sont une dimension importante de la confiance qui échappe aux analyses libérales en termes de réputation.

- Comment la conflance prend-elle forme?

 Cette norion renvoie à une dimension fondamentale du lien social qui rend possible la coopération entre les hommes, là où n'existait auparavant que la méfiance réciproque. Elle constitue un élément central de la production de richesses et repose sur trois processus fondamentaux : le gage, la sanction et la bienveillance. Le gage est ce que l'individu met en jeu comme preuve de sa détermination à tenir ses promesses. Lorsque le gage est une valeur monétaire, comme dans le cas d'une hypothèque ou d'un nantissement, la part jouée par la confiance est réduite. Son rôle est plus important lorsque le gage procède de valeurs non économiones, par exemple religieuses, comme dans le cas d'un serment. La notion de gage est ici étroitement liée à celle de sanction : le serment est crédible dans la mesure où parjurer provoque la co-

lère divine. » La bienveillance est le troisième élément qui intervient dans la notion de confiance. Sans elle, la relation se briserait sur les premiers imprévus. Cette Interprétation amicale du comportement de l'autre va permettre de surmonter les difficultés au bénéfice des deux parties. Cette hienveillance permet de comprendre une caractéristique bien connue de la confiance, à savoir son caractère autovalidant : en faisant confiance

lance à mon égard, ce qui diminue d'autant la probabilité de trahi-

- Peut-on parler de confiance pour les marches financiers? Les marchés sont caractérisés

par une extrême susceptibilité qui les porte à chercher les points faibles pour en tirer immédiatement profit. C'est tout le contraire de cette attitude de bienveillance que nous avons placée au centre de la nonon de confiance. Ce qui compte pour un marche, ce n'est pas tant l'évolution de l'économie que celle du marché lui-même et ses réactions prévisibles. Le marché est une mécanique autoréférendelle ou chacun agit en ayant en tète la question suivante : comment va reagir le marché? Cette incertitude pousse les opérateurs à se cristalliser sur des déclaranons, des positions politiques qui n'ont pas de rapport direct avec les données fundamentales de

l'écnnomie. En réalité, les opérateurs cherchent à être rassurés, et cette inquiétude les pousse à surinterpréter les signaux sociaux. La confiance me semble mappropriée pour caractériser les réactions des marchés financiers car elle est incompléte, jamais acquise.

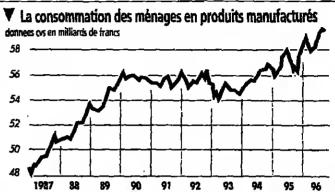
-- En quoi l'absence ou la présence de confiance peut-elle in-

fluer sur la conjoncture? Ce qu'ont montré les modèles économiques, c'est le caractère autoréalisateur des sentiments de confiance ou de défiance. Si tous les individus ont une représentanon morose de l'avenir, ils investissent peu et créent un enchaînement qui nuit à la conjoncture. A l'inverse, une vision optimiste engendre un cercle vertueux. On retrouve ici au niveau macroéconomique le caractère autovalidant de la confiance. Elle possède une dynamique spécifique où les phénomènes de contagion et d'exemplarité jouent un rôle majeur. La réalité économique n'est pas donnée dès le départ, mais est le produit de nos représentations et de nos croyances. *

> Propos recueillis par Martine Laronche



Source : Enquête nationale menée auprès de 924 personnes 117-19 pct. 19961



Source : Inser

Questions-réponses

Le consommateur français

est-il plus pessimiste

que ses voisins européens ? C'est ce qui apparaît à la lumière des résultats du « baromètre européen de la consommation » créé par l'institut ipsos pour le compte de la banque Sofinco. Plus de 6 000 personnes de sept pays d'Europe (Allemagne. Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas) ont été interrogées, du 2 au 11 décembre, sur leur moral et leurs intentions de consommation. A la question * quond yous pensez à la situation économique de votre pays, quel est votre état d'esprit? ., les Français répondent «plutôt ou très pessimistes » à 76 % (Allemagne et Belgique: 72%, Grande-Bretagne: 44 %; Espagne: 60 %; Italie: 68 %; Pays-Bas: 20 %).

On retrouve également cette prédominance française au travers des enquêtes mensuelles d'opinion de la Commission européenne (réalisée par l'Insee pour la France). En novembre 1996, l'Indicateur de confiance des consommateurs atteignait l'Allemagne occidentale, -195 pour l'Italie. En revancbe, dans les deux pays qui ont vu décroître leur taux de chômage, les résultats sont largement positifs: 110 pour la Grande-Bre-

Cette crise de confiance se retronve-t-elle dans l'entreprise ?

tagne, 120 pour les Pays-Bas

L'édition 1996 du sondage Softes-MOA-ANDCP (Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel)

sur le climat social montre que la déprime était plus grave en France que dans d'autres pays européens à l'automne dernier. Plus de 5 000 salariés (tous secteurs, toutes catégories socioprofessionnelles) ont été interrogés en septembre et octobre dernler. S'ils saluent les performances de leur entreprise. ils estiment que les efforts fournis pour faire face à la mondialisation et à la concurrence ne sont pas payés de retour. L'appréciation de leur situation dans l'entreprise en témoigne : 14 % seulement des Français estiment que leur situation s'améliore. contre 24% des Britanniques, 26 % des Italiens et des Allemands, 40 % des Espagnols.

3 Comment l'Insee mesure-t-il la confiance

des ménages? L'Insee réalise, depuis juin 1986, une enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages. 2000 ménages, renouvelés tous les trois mois, sont interrogés par téléphone sur leur niveau de vie passé et futur, le cho--255 pour la France, -140 pour mage, l'évolution passée et future des prix, l'opportunité d'acheter et d'épargner, leur situation financière passée et actuelle, enfin leur situation financière dans l'avenir et lenr capacité à épargner. Les données sont tradultes en soldes d'opinion. Toutefois, l'opinion des menages est assez volatile, signale l'Insee. Ces derniers peuvent réagir à des événements politiques (élections, guerre du Golfe...) davantage que ne le justifierait les seuls facteurs écono-

Eurotunnel ou l'histoire d'une trahison

souscrite à un projet tionnels financiers internatio- s'est transformé naux », être partenaire d'« un pas de géont » technologique, s'offrir siècle »: c'est en ces termes que pour des milliers s'affichaient les annonces publi-citaires faites lors de l'appel à de petits porteurs souscription pour Eurotunnel, en novembre 1987. L'ampleur du chantier le justifiait? Peut-être. Mais le choix de faire appel à des fonds privés pour financer un projet d'une telle ampleur exigeait surtout de convaincre, massivement. Et l'on a su convaincre.

Depuis, pour beaucoup d'épargnants, bien des illusions sont tombées. Investi de la confiance quasi aveugle de centaines de milliers de petits actionnaires lors de son introduction en Bourse, le « rève » d'Eurotunnel s'est transformé, en quelques années, en « véritable couchemor ». Abus de confiance? « Non, outont cette expression me poraît odoptée pour le cas du Crédit foncier, outont elle est déplocée sième augmentation de capital

evenir actionnaire du plus «gigontesque V Comment péoge du monde ». un placement en cauchemar

> s'ogissont d'Eurotunnel », souligne une specialiste en place-

ments financiers. Dans le cas du Crédit foncier, « lo garantie sécuritoire de l'investissement étoit incontestée, et tout y concouroit »; dans celui d'Eurotunnel, en revancbe, « lo noture risquée du plocement étoit d'emblée perceptible et offichée », poursuit notre experte. Un risque afficbé? Certes, le * prospectus * visé par la COB (Commission des opérations de Bourse), en novembre 1987, stipule que le projet Eurotunnel implique « un certain risque que le souscripteur ne doit pas tenir pour négligeoble ». Une prudence réitérée lors de la troi-

risque significative qu'il apportient ou seul souscripteur d'opprécier ». Précisément, il s'agissalt

d'« opprécier ». Comment ? Deux paramètres sont en cause : la nature des motivations d'investissement des souscripteurs et les moyens dont ils ont disposé pour mesurer le risque « Lo pluport des actionnoires d'Eurotunnel ont répondu à un cri du cœur, précise Albert Janffret, président de l'Adacte (Association de défense des actionnaires d'Eurotunnel). Le tunnel sous lo Monche o véhiculé un vieux mythe presque légendoire. En ce sens, la motivation des petits porteurs o été offective et comprenoit we bonne part d'irrononnel. » Un mécanisme qui a d'ailleurs plus fonctionné en France (611 000 actionnaires en 1995) qu'en Grande-Bretagne

(135 000 porteurs). « Les Anglois ont choisi d'invesnr pour les ovantoges torifoires [gratuité des voyages, etc.]. associés à la détention de titres, fait remarquer Dominique Maire, responsable de la communication

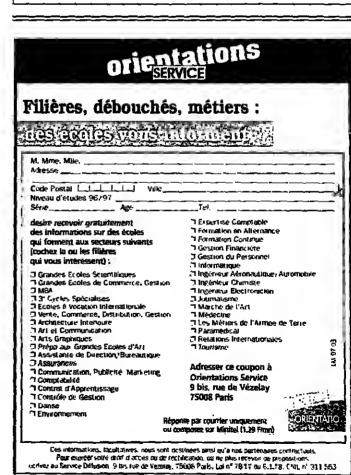
12 fev. : Le ribund de

d'Eurotunnel, en mai 1994, où la d'Eurotunnel. Pas pour la rentobimême COB précisait que l'entre- lité de l'action elle-même, » C'est prise * comporte une port de acquis, les actionnaires anglais ont une plus grande connaissance des mécanismes bourslers. Mais l'argument ne résiste guère. Moins aguerris, les épargnants français ont clairement été appelés à investir dans une perspective de rentabilité et de constitution de retraite.

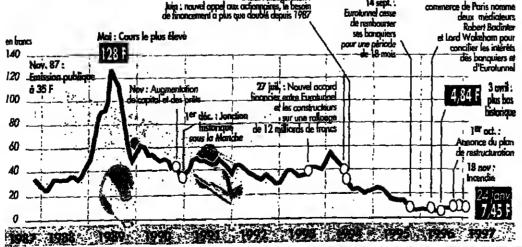
Discours rassurants des promoteurs et constructeurs, prévisions fastes des opérateurs (SNCF), anticipations élogieuses d'Eurotunnel, incitations répétées - et intéressées - des banques à l'acbat d'actions : L'image générole qui o été entretenue outour du placement d'Eurotunnel o de loin mosque le peu d'éléments de prudence que certains choisissent de valoriser oujourd'hui, mols qui sont, pendant des années, passés totalement inaperçus », constate Christian Cambier, président de l'APAE (Assoclation pour l'action Eurotunnel). Les publicités très officielles de novembre 1987 n'annonçaient-

elles pas « un rendement annuel moyen de quelque 17 % pendant toute la durée de lo concession »? De son côté, le coprésident d'Eurotunnel n'a-t-il pas déclaré, en décembre 1987, qu'il s'agissait d'un placement « de bon père de famille »? A l'évidence, il fallait convaincre. Et l'on s'est attaché à fortifier l'engouement par la confiance, à présenter l'aventure de capital-risque en placement sûr et rentable.

On connaît la suite: la construction du tunnel a coûté deux fois plus cher que prévu (89 milliards de francs), l'endettement s'éléve actuellement à 70 milliards de francs, et près de 740 000 porteurs détiennent un titre qui s'échangeait aux alentours de 7.45 F le 24 janvier 1997 contre 3S francs lors de la souscription de novembre 1987 -, après un plus hant historique de 128 francs en mai 1989...



L'effondrement du « chantier du siècle »



	Dats Unis	Jopon	Allemagne	France	librie	Royaume Une	Canada
Production industrielle (en %) Demier mois connu Cumul sur 12 mois	dec + 1,1 + 5,6	nov. - 1,4 + 4,5	+2,3 +3,2	+0,3 +2	act. -1.7 -2.3	-0.5 +0.2	+0,4 +2,8
Taux de chômage (en %) Demier mais connu <i>Un an avant</i>	dec. 5,3 5,6	ncv. 3,3 _3,4	déc. 10,9 9,9	12.7 11.6	12.2 12.2	déc. 6,7 8	déc. 9,7 9,4
Indice des prix (en %) Demier mois connu Sur 12 mois	dec 0 + 3,3	100v. - 0,3 + 0,5	dec. +0,3 +1,5	dec. +0.2 +1.7	jan + 0,2 + 2,6	dec +0,3 +3,1	nov. + 0,4 + 2
Solde commercial (en milliards) Demier mais connu (mannales nationales) Cumul sur 12 mais (mannales nationales) Cumul sur 12 mais (en dallars)	nov. -13,2 -162,1 -162,1	+ 901,4 + 7072,7 + 65,7	oct. +9,4 +95,4 +64,2	ccl. + 18,9 +121,9 +23,5	∞1. +7 262,4 +65 905,7 +42,5	- 0,5 - 11,8 - 18,1	+ 1,8 + 34,4 + 25,2
Croissance du PIB (en %) 3º trimestre 1996 (r, thme annuel) Sur 12 mois	+ 2.1 + 2,2	+0,4 +3,2	+3,3 +1,9	+3,5 +1,4	+2.4 +0.7	+ 1.8 + 2.2	+3,3 +1,6
Solde des paiements courants en % o 1996 (esamentors CCEE)	lu P138 2,1_	+1,4	-0,7	, 3_ا +	+3,5	-0,1	0
Déficit public en % du PB 1997 (previons CCDE) 1996 (estimations OCDE)	-1.8 -1.6	- 2,6 -4,l	-3,4 -4,1	-3,2 -41	3,7 -6,7	-3,7 -4,8	-1,5 -2,7
Dette publique en % du PIB 1996	64,2	87,4	61,3	55,7	124,4	56,1	100,5

INDICATEURS DE QUATRE PAYS D'ASIE DU SUD-EST PHILIPPINES. Les investissements étrangers affluent aux Philippines (+150 % au cours des huit premiers mois de 1996), malgré les incertitudes politiques. Le ralentissement de l'inflation et l'accélération du rythme de croissance complètent cette évolution positive.

Tours of Inflations

• INDONÉSIE. Les troubles politiques oe sembleot guère avoir affecté l'activité qui devrait progresser de 7,5 % en 1997 comme en 1996. Le redressement des prix des hydrocarbures tombe bien pour Djakarta, les exportations hors pétrole ayant connu un ralentissement.

-8,2%

À RETENIR EN FRANCE

7.675

• MALAISTE. L'une des économies émergentes les plus dynamiques d'Asie s'attend à un léger ralentissement en 1997, avec tout de même 8 % de croissance. Le souci majeur reste le développement des infrastructures et de la formation.

● THAILANDE. Après dix années de records, l'économie thaie est légèrement dégrisée : la croissance 1996 devrait être plus près de 7 que de 8 % et le déficit de la balance des paiements devient préoccupant (8,3 % du PIB). Ce malaise pourrait n'être que très passager

3 121 500

Vers une meilleure compétitivité pour la France et l'Allemagne?

i les indicateurs conioneturels européens n'ont guère suscité de surprise ces dernières semaines, la hausse du dollar américain constitue en revanche un événement. A plus de 1,60 mark à la mi-janvier. c'est un gain d'au moins 5 % que la devise américaine a engrangé en l'espace de quelques semaines par rapport à son niveau moven du deuxième semestre 1996. Que ce mouvement se poursuive n'est pas garanti. Son origine est suffisamment incertaine pour éviter toute conclusion nătive sur la durée du phénomène. Pour autant, si tel était le cas, cette hausse aurait des implications bénéfiques sur les petspectives conjoncturelles euro-

Deux raisons essentielles permettent d'aboutir à cette coticlusion. La première tient à l'améliola compétitivité extérieure des entreprises européennes, en premier lieu celles du noyau dur européen, vis-à-vis de la zone dollar. La seconde raison résulte des effets induits de la hausse du dollar sur le SME. Moins fréquemment abordé, cet aspect s'avère d'importance pour les pays dont la participation à la monnale unique européenne soulève encore des incertitudes.

Pour des raisons probables de liquidité, la place du mark dans les transactions internationales étant significativement plus importante que celles des autres devises européennes, les fluctuations d'am-

▼ Europe occidentale L'appréciation simultanée du dollar, de la lire et de la peseta devrait bénéficier aux exportateurs français et allemands

pleur du dollar, à la hausse comme à la baisse, ne se font jamais de manière proportionnelle au regard des différentes monnaies du SME. En cas de défiance vis-à-vis du dollar, les arbitrages sont plus forts en faveur du mark qu'ils ne le sont en raveur des autres devises européennes. Dans le cas contraire, celui d'un regain de confiance dans la devise américaine, le mouvement inverse est observé : le mark pătit davantage de ce changement que les autres devises du SME.

ment dévastateurs pour l'Europe monétaire et économique qu'ont constitués les accès de faiblesse du dollar de 1992-1993 et de 1995, ces distorsions sont aujourd'hui plutôt bénéfiques. Le dollar s'apprécie, de sorte que les monnaies babituellement les plus exposées face au mark allemand en tirent profit. Le cours de la lire et de la peseta

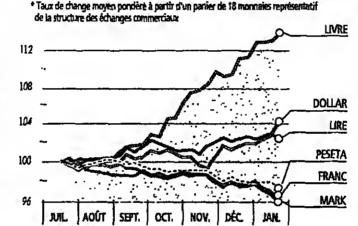
Au contraire des épisodes large-

dans le SME s'est ainsi sensiblement raffermi ces dernières semaines. A moins de 970 lires pour 1 mark, la crédibilité des promesses italiennes de stabilité de sa monnaie se trouve singulièrement renforcée et profite, par là même, à une convergence plus rapide des taux à long terme Italiens avec ceux du noyau dur européen. En Espagne, cet environnement a en outre permis une nouvelle baisse des taux directeurs de la banque centrale.

Ces mouvements ont de multiples effets. Ils contribuent à réduire la sous-évaluation de ces devises à l'égard de celles du noyau dur européen, et aident à rétablis des conditions de compétitivité plus équitables entre le nord et le sud du continent. Au sud, les exportateurs en pâtiront. Mais, en revanche, la situation conjoncturelle des pays concernés devrait retirer d'importants bénéfices d'une décrue supplémentaire des taux d'intérêt et du regain de crédibilité dont bénéficient l'Espagne et l'Italie quant à leur participation à l'euro en 1999. Les estimations évaluent respectivement à 0,5 et 1 point de PIB la réduction du déficit budgétaire consécutive à une baisse de I point de taux d'intérêt

espagnols et italiens. Dans un contexte de difficultés extrêmes, les marges de manœuvre des politiques budgétaires pourraient s'en trouver quelque peu débridées et l'activité y trouver son compte. Les perspectives

▼ Taux de change effectifs* au cours des six demiers mois



1997 pour ces pays aujourd'bui particulièrement moroses, la croissance attendue n'excédant pas 1 % en Italie et 2 % en Espagne, seront sans nul doute révisées à la hausse si ce cercle vertueux venait à s'installer dans la durée.

Les influences de l'appréciation du dollar sur la compétitivité extérieure européenne sont plus notables pour les pays du noyau dur dont l'activité économique a souffert ces demières années d'un environnement défavorable en matière de change. Les exportateurs français et allemands devraient bénéficier simultanément de l'ap-

préciation du dollar, de la lire, de la peseta ainsi que de la livre sterling, dont le mouvement d'appréciation initialement déclenché par des facteurs domestiques a pleinement tiré profit de la hausse récente du dollar. Ce regain de compétitivité a donc tout lieu d'affecter les performances globales à l'exportation, tant sur le front des

tra-européens. C'est pour le moins une bonne nouvelle au moment où les seuls signaux de raffermissement de la croissance perceptibles dans ces deux pays, depuis l'été dernier,

échanges extra-européens qu'in-

sont précisément ceux des commandes à l'exportation. Nul doute qu'une telle dynamique, en allégeant les contraintes de compétitivité et donc de productivité auxquelles sont obligées de faire face les entreprises, offrirait des perspectives d'emploi plus satisfaisantes qu'il ne ressort de la plupart des prévisions conjoncturelles récentes. L'investissement productif qui paraît de même avoir largement souffert des pertes de compétitivité extérieure de la France et de l'Allemagne, et au sujet duquel les perspectives demeurent pen réjouissantes, aurait dans ces conditions toutes les chances d'amorcer une nouvelle embellie courant 1997.

Au total, France et Allemagne pourraient connaître des sythmes de croissance d'un demi-point supplémentaire aux prévisions actuelles, 1997 passant du statut d médiocre à celui de bonne année. Si tel était le cas. l'exercice de bouclage budgétaire serait, comme dans le cas de l'Espagne et de l'Italie, bien que par des circuits d'une

autre nature, rendu plus aisé. Tout à la fois porteuse pour l'activité et facteur de convergence accélérée entre les pays européens, une bausse du dollar ne s'avère-t-elle pas finalement, et aussi paradoxal que cela puisse paraitre, un vecteur puissant de convergence vers l'euro?

Véronique Riches Economiste à la Société générale

La Biélorussie de plus en plus isolée

inq ans après la disparition de l'URSS, l'économie de la Biélorussie fait toujours le grand écart entre deux systèmes antinomiques, avec en prime les décisions intempestives du président Loukachenko dont les pouvoirs, déjà exorbitants, ont été renforcés à l'issue du référendum contestable du 24 novembre 1996. L'image du pays est d'autant plus brouillée que les statistiques officielles continuent à travestir la réalité.

Ainsi, la Biélorussie aurait retrouvé le sentier de la croissance en 1996 avec une augmentation du PIB de 1%, liée à la reprise industrielle. Uoe hypothèse tenue pour suspecte par les experts occidentaux, étant donnée l'importance des stocks d'invendus. En effet, pendant que les entreprises du complexe militaro-industriel s'engagent sans ardeur dans la recooversion, les industries civiles. toujours sous la tutelle des ministères, s'en nennent au vieux dogme * produire pour produire * et

▼ Ex-URSS Le rationnement a été réintroduit dans certaines villes

du pays

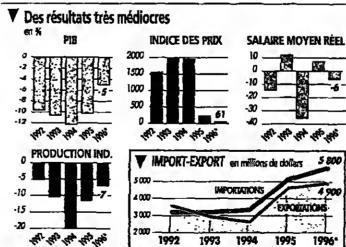
ment. En fait de privatisation, l'Etat se borne pour l'instant à conférer le statut de société par actions à certaines entreprises, eo ne cédant qu'une part symbolique de

leur capital. Par ailleurs, lors du référendure de oovembre, les Biélorusses se sont prononcés à une forte majorité contre la libre commercialisation de la terre. Dans uo tel contexte, la timide émergence d'un secteur privé, dans le tertiaire notamment, relève presque du miracle. Ne contribuant au PIB que pour 15 % enviroo, il est victime à la fois d'une surveillance tatillonne et d'une forte pression fiscale, et accumulent les arriérés de paie- ne doit souvent sa survie qu'à la

clandestinité. Quant aux banques, soupconnées d'avoir partie liée avec la mafia, pourtant moins puissante qu'en Russic, elles sont périodiquement menacées de nafonalisation par le président.

Moins rapide que dans la plupart des autres États de la CEI, la décélération de l'inflation a néanmoins marqué un réel progrès en 1996, seloo les données officielles. Mais là encore, le bilan est incertain vu les entorses fréquentes faites au plan de stabilisation. Aussi la désinflatioo pourrait-elle s'expliquer en partie par le maintien de toute une série de prix sous le contrôle de l'administration, qui a été étendu à de nouvelles catégories de produits lors de la campagne référendaire. Résultat : les pénuries sont réapparues et le rationnement a été réintroduit dans cer-

taines villes du pays. Le soutieo artificiel du taux de change du rouble biélorusse, encadré depuis janvier 1996 dans un « corridor » selon le modèle russe, o'a pas été plus concluant. Si cette mesure a fait les beaux jours du marché noir, elle a surtout englouti les maigres réserves de la banque nationale, d'autant que les 70 millions de dollars destinés par le FMI à la stabilisation de la monnaie ont servi à acheter des engrais pour les fermes collectives et à indemniser les raffineries de la hausse du prix mondial du pétrole. L'artificialité du change a. en outre, érodé la compétitivité des rares produits exportables (eograis, nois, lin, fibres synthétiques, produits pétroliers), avec pour conséqueoce un creusement du déficit commercial. Ces résultats peu flatteurs pour un président en quête de plébiscite, ajoutés aux pressions de milieux d'affaires dynamiques, ont conduit à la suppression du « corridor » fin octobre 1996 et à la dé-



valuation de 30 % environ du rouble biélorusse, dont le cours suit désormais le rythme de l'infla-

L'autoritarisme débridé de M. Loukachenko et la mollesse des réformes entraînent la Biélorussie dans un isolement croissant, sans équivalent dans l'Europe postcommuniste. L'une après l'autre, les institutions internationales ont pris leurs distances : le FMI a gelé ses crédits eo ianvier 1996, la Banque mondlale eo mai et l'Union européenne début janvier 1997 ; à la même date, le Conseil de l'Europe a suspendu son statut d'invité spécial. De leur côté, les investisseurs étrangers observeot une prudente réserve: avec, entre 1989 et 1995, un montant de capital investi à peine supérieur à 8 dollars par habitant, la Biélorussie se situe loin, très loio derriére les autres Etats européens de l'ex-URSS.

Seule la Russie continue à fermer les yeux. Avoir un allié dévoué sur son flanc ouest, surtout dans la

perspective d'un élargissement de l'OTAN, est crucial pour elle. Tout comme l'est ce couloir d'accès à l'Europe pour ses produits, et notamment son gaz, beaucoup plus sûr que l'Ukraine et moins ooéreux que les pays baltes.

Mais de là à tenir l'économie biélorusse sous perfusion, il y a un pas que la Russie o'est pas prête à franchir, car le coût supporté est déjà bien lourd. L'effacement réciproque des dettes publiques (hors dette énergétique), en février 1996, s'est soldé par 170 millions de dollars à son détriment, sans parler des pertes que représentent, depuis l'entrée en vigueur de l'union douanière (mai 1995), l'évasion de capitaux russes et la contrebande d'alcool. Aussi la Communauté des Républiques souveraines, portée sur les fonts baptismaux eo avril 1996 par ces deux Etats, risquet-elle de demeurer longtemps une

Marie-Agnès Crosnier

UN CHIFFRE

DE LA VIANDE BOVINE **EN EUROPE** EN 1996

Les prix agricoles à la production ont reculé sur toute la ligne l'année dernière en Europe, indique l'Office des statistiques communautaire

Eurostat. Mais la baisse moyenne de 1,6% dissimule de grandes disparités. Notamment sur les marchés de la viande, qui ont vu les prix chuter de 1,3 % en moyenne (une baisse bien moindre qu'en 1995, où elle avait été de 3,8%). Les bovins, frappés par la crise de la « vacbe folle » ont perdu 14,8 % de leur valeur marcbaode (13,8 % pour les veaux, pourtant exempts de tout soupcon de maiadie).

Dans le même temps, les autres viandes ont vu la demande, et donc aussi les cours, se redresser vivement: les moutons et les agneaux auraient gagné 9,9 %, les porcs 9,1% et la volaille

Du côté des végétaux, mêmes irrégularités. Le recul moyeo de 1,1% recouvre de fortes hausses, comme celle des olives et de l'huile d'olive (+19%) et des légumes frais (+8,8%), mais aussi de fortes baisses, comme celles des « plantes sarciées » - esseotlellemeot les pommes de terre -, qui enregistrent une baisse de 23.4 % après, il est vrai, une flambée exceptiooMiges a eviter po

PROFESSIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES Véritable correjour d'échanges avec la profession comptable Un espace «Emploi» S'informer auprès des décideurs en matière de recrutement

Un espace «Expesés» Elargir son champ de réflexion sur les enjeux de la profession Des conférences et débats Des thèmes majeurs animés par des intervenants de grande qualité CNAM - Accès 37 2. rue Conté

AE INTEC - Tél. : 01 42 38 93 80

激散 高生物的 Price State (A. C. Cristian THE STATE OF SECURITY OF THE SECURITY OF THE 最初の物をサイドの地域を発展を **建设设施** 2000年 2000

SERVICE TO THE PARTY OF THE PAR **4.8**

3 121 500

THE DIRWINGS OF YES continued a compatition has Bases with the hours, in en "ANTENNAME AND ADMINISTRATION OF Committee on the Committee of the Commit with the application of the state of the THE THE WATER TO THE THE THE LAST 大学 ないないないというない アントル THE STREET OF BUILDINGS IN THE SANTANE SEA GROWN THE COURSE OF fighter thankened to be made a production Compression and their first former and CONTRACTOR OF CALL TO A CONTRACTOR **经验的** 第二年的第三人称单数 演奏 466年度 イン properties 1 Are Andrews and the contraction of the state of the second Appendig to the treatment that the tree - Telegraphic of the matter than the same STATE OF THE REAL PROPERTY.

But my happy to a server as the Brickersers and with the restaure Be remember of the east to the THE PARTY NAME OF THE PARTY NA THE TOTAL STATE OF THE PARTY OF THE PARTY OF gardinarie de tras de la comercia. The time states and was a state of the state of SHEET THE PROPERTY OF THE SAME OF THE PARTY with the wall the a same of the the think that they be able to the first MATERIAL CONTRACTOR CO

 $f(x_{i,j})_{i=1}^{n}$

1.0

7:

高級衛衛衛衛衛門 医神经病 如此 SAME IN LANGUAGE THE CONTRACTOR OF · 通知法院的政治者 · 明明等 () 上的 () 上 4 年 () 1 年 () meren beit freiter fin in bei ben bie के केंद्रविद्यों के केंद्रिया है देवन के प्रधानन के जा कर के Application of the second of the second of the इब्देश्वर भन्न रहरारिया हामजान्यर प्र THE PROPERTY OF STREET OF STREET

Length Lines Kartan the sign completes of the field field of the month

UN CHIFFRE

如果.文章 含元素有型种 **排**尽数代数生 家庭 电影教育学家

The production of the contract of the contract of Appropriate that which you are a simple to agent themen distribute the And we willings of the ... والمناواة والراوان والمناطقة المتعاوم والمساوية · The Princip

TREPLY IN "ANTHER HARMANIA LE ."

्राप्त हैं। स्ते क्षेत्र कार्याकार प्राप्त केरी कुन करियोगीय । Bright to a Whiteholder our we want the it is from a form. 医克雷氏 化二环二烷基 经外租单 南山 ्राच्या कर सरक्ष्रीक्ष्यका स्टास्ट Shringe have the same of the there were now bear the sersyma year tember in Witter a The se water the terms of Andrew with the first the first they are made placed in the second and 20 N集制 (機利用)新立 (1724) 1、1973年 The state of the state of the state of the state of green with the second THE P IS NOT THE W manifestion of the second of the second of the second

F4 1.46

1 to 100

1 . 1 th. 1917

The Property of projection or grand since the \$ 150 miles 大學學 海上 的 新统 化红色 人名英格兰人 教育 女・本 神 A STATE OF STREET AND A STATE OF STREET Kealing Street and the The Walter Mary Control of the C gray the same of the 10 m PARTY TO THE PARTY. 1964 BASE WEST TERMINA The State of the And the second second second second THE WAY AND AND 700 theretae, there is a morning of the Secretary 25 Company of the same and the *** products to the account to an The state of the s

· Aller State of the state of t Burgar San Carlotter Co. MARKONE THE and the second second second second With the work the profit Turns for grant to the THE PASSES Anne De ALL ST. ST. $\mathbf{M}_{\mathbf{k}} = \underbrace{\mathbf{L}_{\mathbf{k}} = \underbrace{\mathbf{L}_{\mathbf{k}} \mathbf{L}_{\mathbf{k}}}_{\mathbf{k}} \cdot \underbrace{\mathbf{L}_{\mathbf{k}} = \underbrace{\mathbf{L}_{\mathbf{k}} \cdot \mathbf{L}_{\mathbf{k}}}_{\mathbf{k}} \cdot \underbrace{\mathbf{L}_{\mathbf{k}} \cdot \mathbf{L}_{\mathbf{$ 1965 FT 1756

J. . . 2005 T. . 1994

Les leçons de la crise en Corée du Sud

par Jean-Raphaël Chapannière

manifestations violentes se multiplient en Corée du Sud. Les travailleurs s'insurgent contre une lol autorisant le licenciement pour raison économique, votée dans la quasi-clandestinité le 26 décembre dernier à l'instigation du président Kim Young-sam, élu en 1993, qui semble renouer avec les méthodes des dictatures qu'il a si longtemps combattues. Alors que la Corée venait de s'engager auprès de l'OCDE à reconnaître la liberté syndicale, la loi a repoussé à 2002 cette échéance, tout en s'inspirant des conseils des experts du château de la Muette pour imposer plus de flexibilité au marché du travail. À l'heure de la globalisation, la Corée n'a sans doute pas d'autre choix pour s'ajuster à la concurrence internationale, et les Coréens auraient peut-être accepté ces réformes si le gouvernement avait joué le jeu de la démocratie et n'était pas revenu sur ses engagements en matière de liberté syndicale.

L'histoire économique récente explique la situation actuelle. Après deux décennies très dynamiques, la Corée avait marqué le pas entre 1980 et 1985. Ensuite, la réévaluation du yen a dopé les exportations coréennes, et la démocratie, arracbée par les manifestations de 1987, a fait démarter un second moteur, celui de la consommation intérieure.

Entre 1987 et 1989, les revendications sociales se sont multipliées. Les entreprises, qui ne manqualent pas de « grain à moudre », ont acheté la paix sociale. Depuis lors, les salaires augmentent de 15 % l'an - un record mondial - et, en 1996, la hausse a encore été de 10 %. ils atteignent des niveaux européens dans certains secteurs comme la construction automobile (14 000 francs par mois en moyenne) ou l'électronique, où les ouvriers coréens de Samsung Electronics sont mieux rémunérés que ceux des filiales anglaises. La Corée a créé 5 millions d'emplois en dix ans (1987-1996) et le chômage a été ramené à 2 % (légèrement plus dans le cas des diplômés). Les Coréens refusent de travailler dans les activités «3D» - dirty, difficult, dangerous - et, depuis 1990, l'emploi dans le secteur manufacturier diminue.

Les augmentations de salaires ont alimenté un essor sans précédent du marché. La Corée vivait auparavant sous le règne de l'austérité de la consommation. Jusqu'à la fin des années 70, les ouvriers, qui assemblaient des téléviseurs couleur pour l'exportation, ne recevaient chez eux que le noir et blanc car l'Etat interdisait la diffusion couleur. Les ventes de biens durables ont explosé – celles de voitures ont triplé entre 1987 et 1993 –, mais le renouvellement devient la principale composante des ventes, et leur

epuis trols semaines, grèves et progression ralentit : le marché automobile n'augmente plus que de 4 % l'an, les ventes

d'articles ménagers ont diminué en 1996. Cet essoufflement est d'autant plus préoccupant que le marché s'ouvre à la concurrence internationale et que les Coréens achètent plus volontiers étranger que les Japonais. L'administration a longtemps veillé à ce que le pays n'inporte que l'essentiel - équipement et biens intermédiaires –, et tout produit fini importé était jugé comme un luxe inutile; les articles de consommation ne représentent encore que 12 % des importations.

Suite aux revendications sociales de 1987-1989, les salaires ont augmenté de 15 % l'an. En 1996, la hausse a encore été de 10 %

La Corée est devenue un enjeu commercial, et ce protectionnisme est condamné. Son marché de produits manufacturés est au septième rang, entre le Royaume-Um et le Brésil ; la Corée est le cinquième débouché des Etats-Unis devant l'Allemagne, le deuxième du lapon, mais le huitième (en debors d'Europe) de la France, à égalité avec la Tunisie. Les Américains font pression pour démanteler les barrières non tarifaires. L'ouverture inquiète. Les industriels craignent qu'elle ne provoque une baisse de 5 à 10 % de la production industrielle ; autorisées depuis peu, les implantations étrangères dans les services mettent en péril les entreprises locales peu performantes.

Les Coréens s'inquiètent aussi de l'évolution de leurs performances sur les marchés étrangers. Après avoir progressé de façon spectaculaire, les exportations ont été de plus en plus confrontées à la concurrence des produits de qualité japonaise fabriqués à des coûts chipois par les filiales nippones. Les salaires ne sont pas les seuls responsables de la dérive des coûts en Corée. Les banques, dont les bilans sont grevés par des créances douteuses, proposent des crédits à 12 % à leurs meilleurs clients, alors que l'inflation est de 4,4 %. Les coûts de logistique sont les plus élevés d'Asie; les infrastructures n'ont pas suivi la croissance, et l'Etat a tardé à réagir ; le parc de véhicules a quadruplé, mais le résean d'autoroutes n'a pas augmenté, et la

construction de la ligne à grande vitesse accumule les retards.

Pour lutter contre les bausses de salaires, les entreprises souhaiteraient embaucher de la main-d'œuvre étrangère, mais l'Etat est bien décidé à maintenir un contrôle sévère des entrées de travailleurs immigrés - ils seraient 100 000, soit 0,5 % de la population active. Les choebols, eux, font pression pour une réforme du code du travail : il n'existe pas d'emploi à vie, mais les 800 000 salariés de ces grands groupes bénéficient de contrats à durée indéterminée qui prévolent des indemnités d'un mois de salaire par année d'ancienneté en cas de licenciement. Par contre, les salariés des PMI, quatre fois plus nombreux, sont soumis à des conditions bien plus précaires.

Autre solution de baisse des couts : les délocalisations. Depuis 1991, les Coréens investissent davantage à l'étranger que les étrangers n'investissent en Corée (respectivement 5 et 2,8 milliards de dollars en 1996). La chaussure et la confection ont déménagé en Indonésie ou en Chine : l'électronique grand public dans le Sud-Est asiatique et en Europe.

La Corée exporte davantage vers le Sud qu'en direction de l'OCDE, où sa position s'est érodée. En 1996, les succès sur les marchés émergents n'ont plus suffi à pallier le ralentissement des exportations vers les pays industrialisés. L'appréciation d'environ 30 % du won par rapport au ven et le retournement du cycle des mémoires électroniques - 15 % des exportations - ont freiné les exportations, dont le rythme a brusquement ralenti (+2,5 %), alors que les importations progressaient de 15 %. Equivalant à 4% du PNB, le déficit courant devient préoccupant, même si l'endettement extérieur (100 milliards de dollars) n'est plus une contrainte. Ce raientissement sème la panique dans un pays où l'on évoque une crise de survie dès que la croissance se rapproche de 5 %.

L'exemple coréen pourrait préfigurer ce qui attend d'autres économies asiatiques. Longtemps, la Corée, Taiwan et Hongkong ont été les seuls à pratiquer une stratégie d'exportation. Depuis dix ans, ils affrontent la concurrence de pays de la région qui, comme la Thaîlande, se sont inspirés de leur modèle, mais ces derniers sont à leur tour confrontés aux nombreux pays qui, en Amérique Latine, en Afrique et en Europe de l'Est, cherchent à transformer leurs has salaires en avantage comparatif.

Iean-Raphael Chaponnière est ingénieur de recherche au CNRS (Institut de recherche économie production développe-ment de Grenoble).

LIVRES

De l'industrie comme l'un des beaux-arts

par Philippe Arnaud

HISTOIRE DE LA FRANCE INDUSTRIELLE sous la direction de Maurice Lévy-Leboyer Larousse, 550 p., 295 F.

i vous n'avez pas encore offert toutes vos étrennes, il n'est pas trop tard. Entre une monographie de Michel-Ange, des peintres flamands de la Renaissance ou de Balthus, pourquoi ne pas glisser cette Histoire de la France industrielle? C'est presque un livre d'art, et qui nous rappelle que longtemps art et industrie furent à ce point mèlés que l'on se donnait la peine de distinguer entre « arts libéraux » et « arts mécaniques ».

Cette somme séduit d'abord par l'abondance de ses illustrations : photos bien sūr, mais aussi dessins, affiches publicitaires. On retrouve par exemple, avec plaisir l'affiche de Savignac pour Bic (« Elle court, elle caurt, la pointe Bic »], mais aussi un motif dessiné vers 1780 par le Bavarois naturalisé français Oberkampf, sur de la toile de Jouy (la fameuse « indienne »).

C'est Maurice Lévy-Leboyer, professeur émérite à l'université Paris-X-Nanterre, qui a dirigé cet ouvrage collectif, auquel ont participé les meilleurs spécialistes de l'histoire économique de la France, parmi lesquels lean-Marie Chevalier, Jacques Marseille, Alain Plessis, Chris-

tian Stoffaës..., on ne peut tous les citer. Le plan du volume est chronologique. Il couvre la période 1700-2000. Il était difficile de trouver un fil conducteur qui permette de relier le temps des manufactures et celui de la haute technologie. C'est pourtant sur la continuité française qu'insiste Maurice Lévy Boyer, soulignant notamment la capacité technique et la qualité du système éducatif d'un pays qui a longtemps nourri des doutes sur sa propre capacité industrielle, et contribué à légitimer la thèse d'un « retard »

sur ses concurrents, partiellement iniustifiée. De la confection de la tapisserie de basse lisse à la Manufacture des Gobelins au prototype de mais mis au point par Rhône Poulenc, en passant par les glaces de Saint-Gobain, la plaque ondulée en fibrociment, le marteau-piqueur pneumatique, le moteur d'avion Gnome et Rhdne, la DS, la caravelle, sans parler des centrales nucléaires et des hauts fourneaux, nous sommes conviés à une revue de détail des produits made in France, tant il est vral que ce sont ses produits qui font la réputation d'une industrie.

On relira également avec intérêt les principaux épisodes qui ont construit la grande et la petite histoire du capitalisme à la française sous la Ve République : le « plan calcul » adopté en 1966 après « l'affaire Bull », l'offre publique d'échange de BSN sur Saint-Gobain en janvier 1969, les grandes restructurations au début des années 80 comme celle de la CGE (Alcatel Alsthom), le rachat par Pechiney d'American Can en 1988, etc.

Le dernier chapitre, « Entre rétrospective et prospective », tente de dessiner les grandes lignes de l'industrie du prochain siècle. Parmi celles-ci, déjà programmée, une « évolution profonde » du salariat traditionnel. Un seul reproche à adresser à cette synthèse éclairante et inédite : des caractères parfols trop petits (le texte est abondant) qui rendent la lecture, çà et là, difficile.

Les pièges à éviter pour l'Union monétaire

par Marie Owens Thomsen

chances de survie de cette future union a été bien peu foumi. Une question notamment mérite d'être posée: quelle importance aura la convergence, une fois l'Union monétaire mise en place? A ce stade, il est possible d'identifier trois domaines exclus du traité de Maastricht, mais essentiels pour la survie de l'Union; ce sont le chômage, le déficit démocratique et la politique budgétaire commune.

Supposons que l'Europe opte pour la solution la plus pratique et que tous les pays entrent dans l'Union monétaire. Le chômage ne figure pas parmi les critères de Maastricht. Pourtant, dans ce domaine, il s'est opéré un mouvement de convergence très important vers le haut ! Il y a 18 millions de chômeurs en Europe et le taux de chômage s'élève à 10,75 % en moyenne. Le lien entre le taux de change et le chômage n'est pas direct, mais il existe une transmissinn indirecte à travers les mécanismes de prix. Un pays qui a un déficit de sa balance de base verra sa devise se déprécier si elle opère dans un système de taux de change flexibles. En situation de changes fixes, ce sont les prix intérieurs qui doivent baisser. S'ils ne petivent pas baisser, ou pas suffisamment, une crise peut s'ensuivre.

C'est le problème que connaît l'Europe avec son taux de chômage actuel. Il est politiquement et bumainement difficile d'accepter que les salaires baissent. De plus, la rigidité de la réglementation du travail en Europe est telle que l'embauche est découragée. Le contraste avec les Etats-Unis est souvent évoqué. En moyenne, chaque année, 17 % des Américains, soit environ 8 millions de personnes, déménagent d'un Etat à l'autre. Cette mobilité de la main-d'œuvre qui facilite le processus d'ajustement interne, contribue également à maintenir

un niveau de production élevé. En Europe, une autre source de difficulté éventuelle dans l'ajustement interne est le déficit démocratique. Cette notion résulte du faible soutien populaire dont bénéficient des réformes qui sont indispensables. Si la flexibilité des prix extérieurs disparaît avec la création de l'Union européenne, il fant retrouver cette flexibilité au niveau des prix intérieurs, ce qui suppose des réformes structurelles qui risquent fort de manquer de soutien populaire. L'Union monétaire est-elle pour autant condamnée à l'échec ? Non, car il est possible de compenser la rigidité des prix intérieurs par une plus

eaucoup a été dit sur les critères de grande flexibilité fiscale. Prenons à nouveau interne des régions en pénurie encore plus dif-convergence et sur le processus vi-l'exemple des Etats-Unis. Ce pays dispose d'un ficile, et n'est logique que pour des raisons pusant à créer une union monétaire européenne. Mais le débat sur les survie de cette future union a été sur les survie de cette future union a été son taux d'imposition marginal (contribution de cet Etat au budget fédéral) était de 17 %. Au cours de la récession qui a suivi, ce taux est tombé à 12,5 %. Sans cette progressivité ou dégressivité de l'impôt en fonction du taux de croissance, les Californiens auraient payé l'équivalent de 11 milliards de dollars d'impôts supplémentaires en 1994. Ces variations de taux d'imposition peuvent représenter de 1,2 % à 2 % des salaires. Ces ajustements sont automatiques puisqu'il n'y a pas besoin de négociations entre les Etats pour adopter un compromis. Certes, une politique fiscale discrétionnaire peut être efficace, mais pour contrebalancer des rigidités structurelles, il faut aussi introduire une flexibilité structurelle.

> Trois domaine essentiels sont exclus du traité de Maastricht : le chômage, le déficit démocratique et la politique budgétaire commune

Quelle est la solution proposée par l'Europe ? Le pacte de stabllité et de croissance qui consiste à faire en sorte que les différents Etats respectent des critères de déficit et de dette. Pour corriger un déficit public supérieur à 3 % du PIB, un pays aura dix mois. Si ce déficit persiste, il devra verser des fonds non rémunérés à la Commission européenne. Si, deux ans plus tard, la situation est toujours identique, ces fonds seront conservés par la Commission. Le montant de l'amende pourra être compris entre 0,2 % et 0,5 % du PIB ; au minimum 0,2 % plus 0,1 % pour chaque pour cent du ratio déficit/PIB supplémentaire, jusqu'à un maximum de 0,5 % du PIB. Seuls les pays qui affichent un PIB négatif de 2% peuvent échapper à cette sanction. Avec un PIB entre -0,75 % et -2 %, le pays pourra plaider sa cause devant le conseil des ministres européen. Entre un PIB positif et jusqu'à - 0,75 %, la sanction sera automatique. Cette proposition est tout le contraire de la flexibilité américaine car elle rend l'ajustement

ficfle, et n'est logique que pour des raisons purement politiques. Le gouvernement allemand l'a proposée pour rendre l'Union monétaire plus acceptable à sa population et pour décourager un pays d'exporter ses problèmes vers les autres membres de l'Union monétaire. A court terme, le pacte de stabilité peut être utile. A long terme, il pose un risque pour la survie de l'Union. Les pays de l'Union doivent pouvoir faire face aux chocs économiques ensemble et avoir un degré d'adaptabilité interne, sinon cette union risque de subir des crises potentiellement fatales. C'est la raison pour laquelle les trois points faibles que nous avons mentionnés doivent progressivement s'amé-

Puisque l'Union ne pourra pas survivre sans un marché du travail plus flexible, sans le soutien des populations et sans stabilisateurs automatiques fiscaux, les différents pays devront nécessairement s'engager dans cette voie. On peut donc prévoir une importante libéralisation des marchés du travail. Le soutien de la population sera cependant difficile à obtenir à court terme car le chômage va certainement s'aggraver dans un premier temps.

Mais une fois que les réformes auront commencé à produire des résultats en termes de créations d'emplois, les gouvernements bénéficieront d'un soutien plus important de la part de l'opinion publique. Il faut simplement espérer que les gouvernements dureront assez longtemps pour recueillir les fruits de cette politique... Les expériences de certains nations ont valeur d'enseignement. Les pays européens qui ont connu le taux de croissance le plus important en moyenne annuelle entre 1981 et 1993, sont ceux qui ont un degré de réglementation relativement faible: l'Angleterre, l'Irlande et le Danemark. A l'autre extrême, se

trouvent la Grèce et l'Italie. Le pacte de stabilité sera remplacé par un système budgétaire européen flexible. Le budget européen sera transformé, et vraisemblablement élargi au détriment des budgets nationaux. A la longue, il est impossible d'imaginer une banque centrale européenne sans un pendant au niveau budeétaire. Dans ce contexte, il est clair que l'Europe va évoluer vers une union politique et qu'elle va entreprendre une réforme importante de ses institutions, travail que la conférence intergouvernementale a déià démarré.

Marie Owens Thomsen est responsable des études économiques à la BIP-Dresdner.

PARUTIONS

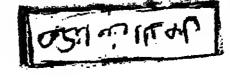
III LE CHÔMAGE EST-IL UNE FATALITÉ? de Jean-Marie Albertini

A mi-chemin du manuel et de l'essal, ce livre destiné surtout au public étudiant offre les points de repère essentiels sur le chômage. Jean-Marie Albertini, chercheur au CNRS, connu pour ses talents de pédagogue et de vulgarisateur, est l'auteur de nombreux ouvrages d'initiation économique. Pas de solution miracle ici, mais un inventaire des principales analyses, et des politiques de lutte contre le chômage contemporain. A noter : un glossaire fort utile (PUF, « Major *, 320 p., 98 F).

MÉTHODOLOGIE ÉCONOMIQUE, de Claude Mouchot

L'économie est-elle une science ? Une science inexacte, assurément, si l'on se réfère aux tâtonnements - et aux erreurs - qui jalonnent l'histoire de cette discipline. En détaillant la multiplicité des théories et des discours, Claude Mouchot, professeur à l'université Lumière-Lyon-II, s'est employé à décrypter ces « causalités croisées », omniprésentes dans la réalité économique. A noter un chapitre intéressant sur les problèmes posés par « la rationalité écanomique » et sur le nécessaire retour sur scène du « polioque » en tant que contrepoint à une science économique trop dominante (Hachette, « HU Economie », 318 p., 135 F).





L'an VI des Instituts universitaires professionnalisés

rées en 1991, à l'initiative de Claude Allègre, alors conseiller de Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale de l'époque, les Instituts universitaires professionnalisés (IUP) tiennent-ils leur pari? Un pari ambitieux puisque leur vocation est de former des jeunes « cadres de terrain » imprégnés de la culture de l'entreprise grace à la forte implication du monde économique dans les cursus, et donc immédiatement operationaels. Une chose est sûre : les IUP se développent à un rythme sou-

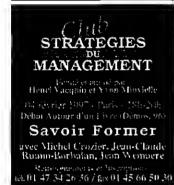
En 1991, les 27 premiers IUP ont accueilli quelque 2 000 étudiants. Cinq ans plus tard, on compte 30 000 étudiants, inscrits dans 187 IUP: 94 dans le secteur secondaire (industrie, sciences, etc.) et 93 dans le tertiaire, qui rassemble les deux tiers des effectifs. L'implantation des IUP dans le tertiaire représente une vrale innovation, dont l'objectif est d'offrir aux étudiants une voie concurrente aux écoles de commerce, plus proche de l'entreprise et beaucoup moins oné-

Les IUP forment en trois ans des étudiants recrutés au niveau bac + 1. Le diplome, de alveau bac + 4, est une maitrise assortie du titre d'« ingénieur-maître », décerné après avis d'un jury spècial. Aujourd'hui, le recul est insuffisant pour disposer d'un bllan sur l'insertioo des diplômés. Seules peuveot être recueillies des données très partielles.

A l'université Montpellier-l, par exemple, l'IUP du commerce et de la vente, ouvert en 1992, a mené eo décembre 1996 une enquête sur sa première promotioo, sortie en août 1995. 5ur 37 diplômes, 62 % avaient un emploi, 11 % poursuivalent leurs études et 24 % étalent en recherche d'emploi.

DEMANDE D'HABILITATION

A l'université de Savoie, l'IUP ingénierie du management et des services, à Chambéry, qui a ouvert en 1992 une filière transport, bôtellerie, tourisme et loisirs (THTL), a réalisé une enquête à la même période. Sur 60 étudiants qui ont répondu, 75 % avaient un emploi, 5 % faisaient leur service militaire, 5 % poursuivaient des études et 15 % étaient en recherche d'emplol ou en inactivité. Autre donnée pour cet IUP: seuls 20 % de ceux qui avaient un emploi étaient dotés du statut de cadre.



ESSEC

Onze formations d'expertise en un an

■ M.S. Marketing Management

■ M.5. Techniques Financières

▼ Formation Plus de 40 % de l'enseignement des IUP est dispensé par des cadres d'entreprise

« Les entreprises ne jauent pas le jeu », déplore Eric Vernette, directeur de l'IUP. Quels sont les salaires d'embauche? Là non plus, pas de statistiques globales. Pour l'IUP de Chambéry, l'enquête indique une moyenne de 110 000 francs brut par an. Mais 30 % des salaires sont inférieurs à 70 000 francs net.

Du côté des entreprises qui connaissent ces filières, l'écho est favorable. « Les diplômés sont expérimentés, proches du monde de l'entreprise et, surtout, ils ant les idées claires sur ce qu'ils souhaitent foire », remarque Anne Bosi-Raux, chargée du recrutement à la BNP, où les diplômés de la filière banque-finance ont un salaire d'embauche d'« environ 160 000 francs brut par an . Du même ordre de grandeur que celui des jeunes diplâmés d'écoles de commerce (entre 150 000 et 190 000 francs par an).

Les IUP ne maoqueot pas d'atouts. Comme le souligne l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (Igaen), qui a enquêté auprès de 54 IUP au cours de l'année 1993-1994, « d'une foçon générale, tous les IUP s'avèrent le produit d'une véritable colloboration entre les universités et les entreprises, en vue d'une adéquation de lo formation à l'emploi, l'absence d'une telle adéquation étant fréquemment reprochée à l'éducation nationale ». En fait, les cadres d'entreprise interviennent à tous les niveaux.

Ainsi, au départ, la moitié des enselenements devaient être dispensés par eux. Ce quota, aboli en 1995 par le ministère de l'éducation nationale, a finalement été ramené à un quart dans le cahier des charges des IUP publié en 1996 par la Commission consultative nationale (CCN) des IUP et des IUT (Instituts universitaires de technologie). Néanmoins, l'Igaen constate que les professionnels réalisent en moyenne 40,5 % des enseignements, en dépit de la faiblesse des rémunérations et défraiements.

Les stages en entreprise figurent parmi les points forts de cette formation: l'Igaen observe que leur durée moyenne est de sept mois et une semaine sur trois ans. Dans les IUP du tertiaire, elle atteint même oeuf mois, selon le ministère de l'éducation nationale. Aussi, quand le projet des « stages diplômants » a été présenté comme une innovation par le CNPF, « on en est reste pantais », souligne Jean-Claude Werrebrouck, président de l'assemblée des directeurs d'IUP et directeur de l'IUP de Lille-I management et distribution. En outre, différentes instances regroupent à parité des universitaires et des professionnels,

Mastères

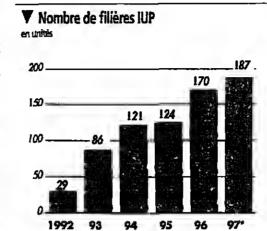
Spécialisés

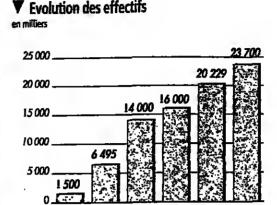
Votre choix

à l'instar de la CCN, chargée de donner son avis sur l'habilitation des IUP accordée pour quatre ans.

« L'idée de départ était que l'on ne pouvait habiliter une IUP qu'à partir du mament où une organisation professionnelle s'engageait et pouvait même chiffrer les débouchés . indique Jean-Claude Werrebrouck. « A chaque fois que la CCN reçoit une demande d'habilitation, nous, au CNPF, interrogeons le secteur professiannel cancerné sur ses besains, ajoute Michel Guyot, chargé de l'enseignement au CNPF, qu'il représeate à la CCN. Et ceci a parfaitement été accepté par les universi-

Malgré cette apparente réussite, les difficultés rencontrées par les IUP n'ont pas manqué. Initiatives de gauche, ils ont pu apparaître comme des concurrents des écoles d'ingénieurs, des IUT, et comme des sous-produits universitaires. Le CNPF n'a pas beaucoup apprécié que ce projet soit lancé sans concertation. Finalement, l'existence même des IUP « a été remise en question durant le gouvernement Ballodur », se souvient Yvar Ekland, ancien président de la Commission consultative nationale des IUP et des IUT (CCN) et ancien président





€.

de l'université Paris-Dauphine. Cette période de flottement, qui a duré près d'un an, n'a sans doute pas favorisé la promotion des IUP ni leur image. Ce qui explique sans doute en partie que les effectifs n'atteignent pas l'objectif initial de cent étudiants par promotion. Ils sont en moyenne soixante-quatre, selon le rapport 1995 de l'Igaen.

Ingénieur-maître

Le titre d'ingénieur-maître, de nivean bac + 4, délivré par les Instituts universitaires professionnalisés (IUP), ne doit pas être confondu avec celui d'ingénieur, de nivean bac + 5. Le risque de confusion entre les deux a d'ailleurs conduit le Conseil national des Ingénieurs et scientifiques de France (CNISF), ainsi que l'Union des cadres ingénieurs CGC, à intenter un recours en Consell d'Etat, qui les a débou-

Le titre d'ingénieur-maître est décerné aux étudiants diplômés d'une maîtrise obtenue en IUP, sur proposition d'un jury spécial, composé à parité d'enseignants et de cadres d'entreprise. Celui-ci se prononce au vu de l'ensemble de la scolarité, et notamment des compétences développées par l'étudiant au cours des stages. Certains IUP n'ont pas encore mis en place ce titre, que les étudiants réclament pourtant. D'autres placent la barre très hant. En gestion du patrimoine, à l'université Paris-IX-Dauphine, les étudiants doivent avoir 14 de moyenne. Dans les IUP du secteur tertiaire, 67 % des diplomés d'une maitrise sont ingénieurs-maîtres.

En outre, le projet initial a été «édulcoré» en 1995, Indique Yvar Ekland. «L'obligation de deux longues vivantes a été supprimée, la durée des stages raccourcie, et l'an a dit oussi que toutes les formations à caractère professionnel de type MST (maîtrise des sciences et techniques) avaient vocation à devenir des IUP. » Ce qui a brouillé le paysage univer-

1992

De plus, l'avis de la CCN sur les habilitations des IUP n'a pas toujours été suivi. Ainsi, en 1996, elle a proposé de ne pas habiliter dix IUP ne répondant pas, selon elle, aux exigences du cahier des charges. « Le ministère a décidé de les habiliter pour un on », indique Yvar Ekland. Par ailleurs, le rapport 1995 de l'Igaen souligne plusieurs anomalies, comme des effectifs trop faibles, voire nois, dans certains IUP en 1ª année, et des recrutements directs trop importants en 2º année d'étudiants de niveau bac + 2 (DUT, BTS, Deug, classes prépas, etc.). D'où des profils d'étudiants parfois très bétérogènes et difficiles à gérer. Enfin, l'Igaen relève « l'imadoptation fréquente des moyens », qui

solutions parfois bricolées, par exemple le versement par les étudiants d'une redevance, en principe facultative, pouvant atteindre 10 000 trancs par an.
A l'université Paris-IX-Dauphine, les semestres d'études de l'IUP ges-

« compromet le développement de

ces nouvelles filières cependant rela-

tivement peu onéreuses ». D'où des

tion du patrimoine ont été amputés d'une semaine, par souci d'écono-D'autres IUP doivent restreindre le nombre de places offertes faute

de locaux et de postes d'enseignants suffisants, comme à Montpellier-1, où il y a 600 demandes d'inscription pour 45 places à l'IUP du commerce et de la vente. En dépit de leur relatif succès, les IUP restent méconnus auprès des

étudiants et des employeurs, Ils manquent de moyens financiers pour s'imposer. On prévoyait à l'origine que la moitié des étudiants universitaires devraient sortir des IUP en l'an 2000. Une prévision très éloignée de la réalité.

Francine Aizicovici

es vertus de l'alternance

Chef de rayon chez Castorama, « c'est une vie très prenante, mois formidable ». Valérie Cressent, vingt-trois ans, titulaire d'une maitrise délivrée par l'Institut universitaire professionnalisé (IUP) management de la distribution de Lille-l et du titre d'ingénieur-maître, n'aura quère eu le temps de souffier entre la fin de ses études et son premier emploi. Fin août 1996, son mémoire à peine soutenu, un poste l'attend déià.

Elle a découvert le monde du travail et de la distribution lors de son année de licence à l'IUP, grâce à un stage de deux mois et demi chez Kiabi, une chaîne de magasins de vétements. Puis, en année de maîtrise, qu'elle a effectuée en alternance dans la même société, où elle était responsable du rayon « accessaires » et d'une équipe de trois personnes. Durant un an, elle a donc passé deux jours par semaine à l'université et trois en entreprise. « Travailler et faire san mémaire en porallèle, ce n'est pas toujours évident. »

Cette année en alternance a été « déterminonte » pour son embauche à Castorama, assure-t-elle. « C'est le fait d'ovoir allié études

universitoires et expérience prafessionnelle, d'ovoir déjà eu des responsabilités. » Ce qui peut paraître paradoxal avec son statut de chef de rayon « stagiaire », qu'elle doit conserver six à huit mois, le temps « d'opprendre le métier et de s'adopter à l'entreprise ». Son salaire est d'environ 120 000 francs brut par an, primes incluses. « Un solaire très correct »,

DIRECTEMENT EN LICENCE

A l'instar de 60 étudiants de sa promotion sur 80, Valérie est entrée à l'IUP directement en licence. Certains étaient en effet déjà titulaires, comme elle, d'un DUT (diplôme universitaire de technologie), d'autres d'un 8TS, ou avaient suivi des études de niveau bac + 2. « Les étudionts ne connoissent pas bien lo filière IUP. C'est dommage, en première onnée, il y o oussi un stage. » Pourquoi a-t-elle fait le choix de l'IUP? « Souvent les grondes écales sont chères. Et puis c'est une farmation universitaire reconnue. » Mais pas très connue. C'est pourquoi, en 1994, elle a participé à la création de Promodis, une association d'étudiants destinée à « promauvoir l'IUP et à dévelapper le ré-

seou d'entreprises partenaires ». Celles-ci sont une dizaine, qui versent leur taxe d'apprentissage à l'IUP, détachent des cadres pour participer à l'enseignement et proposent des stages. L'IUP est d'ailleurs issu d'une formation pour le management de la distribution, créée il y a une dizaine d'années par un ensemble d'entreprises. Les cadres viennent à l'IUP « porler de leur métier, dons les domoines du marketing, des ressources humoines, etc. ». Bref, ils racontent «la vie ou auotidien »

Un dialogue s'installe avec les étudiants. « Les professiannels opportent leur expérience et, nous, notre vécu. Certains ont des méthodes onciennes ou des points de vue ovec lesquels nous ne sommes pas d'occord. On en discute. » A l'évidence, ses années d'IUP l'ont marquée. N'est-elle pas présidente de l'Association des anciens? « J'essaie toujaurs de vendre l'IUP porce qu'il m'a beoucaup opporté, à commencer par un emplai et un métier que j'aime. »

F. A.

· · ·

7

COCEPTIFIE

Des initiatives locales 3 cycles

On compte 187 instituts universitaires professionnalisés (IUP). Certains ont su faire preuve d'imagination. Quelques exemples :

WONTPELLIER-I

L'IUP du commerce et de la vente, à Montpellier-I, qui organise dix mois de stage sur trois ans d'études, a mis en place une convention avec la Fnaim (Fédération oationale des agents immobiliers). Celle-ci finance une spécialisation en vente immabilière, y fait intervenir des professionnels et mandate un coordinateur chargé de faire le lien

▼ CLERMONT-FERRAND-I

l'université d'Auvergne-Clermont-Ferrand-I, les étudiants de l'IUP management et gestion des entreprises ant l'obligation d'effectuer au moins un stage de quatre mois à l'étranger. Ils peuvent aussi y étudier durant un semestre. * Nous avons tissé des liens avec trente facultés ou écoles étrangères », précise Maurice Chenevoy, directeur de l'IUP. Du Canada aux Etats-Unis en passant par la Pologne et la Biélorussie. Pour financer les voyages, PTUP a créé une association, cogérée par les professionnels et les étudiants, à

laquelle ces demiers cotisent à raison de 5 000 francs par an. Un foods social prend en charge les frais de ceux qui n'ont pas les moyens de payer. L'IUP multiplie d'ailleurs les réseaux. Pour placer chaque année environ 400 étudiants en stage, elle collabore avec 150 à 200 entreprises.

UNIVERSITÉ DE SAVOIE

L'international, c'est également le point fort de l'IUP d'ingénierie du management et des services de l'université de Savoie. Dans chacune des deux filières: transport, botellerie, tourisme et loisirs (THTL) et management et gestion des entreprises (MGE), les étudiants peuvent abteoir des doubles diplômes délivrés par l'IUP et des universités britanoiques allemandes.

DAUPHINE-PARIS-IX

Enfin, si la formation continue est quasiment absente des IUP, alors qu'elle figure dans le cahier des charges, certains se lanceot dans l'aventure, camme celui de Dauphine-Paris-IX, en gestion du patrimoine, qui, dès octabre, proposera une maitrise en deux années d'études, accessible à des



Une publication du **Monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 200 PAGES - 50 F

professionnel M.5. Assurance-Finance ■ M.S. Management et Ingénierie Logistique ■ M.S. Gestian Achats Internationaux ■ M.S. Droit des Affaires Internationales et Management ■ M.S. Management Urbain, ESSEC **Environnement et Services** Venue Bernaro Hirsdi ■ M.S. Management Stratégique des Services* 5021 Cergy-Fambio M.S. Management des Industries ceday Agro-Alimentaires, en partenanat avec rENSIA, rENGREF et CINA-PG M.S. Stratégie et Ingénierie des Affaires Internationales, Contact Brigitte Van Roy M.S. Management des Systèmes tel. 01 34 43 30 83 d'Information Répartis, fax.01 34 43 30 30 Journée Portes Ouvertes 15 mars 1997 10 h/15 h à l'ESSEC IMD (CNIT-La Défense) Clôture des Inscriptions: 12 mai 1997 sans riverer de son accréditation par la Conférence des Grandes École

Trouble on

 $t \ll -i \frac{\pi}{20}$

\$.X

12.13

A STATE OF S

Marie Marie

MARKET AND THE STATE OF THE STA

Marie Marie Andreas An

The said Person

A THE METERS SINCE

the state of the same of the same

for reason published the 3.5 and

Secretary and secretary and and an arrangement of the secretary and an arrangement of the secretary and arrangement of the secretary arrangement of the secretary and arrangement of the secretary arrangement

the last the beautiful to the

with the state of the same Property of the state of

& to new Michael Will

The state of the state of

promise at the Party of

Marie Commence of the Commence

property for the B Serve Agreement to Find

44. Water

.3.

Minds

Secteurs de Pointe



Regioupont 33 communes (350 000 habitants) LE DISTRICT DE RENNES, Eloblissement Public, recherche pour so Direction du Développement Economique et de la Technologie son (so)

Responsable du Développement

- Filière des Télécommunications -

Votre function, stratégique pour l'agglomération rennadise, sero de prospecter en France comme à l'étranger les entreprises de Télécommunications et des secteurs associés en vue de leur implantation

Une formation d'ingenieur (SUPELEC, SUP TELECOM, ou équivalent) et une expérience commerciale probante sont indipensables pour réussir dans ce poste impliquant une aptitude relationnelle à haut niveau (Elus, scientifiques, dirigeants d'entreprises, ingénieurs de développement...).

Bien sitr, vous partez anglais et vous êtes disponible pout de fréquents déplacements de courte durée.

Merci d'adresser vatre lettre de candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. RDFT/IM à noire conseil : Olivier PLESSE - OUEST RESSOURCES HUMAINES 12 Quai Doguay Trasin - 35000 Rennes, qui vous garontil discrétion et réponse. Les premiers entretiens pourront se dérouler à Paris.



CANON RESEARCH CENTRE représentant la créativité FRANCE S.A. (Un des 5 du Groupe dans les et Développement du munications et télécomdehors du Japon) est un centre de recherche et de

laboratoires de Recherche domaines des datacom-Groupe CANON en munications. Pour poursulvre notre développement, nous recrutors 6 ingénieurs



Pour notre département Architectures de Télécommunications 1 INGÉNIEUR DE RECHERCHE - COI -

HE DNA.01

Profil: Doctor en informatique, vous étes spécialiste de l'activisative et de l'implémentation des Systèmes d'Exploitation. Vous justifiez d'une expérience de plusieurs années dess le actionnée. Mission : Vous participes à la définition et à la construction de Systèmes d'Exploisation Avencés

operates of exploration manages. Commissances requires : Vous possédiez une expérience des micronots en protocoles alsatur statent un plus.

1 INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT LOGICIEL SYSTEME - CH - HE DIESON

Profit: Ingénier dévéloppement en logicie de base vous éus apticiliers WPLOWS NT et justifier d'une sointe expérience de plaineus armées. Ménion : Vous concèsez de nouvelles achiectures systèmes défient des concèses a enclès de communication sous WINDOWS NT des concèses a enclès de communication sous WINDOWS NT applicables are families de produits CAHON. episiones aux ramas de picture CVVVVV.

Compliannoes requires : Vous possédez une expérience pratique en développement de diver WINDOWS NT 4.0. et une bonné matrice de factificative WINSOOK 2.0. Des conneissances PCI BCS et C++

1 INGÉNIEUR DE RECHERCHE - OI -

res. DHS.DR Profil : Spéculiste en protocoles de transmission de données, vous Rodil: Spécialiste en protocues ou amanagan in activache et le avez une expérience de plutieus aminés dans la activache et le développement dans un poste similaire (dans déliberates socialis internationales spécialisées «Descour» et 4/44). Mission: Vous participez à la définition et à l'implimation des protocoles innovants, sûs et performants pour les futus produits de

constantations.

Commissances requises: Vousavez une expérience praique en spécification de pratocoles auteures d'unification des largeges SDL et des logicies associés. Une expérience sur la famille de pratocoles ATM

1 INGÉNIEUR DE RECHERCHE - CDD 12 MOIS À COMPTER DE MARS 1997 (M. DMS.03

Profil: Vous êtes spécialiste hardware électronique (écoles d'ingénieus : ESEO, INSA, ENSIEHT ou équivalent) et justifiez d'une solicie expérience de 3 à 5 années.

SONCE EXPENSIVE ES 3 8 3 ENTRES.

Mission : Vous concevez des sous-exsembles en V-IDL pour de nouveaux produits de construincion de CANON.

Compaissances requises : Vous possèdez une expérience praique Commissances requises: Vous possedez une expénience prati-en conception «VFDL» pour des applications obstacture et «Téléconte sur composans de type PGA. Des conneissances en architectures BMTB, et PC, une expérience en DSP et l'utilisation d'outris MENTOR GRAPHICS semient un plus.

Pour notre département de Recherche Théorique

1 CHEF DE PROJET - CDI - 121. IP.04 Profit : Vous êtes spécialiste en traitement et compression des images et avez une trèse clars ce domaine. Vous justifiez d'une expérience industrielle de 5 à 10 ans.

expensive including de 3 à 10 ans.

Mission: Vous menez à bien un projet industriet en animent, motivair et dirigient une équipe de chercheurs.

Commissiones requises: Des commissiones en ondéleties et banes de fibres seraient un plus.

Pour notre département Développement 1 INGÉNIEUR MÉCANICIEN - CDD 18

MOIS À COMPTER DE MARS 1997 - HE INVADI Profil: Vous étas ingénieur développement mécanique. Mission: Vous collaborez dans le cadre d'un projet de développement.

Conneissances requises : Vous possectez 3 à 5 années Compassances requests: Vous positions 3 a 5 amnées d'expérience en conception de produits et de composants mécaniques et en analyse de structure mécanique. Des compassances sur le système mécanique CAD 3D (CATA) sons

Pour l'ensemble de ces postes basés à RENNES, la maltrise de l'angles est indispensable. Merci d'envoyer lettre menuscrite et CV en fonçais et en arginis, photo et prétentions sous référence du poste choisi à Caron Research Centre Rence S.A. à l'attention de Madame Dephine Karcher - rue de la Touche-Lambert

responsable développement systèmes H/F ingénieur grande école PARIS OUEST

HIGH-TECH Nous sommes l'un des tout-premiers groupes mondiaux de la Santé. Nos produits de diagnostic (réactifs et automates) sont appréciés pour leur qualité et leur espect noveteur. Notre recherche/développement compte plusieurs centaines de personnes aux USA et en Europe.

Nous développens de nombreux projets d'automates et de systèmes.

Pour renforcer son équipe, le Directeur du Développement et de la Fabrication d'automates et systèmes crée un poste de Responsable Développement Systèmes.

- Votre rôle, très complet, consistera à : Concevoir l'architecture du Système en termes de :
- Définition, faisabilité, coûts, qualité.
- Conception, fiabilité, performances.
 Conformité ISO et plan de documentation.
- · Vatider le système :
- Etablir le plan de tests détaillé.
- Exécuter le plan de tests avec l'équipe R/D.
 Valider en clinique. Documenter en résultats. • Etablir le processus de suivi des problèmes système :

- Définir les priorités et les critères de résolution. Vous serez en rapports étroits avec tous les services de notre groupe et encadrerez une équipe de

ingénieur Grande Ecole, vous avez acquis une très solide expérience en développement de système comportant l'encadrement d'une équipe de développement logiclei dans une industrie de bless d'équipement. de biens d'équipement.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions), sous la référence BS 45, à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75116 PARIS 8, rue Duquesne - 69006 LYON

COCEPLAN

Nous sommes un groupe de dimension mondiale, leader sur le marché en forte croissance des solutions de télécommunications (voix, données, image,...) destinées aux entreprises et administrations. L'importance de nos activités sur le marché français nous conduit à rechercher un

DIRECTEUR DE MARCHÉ «GRANDS COMPTES»

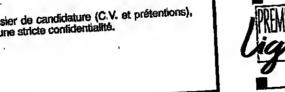
PARIS OUEST

Missions et Responsabilités !

A la tête d'une équipe d'ingénieurs Commerciaux confirmés, vous êtes chargé de développer un chiffre d'affaires d'environ 200 MF auprès de grands comptes nationaux et internationaux. Vous évaluez les potentiels de votre marché et définissez les stratégies commerciales adaptées. Vous dirigez l'activité de vos collaborateurs et êtes responsable du respect des plans d'action et de l'atteinte des objectifs. Vous vous impliquez personnellement dans les négociations au plus haut niveau. Attentif à l'homogénéité de notre offre, vous coordonnez l'action de nos agences régionales ou filiales à l'étranger auprès des clients à structure décentralisée. Vous êtes le garant du suivi des réalisations en relation avec nos équipes de Chargés d'Affaires et travaillez en Interface avec la Direction Commerciale, les Régions, les Unités Produits et l'ensemble des entités du groupe. Rofil at Office Unités Produits et l'ensemble des entités du groupe,

A 35 ans environ, vous êtes de formation supérieure (Ingénieur ou ESC). Vous bénéficlez d'une expérience réussie en environnement high tech (offres complexes dans les domaines informatique, télécom ou équivalent). Vous maîtrisez l'approche des grands comptes et l'encadrement d'équipes commerciales. Homme d'analyse et de décision, vous êtes un leader reconnu tant par votre impact personnel que par votre capacité à fédérer les énergies. Nous reconnu tant par votre impact personnel que par votre capacité à lédérer les énergies. Nous proposons de jouer un rôle-clé dans notre développement. Nous vous donnerons les moyens d'exprimer pleinement votre potentiel. La dimension de notre groupe et son enversure internationale vous garantissent d'importantes perspectives d'évolution. envergure internationale vous garantissent d'importantes perspectives d'é

Les entretiens avec la société auront lieu le 18 février. Merci d'adresser lettre, CV et photo sous la référence 5928 à notre conseil : PREMIERE LIGNE - 54, avenue du Général Leclerc - 92513 BOULOGNE Cedex



Notre groupe occupe une position de leader mondial dans le noine de la conception et de la construction de matériel ferrovioire. L'Etablissement CIMT (1100 personnes), basé à Petite-Forêt rimité Valenciennes (59) - est spécialisé dans la réalisation de véhicules destinés aux transports urbains et suburbains. Nous renforçous notre structure et recherchons un

Ingénieur CAO-DAO

Vous prendrez en charge, ou sein de la Direction Projets et Technique, le développement de l'outil CAODAO dans la fonction études.

Vous poursuivrez la mise en œuvre de Catia dans le service sous les aspects logiciels et matériels, ainsi que le déploiement de l'ensemble des fillères technologiques potentielles de l'outil. Vous assurerez également la formation et l'assistance techniques nécessaires aux ingénieurs et techniciens utilisateurs. Vous serez responsable des Investissements ités à l'outil CAO; enfin, vous participerez aux actions de développement ou niveau de la Division Transport.

Ingénieur de formation, vous avez une expérience dans une fonction similaire, acquise sous les aspects logiciei (Catio) et matériel. Vos compétences techniques, votre sens du terroin et de bonnes capacités relationnelles ainsi que la pratique de l'anglais vous seront indispensables pour mener à bien votre mission.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence CAO à notre service recruiement : Etablissement CIMT - rus Jacquard - BP 45 - 59494 Petite Forêt - Fax : 03 27 14 16 88.

INGÉNIEUR

RESPONSABLE GÉNIE AÉRODYNAMIQUE ET CLIMATIQUE

e Centre Scientifique et Technique du Bâtiment est un Centre de Recherche et

d'Essais unique en Europe dans le domaine du batiment.

Merci d'envoyer lettre monuscrite de motivotion et Cv détaillé à Jean-Noël ANDRÉ Service des Humaines CSTB 4, avenue du Recleur Poincare 75782 PARIS

Vous avez 35-40 ons environ et vous

êtes diplômé ingenieur avec DEA ou doctorat. Vous avez une double competence scientifique et commerciale que vous ovez perfectionnée par une expérience industrielle (10 onnée en R & D par exemple). Yous parlez bien l'anglais et vous êtes mobile.

Avec la Soufflerie Climatique Jules Verne, sans équivalent mondial (Etablissement de Names) le CSTB vous propose un environnement à la mesure de votre motienvironimente a la mesure de voire mais-vation tant dans le domaine du Bătiment que dans ceux de l'automobile, de la Défense ou de l'Industrie.

Directement rattaché au Chaf de Service, vous serez responsable du développement de l'Ingénierie Aérodynamique et Climatique à partir de l'utilisation de la Souffiere Climatique de la Souffiere Climatique bules Verne. Votre sens de la négociation, vos capacités de communication, de conduite de projets scientifiques et techniques et votre créativité vous permettront de réussir créativité vous permettront de réussir



Notre groupe CAP GEMINI est leader entopéen dans le domaine du service et du conseil en informatique et télécommunications. Nous disposons notamment de centres de compétences dédiés à la mise en place du Progiciel SAP (plus de 400 projects réalisés dans 15 pays). Pour répondre à l'attente de mos clients nationaux comme juternationaux, notre équipe de plus de 100 personnes en internationaux, notre équipe de plus de 100 personnes en France renforce son potentiel de conseil et recherche des :

CONSULTANTS CONFIRMÉS SAP/R3 Modules FI - AM - CO - MM - PP

CONSULTANTS EXPERTS FONCTIONNELS

Achats - Finance - Logistique -Production

Pour pins d'informations, rejoignez-nous dans le cahier "INTIATIVES" de mardi 28 Janvier, rabrique Andit/Conseil ou adressez CV lettre, photo et remuneration actuelle a notre Conscil OPTEAMAN, Le Quintet A 12 rue Danjou - 92517 Boulogne cedex, Fax: 01 47 61 49 45 en indiquant la référence choisse sur la leure et sur





Secteurs de Pointe

Nous avons

اعكذا من الأعل

"N'attendez pas qu'on soit dans le dictionnaire pour nous rejoindre"

TEAMLOG [ti:mlog]

SSII creée en 1991. Expert en architecture chentserveur, elle a d'abord construit son développement par la qualité de ses interventions au service d'une clientèle de grande comptes avant d'élargu ses compétences dans le malimédia. les réseaux les éléconnamications et les systèmes industriels. Une stratégie qui hi à permis d'atteindre 160 collaborateurs pour un C.A. d'attenune 100 contre de 6 aus.

S'est fait particulièrement contentre · 3 paris de 1996 en recruent 40 ingenieurs, jeunes diplomés ou expérimentés, pour accompagner sa croissance dans ses différents domaines d'activités, au forfair et en assistance tecturi

Conception at developpement SGBDR sous UNIX, L4G, Infocentre, IHM, C++. Developpement de logiciels recent WAN er LAN et reléphonie.

en précisant le lieu de travail souhaité à TEAMLOG. "Le Pario" - 104, av. Albert Jor-92563 Rueil-Malmaison Cedex. Tel.: U1 47 52 95 40 : Fax: 01, 47 52 95 42.



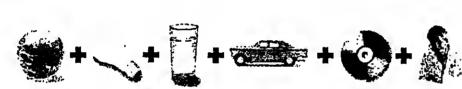
choisi la dermatologie.

Ingénieur informatique

L'information est pour vous une " passion. La preuve : vous n'êtes jamais à cours d'idées pour assurer avec toujours plus d'efficacité son. développement et son administration. Nous vous proposons de prendre en charge la gestion des bases de données utilisées dans le Groupe telles que Oracle PC Express, Sales Analyser, Concerto, Product's coding, Data management, Elactronic submissions...Vous assurerez un rôle de conseil et da suivi dans l'évolution des bases dont vous aurez la responsabilité. Titulaire d'une formation supérieure effectuée en université type OESS génie informatique ou en école d'ingénieur, après un à trois ans d'expérience, vos connaissances en base de données (Oracle, SQL Server) sont totalement opérationnelles. Des notions en réseaux, topologies, NT, TCP/IP seront fortement appréciées. Pour ce poste, basé à Levallois-Perret, l'anglais est indispensable. (réf. U/NP33)

Alors, si participer activement à la réalisation d'un projet ambitieux vous motive, merci d'envoyer voire dossier de candidature aux Laboratoires Galderma, Resnutement, 20 Avenue André Mainaux,

CONSULTANTS SAP



NOS RÉFÉRENCES MULTIPLIENT FORCÉMENT **VOS RÉFÉRENCES**

Filiale du groupe specialisee depuis

1987 dans le conseil, la mise en œuvre et la realisation de projeta SAP Société du Reseau Eurisys, Euriware est la deuxième SSII pour l'indusine en France avec un CA de 810 millions de francs en 1995 et un effecul de 736 personnes. Les missions de conseil menees par Axisse comprennent l'ende prealable du système d'information, la conception et la réalisation du parametrage, la formation et l'assistance au deplotement de l'ensemble des modules de SAP

De formation superieure, vous justifiez de 5 a 10 années d'experience dans une fonction operationnelle, qui vous a permis de comprendre les metiers de l'entreprise : finances et contrôle de gestion, logistique, gestion de production, maintenance, ressources humaines. Les meiters du conseil vous interessent. La connaissance de SAP/R3, acquise au

cours d'un projet d'implantation, servit un avantage sans être indispensable. la mise en place d'autres grands prograels ou la participation a des projets organisationnels, sont des experiences suffisantes pour des candidats meuves. Pour les consultants non formes à SAP, Axisse, en relation avec l'édueur, organise la formation dans les délais les plus courts. Vous realiserez l'étude prealable du système d'information. la conception de la solution la formation et l'assistance au deploiement de l'ensemble des modules du progiciel SAP Ces postes bases en region parisienne comprennent d'éventuelles mussions en province.

Pour rejoindre Axisse, merci d'adresser voire dossier de candidature (lettre et CV) sous la référence AXE/01, a Eunware, DRH, 12/14 rue du Fon-de-Sami-Cyr. 78067 Sami-Quentin-en-Yvelines Cedex, et/ou retrouvez-nous sur Internet.

Euriware

RESEAU EURISYS

L'industriel des systèmes d'information

Union

Européenne de CIC

L'Union Européenne de C.I.C révèle les talents

L'Union Européenne de C.I.C. vous offre un environnement de choix à la mesure de vos ambitions : elle aura pour vous la souplesse d'une structure jeune et la dimension d'uoe bolding, la diversité de métier d'une banque d'affaires et les opportunités d'un des principaux groupes bancaires.

Notre développement sur les activités de marchés nous amène à renforcer notre équipe Informatique de Marché. Vous serez en charge de l'administration et du suivi des systèmes Windows NT. Vous gérerez les profils utilisateurs et les domaines, assurerez la sécurité au niveau des fichiers et services du système et assurerez une veille technologique pour faire évoluer l'arcbitecture.

Vous participerez par ailleurs à la mise en place du nouveau système d'information de notre salle de marché. De formation grandes écoles d'ingénieurs (Télécom, Supélec...). vous bénéficiez d'une première approche significative des activités de marché acquise au cours de stages ou de missious de longue durée. Yous avez bien sûr une bonne connaissance du noyau Windows NT, des platesformes machines à base d'Intel et, si possible, d'Unix.

Votre sens du service, votre réelle implication et votre disponibilité vous permettront de réussir pleinement dans cette

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo) sous la réf. LMIS, à L'Union Européenne de C.I.C. Direction des ressources humaines, 4 rue Gaillon, 75107 Paris Cedex 02.



Filiale du groupe LEYBOLD, premier speciaisse minimais un pour accompagner notre développement.

Au sein de l'équipe marketing et ventes basée à Valence et rattaché directement à son responsable, vous assurez le support technique à des unités commerciales de différents pays et le suivi des relations avec des clients. Yous avez quest pour mission de contribuer à la création de produits et à l'interface avec nos services techniques, pour l'établissement de cahiers des charges notamment. Tout en étant essentiellement sédentaire votre activité peut impliquer quelques déplacements à l'étranger.

Yous avez un diplôme d'ingénieur (ENI ou équivalent), mécanicien de préférence, et, si possible, une première expérience professionnelle acquise dans un socteur industriel. Une bonne connaissance de l'aliemand et de l'anglais

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M 968, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature de façon confidentielle.

HELENE REFREGIER CO 17, rue de la Baume 75008 Parts



Pouve offrir me votre co

1,4 Md de francs:8 en 1996. Altrad du conseil et d en technologiet Partenaire 250 groupes la progre opportunités p

tique - Réseaux Télécommunications PERDITE

the same special statement of the Party

Ingénieurs débutants grandes écoles Mines, Centrale, X, Télécom...



automobile, de la construction navale aux biens de grande consommation, quel est le point commun? CATLA, le logiciel CFAO, standard de l'industrie. Partout à traver, le monde. DASSAULT SYSTEMES est le partenaire privilégié des plus importants groupes industriels. Dans le plus grand laboratoire de développement au mende, qui réalise 90 % de son chiffre d'affaires à l'international. nos ingénieurs mettent l'imagination en action et font passer du virtuel

De l'aéronautique à l'industrie

Pour l'amélioration continue des processus de nos clients et pour répondre à leurs impératifs de coût, de temps de cycle et de qualité. DASSAULT SYSTEMES réalise les architectures les plus novatrices. Pour participer à la définition de nouvelles fonctionnalités et renforcer nos équipes de développement, nous recherchons des compétences pointues dans les domaines suivants :

- les techniques orientées objet, les réseaux neuronaux, les mathématiques avancées, le multimédia et la distribution (Internet, Corba...).

-les applications métiers : mécanique, ingénierie, analyse, simulation, fabrication, design industriel...

Vous êtes ingénieur de grande école, curieux de toutes les innovations. fort, peut-être, d'une expérience internationale. Autonome, créatif, vous avez l'esprit d'équipe, une forte personnalité et maîtrisez bien sur l'anglais. Avec DASSAULT SYSTEMES, vous le verrez, pour vous, demain

Ecrivez-nous, sous ref. LM 27/01 à DASSAULT SYSTEMES, DRH,

Du virtuel au réel, la réussite de nos clients passe par vous. au réel les produits de demain.

DASSAULT PARIS - TOKYO - LOS ANGELES





Nous sommes le 1ª Producteur Exportateur Européen de Volaitles, 8 000 personnes, CA de 7,8 milliards de francs et nous recherchons un



CHEF DE PROJET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Au sein du service informatique industrielle du Groupe, vous assurez le suivi des logiciels et du matériel de l'ensemble de nos filiales. A terme, vous serez responsable de la conception et/ou de la réalisation d'applications.

De formation supérieure (Bac + 4), vous avez une solide expérience de 2 à 3 ans en informatique industrielle (langage C, Unix, Ethernet, ...) si possible dans l'agro-allmentaire, de bonnes connaissances en automatisme et en connexions et interfaces vers

La posta est basé en Bretagne et nécessite des déplacements dans nos usines (Bretagne Centre et Nord).

Merci de nous adresser votre lettre + CV + photo, sous référence 97/01 à SCORE BP 43 - 29150 PORT-LAUNAY.



lénieurs Grandes Écoles



:Ure ŋ, ā re?

sance. ₹ prévu leader *jénierie* vantes. shus de péens agnons trnous itables juí veut

INGÉNIEURS TÉLÉCOMS

MÉTHERS :

Architecture, Déploiement de réseaux, Commutation, Interconnexion, Administration.

Electronique analogique, Traitement du signal, Radiofréquence Electromagnétisme, propagation,

INTERVENTIONS :

- Spécification, Mise en œuvre de solutione - Développement d'équipements et de .

organisation, coordination

ENVIRONNEMENTS: Opérateurs Télécoms Conetructeurs Télécoms

-> http://www.altran.fr

Télécommunications Spatia

& RADIO BAL LINGESTI

COMPÉTENCES : Protocoles/Normes : GSM, DCS-1800, DECT, PCN 1900...

micro-ondes Stations de base, mobiles, couplage d'antennes, faisceaux hertziens Déploiement de réseaux cellulaires

Analyse, Etude, Conception de produits

Conduite de projets, planification, Assistance è maîtrise d'ouvrage.

INGÉNIEURS SYSTÈMES S' RÉSEAUX na leedana

METHERS :

Architecture, Commutation, Transmissions Administration, Interconnexion de réseaux hétérogènes, Topologie.

COMPÉTENCES : - Réseaux hauts débits : SDH, ATM, FRAME RELAY... Réseaux LAN :

TCP-IP, NOVELL, SNA, DSA - Réseaux WAN : X25, X75, X28 - Internet : HTML, JAVA - Groupware : LOTUS NOTES Environnements : Windows NT, Windows 95, DELPHI.

INTERVENTIONS:

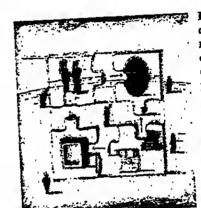
Analyse, Etude, Conception de produits Specification, Integration, Validation Mise en œuvre de solutions Management de projets.

ENVIRONMEMENT: - Banque, Finance, Salles de Merché

Assurance Télécommunications



Ingénieur commercial



La division Matériaux et Contrôle de Texas Instruments conçoit et produit des dispositifs de contrôle et de régulation thermique, pour protéger l'équipement electroménager, automobile et aéronautique. Elle propose, en outre, un caralogue de plus de 1000 variétés de métaux plaqués, répondant aux exigences particulières de sa

Pour supporter son développement, elle recherche un Ingénieur commercial, Ingénieur électricité ou mécanique, avec une première expérience de 3 ans dans la vente sur les marchés électroménager/ustensiles de cuisson et industriel (contacteurs, disjoncteurs, cables de télédistribution...), vous optimisez volume et parts de marché. Très impliqué dans la phase d'identification des besoins de la clientèle, vous faites remonter les informations produits/marchés vers

le marketing européen et le centre produit, basé aux Etats-Unis. Vous prospectez de nouveaux clients et gérez un carnet de clientèle représentant 5 millions de dollars en 1997 (Tefal,

Ce poste évolutif, basé à Vélizy, nécessite de nombreux déplacements de courte durée et une pratique professionnelle de l'anglais. La rémunération motivante (fixe + intéressement + voiture de

fonction) sera à la hauteur de vos ambitions. d Roumégoux vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (photo jointe)

sous la référence 0247 à Texas Instruments, 8/10 avenue Morane-Saulnier, BP 67, 78140 Vélizy Villacoublay.

TEXAS INSTRUMENTS

Premier diffuseur européen de radio et de télévision, société anonyme au sein d'un groupe prestigieux (Groupe France Telecom), avec ses 4 000 professionnels de l'audiovisuel, TDF 5.A. exporte son savoir-faire dans le monde entier et réalise un chiffre d'affaires de plus de 4,3 milliards de francs. A la painte de la technique, nous innovons en permanence pour faire évoluer les nouveaux services de diffusion des images, du son et des données. du son et des données.

Nous recherchons le responsable du laboratoire Communications Nous recherchons le responsable du laboratoire Communications numériques et adaptation au conal radioélectrique paur naire centre d'études de Metz. Vous animerez une équipe de chercheurs et conduirez un ensemble d'activités d'études dans le domaine des communications numériques et plus particulièrement dans les techniques d'adaptatian au canal rodioélectrique, afin de développer et voloriser les compétences des membres du laboratoire et de garantir les performances, les site et les clânis

Vas compétences dans le domaine des communications numériques, natamment en environnements de radiodiffusion et radiomobile, vous permettrant d'être le garant du ban déroulement des études du laboratoire, conformément à la méthode de conduite des études du centre. Vous coordonnerez et superviserez leur préparation, leur réalisation, leur validation.

Vous coordonnerez et superviserez leur préparation, leur réalisation, leur validation.

Vous maîtrisez les outils de développement indispensables (programmation en C, SPW...). Vous veillerez vous maîtrisez les outils de développement indispensables (programmations, des publications, des et contribuerez à la valorisation des travaux du laboratoire par des démanstrations, des publications, des et contribuerez à la valorisation des travaux du laboratoire par des démanstrations. De formation ingénieur dépôts de brevets, en constante relation avec le monde scientifique et industriel. De formation ingénieur grandes écoles, option l'élécommunications avec une spécialisation en troitement du signal au en grandes écoles, option l'élécommunications avec une expérience de 3 à 5 années de conduite d'études communications numériques, vous avez nécessairement une expérience de 3 à 5 années de conduite d'études communications numériques, vous avez nécessairement une expérience de 3 à 5 années de conduite d'études communications numériques, vous avez nécessairement une expérience de 3 à 5 années de conduite d'études communications numériques, vous avez nécessairement une expérience de 3 à 5 années de conduite d'études communications numériques, vous avez nécessairement une expérience de 3 à 5 années de conduite d'études communications numériques, idéalement dans les domaines concernés, avec une première responsabilité d'encodrement, ou de projets, idéalement dans les domaines concernés, avec une première responsabilité d'encodrement, ou de projets, idéalement dans les domaines concernés, avec une première responsabilité d'encodrement.

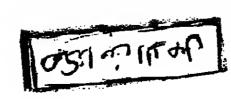
Vous vertifier de la langue anglaise écrite et parlier et une réelle connaissance du langue anglaise écrite et parlier et une réelle connaissance du langue anglaise écrite et parlier et une réelle connaissance du langue anglaise écrite et parlier et une réelle connaissance du langue anglaise écrite et parlier et une réelle connaissance du langue anglaise écrite et parlier et une réelle connaissa Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. RL/LM, à Pascal Foulachon, TDF, 21-27 rue Barbès, 8P 518. 92542 Montrouge Cedex.

Préparez, coordonnez et supervisez

les études d'un laboratoire de recherche en Communications numériques







 \sim

Secteurs de Pointe

INGENIEUR « BAIES ET VITRAGES »

Le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment recrute

pour son **etablissement** de MARNE-LA-VALLÉE

Merci d'envoyer votre candidature au CSTB · Ref. IBV Service des Ressources Humoines avenue du Recteur Poincare 75782 PARIS CEDEX 16.

Ingênieur, agé de 30 à 35 ons, vous devrez ovoir une expérience en menuiserie et vous ourez comme mission lo gestion technique des marques de qualité NF fenêtres et produits associés.

En relation avec le chef de division, vos principoles responsobilités consisteront à :

 conduire la politique technique des marques de qualité • superviser le suivi

• faire évoluer les certifications existantes et en démorrer de nouvelles dans le domaine des stores, quincaillerie, joints, etc. La maîtrise de l'anglais et des outils

est indispensable,

modernes de micro-informatiques

Nous recherchons l'élite

Avec Java et Hot Java. Sun Microsystems a houleverse la façou dont l'industrie et les utilisateurs percegaient l'Internet. Aujourd'hui, nous vous proposons de profiter, vous autsi, du succès de Sun en rejoignant, à Grenoble, notre équipe multinationale spécialisée en R&D Telecommunications.

RESPONSABLE MARKETING PRODUITS TELECOMS

V ctre responsabilité : élaborer les meilleures solutions télécoms de demain et participer au championnat mondial de l'innovation. A l'échelle internationale, vous définissez la stratégie marketing de nos solutions télécoms pour entreprises. La décision de développer un nouveau produit en adéquation avec la demande des

professionnels vous incombera en propre. Responsable du marketing mondial de notre centre de recherche, vous définirez toutes les actions marketing pour le développement et la promotion de nos produits.

Pour prendre la pleine mesure de cette responsabilité mondiale, réservée à un professionnel d'exception, vous possédez : diplôme d'une école de commerce et/ou d'ingénieurs - 3 à 5 ans d'expérience dans un poste similaire - disponibilité pour de fréquents déplacements internationaux - anglais courant.

Maîtrise du français et du marketing opérationnel, de préférence dans notre secteur d'activité, constituerait un plus,

Merci Ladresser vatre candidature par vone postale, fax ou E.Mail à : SurSoft Gilles Geenen - 13, avenue Morane Saulnier - BP 53 - 78142 Vélixy Codex Fax : 01 30 67 53 00 - E.mail ; Gilles GEENEN & France Sun Com



LA NATURE EST CAPRICIEUCE **NOUS AIMONS CEUX** QUI ANTICIPENT

era le monde, dans 5 ans, dans 10 ans, dans 50 ans ? ri quoi resentuera re monte, dans 5 am, dans 10 am, dans 50 am ?

Si nous en avons une petite idée, c'est que notre métier, qui est d'assurer aux quatre coins du globe les compagnites d'assurances, consiste à imaginer et prévoir le monde de demain pour toujours mieux l'assurer. Premier réassureur français, 5ème mondeil, avec un chiffre d'affaires de 13 Milliards de francs, nous ablons 1 200 personnes qui aiment se dépasser, bouger, impover. Nous v nons de nous rejoindre au sein de notre Département Risques Naturels.

INGENIEUR GRANDE ECOLE RISQUES NATURELS

vous souhainez valoriser une première expérience acquise de préférence dans le domaine des catastrophes naturelles et des phénomènes physiques. Oirectement Informatique et les organismes rec'miques externes, vous participez à l'élaboration et au développement de nouveaux modèles d'évaluation des risques naturels. Vous Joee un rôle d'information et de conseil aupres de nos équipes et de nos clients en France comme à l'étranger Voire analyse des phénomènes naturels, des sinistres qu'ils peuvent engendrer et des systèmes de couverture qu'ils réclament, nous permet d'aller toujours plus Join dans l'optimisation de nos engagements, Rigoureux, autonome, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Si vous aimez que vos études se concrérisent, vous constaterez vite que nous mettons tout en œuvre pour favoriser le développement de chacun, car si nous ne connaissons pas le métier que vous ferez dans 10 ans, nous savons en revanche qu'il vous ressemblera.

Merci d'écrire à : Anne Mornet - SCOR DRH/ Recrutement -Ref. : IEAB/AN - 1, avenue du Président Wilson -92074 Paris La Défense Cedex.



L'ASSUREUR DES ASSUREURS

Nous sommes un groupe de dimension mondiale, leader sur le marché en forte croissance des solutions de télécommunications destinées aux entreprises et administrations. L'importance de nos activités dans le monde et l'évolution constante de notre offre en termes de produits et services (intégration télécom et informatique), nous conduit à

INGENIEUR MARKETING H/F

STRATEGIE PRIX (offres techniques complexes)

Missions at Raposabilities 1

Vous êtes chargé de définir et de mettre en œuvre la politique tarifaire de notre offre «Software» standard ou spécifique. Proche de la Technique et du Marketing-Produit, vous déterminez le coût et la valeur des applications. Attentif aux impératifs de rentabilité et aux contraintes commerciales, vous calculez les prix et les marges dans une optique de cohérence et de compétitivité. Outre votre travail d'analyse et d'élaboration, vous vous rendez dans les filiales pour vous assurer de l'homogénéité de notre offre. Dans le cadre de certains projets, vous assistez nos équipes commerciales pour les positionnements de prix. Vous jouez un rôle important dans le mix-produit et influez directement sur les performances

Profil of Office

Vous avez 30/35 ans environ. Ingénieur de formation, vous évoluez dans un environnement high-tech (informatique ou télécom). Vous exercez une fonction marketing ou occupez un poste au contact du marché et des clients (Technico-Commercial, Avant-Vente, Offres,...). Votre compréhension des offres techniques complexes, intégrant hardware et software, vous permet d'en déterminer la valeur et le prix, en particulier pour la partie «Logiciel». Rigoureux et méthodique, vous avez un bon esprit d'analyse et l'acuité nécessaire pour bien percevoir l'évolution des techniques et des marchés. Disponible, ouvert et créatif, vous avez de bonnes capacités de communication. Nous vous donnerons les moyens d'exprimer pleinement votre potentiel dans un contexte yous garantissant de réelles perspectives

Les entretiens avec la société auront lieu le jeudi 27 février.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous la référence 6016 à notre conseil ; PREMIERE LIGNE - 54, avenue du Général Leclerc · 92\$13 BOULOGNE Cedex

Vous êtes juriste, découvrez votre Monde le mardi * Un rendez-vous:

« Le Monde de l'organisation et de la gestion »

- Juristes/Ressources humaines
- Dirigeants Gestion/Finance Conseil/Audit
- Marketing et communication Fonction commerciale
- Cadres

Carrières internationales dont carrières européennes

Carrières Européennes en Entreprises

couplage avec un ou plusieurs des titres suivants

NRY # HANDELABLAD - ET. PATS - Se Monde - Suddeutsche Zeirung - 7. BERLINGSKE TIDENDE CORRESS SELLA SEAR - LB SOUR - De Standaard - * THE INDEPENDENT - THE IRISH TIMES

Filiale d'un groupe européen Spécialisé dans le textile recherche son

Coordinateur Logistique

Paris

Rattaché à la direction, vous serez chargé de mettre en place nne logistique

☐ Vous assurez l'interface entre les services commerciaux et la production. ☐ Vons élaborez les prévisions d'achat en corrélation avec les services

Vous validez les planniogs d'approvisionnement et le respect des délais.

A 26/30 ans, de formation ingénieur, vous avez 2 à 3 ans d'expérience opérationnelle idéalement acquise dans le secteur textile à un poste de logistique ou de coordinateur entre les services commerciaux et la fabricatioo. Pour ce poste, la pratique de l'anglais et de l'italien est nécessaire.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Frédéric Pommier, Michael Page Ingénieurs & Production, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex on taper votre CV sur 3617 code MPage (Comune 3.48FMan) sous la référence FPI15623

Michael Page Ingénieurs & Production Le spécialiste du recrutement pour l'Industrie

Rottochée à un très grand gratique didutate. a pour vocation la recherche, l'industrible alla et le pri en grandes séries de sous-ensembles et produ technologies associant électronique et à

Reportant au "Sales - Marketing Manager", le professionatel de vence "business to business" que nous recherchors auta 3 objecti poursuivre la relation clients déjà engagée, développer de no marchés, améliorer la crédibilité rechnique visa de Interiocuteurs internes et externes.

A 30 ans environ, de formation ingénieur ou ESC; vois arez déjà réussi une première expérience de quelques amées de la vente à l'industrie de produits ou sous-ensembles techniques, dans un environnement de grandes séries. Bilingue français (Italien, vous maîtrisez bien l'anglais et possédez une récile ouvernire

Pour ce poste basé à proximité d'une ville importante de Bourgogne. merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 179/19/P, à ETHIKA, 7 rue Victor Hugo, 69002 Lyon, qui s'engage à vous répondre dans un délai de 3 semaines si votre dossier est retenu.

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Environnement

Secteurs de Pointe

NATURE EST

US AIMONS CEU

MEENIEUR GRANCE ECOL ISQUES NATE

PRICIEUCE

PROPERTY OF THE PARTY OF THE A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH THE PARTY OF THE P Company of the Control of the Control

Salatan and the salatan and th

建铁 即於在 *

organisation et de la 30 deux The second of the second of the second

F. Markett and the first of the second THE PARTY OF THE P

where the court is a series

es Européennes Entreprises

ALL DE BREEZE CO. C. C.

Valeur d'entreprise RESPONSABLE ENVIRONNEMENT HYGIÈNE/SÉCURITÉ FRANCE/EUROPE

Missions : • communiquer et mettre en application la politique du Groupe dans le cadre de la législation européenne • accompagner et sensibiliser les sites dans une démarche très pragmatique et proactive du traitement des problèmes • définir concrètement les plans d'action en conciliant la réduction des risques et les contraintes économiques (qualité/coût/délai). En assurer le suivi.

Profil : double formation (génie chimique, biologie... + environnement...) • Expérience opérationnelle de la fonction en industrie (métallurgie, plasturgie, process...) • fortes sensibilités économique et technique (budgets importants) • réelle capacité à travailler en équipe • esprit autonome et entrepreneur. Anglais

Vous êtes prêt à représenter de manière active les Direction Générale / Direction Industrielle de la Division à qui vous reportez et laisser votre empreinte sur le terrain. Faites-nous part de vos motivations ; nous saurons y répondre l

Pour ce poste, veuillez adresser lettre, CV, photo en precisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, s/ref. 61.4994/LM. portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Glass Europe

CA : 3,2 milliards de francs, 3200 personnes, 3 usines en France, 3 usines en traffe. Nous faisons parde d'un groupe international de 35 000 personnes leader mondial dans les

domaines du verre, de la chimie et de la peinture.

Pour préparer nos futurs Responsables d'unité, nous recrutons

2 INGENIEURS GENERALISTES Haut potentiel

Expérimentés, ayant une bonne connaissance de l'anglais et motivés par une évolution vers des responsabilités opérationnelles

de fioat glass (110 personnes), conduira et animera les équipes de en charge des secteurs de découpe, stockage et expéditions (250 maintenance et de production, avec la mission d'optimiser la productivité des installations en assurant une maintenance efficace des outils et des fours, en gérant et améliorant le process et les

Yous possédez une expérience de 5 ans au moins acquise dans les services maintenance et, si possible, dans l'industrie lourde. Vous acquerrez dans ce poste les compétences spécifiques du métier verrier qui, aillées à votre autorité naturelle et à votre ouverture dans le management d'équipes. à un engagement dynamique et rigoureux dans vos réalisations, vous permetisont de vous affirmer et de développerez une connaissance pointue de notre activité concretiser votre ambition.

L'un, adjoint au Responsable de production L'autre assistera le Responsable Exploitation personnes) avec pour mission d'optimiser les flux physiques,

l'organisation et les méthodes en intégrant les impératifs de la production et de nos clients. Une expérience de trois ans environ, de préférence chez un

équipementier automobile, vous à donné de réelles compétences dans la gestion des flux et l'organisation industrielle et alguisé votre capacité à dialoguer, motiver et former pour faire avancer et concretiser vos projets. Vous savez prendre du recul comme agir et influencer sur le terrain, au contact des opéradonnels. Vous consoliderez dans ce poste votre tempérament de leader et réf. 5D 3128 7M . Indispensables à votre évolution.



71, rue d'Auteur

Responsable Technique d'Agence

Basé Paris

Favorisez par votre expertise le développement d'une des toutes premières SSII françaises

340 - 380 KF

LA SOCIÉTÉ

Société de services informatiques spécialisée dans le milieu industriel et rechnique de pointe.

- ◆ CA: 800 MF 700 collaborateurs 10 agences
- ◆ Fort développement projets ambitieux à fort contenu technologique.

LE POSTE ◆ Sous la responsabilité du Directeur de l'Agence,

- collaborez a la définition de la stratègie technique de l'agence, coordonnez les réalisations des projets en cours er optimisez le plan de charge de l'agence, - veillez à tirer les enseignements des activités,

animez les revues de projet, organisez les retours d'experience par des synthèses précises,

Sud-Est de la France - soutenez l'action commerciale, analysez les attentes des clients, qualifiez les propositions

Ective en prédisant

techniques, participez aux négociacions, participez à l'élaboration du plan de formation de ses 68 collaborateurs, anticipez pour mieux répondre aux besoins de nos clients.

PROFIL RECHERCHE ◆ 30/40 ans - Ingénieur en informatique

- + expérience en automatisme. ◆ Activité professionnelle de l'ordre de 10 ans, à des postes de management d'équipes techniques et d'encadrement de projet dans le milieu industriel.
- ◆ Capacité d'écoute et d'animation ; esprit de synthese, veille technologique constante.

· Forte motivation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature comple sous ref. LM/60308 à N.B.S. 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.



N B SELECTION LTD



Paris - London - Aberdeen - Birmingham Bristol - City Edinburgh - Glasgow - Leeds Manchester - Slough - Madrid

Notre Société équipementière de l'Automobile, filiale d'un grand groupe français, est présente dans le monde entier.

Elle développe et industrialise des fonctions en partenariat des constructeurs français et étrangers avec le concours d'importantes équipes de recherche et développement et au moyen d'installations techniques modernes et performantes.

L'un de ses Départements euregistre une croissance en Europe particulièrement élevée et souhaite renforcer son management par gestion de projets.

Nous recrutons son:

Ingénieur généraliste, âgé de 35/40 ans environ, vous avez évolué dans le monde de l'Automobile et vous avez d'abord occupé des fonctions de production avant de diriger des équipes de développernent de projets en liaison technicocommerciale avec les constructeurs.

En relation directe avec le Directeur du Département (600 personnes en France). vous identifierez les projets nouveaux de nos clients, en France et dans certains pays d'Europe, vous établirez les

meilleures conditions de consultation, vous négocierez les prix de vente en toute connaissance des prix de revient et du marché.

Vous travaillerez en liaison avec les services études, développement et industrialisation du Département. Vous entretiendrez des relations avec les filiales mondiales.

Vous étes un manager et un négociateur commercial capable d'intégrer dans votre offre tous les arguments techniques de nos produits. L'ensemble de vos experiences (Erudes, Production, Commercial) vous permetura une évolution au sein d'une entreprise aux produits en plein développement.

Vous bénéficierez d'une période d'intégration de quelques mois. La pratique de l'anglais est nécessaire. Allemand souhaité. Poste basé dans une ville moyenne au Sud de la région parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite) en indiquant sur l'enveloppe la Réf. 2000 à LBW, 42 rue Laugier 75017 PARIS,



Le GROUPE ESIEE

et d'Industrie de Paris

La Chambre de Commerce

représente, conseille

et informe les

277 000 entreprises

de Paris,

des Hauts de Seine,

de la Seine-Saint-Denis

et du Val de Marne.

l'aménagement et à

Elle participe à

l'équipement de Paris

et de sa région.

Chaque année. 12 000 étudiants et

40 000 adultes suivent des formations dans

ses établissements

d'enseignement.

De ces multiples activités

au cœur de l'économie

découle tout un univers de métiers qu'elle vous

propose de partager!

recherche

5 ENSEIGNANTS-CHERCHEURS Constitué autour de son école d'ingénieurs, le Groupe

ESIEE forme aux métiers des télécommunications, de l'électronique, de l'informatique et de l'automatique.

Fortement impliqué dans l'action internationale, il anime plusieurs réseaux européens et nord-américains ainsi que deux instituts d'enseignement supérieur à Singapour et en Afrique du Sud.

Le Groupe ESIEE participe à la dynamique de recherche des laboratoires du Polytechnicum Marne-la-Vallée aux côtés, notamment, de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées et de l'Université de Marne-la-Vallée.

Afin d'assurer son développement dans les technologies de l'information et de lo communication, le Groupe ESIEE recherche

Pour constituer une nouvelle équipe «RESEAUX ET SYSTEMES REPARTIS»

2 enseignants-chercheurs «Réseaux»

1 enseignant-chercheur «Systèmes répartis»

Pour renforcer son laboratoire «SYSTEMES MICRO-ELECTRONIQUES»

1 enseignant-chercheur «Physique et Micro-Systèmes»

1 enseignant-chercheur «Hyperfréquences et Optoélectronique»

Vaus avez le goût de l'enseignement et, si possible, une première

Les trovaux que vous avez accomplis attestent d'un fort potentiel pour les activités de recherche-développement el d'une banne aptitude au dialogue multidisciplinaire. Vaus portez un interêt prononce aux applications industrielles et au

transfert de technologie vers les entreprises (une expérience de l'industrie au des services serait appréciée). Ouvert à la dimension internationale de l'enseignement et de la recherche, vous maîtrisez l'anglais et, si possible, une autre langue

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) saus la référence ALM01472 au Dayen du Carps Prafessaral Groupe ESTEE - Cité Descartes - BP 99 - 93162 NOISY LE GRAND Cedex.

Tel: [33] 01 45 92 65 16 - Fox: [33] 01 45 92 66 99 Les descriptifs de ces postes sont consultables sur Internet : http://www.esiee.fr/postes97



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS PARIS HALTS DE SEINE SEINE-SAINT-DENIS VAL DE MARNE

Informatique - Réseaux Télécommunications

6 EXPERIES CONTINUES 5 A 10 ANS DEXPERIENCE EN SYSTEMES D'ENFORMATION

NOTRE OBJECTIF

où en prestations à forte valeur ajoutée et notre savoir-faire en spaint aux et internationeux. Votre expertise et votre polyvalence vous part

DIRECTEURS DE PROJETS - CHEFS DE PROJETS A REPUP

Your give responsable du management de votre équipe, de la sagisfiction du Cilient et de la rentabilité du projet, dans le respect de nos projegments cours délats/qualité en fonction

de votre expérience, vous managez une equipe de 4.2 10 personnes. Vous êtes capable de gerer des projets en intégration de systèmes.

CONSULTANTS ET EXPERTS FONCTIONNELS RÉF. CEF

Interloculous privilègie des Clients (Direction Générale et Directions (Hitisatrices), vous sevez répondre à leurs précuratifiche (Onctionnélée, vous comprenez les enjeux de l'Entreprise et en organises les impacts sur l'évolution du système d'information. Une solide compagnance d'un métier

client Département (Banque et/ou Assurance et/ou automobile par exemple) et/ou d'un grand domaine fonctionnel (gestion commercials, financière, GED/GDT...) vous permettre d'intervenir de façon autonome en consell ou en assistance à la maîtrise d'ouvrage.

ARCHITECTES DE SYSTEMES D'INFORMATION

Votes proteterez nos cliente dade la transformation de leur signami dividamiados, tent as plan de farchitecture globale que de l'infriguezame technique. Votes informate en conseil, en avan-

vente ou en cours de projets. Vous serez chargé de concevoir et, intégrer des solutions dans le cadre de projets complexes en environmement réparti (Client/Serveur, SGBDR, Réseaux...).

Diplifiné Cranté Paole, vous possédes une très sollée expérience services, acquise en SSII, en cabinet de conseil ou chez un coplaturotion. Your autinit vous adépter à dissemiforirements multiples, dans le cadre de missions ou de projets d'appliques en frontesique des parties de pestient ou en projets est indispense par informatique de projets est indispense par informatique de l'entre parsonnalité fora le différence à autonomité, for engagingent, pass du contact client, d'exitabllés, goût de l'effecté et du résultat, voir poienté et vos classifiés d'encadrement CROUPE.

LA QUALITÉ POUR AMBITION

Expert Formateur en Radiomobiles

Plane du Groupe France Telecom, Soire des le présidés de conseil et legénière au Broupere le développement des les saisses de le conseil et le partie de le conseil et le

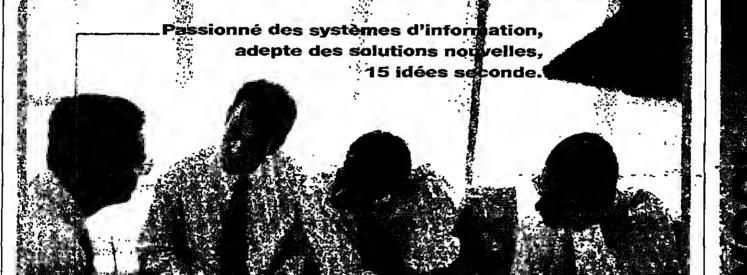
De l'Artistico Ingentiès (Dat. ». Si Flectignitaleme Téléctionnaire atons vous pustifiere d'air noms si ans d'expérience de l'enseignement en étois d'ingeneurs-quis puis siès et possédez de solutes confessailles Décurages (grandomobiles martisiques.

Milité dission:

Plescrat et négociel auprès de uns clients,
les contegus techniques des formitions,
procesoir et disogniser des cours à des ingénéeurs.

Poisson peste gots attendens un cantidat partail bilingine angles, partains cours étant dispensés dans cette langue. L'escagool serail du plus. Signals currespondes parlatement à ce profit.
Sumus etés moble pour de tréquents départements
à l'apparent fuerci de nous faire payenn;
leigne mobile bon manuscrits. CV et prétentions à l'apparent des Ressources Humanus.
24. Répaire du Petr Parc. 94307 VINCENNES Cedino.

trance Telecom



Lllya un moment où Andersen Consulting s'impose...

Andersen Consulting est le leader mondial du conseil avec plus de 42 000 collaborateurs dans 47 pays. La très forte croissance que nous prévoyons dans les 5 prochaines années, notamment au niveau de nos activités liées aux systèmes d'information, nous amène

à recruter de nouveaux collaborateurs

ANDERSEN CONSULTING

Consultants juniors en systèmes d'information

De la conception à la réalisation, vous interviendrez sur des projets informatiques dans des environnements à forte dominante technologique. Ces missions assurées auprès de clients de premier plan allieront stratégie informatique et mise en place de solutions

Diplômé(e) d'une école supérieure d'ingénieurs, de commerce ou d'un troisième cycle universitaire, le monde des systèmes d'information et la perspective d'intégrer un cabinet en pleine expansion yous attirent.

Ingénieux, rigoureux, passionné par le travail en équipe, vous bénéficiez en outre d'excellentes qualités de communication et d'écoute. Avec ou sans connaissance informatique particulière, vous êtes conscient que le conseil en systèmes d'information evige d'acquerir des compétences et souhaitez dans un premier temps développer votre expertise technique. Totalement mobile, vous voulez donner une orientation internationale à votre carrière et possedez un très bon niveau d'anglais (l'allemand serait également apprécié);

En nous rejoignant, vous bénéficierez de formations personnalisées en France et à l'étranger (notamment dans notre université de Saint-Charles près de Chicago). Vous travaille rez au sein d'équipes de haut niveau dans un contexte valorisant qui ouvre de réelles perspectives d'évolution liées à vos performances et à la forte croissance de notre activité. A terme, des responsabilités en management et gestion de projet seront possibles. Nous vous remercions d'adresser sous référence JUN/M/1

votre candidature (CV, lettre de motivation et photo) à Sophie Audiat, Andersen Consulting, 55 avenue George V, 75 379 Paris Cedex 08. Visez juste, rouez lem et vreez fort.

Andersen Consulting vous offre les projets de vos ambilions.

http://www.ac.com

Industriel dans les matériaux de construction, leader de la laine de roche sur le marché de l'isolation thermo-acoustique et de la protection incendie des bâtiments et industries, nous renforçons notre équipe informetique en recrutant un(e)

CHEF PROJET INFORMATIQUE

Paris

Rattaché(a) au responsable du Département Informatique et au sein d'une égulpe de 9 personnes, vous prendrez en charge l'encadrement et la gestion de projets Informatiques novateurs et vous assurerez la maintenance d'applicatifs

Diplômé(e) d'une école nationala d'ingénieurs, vous bénéficierez idéalement d'une formation MBA, IAE ou d'une spécialisation en informatique. Une première expérience de développement de type client/serveur ainsi qu'une bonne connaissance de l'environnement AS 400 vous aideront à maîtriser les différents aspects de votre activité. Votre anglais

Votre rôle au sein de notre équipe exige des qualités de communication et d'organisation. Responsabilité, autonomie et énergie seront les atouts pour réussir dans ce poste. C'est bien sûr la reconnaissance de ces qualités qui vous permettront d'évoluer vers de nouvelles fonctions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous la référence CP10 à Laurent HUET 111, rue du Château des Rentiers 75013 PARIS.

"Les Spécialistes de la Laine de Roche"



Nous étoffons nes services techniques par l'intégration d' :

Un responsable des Services DATA

(réf. AB/16) Ingénieur Télécom, vous disposez d'une sotide expérience Réseau. Yous prenez la responsabilité du réseau et de la mise en place des Services DATA.

Ingénieurs Système - UNIX

(réf. AB/10) Vous êtes Bac + 5, ingénieur Télécom ou équivalent et vous avez une expérience significative en développement de logiciels orientés Télécom. La connaissance des protocoles de communication du type TCP/IP...

> Analystes-programmeurs - UNIX (rét. AB/11)

Vous avez pour mission le développement des projets orientés systèmes et télécom sous unix (SCO, Open serveur, DG-UX...). si possible de formation Télécom, vous maîtrisez UNIX et les protocoles de communication de type TCP/IP.

Ces postes sont basés en région parisienne. Vous étes entreprenant, disponible et à la recherche d'une entreprise qui vous fera bânéficier de mayers matériels et financiers très importants. ... Tout est donc à réaliser.

Nous vous remercions d'adresse votre dossier da candidature (CV + lettre manuscrite) à : TRIODE - 28, rue de la République 69002 Lyon



Ingénieurs Conseils

Par sa filiale TEKHNÊ, GFI Informatique est partenaire de SAP dans l'intégration des systèmes SAP R/3 et R/2. Distributeur de SAP en France sur le secteur des moyennes entreprises, nous renforçons notre pôle de compétence dans ce domaine, et nous recrutons des

Consultants Juniors

De formation supérieure (ingénieur, universitaire ou école de commerce), vous souhaitez valoriser une première expérience (1 à 2 ans) acquise de préférence dans un cabinet de conseil. Vous avez des connaissances fonctionnelles dans les domaines suivants : contrôle de gestion, achat et stocks, gestion de production, gestion commerciale,

Par ailleurs, vous connaissez les différentes étapes d'un projet informatique et vous maîtrisez la langue anglaise. Votre potentiel et vos qualités de communication alliés à vos capacités rédactionnelles seront déterminants dans votre évolution.

A votre arrivée, nous vous proposons une formation certifiante sur SAP R/3. Par la suite, vous interviendrez chez nos clients pour l'avantvente, l'analyse des besoins, l'installation et la formation des utilisateurs. Notre activité progiciel est en pleine expansion, nous saurons vous proposer une évolution de carrière à la hanteur de vos

Merci d'adresser votre candidantre (CV et leure manuscrite) en précisant la réf. CJ 01/97 à GFI Informatique, Catherine Hankiss, 199 rue Championnet, 75018 Paris.



CONSEIL EN ORGANISATION ET SYSTÈMES D'INFORMATION

Conduire des missions de conseil en organisation et en systèmes d'information, réaliser des études stratégiques sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, c'est ce que nous proposons è des :

Consultants en Organisation et Systèmes d'Information

(X, Mines, Sup Aéro, INSA, HEC, ESSEC...)

- Senior Consultants, ayant une première expérience réussie de deux à trois ennées en cabinet de conseil ou en entreprise dans le domaine de l'orgenisation, des systèmes d'information et des télécommunications (réf. FHB110SC).
- · Junior Consultants, avec ou sans première expérience, falsant preuve d'une réelle motivation pour le métier de conseil et pouvant faire état d'une formation de base dans le domaine des systèmes d'information et des télécommunications (ref. FHB110JC).

Partenaire privilègié des grandes entreprises du secteur tertiaire privé et public, ainsi que des grandes organisations internationales, les missions qui nous sont confiées sont à forte valeur aloutée (études stratégiques, audits, schémas directeurs, assistance à maîtrise d'ouvrage...).

Pour faire face à une croissance rapide de notre activité en France et à l'étranger (Russie, pays de l'Est, Chine, Inde...) et notamment dans le domaine des services financiers et auprès des grands opérateurs Télécom, nous devons renforcer nos equipes par des Consultants à fort potentiel et aptes à prendre rapidement des responsabilités au sein de notre cabinet,

impérativement diplômés d'une grande Ecole (d'ingénieurs ou de commerce), les candidats devront parfaitement maîtriser l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en precisant la référence correspondante à Florence HADJAB - ACTIDE MANAGEMENT 43/45, rue Marius Jacotot - 92800 PUTEAUX

Pour insérer votre annonce dans Le Monde Économie et Le Monde Emploi Appelez Le Monde Publicité au

01-44-43-76-03 - Fax : 01-44-43-77-32

Formation Professionnelle



AXES MANAGEMENT, spécialiste reconnu de la gestion publique, propose dans son programme de séminaires 1997, 165 sessions de formation, parmi lesquelles prochainement:

Dans la filière "délégations de service public" :

PASSER ET GÉRER LES DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC concessions, affermages, régies et gérances... (3 jours)

• Identifier les avantages et les inconvénients de chaque mode de

- Respecter les obligations nationales et européennes de transparence dans l'attribution des conventions de délégation
 Gérer et contrôler les services publics délégués
- Paris 10 au 12 mars 1997

LE BAIL EMPHYTÉOTIQUE ADMINISTRATIF ET LES MONTAGES INNOVANTS (2 jours)

- · Etudier et mettre en œuvre les différents mon emphytéotique et à ses formes voisines • Identifier les avantages et les inconvénients de ces techniq
- bail à construction, convention d'aménagement, le crédit bail immobilier_ Paris - 17 et 18 mars 1997
- RÉSEAUX ET SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS:
- COMMENT CHOISIR SON OPÉRATEUR ? (1 jour)

 Commune la nouvelle réglementation des télécommunication

 identifier i offire des différents opérateurs
- Savoir rédiger et négocier un contrat avec un opérateur de
- Paris 26 juin 1997

Programmes détaillés, renseignements et inscriptions au : TH.: 01.40.01.01.33 - Fax: 01.40.01.04.14 AXES MANAGEMENT - SA su capital de 1 500 000 F 55 nue Traversière - 75012 PARIS

SEMINAIRE DE FORMATION

COMMENT CREER VOTRE **GUIDE DU PERSONNEL** OUTIL STRATEGIQUE DE LA COMMUNICATION INTERNE

TECHNICIENS ET CADRES DES FONCTIONS PERSONNEL ET COMMUNICATION INTERNE

Durée :

1 journée, 61, rue de Turenne, 75003 PARIS

MATIN:

- limité à 10 personnes
- LA PHASE PREPARATOIRE
- · Raisons et circonstances de sa création · Destinataires et besoins des salariés
- - Typologies existantes Règles à observer et pièges à éviter Maître d'œuvre et équipe ad hoc

- APRES-MIDI: LA REALISATION
 - Durée de vie et forme technique Quel ton? Quel style?
 - · Adaptation aux filiales et Le sommaire type
 - · Les 3 phases de sa rédaction · Le pré-test du projet finalisé
 - La réalisation technique · Fourchettes budgétaires

Sessions: 6, 13, 20/02 et 6, 13/03/97

Téi. 01.44.78.38.00 - Fax 01.42.77.46.81

Programme détaillé, renseignements et inscriptions : CONSENSUS Christine LEROUX - 61, rue de Turenne - 75003 PARIS

JEUNES DIPLOMES

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Integrez une entreprise par une mission professionnelle de 3 mois Formation gratuite et rémunérée de Recherche intensive d'empioi. Demandeurs d'empioi + 1 an ANPE (+26 ans)

CREFAC: 01.48.46.51.99

Résidant Paris uniquement

Chaque semaine, retrouvez la rubrique FORMATION PROFESSIONNELLE" Pour vos annonces publicitaires,

coptacles Michèle FERNANDEZ au 101 44 43 76 17 - (Fax: 01.44.43.77.32)

Service of the Company

September 19 12 1 - Affectively 18 the field of Soming and

in a rest of the man team and the team كك عربته وجورتها وجويتها المعايدة The same of the same of 京本 其中教育 分十十十十二十五

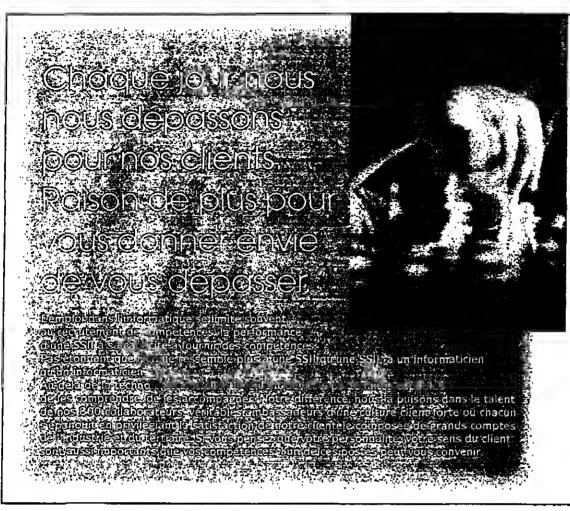
in mineral arrangement 医前外外 大大江十五十五

the straight that the service the · 1995 · 产中的原则 · 1995 · 1995

The second of the the same or distributed to are sometimes.

5

Informatique - Réseaux Télécommunications



Ingénieur client/serveur Powerbuilder - Sybase Ingénieurs (bac + 4/5 ans), vous avez une expérience significative de 2 à 3 années en conception et développement d'applications de gestion avec Powerbuilder Sybase. Réf. LM705PS.

▶ Ingénieur client/serveur Natstar - Oracle Ingénieurs (bac + 4/5 ans), vous avez une première expérience significative avec Natstar et 2 à 3 années d'expérience en conception et développement d'application de gestion.

Ingénieur technologies objets

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez une expérience du développement objet (C++) en environnement industriel et maîtrisez les méthodologies de conception objet (BOOCH, OMT...). Réf. LM705IT.

Ingénieur réseau/système

De formation ingénieur ou universitaire, vous possédez une première expérience en : administration de réseaux sur une plate-forme de développement de type HP Openview ISM, Netview 6000, fonctionnant avec les protocoles de communication CMIS/CMIP ou SNMP · administration de plates-formes UNIX ou Windows NT ou VMS.

Ingénieur télécom

De formation ingénieur ou universitaire, vous justifiez d'une première experience en développement, Intégration, qualité, exploitation dans les environnements GSM, TETRA, X25, X400, RTC, PABX, DSP. Réf LM705TR2.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence correspondante à ALTEN, Direction des Ressources Humaines, 119-121 Grande-Rue, 92318 Sèvres Cedex



technologie

Nous sommes un groupe de dimension mondiale, leader dans le domaine des solutions de télécommunications destinées aux grandes entreprises et administrations. Les très importantes perspectives de développement du marché des Centres d'Appels («Call Centers») intégrant téléphonie/informatique, nous conduisent à rechercher des

INGENIEURS D'AFFAIRES CONFIRMES H/F PARIS QUEST

AVANT-VENTE/REALISATION

TÉLÉCOM/INFORMATIQUE

Missions et Responsabilités !

Au sein de noire Centre de Compétences Européen, vous êtes responsable de la conduite projets de «Centres d'Appels». Vous intervenez en avant-vente et élaborez une offre technique répondant aux besoins spécifiques du client (gestion des appels, exploitation de numeros verts, interfaces,...). Dans le cadre du planning et du budget établis, vous gérez le projet dans son ensemble (intégration de produits différents, développements logiciels,.... en coordonnant l'action des différents intervenants. Vous assurez le lien permanent entre le client. l'ingénieur commercial et les responsables techniques. Par ailleurs, vous êtes associé aux évolutions de nos produits et pouvez être amené à gérer des relations avec nos partenaires et/ou sous-traitants.



Agé de 30 ans environ, vous êtes ingénieur en télécom ou informatique. Vous avez une expérience confirmée de conduite et de réalisation d'affaires dans un domaine proche du notre (PABX, ACD, serveurs vocaux ou environnement Client-Serveur...). Vous avez une bonne connaissance des environnements Informatiques des entreprises. Vous savez travailler en équipe et lédérer les compétences. Vos aptitudes relationnelles, votre capacité à traduire techniquement un besoin et votre efficacité font de vous un interloculeur reconnu et apprécié des clients. Autonome, vous êtes disponible pour des déplacements de courte durée en France et en Europe (anglais impérairi). Vos résultats et la croissance de notre activité

sur un marché très porteur sont garants de votre évolution au sein de notre groupe. Les entretiens avec la société auront lieu le mercredi 26 février.

Merci d'adresser lettre. CV et photo sous la référence 6027 à notre conseil : PREMIERE LIGNE · 54, avenue du Général Leclerc - 92513 BOULOGNE Cedex Fax: 01 46 05 00 34.

Ingénieur Telecom Senior

Rattaché à la Direction Générale du Groupe, vous aurez pour principales fonctions de :

- assurer le suivi de l'informatique et surtout du système telecom du Groupe (communications&réseaux), · conseiller les clients du groupe dans l'organisation de leur système telecom (mise en place de call-center, centres serveurs, internet vocaux...),
- assurer la veille technologique en matière de telecom (Internet, CTI, réseaux internationaux...).

De formation Grande Ecole d'Ingénieur (spécialisation Telecom), vous avez une expérience chez un opérateur Télécom ou en société de conseil ou équivalent et souhaitez rejoundre un groupe intervenant sur les métiers du conseil et téléservices (call-center, télévente, télé-assistance...).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) s/réf.22/2039F à Bernard Krief Ressources Humaines, 35, Bd Malesherbes, 75008 PARIS.



E RERNARD KRIFF RESCOURCES HIMAINES E

Le Monde Economie le lundi * Le Monde Emploi le mardi **

Deux rendez-vous à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

* datė mardi ** datė mercredi

Ingénieurs Commerciaux

Notre société intervient dans le conseil et l'ingénierie de systèmes électroniques et informatiques pour le secteur du transport. Notre croissance rapide nous amène à renforcer nos équipes.

Ingénieur commercia

Rattaché au Directeur Général, vous avez pour mission de développer notre présence auprès des grands comptes des domaines du transport et de l'industrie. Vous prenez en charge la prospection et l'ensemble de la relation clientèle pour offrir les compétences de nos consultants aux maitres d'ouvrage : étude de besoins, architecture de systèmes, élaboration de cahiers des charges, suivi des réalisations.

De formation ingénieur, à 30 ans environ, vous avez exerce la fonction de chef de projet, en entreprise industrielle ou SSII, et avez développé un courant d'affaires significatif de prestations de services. Votre connaissance du milieu des transports est un atout décisif.

Pour ce poste basé en proche banlieue parisienne, nous vous remercions d'envoyer votre candidature, sous ref. IC/LM, à notre Conseil SPH, 9 rue Royale, Galerie Royale 2, 75008 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Vente Progiciels

Filiale d'un groupe US recherche pour renforcer son équipe commerciele un Ingénieur d'Affaires confirmé.

Vente eux Utiliseteurs et à l'Informatique dee grands comptee. Partenariet evec les SSII françeiees pour lee projets applicatifs. Culture Beses de Données et bon niveau d'anglais appréciée. Rémunèretion ennuelle +- 500 KF

Adresser CV (sous n° 9065) à :

LE MONDE Publicité - 133, avenue des Champs-Elysées - 75409 PARIS Cedex 08